



Bulletin Officiel

N°6107 Mardi 19 Mai 2020

www.cmf.tn

— 25^{ème} Année —

ISSN 0330-7174

COMMUNIQUES DU CMF

| | |
|---|-----|
| MESURES EXCEPTIONNELLES RELATIVES AU MARCHÉ FINANCIER EN RELATION AVEC LA PANDEMIE DE CORONAVIRUS | 2-3 |
| TRANSITION AUX NORMES COMPTABLES IFRS 2021 | 4-5 |

AVIS DES SOCIETES

EMISSION D'EMPRUNTS OBLIGATAIRES

| | |
|-------------------------------------|-------|
| TUNISIE LEASING ET FACTORING 2020-1 | 6-10 |
| ABC TUNISIE 2020-1 | 11-16 |
| CIL 2020-1 | 17-20 |

INDICATEURS D'ACTIVITE TRIMESTRIELS

| | |
|-----------------------------------|-------|
| TAWASOL GROUP HOLDING - TGH - SA. | 21-23 |
|-----------------------------------|-------|

ASSEMBLEES GENERALES ORDINAIRES ET EXTRAORDINAIRES

| | |
|----------------------------------|----|
| SOCIETE CHIMIQUE ALKIMIA - AGO - | 24 |
| ASSURANCES COMAR - AGE - | 25 |

PROJET DE RESOLUTIONS AGO-AGE

| | |
|----------------------------------|-------|
| SOCIETE CHIMIQUE ALKIMIA - AGO - | 26 |
| ASSURANCES COMAR - AGE - | 27-34 |

ANNEXE I

VALEURS LIQUIDATIVES DES TITRES OPCVM

ANNEXE II

LISTE INDICATIVE DES SOCIETES & ORGANISMES FAISANT APPEL PUBLIC A L'EPARGNE

ANNEXE III

ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2019

- SOCIETE LAND'OR
- BANQUE NATIONALE AGRICOLE -BNA-

ANNEXE IV

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ARRETES AU 31 DECEMBRE 2019

- BANQUE NATIONALE AGRICOLE -BNA-

COMMUNIQUE DU CMF

Mesures exceptionnelles relatives au marché financier en relation avec la pandémie de coronavirus

Le Conseil du Marché Financier porte à la connaissance du public et des sociétés faisant appel public à l'épargne, qu'il suit avec vigilance l'évolution du marché financier et qu'il a pris les mesures d'urgence qui concernent la bourse, relatives notamment aux règles exceptionnelles de cotation afin de garantir la continuité des activités de marché et de préserver les intérêts des investisseurs et des émetteurs, applicables à partir du 18 mars 2020.

En outre, le Conseil du Marché Financier entreprend avec les autres autorités de supervision et de contrôle internationales, les mesures drastiques permettant d'endiguer la crise économique due au marasme engendré par la pandémie de coronavirus.

Aussi, le Conseil du Marché Financier, et dans le cadre des principes de solidarité nationale sacrée, sera à l'écoute des sociétés faisant appel public à l'épargne, pour étudier avec elles toutes sortes de mesures permettant de passer ce cap en garantissant la continuité économique, dans le respect des obligations réglementaires dans ce contexte exceptionnel.

D'autre part et en raison des incertitudes liées à l'évolution de la crise sanitaire et ses répercussions économiques, le CMF appelle les commissaires aux comptes, les listings sponsors et toutes les parties concernées, dans le cadre de leurs missions, à prendre en considération la vulnérabilité de certaines sociétés et de mettre en place les dispositions nécessaires permettant d'accompagner lesdites sociétés dans les difficultés éventuelles auxquelles elles sont exposées, dues à cette période d'incertitude.

Par ailleurs, et dans le souci d'information continue du marché, les sociétés faisant appel public à l'épargne sont appelées, à communiquer au CMF dans les meilleurs délais et dès que possible :

- Suite -

- Les états financiers relatifs à l'exercice comptable 2019, même non audités, dès lors qu'ils ont été arrêtés par le conseil d'administration ou le conseil de surveillance, accompagnés d'une note sur les événements postérieurs à la date de clôture, mentionnant l'impact éventuel de la pandémie COVID 19, sur l'activité et la situation financière de la société, tel que prévu par la NCT 14 relative aux éventualités et événements postérieurs à la date de clôture,
- L'état d'avancement de l'audit des états financiers,
- Les éventuelles intentions de distribution des dividendes,
- La date de l'assemblée générale fixée par le conseil,

Il reste entendu, que les sociétés demeurent dans l'obligation de communiquer au CMF, les états financiers aussitôt audités par les commissaires aux comptes et ce dans les délais prévus par la réglementation en vigueur.

COMMUNIQUE DU CMF

Le Conseil du Marché Financier porte à la connaissance des sociétés cotées à la bourse des valeurs mobilières de Tunis, aux banques et aux établissements financiers*, aux sociétés d'assurance et de réassurance ; qu'en vertu de la décision de l'assemblée générale du Conseil National de la Comptabilité du 6 septembre 2018, les institutions sus indiquées sont appelées à établir leurs **états financiers consolidés** selon les normes internationales d'information financière (IFRS) à partir du 1^{er} janvier 2021.

A cet effet, les sociétés et établissements concernés sont appelés dès à présent, à mettre en place un plan d'actions, détaillant les étapes nécessaires pour l'implémentation du nouveau référentiel comptable qui sera adopté. Ce plan doit être approuvé par le conseil d'administration ou le conseil de surveillance de l'institution, qui sera assisté par le comité permanent d'audit.

Chaque institution concernée, doit veiller à la constitution d'un comité ou d'un groupe de travail pour le suivi et la supervision de l'exécution dudit plan. Ledit comité rend compte de ses travaux directement au conseil d'administration ou au conseil de surveillance et doit inclure au minimum des responsables des unités chargées du système d'information, du service comptable et financier, du service audit interne et des représentants des sociétés du groupe.

Ce comité sera chargé notamment de :

- Mettre en place le plan d'actions ci-dessus indiqué et l'échéancier d'exécution dudit plan ;
- Recenser les difficultés d'application du nouveau référentiel et les divergences avec le référentiel existant ;
- Préparer une étude d'impact traduisant l'effet de l'adoption des normes IFRS sur la situation financière du groupe.

(*) Les établissements financiers qui font appel public à l'épargne.

- Suite -

Les sociétés et établissements concernés, sont appelés à informer **régulièrement le CMF de l'état d'avancement desdits travaux.**

Aussi les institutions susvisées, sont encouragées à suivre les meilleures pratiques d'information financière pendant la période de transition entre les normes comptables locales et les normes internationales IFRS applicables à compter de 2021.

Il est à signaler, qu'en cas de difficultés ou d'incertitudes, dans la mise en application du référentiel IFRS et afin de se prononcer sur les traitements appropriés, les sociétés concernées sont appelées à consulter le Conseil National de la Comptabilité, organisme chargé, de par les dispositions de la loi 96-112 du 30 décembre 1996 relative au système comptable, d'examiner et de donner son avis sur l'application des normes comptables et de traiter les questions relatives à la comptabilité.

Aussi, les sociétés susvisées sont appelées, à exposer au niveau du rapport annuel relatif à l'exercice 2019, les principales dispositions prises pour assurer le succès du projet de transition vers les normes IFRS et le degré d'avancement dudit projet. Cette description pourra comprendre, les mesures générales prises pour traiter les problématiques opérationnelles et de contrôle, ainsi que les risques et incertitudes susceptibles d'affecter l'activité et engendrés par le changement de référentiel comptable.

Enfin lesdites sociétés sont invitées à organiser des communications financières au cours de l'année 2020, à l'attention des différents professionnels de la place afin d'éclairer le public sur les principales divergences d'ores et déjà identifiées entre les méthodes comptables actuellement suivies et celles qui seront adoptées en 2021, ainsi que sur l'impact de l'adoption du référentiel IFRS sur la situation financière du groupe.

AVIS DES SOCIETES

EMISSION D'UN EMPRUNT OBLIGATAIRE

VISA du Conseil du Marché Financier :

Portée du visa du CMF : Le visa du CMF n'implique aucune appréciation sur l'opération proposée. Le prospectus est établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Il doit être accompagné des indicateurs d'activité de l'émetteur relatifs au premier trimestre 2020 prévus par la réglementation en vigueur régissant le marché financier pour tout placement sollicité après le 20 avril 2020. Il doit être également accompagné des états financiers de l'émetteur relatifs à l'exercice 2019 pour tout placement sollicité après le 30 avril 2020.

Le visa n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des éléments comptables et financiers présentés. Il est attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

Emprunt Obligataire «TLF 2020-1»

Décisions à l'origine de l'émission

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de TUNISIE LEASING ET FACTORING réunie le **27/04/2018** a autorisé l'émission d'un ou de plusieurs emprunts obligataires d'un montant total ne dépassant pas 100 millions de dinars dans un délai de deux ans et a donné pouvoir au Conseil d'Administration pour fixer les montants successifs, les modalités et les conditions.

Le Conseil d'Administration réuni le **29/03/2019** a décidé d'émettre l'emprunt obligataire «**TLF 2019-2**» d'un montant de 15 millions de dinars, susceptible d'être porté à 30 millions de dinars. Les caractéristiques et les conditions de cette émission ont été fixées tout en prévoyant une durée entre 5 et 10 ans et des taux d'intérêts qui varient entre TMM+2,00% brut l'an au minimum et TMM+3,00% brut l'an au maximum pour le taux variable et entre 9,00% brut l'an au minimum et 13,00% brut l'an au maximum pour le taux fixe.

Le Conseil d'Administration a également chargé la Direction Générale de fixer les taux et la durée à la veille de l'émission pour tenir compte de la situation du marché.

A cet effet, la Direction Générale a fixé les durées de l'emprunt et les taux d'intérêt comme suit : 11,60% brut l'an et/ou TMM+2,75% sur 5 ans.

Par ailleurs, et dans la mesure où l'émission de l'emprunt «**TLF 2019-2**» a été reportée en 2020, la dénomination de l'emprunt obligataire est désormais «**TLF 2020-1**».

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'OPERATION

Montant

L'emprunt obligataire «**TLF 2020-1**» est d'un montant de 15 Millions de dinars, susceptible d'être porté à 30 Millions de dinars, divisé en 150 000 obligations, susceptibles d'être portés à 300 000 obligations de nominal 100 dinars.

Le montant définitif de l'emprunt «**TLF 2020-1**» fera l'objet d'une publication aux bulletins officiels du CMF et de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Période de souscription et de versement

Les souscriptions au présent emprunt obligataire seront ouvertes le **16/03/2020** et clôturées sans préavis au plus tard le **28/05/2020**. Elles peuvent être clôturées, sans préavis, dès que le montant maximum de l'émission (30 000 000 DT) est intégralement souscrit. Les demandes de souscription seront reçues dans la limite des titres émis, soit un maximum de 300 000 obligations.

- Suite -

En cas de placement d'un montant supérieur ou égal à 15 000 000 dinars à la date de clôture de la période de souscription, soit le **28/05/2020**, les souscriptions à cet emprunt seront clôturées et le montant de l'émission correspondra à celui effectivement collecté par la société à cette date.

En cas de placement d'un montant inférieur à 15 000 000 dinars à la date de clôture de la période de souscription, soit le **28/05/2020**, les souscriptions seront prorogées jusqu'au **11/06/2020** avec maintien de la date unique de jouissance en intérêts. Passé ce délai, le montant de l'émission correspondra à celui effectivement collecté par la société.

Un avis de clôture sera publié aux bulletins officiels du Conseil du Marché Financier et de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis, dès la clôture effective des souscriptions.

Organismes financiers chargés de recueillir les souscriptions du public

Les souscriptions au présent emprunt obligataire et les versements seront reçus à partir du **16/03/2020** aux guichets de TUNISIE VALEURS (Agence de Tunis Centre Urbain Nord, Agence de Tunis Belvédère, La Marsa, Les Berges du Lac II, Nabeul, Kélibia, Sousse, Monastir, Sfax et Djerba) et des autres intermédiaires en Bourse.

But de l'émission

TUNISIE LEASING ET FACTORING, de par son statut d'établissement financier, est appelée à mobiliser d'une manière récurrente les ressources nécessaires au financement de ses concours à l'Économie.

À ce titre, cette émission obligataire permettra à la société de financer son activité et de restructurer sa dette en lui octroyant une ressource mieux adaptée à la nature de ses interventions en termes de maturité.

TUNISIE LEASING ET FACTORING a prévu pour l'année 2020 des mises en force qui s'élèvent à 440 millions de dinars. Ces mises en force seront financées à hauteur de 60 millions de dinars par des emprunts obligataires (dont 15 millions susceptibles d'être portés à 30 millions de dinars, objet de la présente émission), 159 millions de dinars par des crédits bancaires et des crédits extérieurs.

CARACTERISTIQUES DES TITRES EMIS

- **Dénomination de l'emprunt** : « TLF 2020-1 »
- **Nature des titres** : Titres de créance.
- **Forme des obligations** : Les obligations seront nominatives.
- **Catégorie des titres** : Ordinaire.
- **La législation sous laquelle les titres sont créés** : Code des sociétés commerciales, livre 4, titre1, sous-titre 5, chapitre 3 : des obligations.
- **Modalité et délais de délivrance des titres** : Le souscripteur au présent emprunt obligataire recevra, dès la clôture de l'émission, une attestation portant sur le nombre des obligations détenues, délivrée par TUNISIE LEASING ET FACTORING.

Prix de souscription et d'émission :

Les obligations souscrites dans le cadre de la présente émission seront émises au pair, soit **100 dinars** par obligation, payables intégralement à la souscription.

Date de jouissance en intérêts :

Chaque obligation souscrite dans le cadre du présent emprunt obligataire portera jouissance en intérêts à partir de la date effective de sa souscription et libération.

Les intérêts courus au titre de chaque obligation entre la date effective de sa souscription et libération et la date limite de clôture des souscriptions, soit le **28/05/2020**, seront décomptés et payés à cette dernière date.

Toutefois, la date unique de jouissance en intérêts, pour toutes les obligations émises servant de base pour les besoins de la cotation en Bourse, est fixée à la date limite de clôture des souscriptions à l'emprunt, soit le **28/05/2020** et ce, même en cas de prorogation de cette date.

Date de règlement :

Les obligations seront payables en totalité à la souscription.

- Suite -

Taux d'intérêt :

Les obligations «**TLF 2020-1**» seront offertes à des taux d'intérêts différents au choix du souscripteur fixés comme suit :

- Taux variable sur 5 ans : Taux du Marché Monétaire (TMM publié par la BCT) +2,75% brut l'an calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts sont servis. Ce taux correspond à la moyenne arithmétique des douze derniers Taux Moyens Mensuels du Marché Monétaire Tunisien publiés précédant la date de paiement des intérêts majorée de 275 points de base. Les 12 mois à considérer vont du mois de mai de l'année N-1 au mois d'avril de l'année N.

- Taux fixe sur 5 ans : Taux annuel brut de 11,60% calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts sont servis.

Le souscripteur choisira lors de la souscription le type de taux à adopter.

Amortissement et remboursement :

Toutes les obligations émises sont amortissables d'un montant annuel constant de 20 dinars par obligation, soit le un cinquième de la valeur nominale. Cet amortissement commencera à la première année.

L'emprunt sera amorti en totalité le **28/05/2025**

Prix de remboursement :

Le prix de remboursement est de **100 dinars** par obligation.

Paiement :

Le paiement annuel des intérêts et le remboursement du capital dû seront effectués à terme échu le **28 mai** de chaque année.

Le premier paiement en intérêts et le premier remboursement en capital auront lieu le **28/05/2021**.

Les paiements des intérêts et les remboursements du capital seront effectués auprès des dépositaires à travers TUNISIE CLEARING.

Taux de rendement actuariel et marge actuarielle :

• **Taux de rendement actuariel (souscription à taux fixe) :**

C'est le taux annuel qui, à une date donnée, égalise à ce taux et à intérêts composés les valeurs actuelles des montants à verser et des montants à recevoir. Il n'est significatif que pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à l'échéance de l'emprunt. Ce taux est de **11,60%** l'an.

• **Marge actuarielle (souscription à taux variable) :**

La marge actuarielle d'un emprunt à taux variable est l'écart entre son taux de rendement estimé et l'équivalent actuariel de son indice de référence. Le taux de rendement est estimé en cristallisant jusqu'à la dernière échéance le dernier indice de référence pour l'évaluation des coupons futurs.

La moyenne des TMM des 12 derniers mois arrêtée au mois de Janvier 2020 à titre indicatif, qui est égale à 7,784% et qui est supposée cristallisée à ce niveau pendant toute la durée de l'emprunt, permet de calculer un taux de rendement actuariel annuel de 10,534%. Sur cette base, les conditions d'émission et de rémunération font ressortir une marge actuarielle de **2,75%** et ce pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

Durée totale, durée de vie moyenne et duration de l'emprunt :

Durée totale:

Les obligations de l'emprunt obligataire «**TLF 2020-1**» sont émises sur une durée de **5 ans** ;

Durée de vie moyenne :

Il s'agit de la somme des durées pondérées par les flux de remboursement du capital puis divisée par le nominal. C'est l'espérance de vie de l'emprunt pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à l'échéance de l'emprunt. Cette durée est de **3 ans**.

- Suite -

Duration de l'emprunt (souscription à taux fixe) :

La duration correspond à la somme des durées pondérées par les valeurs actualisées des flux à percevoir (intérêt et principal) rapportée à la valeur présente du titre. La duration s'exprime en unités de temps (fraction d'année) et est assimilable à un délai moyen de récupération de la valeur actuelle.

La duration d'une obligation correspond à la période à l'issue de laquelle sa rentabilité n'est pas affectée par les variations de taux d'intérêts.

La duration pour les présentes obligations de cet emprunt est de **2,615 années**.

Garantie :

Le présent emprunt obligataire ne fait l'objet d'aucune garantie particulière.

Notation de l'emprunt:

L'agence de notation Fitch Ratings a attribué la note **BBB (tun)** à l'emprunt objet de la présente note d'opération en date du **18/02/2020**.

Notation de la société :

En date du **8 Octobre 2019**, Fitch Ratings a confirmé la note nationale à long terme attribuée à Tunisie Leasing et Factoring de **BBB (tun)** avec perspective stable et sa note à court terme de **F3 (tun)**.

Mode de placement :

L'emprunt obligataire objet de la présente note d'opération est émis par Appel Public à l'Épargne. Les souscriptions à cet emprunt seront ouvertes à toute personne physique ou morale intéressée aux guichets de TUNISIE VALEURS (Agence Tunis Centre Urbain Nord, Agence Tunis Belvédère, La Marsa, Les Berges du Lac II, Nabeul, Kélibia, Sousse, Monastir, Sfax et Djerba) et des autres intermédiaires en Bourse.

Organisation de la représentation des porteurs des obligations

Les obligataires peuvent se réunir en Assemblée Spéciale, laquelle assemblée peut émettre un avis préalable sur les questions inscrites à la délibération de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires. Cet avis est consigné au procès-verbal de l'Assemblée Générale des actionnaires.

L'Assemblée Générale Spéciale des obligataires désigne l'un de ses membres pour la représenter et défendre les intérêts des obligataires.

Les dispositions des articles 327 et 355 à 365 du code des sociétés commerciales s'appliquent à l'Assemblée Générale Spéciale des obligataires et à son représentant.

Le représentant de l'Assemblée Générale des obligataires a la qualité pour la représenter devant les tribunaux.

Fiscalité des titres

Les intérêts annuels des obligations de cet emprunt sont soumis à une retenue d'impôt que la loi met ou pourrait mettre à la charge des personnes physiques ou morales.

En l'état actuel de la législation, et suite à l'unification des taux de la retenue à la source sur les revenus des capitaux mobiliers, telle qu'instituée par la loi n°96-113 du 30 Décembre 1996, portant loi de finances pour la gestion 1997, les intérêts sont soumis à une retenue à la source au taux unique de 20%.

Cette retenue est définitive et non susceptible de restitution sur les revenus des obligations revenant à des personnes morales non soumises à l'impôt sur les sociétés ou qui en sont totalement exonérées en vertu de la législation en vigueur.

L'article 13 de la loi n° 2016-78 du 17 décembre 2016 portant loi de finances pour l'année 2017 a relevé le montant des intérêts au titre des comptes spéciaux d'épargne et au titre des emprunts obligataires déductible de l'assiette de l'impôt sur le revenu, de mille cinq cent dinars (1500 dinars) à cinq mille dinars (5 000 dinars) sans que ce montant n'excède trois mille dinars (3 000 dinars) pour les intérêts des dépôts dans les comptes spéciaux d'épargne ouverts auprès des banques et auprès de la Caisse d'Épargne Nationale de Tunisie, au lieu de mille dinars(1000 dinars).

- Suite -

Intermédiaire agréé mandaté par la société émettrice pour la tenue du registre des obligations:

L'établissement, la délivrance des attestations portant sur le nombre d'obligations détenues (autres que celles délivrées lors de la souscription à cet emprunt) ainsi que la tenue du registre des obligations de l'emprunt «**TLF 2020-1**» seront assurés durant toute la durée de vie de l'emprunt par TUNISIE CLEARING. L'attestation délivrée à chaque souscripteur mentionnera la catégorie et le taux d'intérêt choisis, ainsi que la quantité y afférente.

Marché des titres

Il existe des titres de même catégorie qui sont cotés sur le marché obligataire de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Par ailleurs, il n'existe pas de titres de même catégorie qui sont négociés sur des marchés de titres étrangers.

Dès la clôture des souscriptions au présent emprunt, TUNISIE LEASING ET FACTORING s'engage à charger l'intermédiaire en Bourse « TUNISIE VALEURS » de demander l'admission des obligations souscrites de l'emprunt «**TLF 2020-1**» au marché obligataire de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Prise en charge par Tunisie Clearing :

TUNISIE LEASING ET FACTORING s'engage, dès la clôture de l'emprunt «**TLF 2020-1**», à entreprendre les démarches nécessaires auprès de TUNISIE CLEARING en vue de la prise en charge des titres souscrits.

Tribunaux compétents en cas de litige :

Tout litige pouvant surgir suite à l'émission, au paiement et à l'extinction de cet emprunt sera de la compétence exclusive du tribunal de Tunis I.

Risque lié à l'émission du présent emprunt obligataire :

Selon les règles prudentielles régissant les établissements financiers exigeant une adéquation entre les ressources et les emplois qui leur sont liés, la souscription au taux indexé sur le TMM risquerait de faire supporter à l'entreprise un risque de taux du fait que les emplois sont octroyés à taux fixe et à l'inverse, la souscription au taux fixe risquerait également de faire supporter à l'entreprise un risque de taux dans le cas où certains emplois seraient octroyés à des taux indexés sur le TMM.

Le prospectus relatif à la présente émission est constitué d'une note d'opération « TLF 2020-1 » visée par le CMF en date du 26 février 2020 sous le n°20/1035 et du document de référence « TUNISIE LEASING ET FACTORING 2019 » enregistré auprès du CMF en date du 03/12/2019 sous le n°19-009, des indicateurs d'activité de Tunisie Leasing et Factoring relatifs au premier trimestre de l'exercice 2020 prévus par la réglementation en vigueur régissant le marché financier pour tout placement sollicité après le 20 avril 2020 ainsi que de ses états financiers relatifs à l'exercice 2019 pour tout placement sollicité après le 30 avril 2020.

La note d'opération et le document de référence susvisés sont mis à la disposition du public sans frais auprès de TUNISIE LEASING ET FACTORING - Centre Urbain Nord Avenue Hédi Karray, 1082 Tunisie Mahrajène, TUNISIE VALEURS, Immeuble Integra – Centre Urbain Nord, 1082 Tunisie Mahrajène, tous les intermédiaires en Bourse et sur le site internet du CMF : www.cmf.tn

Les indicateurs d'activité relatifs au premier trimestre 2020 et les états financiers de l'émetteur relatifs à l'exercice 2019 seront publiés sur le bulletin officiel du CMF et sur son site internet respectivement au plus tard le 20 avril 2020 et le 30 avril 2020.

| |
|--------------------------|
| AVIS DES SOCIETES |
|--------------------------|

EMISSION D'UN EMPRUNT OBLIGATAIRE**VISA du Conseil du Marché Financier :**

Portée du visa du CMF : Le visa du CMF, n'implique aucune appréciation sur l'opération proposée. Le prospectus est établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Il doit être accompagné des indicateurs d'activité de l'émetteur relatifs au premier trimestre de l'exercice 2020 prévus par la réglementation en vigueur régissant le marché financier, pour tout placement sollicité après le 20 avril 2020. Il doit être également accompagné des états financiers de l'émetteur relatifs à l'exercice 2019, pour tout placement sollicité après le 30 avril 2020. Le visa n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des éléments comptables et financiers présentés. Il est attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

Emprunt Obligataire «ABC TUNISIE 2020-1»

Décisions à l'origine de l'émission

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de ABC TUNISIE réunie le **30/04/2019** a autorisé l'émission d'un ou de plusieurs emprunts obligataires d'un montant total ne dépassant pas 40 millions de dinars à émettre dans un délai maximal de deux ans et a donné pouvoir au Conseil d'Administration pour en fixer les montants successifs, les modalités et les conditions.

La même Assemblée Générale Ordinaire a autorisé le Conseil d'Administration à déléguer à la Direction Générale de la banque le pouvoir de fixer à la veille de l'émission les modalités et conditions des emprunts en question.

Le Conseil d'Administration réuni le **10/12/2019** a décidé d'émettre un emprunt obligataire d'un montant de 20 millions de dinars, susceptible d'être porté à 25 millions de dinars. Les caractéristiques et les conditions de cette émission ont été fixées tout en prévoyant une durée entre 5 et 10 ans et des taux d'intérêt qui varient entre :

- TMM+2,50% brut l'an au minimum et TMM+3,50% brut l'an au maximum pour le taux variable ;
- 10,00% brut l'an au minimum et 12,00% brut l'an au maximum pour le taux fixe.

Le Conseil d'Administration a également chargé la Direction Générale de fixer les conditions de l'emprunt à la veille de l'émission pour tenir compte de la situation du marché.

A cet effet, la Direction Générale a fixé le montant de l'émission à 20 millions de dinars susceptible d'être porté à 25 millions de dinars et les durées de l'emprunt ainsi que les taux d'intérêt comme suit :

- Catégorie A : 11,00% brut l'an et/ou TMM+2,75% sur 5 ans ;
- Catégorie B : 11,50% brut l'an et/ou TMM+3,25% sur 7 ans dont 2 années de grâce.

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'OPERATION**Montant :**

L'emprunt obligataire « ABC TUNISIE 2020-1 » est d'un montant de 20 Millions de dinars susceptible d'être porté à 25 Millions de dinars, divisé en 200 000 obligations susceptibles d'être portées à 250 000 obligations de nominal 100 dinars.

Le montant définitif de l'emprunt « ABC TUNISIE 2020-1 » fera l'objet d'une publication aux bulletins officiels du CMF et de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

- Suite -

Période de souscription et de versement

Les souscriptions à cet emprunt seront ouvertes le **15/04/2020** et clôturées, sans préavis, au plus tard le **22/06/2020**. Elles peuvent être clôturées, sans préavis, dès que le montant maximum de l'émission (25 000 000 DT) est intégralement souscrit. Les demandes de souscription seront reçues dans la limite des titres émis, soit un maximum de 250 000 obligations.

En cas de placement d'un montant supérieur ou égal à 20 000 000 dinars à la date de clôture de la période de souscription, soit le **22/06/2020**, les souscriptions à cet emprunt seront clôturées et le montant de l'émission correspondra à celui effectivement collecté par la banque à cette date.

En cas de placement d'un montant inférieur à 20 000 000 dinars à la date de clôture de la période de souscription, soit le **22/06/2020**, les souscriptions seront prorogées jusqu'au **06/07/2020** avec maintien de la date unique de jouissance en intérêts. Passé ce délai, le montant de l'émission correspondra à celui effectivement collecté par la banque.

Un avis de clôture sera publié aux bulletins officiels du Conseil du Marché Financier et de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis, dès la clôture effective des souscriptions.

Organismes financiers chargés de recueillir les souscriptions du public

Les souscriptions à cet emprunt et les versements seront reçus à partir du **15/04/2020** aux guichets de TUNISIE VALEURS intermédiaire en Bourse (Agence de Tunis Centre Urbain Nord, Agence de Tunis Belvédère, La Marsa, Les Berges du Lac II, Nabeul, Kélibia, Sousse, Monastir, Sfax et Djerba) et des autres intermédiaires en Bourse.

But de l'émission

ABC TUNISIE, de par son statut d'établissement financier, est appelée à mobiliser d'une manière récurrente les ressources nécessaires au financement de ses concours à l'Économie.

Par cette émission obligataire, la banque vise à collecter des ressources additionnelles pour supporter sa stratégie de développement future. Aussi, la banque cherche à s'adresser au marché financier et solliciter l'épargne publique, afin de devenir un émetteur récurrent et diversifier ses sources de financement futures.

C'est ainsi que la banque envisage durant la période 2019-2023 le recours au marché financier avec une émission obligataire annuelle de l'ordre de 20 MDT. Par ailleurs, la banque a obtenu l'accord d'ABC International Bank (Filiale du groupe Bank ABC) pour un crédit de 50 MEUR remboursable sur 5 ans.

CARACTERISTIQUES DES TITRES EMIS

- **Dénomination de l'emprunt** : « ABC TUNISIE 2020-1 »
- **La législation sous laquelle les titres sont créés** : Code des sociétés commerciales, livre 4, titre 1, sous-titre 5, chapitre 3 : des obligations.
- **Nature des titres** : Titres de créances.
- **Forme des titres** : Les obligations subordonnées du présent emprunt seront nominatives.
- **Catégorie des titres** : Ordinaire.
- **Modalités et délais de délivrance des titres** : Le souscripteur à cet emprunt recevra, dès la clôture de l'émission, une attestation portant sur le nombre des obligations souscrites, délivrée par TUNISIE VALEURS intermédiaire en Bourse. L'attestation délivrée à chaque souscripteur mentionnera la catégorie et le taux d'intérêt choisi, ainsi que la quantité y afférente.

Prix de souscription et d'émission:

Les obligations souscrites dans le cadre de la présente émission seront émises au pair, soit 100 dinars par obligation, payables intégralement à la souscription.

- Suite -

Date de jouissance en intérêts :

Chaque obligation souscrite dans le cadre du présent emprunt obligataire portera jouissance en intérêts à partir de la date effective de sa souscription et libération.

Les intérêts courus au titre de chaque obligation entre la date effective de sa souscription et libération et la date limite de clôture des souscriptions, soit le **22/06/2020**, seront décomptés et payés à cette dernière date.

Toutefois, la date unique de jouissance en intérêts, pour toutes les obligations émises servant de base pour les besoins de la cotation en Bourse, est fixée à la date limite de clôture des souscriptions à l'emprunt, soit le **22/06/2020** et ce, même en cas de prorogation de cette date.

Date de règlement :

Les obligations seront payables en totalité à la souscription.

Taux d'intérêt :

Les obligations du présent emprunt seront offertes à des durées et des taux d'intérêts différents au choix du souscripteur, fixés en fonction de la catégorie :

- **Pour la catégorie A d'une durée de 5 ans :**

- Taux variable : Taux du Marché Monétaire (TMM publié par la BCT) +2,75% brut l'an calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts sont servis.

- Ce taux correspond à la moyenne arithmétique des douze derniers Taux Moyens Mensuels du Marché Monétaire Tunisien publiés précédant la date de paiement des intérêts majorée de 275 points de base. Les 12 mois à considérer vont du mois de juin de l'année N-1 au mois de mai de l'année N.

- Taux fixe : Taux annuel brut de 11,00% calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts sont servis.

- **Pour la catégorie B d'une durée de 7 ans dont 2 années de grâce:**

- Taux variable : Taux du Marché Monétaire (TMM publié par la BCT) + 3,25% brut l'an calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts sont servis.

- Ce taux correspond à la moyenne arithmétique des douze derniers Taux Moyens Mensuels du Marché Monétaire Tunisien publiés précédant la date de paiement des intérêts majorée de 325 points de base. Les 12 mois à considérer vont du mois de juin de l'année N-1 au mois de mai de l'année N.

- Taux fixe : Taux annuel brut de 11,50% calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts sont servis.

Le souscripteur choisira, lors de la souscription, la catégorie et le type de taux à adopter.

Intérêts :

Les intérêts sont payés à terme échu le **22 juin** de chaque année. La dernière échéance est prévue pour le **22/06/2025** pour la catégorie A et pour le **22/06/2027** pour la catégorie B.

Amortissement-remboursement :

Toutes les obligations émises sous les catégories A et B sont amortissables d'un montant annuel constant de 20 dinars par obligation, soit le un cinquième de la valeur nominale. Cet amortissement commencera à la première année pour la catégorie A et à la troisième année pour la catégorie B.

L'emprunt sera amorti en totalité le **22/06/2025** pour la catégorie A et le **22/06/2027** pour la catégorie B.

- Suite -

Prix de remboursement :

Le prix de remboursement est de 100 dinars par obligation.

Paiement :

Le paiement annuel des intérêts et le remboursement du capital dû seront effectués à terme échu le **22 juin** de chaque année.

Pour la catégorie A, le premier paiement en intérêts et le premier remboursement en capital auront lieu le **22/06/2021**.

Pour la catégorie B, le premier paiement en intérêts aura lieu le **22/06/2021** et le premier remboursement en capital aura lieu le **22/06/2023**.

Les paiements des intérêts et les remboursements du capital seront effectués auprès des dépositaires à travers TUNISIE CLEARING.

Taux de rendement actuariel et marge actuarielle :

• **Taux de rendement actuariel (souscription à taux fixe) :**

C'est le taux annuel qui, à une date donnée, égalise à ce taux et à intérêts composés les valeurs actuelles des montants à verser et des montants à recevoir. Il n'est significatif que pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à l'échéance de l'emprunt. Ce taux est de 11,00% l'an pour la catégorie A et de 11,50% l'an pour la catégorie B.

• **Marge actuarielle (souscription à taux variable) :**

La marge actuarielle d'un emprunt à taux variable est l'écart entre son taux de rendement estimé et l'équivalent actuariel de son indice de référence. Le taux de rendement est estimé en cristallisant jusqu'à la dernière échéance le dernier indice de référence pour l'évaluation des coupons futurs.

La moyenne des TMM des 12 derniers mois arrêtée au mois de février 2020 à titre indicatif, qui est égale à 7,831% et qui est supposée cristallisée à ce niveau pendant toute la durée de l'emprunt, permet de calculer un taux de rendement actuariel annuel de 10,581% pour la catégorie A et de 11,081% pour la catégorie B. Sur cette base, les conditions d'émission et de rémunération font ressortir une marge actuarielle de 2,75% pour la catégorie A et de 3,25% pour la catégorie B et ce, pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

Durée totale, durée de vie moyenne et duration de l'emprunt :

• **Durée totale:**

Les obligations de l'emprunt obligataire «ABC TUNISIE 2020-1» sont émises pour une durée de :

- 5 ans pour la catégorie A;
- 7 ans dont 2 années de grâce pour la catégorie B.

• **Durée de vie moyenne:**

Il s'agit de la somme des durées pondérées par les flux de remboursement du capital puis divisée par le nominal. C'est l'espérance de vie de l'emprunt pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à l'échéance de l'emprunt. Cette durée est de :

- 3 ans pour la catégorie A
- 5 ans pour la catégorie B.

• **Duration de l'emprunt :**

La duration pour les présentes obligations est de :

- 2,632 années pour la catégorie A
- 4,003 années pour la catégorie B.

Garantie :

Le présent emprunt subordonné ne fait aucune mention de garantie.

- Suite -

Notation de la banque:

Dans sa lettre de notation du 06/01/2020, Fitch Ratings a confirmé :

- la note nationale à long terme attribuée à ABC Tunisie à AA+ (tun) avec perspective stable et;
- sa note à court terme à F1+ (tun).

Notation de l'emprunt :

L'agence de notation Fitch Ratings a attribué la note AA+ (tun) à l'emprunt «ABC TUNISIE 2020-1» en date du 21/02/2020.

Mode de placement :

L'emprunt obligataire «ABC TUNISIE 2020-1» est émis par Appel Public à l'Épargne. Les souscriptions à cet emprunt seront ouvertes à toute personne physique ou morale intéressée et seront reçues aux guichets de TUNISIE VALEURS intermédiaire en Bourse (Agence Tunis Centre Urbain Nord, Agence Tunis Belvédère, La Marsa, Les Berges du Lac II, Nabeul, Kélibia, Sousse, Monastir, Sfax et Djerba) et des autres intermédiaires en Bourse.

Organisation de la représentation des porteurs des obligations subordonnées

Les obligataires peuvent se réunir en Assemblée Spéciale, laquelle assemblée peut émettre un avis préalable sur les questions inscrites à la délibération de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires. Cet avis est consigné au procès-verbal de l'Assemblée Générale des actionnaires.

L'Assemblée Générale Spéciale des obligataires désigne l'un de ses membres pour la représenter et défendre les intérêts des obligataires.

Les dispositions des articles 327 et 355 à 365 du code des sociétés commerciales s'appliquent à l'Assemblée Générale Spéciale des obligataires et à son représentant.

Le représentant de l'Assemblée Générale des obligataires a la qualité pour la représenter devant les tribunaux.

Fiscalité des titres : Droit commun régissant la fiscalité des obligations.

Intermédiaire agréé mandaté par la société émettrice pour la tenue du registre des obligations subordonnées :

L'établissement, la délivrance des attestations portant sur le nombre d'obligations détenues (autres que celles délivrées par Tunisie Valeurs lors de la souscription à cet emprunt) ainsi que la tenue du registre des obligations de l'emprunt « ABC TUNISIE 2020-1 » seront assurés durant toute la durée de vie de l'emprunt par TUNISIE CLEARING.

L'attestation délivrée à chaque souscripteur mentionnera la catégorie et le taux d'intérêt choisis par ce dernier ainsi que la quantité d'obligations y afférente.

Marché des titres

Il existe un emprunt obligataire émis par ABC TUNISIE coté sur le marché obligataire de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Dès la clôture des souscriptions au présent emprunt, ABC TUNISIE s'engage à charger l'intermédiaire en Bourse « TUNISIE VALEURS » de demander l'admission des obligations souscrites de l'emprunt «ABC TUNISIE 2020-1 » au marché obligataire de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Prise en charge par Tunisie Clearing :

ABC TUNISIE s'engage, dès la clôture de l'emprunt « ABC TUNISIE 2020-1 », à entreprendre les démarches nécessaires auprès de TUNISIE CLEARING en vue de la prise en charge des titres souscrits.

Tribunal compétent en cas de litige :

Tout litige pouvant surgir suite à l'émission, au paiement et à l'extinction de cet emprunt obligataire sera de la compétence exclusive du tribunal de Tunis I.

- Suite -

Risque lié à l'émission du présent emprunt obligataire :

Selon les règles prudentielles régissant les établissements financiers exigeant une adéquation entre les ressources et les emplois qui leur sont liés, la souscription au taux indexé sur le TMM risquerait de faire supporter à la banque un risque de taux dans le cas où certains emplois seraient octroyés à taux fixe, et à l'inverse la souscription au taux fixe risquerait également de faire supporter à la banque un risque de taux dans le cas où certains emplois seraient octroyés à des taux indexés sur le TMM.

Le prospectus relatif à la présente émission est constitué de la note d'opération visée par le CMF en date du **26/03/2020** sous le numéro **20-1039**, du document de référence « Bank ABC TUNISIE 2020 » enregistré par le CMF en date du 10/03/2020 sous le n°20-001, des indicateurs d'activité de l'émetteur relatifs au premier trimestre 2020 prévus par la réglementation en vigueur régissant le marché financier pour tout placement sollicité après le 20 avril 2020, ainsi que des états financiers de l'émetteur relatifs à l'exercice 2019, pour tout placement sollicité après le 30 avril 2020.

La présente note d'opération et le document de référence susvisés sont mis à la disposition du public, sans frais, auprès de ABC TUNISIE, ABC Building Rue du Lac d'Annecy, Les Berges du Lac, 1053 Tunis, TUNISIE VALEURS, intermédiaire en Bourse, Immeuble Integra - Centre Urbain Nord, 1082 TunisMahrajène et sur le site internet du CMF : www.cmf.tn.

Les indicateurs d'activité relatifs au premier trimestre 2020 et les états financiers relatifs à l'exercice 2019 seront publiés au bulletin officiel du CMF et sur son site internet respectivement au plus tard le 20 avril 2020 et le 30 avril 2020.

AVIS DES SOCIETES

EMISSION D'UN EMPRUNT OBLIGATAIRE

VISA du Conseil du Marché Financier :

Portée du visa du CMF : **Le visa du CMF, n'implique aucune appréciation sur l'opération proposée.**

Le prospectus est établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Il doit être accompagné des indicateurs d'activité de l'émetteur relatifs au premier trimestre 2020, prévus par la réglementation en vigueur régissant le marché financier, pour tout placement sollicité après le 20 avril 2020. Il doit être, également, accompagné des états financiers de l'émetteur relatifs à l'exercice 2019, pour tout placement sollicité après le 30 avril 2020.

Le visa n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des éléments comptables et financiers présentés. Il est attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

**EMPRUNT OBLIGATAIRE
« CIL 2020/1 »**

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de la CIL tenue le **30 avril 2019** a autorisé l'émission d'un ou plusieurs emprunts obligataires pour un montant total de Cent Cinquante Millions de Dinars (150.000.000 DT) et ce, avant la date de la tenue de l'AGO statuant sur l'exercice 2019, et a donné pouvoir au Conseil d'Administration pour en fixer les montants successifs, les modalités et les conditions.

Dans le cadre de cette autorisation, le Conseil d'Administration réuni en date du **17 mars 2020** a décidé d'émettre un emprunt obligataire d'un montant de dix (10) Millions de dinars susceptible d'être porté à quinze (15) Millions de Dinars et a fixé les conditions d'émission du présent emprunt obligataire « CIL 2020/1 » comme suit :

- ✓ Montant : 10 Millions de Dinars susceptible d'être porté à 15 Millions de Dinars ;
- ✓ Durée : 5 ans ;
- ✓ Taux fixe : 10,5% brut l'an ;
- ✓ Remboursement : semestriel constant, avec option de remboursement anticipé effectué à l'initiative du souscripteur.

But de l'émission : La Compagnie Internationale de Leasing « CIL » a prévu, pour l'année 2020, des mises en force qui s'élèvent à 320 millions de dinars. Ces nouvelles mises en force seront financées à hauteur de 30 millions de dinars par emprunts obligataires, le reste par d'autres emprunts à moyen terme et par l'encaissement des crédits de leasing accordés durant les années passées.

Dénomination de l'emprunt : « CIL 2020/1 ».

Montant : 10.000.000 DT susceptible d'être porté à 15.000.000 DT.

Le montant définitif de l'emprunt « CIL 2020/1 » fera l'objet d'une publication aux bulletins officiels du CMF et de la BVMT.

Prix d'émission : 100 dinars par obligation payables intégralement à la souscription.

- Suite -

Prix de remboursement : Le prix de remboursement est de 100 dinars par obligation.

Formes des titres : Toutes les obligations du présent emprunt seront nominatives.

Taux d'intérêt : Les obligations du présent emprunt seront offertes à un taux d'intérêt fixe : Taux annuel brut de **10,5%** calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts sont servis.

Taux de rendement actuariel : C'est le taux annuel qui, à une date donnée, égalise à ce taux et à intérêts composés les valeurs actuelles des montants à verser et des montants à recevoir. Il n'est significatif que pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

Ce taux est de **10,50%** l'an.

Durée totale : Les obligations de l'emprunt obligataire « CIL 2020/1 » seront émises sur une durée de **5 ans**.

Durée de vie moyenne : Il s'agit de la somme des durées pondérées par les flux de remboursement du capital, puis divisée par le nominal.

C'est l'espérance de vie de l'emprunt pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

Cette durée est de **2,75 ans**.

Duration : La duration correspond à la somme des durées pondérées par les valeurs actualisées des flux à percevoir (intérêt et principal) rapportée à la valeur présente du titre.

La duration s'exprime en unités de temps (fraction d'année) et est assimilable à un délai moyen de récupération de la valeur actuelle.

La duration d'une obligation correspond à la période à l'issue de laquelle sa rentabilité n'est pas affectée par les variations des taux d'intérêts.

La duration pour les présentes obligations de cet emprunt est de **2,377 années**.

Période de souscription et de versement : Les souscriptions à cet emprunt seront ouvertes le **10 avril 2020** et clôturées au plus tard le **5 juin 2020**.

Elles peuvent être clôturées, sans préavis, dès que le montant maximal de l'émission (15.000.000 DT) est intégralement souscrit. Les demandes de souscription seront reçues dans la limite des titres émis, soit un maximum de 150.000 obligations.

En cas de placement d'un montant inférieur à 10.000.000 dinars à la date de clôture de la période de souscription, soit le **5 juin 2020**, les souscriptions seront prorogées jusqu'au **8 juillet 2020**, avec maintien des dates uniques de jouissance en intérêts. Passé ce délai, le montant de l'émission correspondra à celui effectivement collecté par la société.

Un avis de clôture sera publié aux Bulletins Officiels du Conseil du Marché Financier et de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis, dès la clôture effective des souscriptions.

Date de jouissance en intérêts : Chaque obligation souscrite dans le cadre du présent emprunt obligataire portera jouissance en intérêts à partir de la date effective de sa souscription et libération.

Les intérêts courus au titre de chaque obligation entre la date effective de souscription et libération et la date limite de clôture des souscriptions, soit le **5 juin 2020**, seront décomptés et payés à cette dernière date.

Toutefois, la date unique de jouissance en intérêts pour toutes les obligations émises, qui servira de base à la négociation en Bourse, est fixée au **5 juin 2020**, soit la date limite de clôture des souscriptions et ce, même en cas de prorogation de cette date.

- Suite -

Amortissement et remboursement : Toutes les obligations émises sont amortissables d'un montant semestriel constant de 10 dinars par obligation, soit le un dixième de la valeur nominale de chaque obligation. Cet amortissement commencera dès le premier semestre suivant la date limite de clôture des souscriptions.

L'emprunt sera amorti en totalité le **5 juin 2025**.

Paiement : Le paiement semestriel des intérêts et le remboursement du capital dû seront effectués, le **5 juin** et le **5 décembre** de chaque année à partir du **5 décembre 2020**.

Le premier paiement en intérêts et le premier remboursement en capital auront lieu le **5 décembre 2020**.

Un remboursement anticipé est autorisé au souscripteur à partir du premier semestre avec obligation d'informer la Compagnie Internationale de Leasing avant la date d'échéance de 60 jours et ce, par le dépôt d'une lettre de demande de remboursement anticipé à son bureau d'ordre.

Les paiements des intérêts et les remboursements du capital seront effectués auprès des dépositaires à travers Tunisie Clearing.

Clause de remboursement anticipé : Les obligations émises dans le cadre du présent emprunt peuvent faire l'objet d'un remboursement anticipé portant sur toutes les obligations en circulation. Le remboursement se fera au gré du souscripteur à la valeur nominale restant due à l'une des dates de l'échéancier semestriel augmentée des intérêts courus avec l'obligation d'informer la Compagnie Internationale de Leasing 60 jours avant la date d'échéance par le dépôt d'une lettre de demande de remboursement anticipé à son bureau d'ordre.

Organisme financier chargé de recueillir les souscriptions du public : Les souscriptions à cet emprunt et les versements seront reçus à partir du **10 avril 2020** aux guichets de la Compagnie Générale d'Investissement « CGI », intermédiaire en Bourse, 10 Rue Pierre de Coubertin, 1001 Tunis.

Intermédiaire agréé mandaté par la société émettrice pour la tenue du registre des obligataires : L'établissement, la délivrance des attestations portant sur le nombre d'obligations détenues ainsi que la tenue du registre des obligations de l'emprunt « CIL 2020/1 » seront assurés durant toute la durée de vie de l'emprunt par la Compagnie Générale d'Investissement « CGI », Intermédiaire en Bourse.

L'attestation délivrée à chaque souscripteur doit mentionner la quantité d'obligations souscrite par ce dernier.

Garantie : Le présent emprunt obligataire n'est assorti d'aucune garantie particulière.

Notation : L'agence de notation Fitch Ratings a attribué, sur l'échelle nationale, la note '**BBB- (tun)**' à la présente émission de la Compagnie Internationale de Leasing « CIL » en date du **19 mars 2020**.

Cotation en Bourse : La Compagnie Internationale de Leasing « CIL », s'engage à charger l'intermédiaire en Bourse, la Compagnie Générale d'Investissement « CGI » de demander, dès la clôture des souscriptions, l'admission de l'emprunt « CIL 2020/1 » au marché obligataire de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Prise en charge par Tunisie Clearing : La Compagnie Internationale de Leasing « CIL » s'engage, dès la clôture de l'emprunt « CIL 2020/1 », à entreprendre les démarches nécessaires auprès de Tunisie Clearing, en vue de la prise en charge des titres souscrits.

Fiscalité des titres : Droit commun régissant la fiscalité des obligations.

Tribunal compétent en cas de litige : Tout litige pouvant surgir suite à l'émission, au paiement et à l'extinction de cet emprunt obligataire sera de la compétence exclusive du tribunal de Tunis I.

- Suite -

Le prospectus relatif à la présente émission est constitué d'une note d'opération visée par le CMF sous le **N° 20/1040** en date du **26 mars 2020**, du document de référence « CIL 2019 » enregistré par le CMF en date du **16 octobre 2019** sous le **N° 19/007**, des indicateurs d'activité de l'émetteur relatifs au premier trimestre de l'exercice 2020, prévus par la réglementation en vigueur régissant le marché financier, pour tout placement sollicité après le 20 avril 2020 et des états financiers de l'émetteur relatifs à l'exercice 2019, pour tout placement sollicité après le 30 avril 2020.

La note d'opération et le document de référence susvisés sont mis à la disposition du public, sans frais, auprès de la CIL au 16, Avenue Jean Jaurès – 1001 – Tunis, de la CGI, intermédiaire en Bourse au 10 Rue Pierre de Coubertin – 1001 –Tunis et sur le site internet du CMF : www.cmf.tn.

Les indicateurs d'activité relatifs au premier trimestre 2020 et les états financiers relatifs à l'exercice 2019 seront publiés au bulletin officiel du CMF et sur son site internet, respectivement au plus tard le 20 avril 2020 et le 30 avril 2020.

AVIS DES SOCIETES

INDICATEURS D'ACTIVITÉ TRIMESTRIELS**TAWASOL GROUP HOLDING SA.**

Siège Social : 20, Rue des entrepreneurs Charguia II, Ariana, Tunisie

La société Tawasol Groupe Holding publie ci-dessous ses indicateurs d'activité relatifs au 1er trimestre 2020.

Indicateurs d'activité de la société Tawasol Groupe Holding relatifs au 1er trimestre de l'année 2020

| Chiffres consolidés (en milliers de DT) | Performances du 1er Trimestre 2020 | | Variation | Cumul au 31/12/2019 |
|--|------------------------------------|---------------|-------------|---------------------|
| | Désignation | T1-2020 | T1-2019 | en% |
| Revenus | 13 885 | 27 403 | -49% | 109 919 |
| Réseau de télécommunication | 3 749 | 4 745 | -21% | 16 615 |
| Local | 1 955 | 2 355 | -17% | 8 382 |
| Algérie(2) | 62 | 214 | -71% | 1 129 |
| Export Afrique | 1 733 | 2 175 | -20% | 7 104 |
| Promotion | 666 | 4 556 | -85% | 28 854 |
| Réseau d'infrastructure | 5 088 | 8 493 | -40% | 33 517 |
| Industrie | 4 381 | 9 609 | -54% | 30 932 |
| Local | 4 381 | 9 609 | -54% | 30 932 |
| Export | | | | |
| Production | 14 165 | 29 050 | -51% | 87 188 |
| Investissements | 625 | 284 | 120% | |
| Investissements corporels | 625 | 284 | 120% | 1 984 |
| Investissements financiers | - | - | | - |
| Structure de l'endettement | 84 217 | 85 607 | -2% | 92 785 |
| Endettement à long et moyen terme | 13 673 | 13 823 | -1% | 14 665 |
| Dont promotion immobilière | 4 053 | 2 367 | 71% | 4 086 |
| Endettement à court terme | 70 544 | 71 785 | -2% | 78 120 |
| Dont promotion immobilière | 14 173 | 18 633 | -24% | 22 667 |

Source: Information comptable et de gestion.

1) les chiffres relatifs à l'année 2019 sont conformes aux indicateurs d'activités publiés du 4ème trimestre 2019

- Suite -

L'activité du groupe a été impactée par le confinement imposé sur l'ensemble des pays et des territoires sur lesquelles nous oeuvrons. Le ralentissement de l'activité s'est principalement, senti sur les activités de la production de profilé d'Aluminium et celle du réseau d'infrastructure.

Le carnet de production et de commandes sont maintenues et les exécutions ont été décalées pour le post- confinement. D'ailleurs Tawasol Groupe reste optimiste dans l'atteinte de ses objectifs en Chiffre d'affaires pour 2020 tels que annoncés lors de son AGO de décembre 2019.

Une partie du Chiffre d'affaires du premier trimestre du pôle promotion a été imputé au 31 décembre 2019 suite aux constats des ventes post clôture de l'exercice pour atteindre les 30.5 MDT excédant ainsi le CA annoncé sur les indicateurs du 4^{ème} trimestre 2019.

Ainsi, les revenus consolidés de Tawasol Groupe Holding au titre du premier trimestre 2020 sont de l'ordre de 13.9MDT contre 27.4MDT réalisés au cours de la même période en 2019, enregistrant, suite à une conjoncture mondiale exceptionnelle, une baisse de 49%.

L'activité du premier trimestre de l'année 2020, a été marquée par les faits suivants :

1. Le pôle réseau de télécommunication :

Le pôle réseau de télécommunication a connu un ralentissement de ses activités au cours du premier trimestre 2020 dû à l'arrêt de l'activité en local depuis la mi-mars et au quasi-arrêt des activités en Algérie suite aux événements majeures survenus dans ce pays courant l'année 2019.

Le pôle a terminé le 1^{er} Trimestre de 2020 avec des réalisations de moins de 21% comparativement à la même période de 2019 pour un volume de chiffre d'affaires de 3.7 MDT.

Cependant et malgré l'arrêt du transport aérien et les restrictions générales intervenues depuis Mars imposées par la crise du COVID 19, le groupe Tawasol a assuré ses prestations et ses engagements contractuels auprès de la RDC et la Guinée Equatoriale. Des réalisations qui s'avèrent prometteuses pour l'année 2020 par la signature en Avril d'un contrat de travaux de maintenance avec l'opérateur sur la région et aussi par la soumission avec orange en RDC pour la construction de réseaux de fibres optiques. Notons aussi les faits suivants :

- Le commencement des activités de la filiale en Guinée Equatoriale avec les deux opérateurs locaux de téléphonie.
- Le démarrage à la mi-mai de la filiale de Maroc pour le compte de Huawei et mise en place pour opérer le lancement de ses activités avec Orange.
- Le groupe Tawasol crée une filiale à Addis Ababa en Éthiopie, à la demande de l'opérateur Huawei pour l'accompagner dans ses exécutions de ses carnets de commandes en cours.
- Les filiales en Lybie et Burkina Faso connaissent une situation de veilleuse, dans l'attente d'être parmi les primeurs lors de la reprise des chantiers.

- Suite -

2- Le pôle Réseau d'Infrastructure

Après une bonne reprise du niveau d'activité du pôle en 2019, avec un total revenu au 31 Décembre 2019 s'élève à 33.5 MDT contre 17.3 MDT au 31 décembre 2018, l'activité travaux d'infrastructure constituée par de grands chantiers, a été impactée par la suspension de tous ses chantiers suites aux instructions des maîtres d'œuvres depuis le 19 mars afin d'assurer la sécurité de nos employés et de nous conformer aux règles de confinement.

Le chiffre d'affaires réalisé au cours du premier trimestre 2020 correspond aux facturations des mois de Janvier et de Février. En effet, les travaux réalisés en mars, n'ont pas été facturés ni compté parmi les encours, étant un arrêt total des activités avant les échéances mensuelles d'émission des attachements et des facturations. Ces travaux en stock sont estimés à 2,5 MDT.

Au cours du mois de Mai, le pôle a redémarré deux chantiers et est en attente des ordres de reprises des travaux du reste des autres marchés en cours sujets à des formalités administratives d'autorisations. Le carnet des commandes encours pour ce pôle est autour de 50 MDT.

3. Le pôle Industrie

La société palma de production de profilé d'Aluminium a connu un trimestre doublement impacté en période de production. Un arrêt de la production et des ventes usuelles début d'année pour inventaire dans l'usine et chez ses revendeurs. Cet arrêt de l'exploitation n'a pas pu être rattrapé et a été aggravé par les restrictions de la crise du COVID 19.

Le redémarrage de l'usine est en cours de préparation et il est sujet à la bonne fluidité de l'approvisionnement en local et en international.

4. Le pôle immobilier

Le total du chiffre d'affaires réalisé par l'activité promotion immobilière au 31/12/2019 s'élève à 30.5 MTND, soit 13,8 MDT pour le projet villa 38 et 16,6 MDT pour le projet jnaynet Monfleury.

Le potentiel de chiffre d'affaires restant sur les deux projets sur 2020, s'élève à 4.5 MDT pour jupiter et 10.8 MDT pour Jnaynet Monfleury.

Pour le projet de Lotissement Jnainet El Manar, les travaux ont avancé, le trimestre a connu une production estimée à 0,3 MDT. Le projet clôturé offrira 65.000 m² à vendre aux prix moyen estimé de 1600 dt/m², à écouler sur une durée estimée de 3 ans.

5. Analyse de l'endettement net consolidé

Le total endettement consolidé du groupe a connu une baisse significative passant de 92.8MDT au 31/12/2019 à 84.2 MDT au 31/03/2020, enregistrant ainsi une amélioration de 9%.

i. Endettement à Long et Moyen Terme :

L'endettement à Moyen et Long Termes s'élève au 31 Mars 2020 à 13.7MTND contre 14.6MDT enregistré au 31/12/2019, soit une baisse de 7%.

ii. Endettement à Court Terme :

L'endettement à Court Terme net des placements bancaires se situe au 31 mars 2020 à 70.5 MDT contre 78.1MDT au 31 Décembre 2019, enregistrant une baisse de 10%. Le trimestre a connu un grand effort de remboursement des crédits de préfinancement immobilier par le début des encaissements des ventes. Le total des remboursements au titre du premier trimestre s'est élevé à 8.5 MDT représentant 32% du total des engagements bancaires du pôle immobilier.

AVIS DES SOCIETES

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

SOCIETE CHIMIQUE ALKIMIA

Siège social :11, Rue des Lilas - 1082 Tunis - Mahrajène

Mesdames et Messieurs les actionnaires de la Société Chimique ALKIMIA sont invités à assister le Jeudi 04 Juin 2020 à 10 heures au Movenpick - Hôtel du Lac Tunis, à l'Assemblée Générale Ordinaire à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1- Lecture du rapport du Conseil d'Administration sur la Gestion de l'exercice 2019
- 2- Lecture des rapports des commissaires aux comptes sur l'exercice 2019
- 3- Approbation du Rapport du Conseil d'Administration et des états financiers relatifs au même exercice
- 4- Approbation des états financiers consolidés de l'exercice 2019 du Groupe ALKIMIA
- 5- Quitus aux Administrateurs
- 6- Fixation des jetons de présence et de la rémunération des membres du comité permanent d'audit.
- 7- Affectation du résultat net de l'exercice 2019

Conformément à l'article 29 des statuts de la Société, tout actionnaire peut assister à l'AGO sur simple justification de son identité, à condition qu'il ait été immatriculé par son intermédiaire en bourse sur les registres de la Société cinq jours au moins avant la date de l'Assemblée.

Tout actionnaire pourra par ailleurs se faire représenter par un mandataire de son choix, à condition qu'un "POUVOIR" soit déposé au siège social de la Société cinq jours au moins avant la date de l'Assemblée.

Les rapports à soumettre aux délibérations de l'AGO seront tenus à la disposition de chaque actionnaire au siège social de la Société.

AVIS DES SOCIETES

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Compagnie Méditerranéenne d'Assurances et de Réassurances « CO.M.A.R »
Siège social : Avenue Habib Bourguiba, Immeuble COMAR, 1001 Tunis

Messieurs les Actionnaires de la **COMPAGNIE MEDITERRANEENNE D'ASSURANCES ET DE REASSURANCES « COMAR »** sont convoqués à l'**Assemblée Générale Extraordinaire** qui se tiendra le **Vendredi 05 Juin 2020 à 13h00** au siège de la société sis à Tunis, Immeuble COMAR, avenue Habib Bourguiba, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Lecture du rapport du Conseil d'Administration relatif à la mise en conformité des statuts avec les dispositions de la loi n°2019-47 du 29 Mai 2019 relative à l'amélioration du climat d'investissement ;
2. Modification des statuts;
3. Pouvoirs pour formalités.

| |
|--------------------------|
| AVIS DES SOCIETES |
|--------------------------|

PROJET DES RESOLUTIONS AGO**SOCIETE CHIMIQUE ALKIMIA**

Siège social :11, Rue des Lilas - 1082 Tunis - Mahrajène

Projet des résolutions qui sera soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra le jeudi 04 juin 2020.

PREMIÈRE RESOLUTION:

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes, approuve celui du Conseil ainsi que les états financiers arrêtés au 31 Décembre 2019 tels qu'ils lui ont été présentés.

DEUXIÈME RESOLUTION:

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les opérations visées aux articles 200 et 475 du code des Sociétés Commerciales approuve les opérations réalisées en 2019.

TROISIÈME RESOLUTION:

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'Administration et de celui des Commissaires aux Comptes approuve les états financiers consolidés du Groupe ALKIMIA arrêtés au 31.12.2019.

QUATRIÈME RESOLUTION:

L'Assemblée Générale donne quitus entier et sans réserve aux Administrateurs pour leur gestion de l'exercice 2019.

CINQUIÈME RESOLUTION:

L'Assemblée Générale fixe le montant global des jetons de présence pour l'exercice 2019 à 144 000 DT et la rémunération des membres du Comité Permanent d'Audit à 48 000 DT.

SIXIÈME RESOLUTION:

L'Assemblée Générale décide d'affecter le :

| | |
|---|---------------------|
| * Résultat net de l'exercice 2019 | (15 928 042,461 DT) |
|---|---------------------|

comme suit:

| | |
|---------------------------------|---------------------|
| * Amortissements différés | (2 269 936,894 DT) |
| * Report à nouveau..... | (13 658 105,567 DT) |

SEPTIÈME RESOLUTION:

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un extrait ou d'une copie du présent Procès-Verbal pour effectuer toutes formalités légales et de publicité.

AVIS DES SOCIETES

PROJET DE RESOLUTIONS AGE

Compagnie Méditerranéenne d'Assurances et de Réassurances « CO.M.A.R »
Siège social : Avenue Habib Bourguiba, Immeuble COMAR, 1001 Tunis

Projet de résolutions à soumettre à l'approbation de l'Assemblée Générale Extraordinaire qui se tiendra le 05 Juin 2020 :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la Compagnie Méditerranéenne d'Assurances et de Réassurances « CO.M.A.R. », réunie le 05/06/2020, après avoir eu lecture du rapport du Conseil d'Administration relatif à la mise en conformité des statuts avec la législation en vigueur décide l'amendement des statuts conformément aux dispositions de la loi n°2019-47 du 29 Mai 2019 relative à l'amélioration du climat d'investissement.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à

DEUXIEME RESOLUTION

En conséquence de ce qui précède et afin de mettre en conformité les statuts de la société avec les dispositions de la loi 2019-47 du 29 Mai 2019, l'Assemblée Générale décide d'adopter la modification des articles **8, 9, 22, 25, 27** et **37** et de les remplacer par les dispositions suivantes.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à

ARTICLE 8 (NOUVEAU) : DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION

1. En cas d'augmentation de capital en numéraire, et sauf décision contraire de l'Assemblée Générale extraordinaire délibérant dans les conditions prévues par la loi, les propriétaires des actions antérieurement émises ou leurs cessionnaires ont un droit de préférence à la souscription des actions nouvelles, dans la proportion du montant des actions anciennes que chacun possède alors.

2. Ce droit est contractuellement exercé dans les conditions de fonds prévues par les articles 296 et suivants du Code des Sociétés Commerciales. Ceux des actionnaires qui n'auront pas un nombre de titres suffisant pour obtenir une action, pourront se réunir pour exercer leurs droits, mais sans qu'il puisse, jamais n'en résulter de souscription indivise pour la société.

3. En conséquence, les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Ce droit est négociable, dans les mêmes conditions que l'action elle-même, pendant la durée de la souscription.

- Suite -

4. En cas d'augmentation de capital en numéraire, et sauf décision contraire de l'Assemblée Générale extraordinaire délibérant dans les conditions prévues par la loi, les propriétaires des actions antérieurement émises ou leurs cessionnaires ont un droit de préférence à la souscription des actions nouvelles, dans la proportion du montant des actions anciennes que chacun possède alors.

5. Ce droit est contractuellement exercé dans les conditions de fonds prévues par les articles 296 et suivants du Code des Sociétés Commerciales. Ceux des actionnaires qui n'auront pas un nombre de titres suffisant pour obtenir une action, pourront se réunir pour exercer leurs droits, mais sans qu'il puisse, jamais n'en résulter de souscription indivise pour la société.

6. En conséquence, les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Ce droit est négociable, dans les mêmes conditions que l'action elle-même, pendant la durée de la souscription.

7. Dans le cas où il n'y a pas lieu de faire cette insertion, la société doit porter, par écrit recommandé avec accusé de réception ou tout autre moyen laissant une trace écrite ou ayant la force probante de l'acte écrit, dans les trois jours de l'insertion prévue à l'article 301 du Code des Sociétés Commerciales, à la connaissance des actionnaires dont les titres sont nominatifs, les renseignements prévus à l'article 164 du Code des Sociétés Commerciales.

8. Si certains actionnaires n'ont pas souscrit les actions pour lesquelles les dispositions ci-dessus leur donnaient un droit de préférence, les actions ainsi rendues disponibles, seront attribuées aux actionnaires qui auront souscrit un nombre d'actions supérieur à celui qu'ils pouvaient souscrire à titre préférentiel, proportionnellement à leur part dans le capital et dans la limite de leurs demandes.

9. L'application des dispositions ci-dessus ne peut être écartée que par l'Assemblée Générale, délibérant aux conditions de quorum et de majorité prévue par l'article -33- des présents statuts et dans les conditions prévues ci-après.

10. Pareille délibération n'est valable que si le Conseil d'Administration indique dans un rapport préalable à l'Assemblée Générale les motifs de l'augmentation de capital ainsi que les personnes auxquelles seront attribuées les actions nouvelles et le nombre d'actions attribuées à échange d'elles, le taux d'émission et les bases sur lesquelles il a été déterminé.

11. Les commissaires doivent Indiquer dans un rapport spécial à l'Assemblée si les bases de calcul indiquées par le conseil d'administration dans le rapport prévu à l'alinéa précédent leur paraissent exactes et sincères.

- Suite -

ARTICLE 9 (NOUVEAU) : LIBERATION DES ACTIONS

1. Les souscriptions et 'les versements effectués aux fins de la participation lors de l'augmentation du capital social sont constatés par un certificat délivré par l'établissement auprès duquel les fonds sont déposés, sur présentation des bulletins de souscription.

2. La libération du quart de l'augmentation du capital social et, le cas échéant, la totalité de la prime d'émission doit être réalisée dans un délai de six mois à compter de la date d'ouverture des souscriptions. A défaut, la décision d'augmentation de capital social est réputée non écrite.

3. Le surplus du montant des actions est payable en une ou plusieurs fois, dans un délai maximum de cinq ans à compter du jour de la réalisation définitive de l'augmentation de capital aux époques et dans les conditions fixées par le conseil d'administration.

4. Les appels de fonds sont portés à la connaissance des actionnaires un mois avant l'époque fixée pour chaque versement, soit par écrit recommandé avec accusé de réception ou tout autre moyen laissant une trace écrite ou ayant la force probante de l'acte écrit, soit par avis inséré dans un journal d'annonces légales du lieu du siège social.

5. En cas d'apport en nature, un ou plusieurs commissaires aux apports sont désignés à la demande du conseil d'administration conformément aux dispositions de l'Art 173 du Code des Sociétés Commerciales.

L'Assemblée extraordinaire délibère sur l'évaluation des apports en nature. Si cette approbation a lieu, elle déclare la réalisation de l'augmentation du capital.

Si l'Assemblée réduit l'évaluation de l'apport en nature l'approbation expresse de l'apporteur est requise.

A défaut, l'augmentation de capital n'est pas réalisée. Les actions d'apport doivent être intégralement libérées dès leur émission.

6. L'Assemblée Générale décidant l'augmentation de capital peut, si elle le juge à propos, prescrire que les nouvelles actions émises doivent être intégralement libérées lors de leur souscription.

7. Supprimé

8. Le conseil d'administration pourra autoriser à toute époque, les actionnaires à libérer par anticipation leurs actions.

9. Si dans le délai fixé lors de l'appel de fonds certaines actions n'ont pas été libérées des sommes exigibles sur leur montant, la société peut, 15 jours après une mise en demeure spéciale et individuelle notifiée à l'actionnaire défaillant par écrit recommandé avec accusé de réception ou tout autre moyen laissant une trace écrite ou ayant la force probante de l'acte écrit ou

- Suite -

par action extrajudiciaire soit résilier le contrat de souscription dont ces actions ont fait l'objet, soit procéder à leur vente de la manière ci-après indiquée.

10. Les actionnaires en défaut de paiement ne pourront assister, se faire représenter ni voter aux Assemblées Générales. Toute action ne portant pas mention des versements des sommes exigibles cessera d'être négociable, aucun dividende ne lui sera payé; les actionnaires en défaut de paiement perdront également le bénéfice du droit préférentiel de souscription ci-dessus visé, enfin dans le cas

ou un actionnaire en défaut de paiement ferait partie du conseil d'administration, il sera considéré de plein droit comme démissionnaire quinze jours francs après la signification spéciale qui lui sera faite par le conseil d'administration. '

11. Les stipulations du présent article s'appliquent également au cas de non-paiement des primes d'émission d'actions.

ARTICLE 22 (NOUVEAU) : CONVENTIONS ET OPERATIONS REGLEMENTEES

I. Evitement des conflits d'intérêts

Les dirigeants de la société doivent veiller à éviter tout conflit entre leurs intérêts personnels et ceux de la société et à ce que les termes des opérations qu'ils concluent avec la société soient équitables. Ils doivent déclarer par écrit tout intérêt direct ou indirect qu'ils ont dans les contrats ou opérations conclues avec la société ou demander de le mentionner dans les procès-verbaux du conseil d'administration.

II. Des opérations soumises à autorisation, à approbation et à audit

1. Toute convention conclue directement ou par personne interposée entre la société, d'une part, et le président du conseil d'administration, le directeur général, l'un des directeurs généraux adjoints, l'un des administrateurs, l'un des actionnaires personnes physiques détenant directement ou indirectement une fraction des droits de vote supérieures à dix pour cent, ou la société la contrôlant au sens de l'article 461 du code des sociétés commerciales, d'autre part, est soumise à l'autorisation préalable du conseil d'administration à la lumière d'un rapport spécial des commissaires aux comptes indiquant les impacts financiers et économiques des opérations présentées sur la société.

Les dispositions du précédent paragraphe s'appliquent également aux conventions dans lesquelles les personnes visées ci-dessus sont indirectement intéressées.

Sont également soumises à autorisation préalable les conventions conclues entre la société et une autre société lorsque le président directeur général, le directeur général, l'un des directeurs généraux adjoints ou l'un des administrateurs est associé tenu solidairement des dettes de cette société,

- Suite -

gérant, directeur général, administrateur ou, d'une façon générale, dirigeant de cette société.

L'intéressé ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

Les cautions et avals envers les tiers sont également soumis à l'accord préalable du conseil d'administration.

2-Sont soumises à l'autorisation préalable du conseil d'administration, à l'approbation de l'assemblée générale et à l'audit du commissaire aux comptes, les opérations suivantes :

- la cession des fonds de commerce ou d'un de leurs éléments, ou leur location à un tiers, à moins qu'elles ne constituent l'activité principale exercée par la société ;
- l'emprunt important conclu au profit de la société dont le montant en principal excède un million de dinars ;
- la vente des immeubles ;
- la cession de cinquante pour cent ou plus de la valeur comptable brute des actifs immobilisés de la société.

Le conseil d'administration examine l'autorisation à la lumière d'un rapport spécial dressé par les commissaires aux comptes indiquant les impacts financiers et économiques des opérations présentées sur la société.

3. Chacune des personnes indiquées au paragraphe 1 ci-dessus doit informer le président-directeur général ou le directeur général de toute convention soumise aux dispositions de ce paragraphe et ce, dès qu'il en prend connaissance.

Le président-directeur général ou le directeur général doit informer le ou les commissaires aux comptes de toute convention autorisée et la soumettre à l'approbation de l'assemblée générale.

Le commissaire aux comptes établit un rapport spécial sur ces opérations, au vu duquel l'assemblée générale délibère.

L'intéressé qui a participé à l'opération ou qui y a un intérêt indirect ne peut prendre part au vote. Ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

4. Les conventions approuvées par l'assemblée générale, ainsi que celles qu'elle désapprouve, produisent leurs effets à l'égard des tiers sauf lorsqu'elles sont annulées pour dol. Les conséquences préjudiciables à la société de ces conventions sont mises à la charge de l'intéressé lorsqu'elles ne sont pas autorisées par le conseil d'administration et désapprouvées par l'assemblée générale. Pour les opérations autorisées par le conseil d'administration et désapprouvées par l'assemblée générale, la responsabilité est mise à la charge de l'intéressé et des administrateurs, à moins qu'ils n'établissent qu'ils n'en sont pas responsables.

- Suite -

5-Les obligations et engagements pris par la société elle-même ou par une société qu'elle contrôle au sens de l'article 461 du code des sociétés commerciales, au profit de son président-directeur général, directeur général, l'un de ses directeurs généraux adjoints, ou de l'un de ses administrateurs, concernant les éléments de leur rémunération, les indemnités ou avantages qui leurs sont attribués ou qui leurs sont dus ou auxquels ils pourraient avoir droit au titre de la cessation ou de la modification de leurs fonctions ou suite à la cessation ou la modification de leurs fonctions sont soumis à l'autorisation préalable du conseil d'administration ainsi qu'à l'approbation de l'assemblée générale, sans que l'intéressé ne puisse prendre part aux votes ni que ses actions ne soient prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

L'assemblée générale délibère au vu d'un rapport spécial établi par le commissaire aux comptes après que celui-ci ait été informé par le président-directeur général ou le directeur général des engagements et obligations en matière de rémunération des dirigeants.

Outre la responsabilité de l'intéressé ou du conseil d'administration, les conventions conclues en violation des dispositions ci-dessus peuvent, le cas échéant, être annulées lorsqu'elles causent un préjudice à la société.

III. Des opérations interdites

A l'exception des personnes morales membres du conseil d'administration, il est interdit au président directeur général, au directeur général, aux directeurs généraux adjoints et aux membres du conseil d'administration ainsi qu'aux conjoint, ascendants, descendants et toute personne interposée au profit de l'un d'eux, de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts avec la société, de se faire consentir par elle une avance, un découvert en compte courant ou autrement, ou d'en recevoir des subventions, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers, sous peine de nullité du contrat.

L'interdiction prévue à l'alinéa précédent s'applique aux représentants permanents des personnes morales membres du conseil d'administration.

A peine de nullité du contrat, il est interdit à tout actionnaire, à son conjoint, ses ascendants ou descendants ou toute personne interposée pour le compte de l'un d'eux, de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts avec la société, de se faire consentir par elle une avance, un découvert en compte courant ou autrement, ou d'en recevoir des subventions afin de l'utiliser pour la souscription dans les actions de la société.

IV. Des opérations libres

Les dispositions du paragraphe II ci-dessus ne s'appliquent pas aux conventions relatives aux opérations courantes conclues à des conditions normales. Cependant, ces conventions doivent être communiquées par l'intéressé au président du conseil d'administration ou au directeur général. Une liste détaillée de ces conventions est communiquée aux membres du conseil d'administration et au ou aux commissaires aux comptes. Ces opérations sont auditées selon les normes d'audit d'usage.

- Suite -

ART 25 (NOUVEAU) : CONVOCATION DES ASSEMBLEES

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. En cas de nécessité, elle peut être convoquée par :

- 1) Le(s) commissaires aux comptes.
- 2) Un mandataire nommé par le tribunal sur demande de tout intéressé en cas d'urgence ou à la demande d'un ou plusieurs actionnaires détenant au moins trois pour cent du capital social.
- 3) Le liquidateur.
- 4) Les actionnaires détenant la majorité du capital social ou des droits de vote après offre publique de vente ou d'échange ou après cession d'un bloc de contrôle.

L'Assemblée Générale (Ordinaire et Extraordinaire) est convoquée par un avis publié au Journal Officiel de la République Tunisienne et au bulletin officiel du Centre National du Registre des Entreprises dans le délai de vingt-et-un (21) jours au moins avant la date fixée pour la réunion.

L'avis indiquera la date, le lieu de la tenue de la réunion ainsi que l'ordre du jour.

ART 27 (NOUVEAU) : ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour est arrêté par le conseil d'administration ou par l'auteur de la convocation.

Il n'y sera porté que les propositions émanant de ce conseil ou de l'auteur de la convocation et celles qui leur auront été communiquées dans les conditions et délais légaux.

Toutefois, un ou plusieurs actionnaires représentant au moins cinq pour cent (5%) du capital social peuvent demander l'inscription de projets supplémentaires de résolutions à l'ordre du jour. Ces projets sont inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale après avoir adressé par le ou les actionnaires précités à la société un écrit recommandé avec accusé de réception ou tout autre moyen laissant une trace écrite ou ayant la force probante de l'acte écrit.

La demande doit être adressée avant la tenue de la première Assemblée Générale. L'Assemblée Générale ne peut délibérer sur des questions non inscrites à l'ordre du jour.

- Suite -

ARTICLE 37 : PAIEMENT DES DIVIDENDES

1. La part de chaque actionnaire dans les bénéfices est déterminée proportionnellement à sa participation dans le capital social.
2. Le paiement des dividendes est effectué aux lieux, aux époques et suivant les modalités fixées par l'Assemblée, ou à défaut par le conseil d'administration.
3. Sauf décision unanime des actionnaires présents ou représentés, la mise en paiement des dividendes doit intervenir dans un délai maximum de trois mois de la date de la tenue de l'assemblée générale qui a décidé la distribution. En cas de dépassement de ce délai, les dividendes non distribués génèrent un intérêt commercial au sens de la législation en vigueur.
4. Les dividendes non réclamés dans les cinq (5) ans qui suivent l'assemblée générale qui a décidé la distribution sont prescrits.
Aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres de la société, sont ou deviendraient à la suite de la distribution des bénéfices inférieurs au montant du capital, majoré des réserves que la loi ou les statuts interdisent la distribution.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire donne tous pouvoirs au représentant légal de la société ou à toute personne mandatée par lui, sous sa responsabilité, pour effectuer toutes les formalités légales de dépôt et de publicité prescrites par la loi.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à

2020 - AS - 0517

**BULLETIN OFFICIEL
DU CONSEIL DU MARCHE FINANCIER**
Immeuble CMF - Centre Urbain Nord
4^{me}Tranche - Lot B6 Tunis 1003
Tél : (216) 71 947 062
Fax : (216) 71 947 252 / 71 947 253

**Publication paraissant
du Lundi au Vendredi sauf jours fériés**
www.cmf.tn
email : cmf@cmf.tn
Le Président du CMF
Mr. Salah Essayel

| Dénomination | Gestionnaire | Date d'ouverture | VL au 31/12/2019 | VL antérieure | Dernière VL | | |
|---|-------------------------------|------------------|-------------------|---------------|------------------|---------------|-------------|
| OPCVM DE CAPITALISATION | | | | | | | |
| <i>SICAV OBLIGATAIRES DE CAPITALISATION</i> | | | | | | | |
| 1 TUNISIE SICAV | TUNISIE VALEURS | 20/07/92 | 188,603 | 192,688 | 192,719 | | |
| 2 SICAV PATRIMOINE OBLIGATAIRE | BIAT ASSET MANAGEMENT | 16/04/07 | 128,808 | 131,623 | 131,041 | | |
| 3 UNION FINANCIERE SALAMMBO SICAV | UBCI BOURSE | 01/02/99 | 108,693 | 110,735 | 110,749 | | |
| 4 SICAV L'EPARGNE OBLIGATAIRE | STB MANAGER | 18/09/17 | 114,417 | 117,340 | 117,359 | | |
| 5 LA GENERALE OBLIG-SICAV | CGI | 01/06/01 | 112,884 | 115,165 | 115,181 | | |
| 6 FIDELITY SICAV PLUS | MAC SA | 27/09/18 | 108,832 | 111,997 | 112,021 | | |
| 7 FINA O SICAV | FINACORP | 11/02/08 | 109,304 | 111,401 | 111,415 | | |
| 8 SICAV AMEN | AMEN INVEST | 01/10/92 | 45,027 | 45,636 | 45,640 | | |
| 9 SICAV BH CAPITALISATION | BH INVEST | 22/09/94 | 31,415 | 32,045 | 32,051 | | |
| 10 POSTE OBLIGATAIRE SICAV TANIT | BH INVEST | 06/07/09 | 105,929 | 108,397 | 108,417 | | |
| <i>FCP OBLIGATAIRES DE CAPITALISATION - VL QUOTIDIENNE</i> | | | | | | | |
| 11 FCP SALAMETT CAP | AFC | 02/01/07 | 16,707 | 17,024 | 17,027 | | |
| 12 MCP SAFE FUND | MENA CAPITAL PARTNERS | 30/12/14 | 121,384 | 123,191 | 123,204 | | |
| 13 CGF PREMIUM OBLIGATAIRE FCP | CGF | 25/02/08 | 1,159 | 1,166 | 1,166 | | |
| 14 FCP Wafa OBLIGATAIRE CAPITALISATION | TSI | 15/11/17 | 111,984 | 114,598 | 114,613 | | |
| 15 UGFS BONDS FUND | UGFS-NA | 10/07/15 | 11,040 | 11,241 | 11,243 | | |
| 16 FCP BNA CAPITALISATION | BNA CAPITAUX | 03/04/07 | 156,564 | 160,989 | 161,019 | | |
| 17 FCP SALAMETT PLUS | AFC | 02/01/07 | 11,084 | 11,276 | 11,277 | | |
| <i>FCP OBLIGATAIRES DE CAPITALISATION - VL HEBDOMADAIRE</i> | | | | | | | |
| 18 FCP MAGHREBIA PRUDENCE | UFI | 23/01/06 | 1,742 | 1,780 | 1,781 | | |
| <i>SICAV MIXTES DE CAPITALISATION</i> | | | | | | | |
| 19 SICAV PLUS | TUNISIE VALEURS | 17/05/93 | 60,901 | 61,806 | 61,813 | | |
| 20 SICAV PROSPERITY | BIAT ASSET MANAGEMENT | 25/04/94 | 129,454 | 126,938 | 126,919 | | |
| 21 SICAV OPPORTUNITY | BIAT ASSET MANAGEMENT | 11/11/01 | 112,135 | 101,195 | 101,086 | | |
| 22 AMEN ALLIANCE SICAV | AMEN INVEST | 17/02/20 | - | 102,023 | 102,042 | | |
| <i>FCP MIXTES DE CAPITALISATION - VL QUOTIDIENNE</i> | | | | | | | |
| 23 FCP AXIS ACTIONS DYNAMIQUE | BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT | 02/04/08 | 136,744 | 127,062 | 126,793 | | |
| 24 FCP AXIS PLACEMENT EQUILIBRE | BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT | 02/04/08 | 510,165 | 489,940 | 489,204 | | |
| 25 FCP MAXULA CROISSANCE DYNAMIQUE | MAXULA BOURSE | 15/10/08 | 128,967 | 114,098 | 114,590 | | |
| 26 FCP MAXULA CROISSANCE EQUILIBREE | MAXULA BOURSE | 15/10/08 | 135,741 | 120,521 | 120,641 | | |
| 27 FCP MAXULA CROISSANCE PRUDENCE | MAXULA BOURSE | 15/10/08 | 130,499 | 125,201 | 125,216 | | |
| 28 FCP MAXULA STABILITY | MAXULA BOURSE | 18/05/09 | 112,462 | 107,364 | 107,368 | | |
| 29 FCP INDICE MAXULA | MAXULA BOURSE | 23/10/09 | 109,116 | 97,468 | 96,990 | | |
| 30 FCP KOUNOUZ | TSI | 28/07/08 | 179,510 | 168,556 | 168,887 | | |
| 31 FCP VALEURS AL KAOUTHER | TUNISIE VALEURS | 06/09/10 | 96,478 | 83,995 | 84,574 | | |
| 32 FCP VALEURS MIXTES | TUNISIE VALEURS | 09/05/11 | 118,731 | 116,914 | 116,613 | | |
| 33 MCP CEA FUND | MENA CAPITAL PARTNERS | 30/12/14 | 169,247 | 148,876 | 148,630 | | |
| 34 MCP EQUITY FUND | MENA CAPITAL PARTNERS | 30/12/14 | 144,657 | 137,165 | 136,779 | | |
| 35 FCP SMART EQUILIBRE | SMART ASSET MANAGEMENT | 18/12/15 | 103,478 | 88,197 | 88,467 | | |
| 36 FCP VALEURS CEA | TUNISIE VALEURS | 04/06/07 | 22,654 | 19,827 | 19,801 | | |
| <i>FCP MIXTES DE CAPITALISATION - VL HEBDOMADAIRE</i> | | | | | | | |
| 37 FCP AXIS CAPITAL PRUDENT | BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT | 05/02/04 | 2087,476 | 2064,286 | 2076,447 | | |
| 38 FCP OPTIMA | BNA CAPITAUX | 24/10/08 | 129,316 | 116,650 | 119,566 | | |
| 39 FCP SECURITE | BNA CAPITAUX | 27/10/08 | 165,770 | 162,050 | 164,187 | | |
| 40 FCP CEA MAXULA | MAXULA BOURSE | 04/05/09 | 201,273 | 172,864 | 176,562 | | |
| 41 AIRLINES FCP VALEURS CEA | TUNISIE VALEURS | 16/03/09 | 17,721 | 15,251 | 15,672 | | |
| 42 FCP MAGHREBIA DYNAMIQUE | UFI | 23/01/06 | 2,784 | 2,584 | 2,611 | | |
| 43 FCP MAGHREBIA MODERE | UFI | 23/01/06 | 2,466 | 2,342 | 2,370 | | |
| 44 UGFS ISLAMIC FUND | UGFS-NA | 11/12/14 | 75,837 | 62,109 | 63,057 | | |
| 45 FCP MAGHREBIA SELECT ACTIONS | UFI | 15/09/09 | 1,164 | 1,027 | 1,024 | | |
| 46 FCP HAYETT MODERATION | AMEN INVEST | 24/03/15 | 1,226 | 1,248 | 1,249 | | |
| 47 FCP HAYETT PLENITUDE | AMEN INVEST | 24/03/15 | 1,166 | 1,104 | 1,107 | | |
| 48 FCP HAYETT VITALITE | AMEN INVEST | 24/03/15 | 1,137 | 1,038 | 1,041 | | |
| 49 MAC HORIZON 2022 FCP | MAC SA | 09/11/15 | 118,999 | 102,951 | 104,542 | | |
| 50 AL AMANAH PRUDENCE FCP | CGF | 25/02/08 | 131,708 | 124,846 | 126,327 | | |
| 51 FCP MOUASSASSETT | AFC | 17/04/17 | 1133,301 | 1024,029 | 1045,197 | | |
| 52 FCP PERSONNEL UIB EPARGNE ACTIONS | MAC SA | 19/05/17 | 11,951 | 10,306 | 10,662 | | |
| 53 FCP BIAT-CEA PNT TUNISAIR | BIAT ASSET MANAGEMENT | 06/11/17 | 10,127 | 8,851 | 9,097 | | |
| <i>SICAV ACTIONS DE CAPITALISATION</i> | | | | | | | |
| 54 UBCL-UNIVERS ACTIONS SICAV | UBCI BOURSE | 10/04/00 | 93,956 | 79,607 | 79,746 | | |
| OPCVM DE DISTRIBUTION | | | | | | | |
| Dénomination | Gestionnaire | Date d'ouverture | Dernier dividende | | VL au 31/12/2019 | VL antérieure | Dernière VL |
| | | | Date de paiement | Montant | | | |
| <i>SICAV OBLIGATAIRES</i> | | | | | | | |
| 55 SANADETT SICAV | AFC | 01/11/00 | 21/04/20 | 5,271 | 109,695 | 106,445 | 106,458 |
| 56 AMEN PREMIERE SICAV | AMEN INVEST | 10/04/00 | 30/05/19 | 4,302 | 102,952 | 104,321 | 104,332 |
| 57 AMEN TRESOR SICAV | AMEN INVEST | 10/05/06 | 23/05/19 | 5,018 | 106,235 | 108,407 | 108,423 |
| 58 ATTJARI OBLIGATAIRE SICAV | ATTJARI GESTION | 01/11/00 | 18/05/20 | 5,498 | 104,788 | 101,603 | 101,620 |
| 59 TUNISO-EMIRATIE SICAV | AUTO GERE | 07/05/07 | 11/04/19 | 5,505 | 106,654 | 109,386 | 109,407 |

| | | | | | | | | |
|--|----------------------------------|-------------------------------|----------|----------|---------|----------------|----------------|----------------|
| 60 | SICAV AXIS TRÉSORERIE | BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT | 01/09/03 | 30/05/19 | 4,502 | 108,650 | 111,075 | 111,093 |
| 61 | PLACEMENT OBLIGATAIRE SICAV | BNA CAPITAUX | 06/01/97 | 30/04/19 | 5,365 | 106,238 | 108,457 | 108,475 |
| 62 | SICAV TRESOR | BIAT ASSET MANAGEMENT | 03/02/97 | 24/04/20 | 5,033 | 103,341 | 100,402 | 100,418 |
| 63 | MILLENIO OBLIGATAIRE SICAV | CGF | 12/11/01 | 24/05/19 | 3,620 | 103,510 | 104,743 | 104,753 |
| 64 | CAP OBLIG SICAV | COFIB CAPITAL FINANCE | 17/12/01 | 06/04/20 | 6,190 | 107,338 | 103,782 | 103,798 |
| 65 | INTERNATIONALE OBLIGATAIRE SICAV | UIB FINANCE | 07/10/98 | 16/04/19 | 5,496 | 109,277 | 112,055 | 112,075 |
| 66 | FIDELITY OBLIGATIONS SICAV | MAC SA | 20/05/02 | 28/05/19 | 4,274 | 105,949 | 107,537 | 107,550 |
| 67 | MAXULA PLACEMENT SICAV | MAXULA BOURSE | 02/02/10 | 30/05/19 | 3,543 | 104,849 | 106,398 | 106,409 |
| 68 | SICAV RENDEMENT | SBT | 02/11/92 | 29/03/19 | 4,574 | 104,910 | 107,073 | 107,089 |
| 69 | UNIVERS OBLIGATIONS SICAV | SCIF | 16/10/00 | 24/05/19 | 4,425 | 105,102 | 106,780 | 106,793 |
| 70 | SICAV BH OBLIGATAIRE | BH INVEST | 10/11/97 | 27/05/19 | 5,520 | 104,538 | 106,888 | 106,911 |
| 71 | MAXULA INVESTISSEMENT SICAV | SMART ASSET MANAGEMENT | 05/06/08 | 30/05/19 | 3,847 | 106,500 | 108,185 | 108,199 |
| 72 | SICAV L'ÉPARGNANT | STB MANAGER | 20/02/97 | 18/05/20 | 5,930 | 104,751 | 101,209 | 101,224 |
| 73 | AL HIFADH SICAV | TSI | 15/09/08 | 29/05/19 | 4,859 | 104,017 | 106,234 | 106,245 |
| 74 | SICAV ENTREPRISE | TUNISIE VALEURS | 01/08/05 | 31/05/19 | 3,952 | 106,872 | 108,606 | 108,620 |
| 75 | UNION FINANCIERE ALYSSA SICAV | UBCI BOURSE | 15/11/93 | 11/05/20 | 4,167 | 103,322 | 100,758 | 100,769 |
| FCP OBLIGATAIRES - VL QUOTIDIENNE | | | | | | | | |
| 76 | FCP AXIS AAA | BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT | 10/11/08 | 15/05/20 | 3,789 | 105,166 | 104,007 | 104,017 |
| 77 | FCP HELION MONEO | HELION CAPITAL | 31/12/10 | 24/05/19 | 5,028 | 105,649 | 108,185 | 108,208 |
| 78 | FCP OBLIGATAIRE CAPITAL PLUS | STB FINANCE | 20/01/15 | 31/05/19 | 4,461 | 106,572 | 108,881 | 108,902 |
| FCP OBLIGATAIRE - VL HEBDOMADAIRE | | | | | | | | |
| 79 | FCP HELION SEPTIM | HELION CAPITAL | 07/09/18 | - | - | 110,621 | 114,695 | 114,992 |
| SICAV MIXTES | | | | | | | | |
| 80 | ARABIA SICAV | AFC | 15/08/94 | 21/04/20 | 1,398 | 62,748 | 57,057 | 57,059 |
| 81 | SICAV BNA | BNA CAPITAUX | 14/04/00 | 30/04/19 | 1,420 | 96,337 | 86,437 | 86,323 |
| 82 | SICAV SECURITY | COFIB CAPITAL FINANCE | 26/07/99 | 06/04/20 | 0,761 | 18,466 | 17,740 | 17,715 |
| 83 | SICAV CROISSANCE | SBT | 27/11/00 | 29/03/19 | 9,117 | 302,994 | 289,093 | 288,966 |
| 84 | STRATÉGIE ACTIONS SICAV | SMART ASSET MANAGEMENT | 01/03/06 | 31/05/19 | 33,007 | 2323,978 | 2030,388 | 2035,705 |
| 85 | SICAV L'INVESTISSEUR | STB MANAGER | 30/03/94 | 13/05/20 | 3,091 | 74,850 | 69,926 | 70,049 |
| 86 | SICAV AVENIR | STB MANAGER | 01/02/95 | 12/05/20 | 2,288 | 57,242 | 55,656 | 55,654 |
| 87 | UNION FINANCIERE HANNIBAL SICAV | UBCI BOURSE | 17/05/99 | 11/05/20 | 0,761 | 113,302 | 102,863 | 102,964 |
| FCP MIXTES - VL QUOTIDIENNE | | | | | | | | |
| 88 | FCP IRADETT 50 | AFC | 04/11/12 | 05/05/20 | 0,323 | 11,494 | 10,653 | 10,653 |
| 89 | FCP IRADETT CEA | AFC | 02/01/07 | 05/05/20 | 0,289 | 13,700 | 11,825 | 11,871 |
| 90 | ATTIJARI FCP CEA | ATTIJARI GESTION | 30/06/09 | 18/05/20 | 0,397 | 16,225 | 13,293 | 13,329 |
| 91 | ATTIJARI FCP DYNAMIQUE | ATTIJARI GESTION | 01/11/11 | 18/05/20 | 0,469 | 13,957 | 11,738 | 11,770 |
| 92 | BNAC PROGRÈS FCP | BNA CAPITAUX | 03/04/07 | 30/05/19 | 4,830 | 154,051 | 153,403 | 153,418 |
| 93 | FCP OPTIMUM EPARGNE ACTIONS | CGF | 14/06/11 | 31/05/19 | 0,070 | 9,038 | 7,573 | 7,576 |
| 94 | FCP DELTA EPARGNE ACTIONS | STB MANAGER | 08/09/08 | 28/05/19 | 4,764 | 116,092 | 105,552 | 105,684 |
| 95 | FCP AL IMTIEZ | TSI | 01/07/11 | 04/05/20 | 0,605 | 89,378 | 79,864 | 80,043 |
| 96 | FCP AFEK CEA | TSI | 01/07/11 | 30/05/18 | 0,599 | 93,397 | 82,028 | 82,200 |
| 97 | TUNISIAN PRUDENCE FUND | UGFS-NA | 02/01/12 | 28/05/19 | 3,717 | 98,086 | 100,338 | 100,240 |
| 98 | UBCI - FCP CEA | UBCI BOURSE | 22/09/14 | 08/04/20 | 1,830 | 98,741 | 81,197 | 81,265 |
| 99 | FCP AL HIKMA | STB MANAGER | 19/01/16 | 29/05/19 | 1,178 | 92,975 | 90,290 | 90,374 |
| 100 | CGF TUNISIE ACTIONS FCP | CGF | 06/01/17 | - | - | 9,984 | 8,460 | 8,484 |
| 101 | FCP BH CEA | BH INVEST | 18/12/17 | 15/04/19 | 1,356 | 96,139 | 85,791 | 86,177 |
| 102 | FCP BIAT ÉPARGNE ACTIONS | BIAT ASSET MANAGEMENT | 15/01/07 | 21/04/20 | 3,510 | 153,406 | 130,996 | 131,041 |
| FCP MIXTES - VL HEBDOMADAIRE | | | | | | | | |
| 103 | FCP AMEN CEA | AMEN INVEST | 28/03/11 | 31/05/19 | 0,963 | 105,212 | 85,706 | 87,437 |
| 104 | FCP HELION ACTIONS DEFENSIF | HELION CAPITAL | 31/12/10 | 24/05/19 | 2,626 | 114,873 | 109,435 | 109,439 |
| 105 | FCP HELION ACTIONS PROACTIF | HELION CAPITAL | 31/12/10 | 25/05/18 | 0,833 | 120,725 | 107,408 | 106,944 |
| 106 | MAC CROISSANCE FCP | MAC SA | 15/11/05 | 20/05/19 | 5,084 | 191,573 | 165,718 | 165,944 |
| 107 | MAC EQUILIBRE FCP | MAC SA | 15/11/05 | 20/05/19 | 5,473 | 179,797 | 164,727 | 164,018 |
| 108 | MAC ÉPARGNANT FCP | MAC SA | 15/11/05 | 20/05/19 | 6,417 | 161,038 | 153,609 | 151,918 |
| 109 | MAC EPARGNE ACTIONS FCP | MAC SA | 20/07/09 | - | - | 23,160 | 19,178 | 19,382 |
| 110 | MAC AL HOUDA FCP | MAC SA | 04/10/10 | - | - | 144,945 | 115,724 | 120,005 |
| 111 | FCP VIVEO NOUVELLES INTRODUITES | TRADERS INVESTMENT MANAGERS | 03/03/10 | 15/05/19 | 1,737 | 138,623 | 132,346 | 131,851 |
| 112 | TUNISIAN EQUITY FUND * | UGFS-NA | 30/11/09 | 28/05/19 | 80,346 | En liquidation | En liquidation | En liquidation |
| 113 | FCP SMART EQUITY 2 | SMART ASSET MANAGEMENT | 15/06/15 | 16/05/19 | 13,765 | 1037,520 | 989,565 | 990,155 |
| 114 | FCP VALEURS INSTITUTIONNEL | TUNISIE VALEURS | 14/12/15 | 31/05/19 | 101,823 | 5860,990 | 5114,802 | 5210,836 |
| 115 | TUNISIAN FUNDAMENTAL FUND | CGF | 29/07/16 | 31/05/19 | 110,305 | 5281,119 | 4,760,864 | 4878,465 |
| 116 | FCP AMEN SELECTION | AMEN INVEST | 04/07/17 | 29/05/19 | 1,883 | 90,737 | 80,076 | 80,752 |
| 117 | FCP VALEURS INSTITUTIONNEL II | TUNISIE VALEURS | 12/11/18 | - | - | 5065,783 | 4430,449 | 4505,261 |
| 118 | FCP CEA BANQUE DE TUNISIE | SBT | 11/02/19 | 28/04/20 | 0,143 | 9,947 | 9,098 | 9,277 |
| FCP ACTIONS - VL QUOTIDIENNE | | | | | | | | |
| 119 | FCP INNOVATION | STB FINANCE | 20/01/15 | 31/05/19 | 3,829 | 120,893 | 116,352 | 116,530 |
| FCP ACTIONS - VL HEBDOMADAIRE | | | | | | | | |
| 120 | FCP BIAT-EQUITY PERFORMANCE | BIAT ASSET MANAGEMENT | 16/05/16 | 20/04/20 | 293,487 | 11 311,257 | 9448,962 | 9675,629 |

* FCP en Liquidation suite à l'expiration de sa durée de vie

COMMUNIQUE

Il est porté à la connaissance du public et des intermédiaires en bourse qu'à la suite de sa mise à jour par l'insertion de la société « Arije El Médina », les déclassements de la « Société de Conditionnement des Huiles d'Olives -CHO- » et de la société « CHO Company », l'ouverture au public de la Société d'Investissement à Capital Variable AMEN ALLIANCE SICAV, la liquidation du fonds d'amorçage « CAPITALEASE SEED FUND » et le retrait d'agrément des fonds « NETINVEST POTENTIEL », « FCPR VALITECH I », « ITQAN INVESTMENT FUND », « FCPR BYRSA FUND » et « FCPR GABES SOUTH FUND », la liste des sociétés et organismes faisant appel public à l'épargne s'établit comme suit :

**LISTE INDICATIVE DES SOCIETES & ORGANISMES
FAISANT APPEL PUBLIC A L'EPARGNE ***

**I.- SOCIETES ADMISES A LA COTE
I-1 Marché Principal**

| Dénomination sociale | Siège social | Tél. |
|--|--|------------|
| 1.Adwya SA | Route de la Marsa GP 9 , Km 14, BP 658 -2070 La Marsa | 71 778 555 |
| 2. Air Liquide Tunisie | 37,rue des entrepreneurs, ZI La Charguia II -2035 Ariana- | 70 164 600 |
| 3. Amen Bank | Avenue Mohamed V -1002 TUNIS- | 71 835 500 |
| 4. Automobile Réseau Tunisien et Services -ARTES- | 39, avenue Kheireddine Pacha -1002 TUNIS- | 71 841 100 |
| 5. Arab Tunisian Bank "ATB" | 9, rue Hédi Nouira -1001 TUNIS- | 71 351 155 |
| 6. Arab Tunisian Lease "ATL" | Ennour Building, Centre Urbain Nord 1082 Tunis Mahrajène | 70 135 000 |
| 7. Attijari Leasing | Rue du Lac d'Annecy - 1053 Les Berges du Lac- | 71 862 122 |
| 8. Banque Attijari de Tunisie "Attijari bank" | 24, Rue Hédi Karray, Centre Urbain Nord - 1080 Tunis - | 70 012 000 |
| 9. BH ASSUANCE | Immeuble Assurances Salim lot AFH BC5 Centre Urbain Nord -1003 Tunis | 71 948 700 |
| 10. BH BANK | 18, Avenue Mohamed V 1080 Tunis | 71 126 000 |
| 11.BH Leasing | Rue Zohra Faiza-Immeuble BH Assurance, Centre Urbain Nord -1082 Tunis Mahrajène- | 71 189 700 |
| 12.Banque de Tunisie "BT" | 2, rue de Turquie -1000 TUNIS- | 71 332 188 |
| 13. Banque de Tunisie et des Emirats S.A "BTE" | 5 bis, rue Mohamed Badra -1002 TUNIS- | 71 783 600 |
| 14. Banque Internationale Arabe de Tunisie "BIAT" | 70-72, avenue Habib Bourguiba -1000 TUNIS- | 71 340 733 |
| 15. Banque Nationale Agricole "BNA" | Rue Hédi Nouira -1001 TUNIS- | 71 831 200 |
| 16.Best Lease | 54, Avenue Charles Nicolle Mutuelle ville -1002 Tunis- | 71 799 011 |
| 17.Cellcom | 25, rue de l'Artisanat Charguia II-2035 Ariana- | 71 941 444 |
| 18. City Cars | 31, rue des Usines, Zone Industrielle Kheireddine -2015 La Goulette- | 36 406 200 |
| 19. Compagnie d'Assurances et de Réassurances "ASTREE" | 45, avenue Kheireddine Pacha -1002 TUNIS- | 71 792 211 |
| 20. Compagnie Internationale de Leasing "CIL" | 16, avenue Jean Jaurès -1000 Tunis- | 71 336 655 |
| 21. Délice Holding | Immeuble le Dôme, rue Lac Léman, Les Berges du Lac - 1053 Tunis- | 71 964 969 |
| 22.Electrostar | Boulevard de l'environnement Route de Naâssen 2013 Bir El Kassâa Ben Arous | 71 396 222 |
| 23.Essoukna | 46, rue Tarak Ibnou Zied Mutuelle ville - 1082 TUNIS - | 71 843 511 |
| 24.EURO-CYCLES | Zone Industrielle Kalâa Kébira -4060 Sousse- | 73 342 036 |
| 25. Générale Industrielle de Filtration - GIF - | Km 35, GP1- 8030 Grombalia - | 72 255 844 |
| 26.Hannibal Lease S.A | Rue du Lac Malaren, Immeuble Triki 1053 -Les Berges du Lac- | 71 139 400 |
| 27. L'Accumulateur Tunisien ASSAD | Rue de la Fonte Zone Industrielle Ben Arous BP. N°7 -2013 Ben Arous- | 71 381 688 |
| 28. Les Ciments de Bizerte | Baie de Sebra BP 53 -7018 Bizerte- | 72 510 988 |
| 29.Manufacture de Panneaux Bois du Sud -MPBS- | Route de Gabes, km 1.5 -3003 Sfax- | 74 468 044 |

DERNIERE MISE A JOUR : 17/02/2020

| | | |
|--|---|------------|
| 30. One Tech Holding | 16 Rue des Entrepreneurs – Zone Industrielle la Charguia 2 – 2035 Ariana. | 70 102 400 |
| 31. Placements de Tunisie -SICAF- | 2, rue de Turquie -1000 TUNIS- | 71 332 188 |
| 32.Poulina Group Holding | GP1 Km 12 Ezzahra, Ben Arous | 71 454 545 |
| 33.Société Atelier du Meuble Intérieurs | Z.I Sidi Daoud La Marsa - 2046 Tunis - | 71 854 666 |
| 34. Société Chimique "ALKIMIA" | 11, rue des Lilas -1082 TUNIS MAHRAJENE- | 71 792 564 |
| 35. Société ENNAKL Automobiles | Z.I Charguia II BP 129 -1080 Tunis | 70 836 570 |
| 36. Société d'Articles Hygiéniques Tunisie -Lilas- | 5, rue 8610, Zone Industrielle – La Charguia 1-1080 Tunis- | 71 809 222 |
| 37. Sté de Placement & de Dévelop. Industriel et Touristique -SPDIT SICAF- | Avenue de la Terre Zone Urbain Nord Charguia I -1080 Tunis- | 71 189 200 |
| 38. Société des Industries Chimiques du Fluor "ICF" | 4, bis rue Amine Al Abbassi 1002 Tunis Belvédère | 71 789 733 |
| 39. Société des Industries Pharmaceutiques de Tunisie -SIPHAT- | Fondouk Choucha 2013 Ben Arous | 71 381 222 |
| 40. Société de Production Agricole Teboulba -SOPAT SA- | Avenue du 23 janvier BP 19 -5080 Téboulba- | 73 604 149 |
| 41. Société de Transport des Hydrocarbures par Pipelines "SOTRAPIL" | Boulevard de la Terre, Centre Urbain Nord 1003 Tunis | 71 766 900 |
| 42. Société de Fabrication des Boissons de Tunisie "SFBT" | Boulevard de la Terre, Centre urbain nord -1080 Tunis- | 71 189 200 |
| 43. Société Immobilière et de Participations "SIMPAN" | 14, rue Masmouda, Mutuelleville -1082 TUNIS- | 71 840 869 |
| 44. Société Immobilière Tuniso-Séoudienne "SITS" | Centre Urbain Nord, International City center, Tour des bureaux, 5 ^{ème} étage, bureau n°1-1082 Tunis- | 70 728 728 |
| 45. Société Industrielle d'Appareillage et de Matériels Electriques SIAME- | Zone Industrielle -8030 GROMBALIA- | 72 255 065 |
| 46. Société Moderne de Céramiques - SOMOCER - | Menzel Hayet 5033 Zaramdine Monastir TUNIS | 73 410 416 |
| 47. Société Magasin Général "SMG" | 28, rue Mustapha Kamel Attaturk 1001 | 71 126 800 |
| 48. Société Nouvelle Maison de la Ville de Tunis "SNMVT" (Monoprix) | 1, rue Larbi Zarrouk BP 740 -2014 MEGRINE- | 71 432 599 |
| 49. Société Tunisienne d'Assurances et de Réassurances "STAR" | Square avenue de Paris -1025 TUNIS- | 71 340 866 |
| 50. Société Tunisienne de Banque "STB" | Rue Hédi Nouira -1001 TUNIS- | 71 340 477 |
| 51. Société Tunisienne de l'Air "TUNISAIR" | Boulevard Mohamed BOUAZIZI -2035 Tunis Carthage- | 70 837 000 |
| 52. Société Tunisienne de l'Industrie Pneumatique -STIP- | Centre Urbain Nord Boulevard de la Terre 1003 Tunis El Khadra | 71 230 400 |
| 53. société Tunisienne Industrielle du Papier et du Carton - SOTIPAPIER- | 13, rue Ibn Abi Dhiaf, Zone Industrielle de Saint Gobain, Megrine Riadh - 2014 Tunis - | 71 434 957 |
| 54. Société Tunisienne d'Entreprises de Télécommunications "SOTETEL" | Rue des entrepreneurs ZI Charguia II, BP 640 -1080 TUNIS- | 71 713 100 |
| 55. Société Tunisienne d'Equipement "STEQ" | 8, rue 8601, Z.I la Charguia I BP N° 746 -1080 Tunis- | 71 115 500 |
| 56. Société Tunisienne des Marchés de Gros "SOTUMAG" | Route de Naâssen, Bir Kassaa -BEN AROUS- | 71 384 200 |
| 57. Société Tunisienne de Réassurance "Tunis Re" | 12 Avenue du Japon- Montplaisir BP 29 - Tunis 1073- | 71 904 911 |
| 58. Société Tunisienne de Verreries "SOTUVER" | Nelle Z.I 1111 Djebel El Oust K 21 Route de Zaghouan BP n° 48 | 72 640 650 |
| 59.Telnet Holding | Immeuble Ennour –Centre Urbain Nord -1082 Tunis- | 71 706 922 |
| 60. Tunisie Leasing et Factoring | Centre Urbain Nord Avenue Hédi Karray - 1082 TUNIS - | 70 132 000 |
| 61. Tunisie Profilés Aluminium " TPR" | Rue des Usines, ZI Sidi Rézig, Mégrine -2033 Tunis- | 71 433 299 |
| 62. Tunisie Valeurs | Immeuble Integra Centre Urbain Nord -1082 Tunis Mahrajène- | 71 189 600 |
| 63. TUNINVEST SICAR | Immeuble Integra Centre Urbain Nord -1082 Tunis Mahrajène- | 71 189 800 |
| 64. Universal Auto Distributors Holding -UADH- | 62, avenue de Carthage -1000 Tunis- | 71 354 366 |
| 65. Union Bancaire pour le Commerce & l'Industrie "UBCI" | 139, avenue de la Liberté -1002 TUNIS- | 71 842 000 |
| 66. Unité de Fabrication de Médicaments –UNIMED- | Zone Industrielle de Kalaa Kébira -4060 Sousse- | 73 342 669 |

| | | |
|---|--|------------|
| 67. Union Internationale de Banques "UIB" | 65, avenue Habib Bourguiba -1000 TUNIS- | 71 120 392 |
| 68. Wifack International Bank SA- WIB Bank- | Avenue Habib Bourguiba –Médenine 4100 BP 356 | 75 643 000 |

I-2 Marché Alternatif

| Dénomination sociale | Siège social | Tél. |
|--|--|------------|
| 1.Adv e-Technologies- AeTECH | 29, Rue des Entrepreneurs – Charguia II -2035 Tunis- | 71 940 094 |
| 2.Carthage Cement | Rue 8002, Espace Tunis Bloc H, 3 ^{ème} étage Montplaisir -1073 Tunis- | 71 964 593 |
| 3.CEREALIS S.A | Immeuble Amir El Bouhaira, Appt.N°1, rue du Lac Turkana, Les Berges du Lac -1053 Tunis - | 71 961 996 |
| 4.HexaByte | Avenue Habib Bourguiba immeuble CTAMA -9000 Béja- | 78 456 666 |
| 5.Les Ateliers Mécaniques du Sahel "AMS" | Rue Ibn Khaldoun BP. 63 - 4018 SOUSSE- | 73 231 111 |
| 6.Maghreb International Publicité « MIP » | Impasse Rue des Entrepreneurs, Z.I Charguia 2, BP 2035, Tunis. | 31 327 317 |
| 7. OFFICEPLAST | Z.I 2, Medjez El Bab B.P. 156 -9070 Tunis | 78 564 155 |
| 8. SANIMED | Route de Gremda Km 10.5-BP 68 Markez Sahnoun -3012 Sfax - | 74 658 777 |
| 9.SERVICOM | 65, rue 8610 Z.I Charguia I -Tunis- | 70 730 250 |
| 10.Société LAND'OR | Bir Jedid, 2054 Khelidia -Ben Arous- | 71 366 666 |
| 11.Société Tawasol Group Holding « TAWASOL » | 20, rue des entrepreneurs Charguia II -2035 Tunis- | 71 940 389 |
| 12.Société Tunisienne d'Email –SOTEMAIL- | Route de Sfax Menzel el Hayet -5033 Monastir- | 73 410 416 |
| 13.Société NEW BODY LINE | Avenue Ali Balhauouane -5199 Mahdia – | 73 680 435 |

II.- SOCIETES ET ORGANISMES NON ADMIS A LA COTE

| Dénomination sociale | Siège social | Tél. |
|---|---|------------|
| 1. Al Baraka Bank Tunisia (EX BEST-Bank) | 90, avenue Hédi Chaker -1002 TUNIS- | 71 790 000 |
| 2.Alubaf International Bank –AIB - | Avenue de la Bourse, les Berges du Lac- 1053 Tunis- | 70 015 600 |
| 3. AL KHOUTAF ONDULE | Route de Tunis Km 13 –Sidi Salah 3091 SFAX | 74 273 069 |
| 4. Arab Banking Corporation -Tunisie- "ABC-Tunisie" | ABC Building, rue du Lac d'Annecy -1053 Les Berges du Lac- | 71 861 861 |
| 5. Arab International Lease "AIL" | 11, rue Hédi Nouria, 8ème étage -1001 TUNIS- | 71 349 100 |
| 6. Arije El Médina | 3, Rue El Ksar, Imp1, 3 ^{ème} étage, BP 95, - 3079 Sfax - | |
| 7. Assurances BIAT | Immeuble Assurance BIAT - Les Jardins du Lac-Lac II | 30 300 100 |
| 8. Assurances Maghrébia Vie | 24, rue du royaume d'Arabie Saoudite 1002 Tunis | 71 155 700 |
| 9. Assurances Multirisques Ittihad S.A -AMI Assurances - | Cité Les Pins, Les Berges du Lac II -Tunis- | 70 026 000 |
| 10.Banque de Coopération du Maghreb Arabe "BCMA" | Ministère du domaine de l'Etat et des Affaires foncières, 19, avenue de paris -1000 Tunis - | |
| 11.Banque de Financement des Petites et Moyennes Entreprises - BFPME- | 34, rue Hédi Karray, Centre Urbain Nord -1004 El Menzah IV- | 70 102 200 |
| 12. Banque Franco-Tunisienne "BFT" | Rue Aboubakr Echahid – Cité Ennacim Montplaisir -1002 TUNIS- | 71 903 505 |
| 13. Banque Tunisienne de Solidarité "BTS" | 56, avenue Mohamed V -1002 TUNIS- | 71 844 040 |
| 14. Banque Tuniso-Koweïtienne | 10bis, avenue Mohamed V, B.P.49 -1001 TUNIS- | 71 340 000 |
| 15. Banque Tuniso-Lybieenne « BTL » | 25, avenue Kheireddine Pacha, B.P. 102 -1002 TUNIS- | 71 781 500 |
| 16. Banque Zitouna | 2, Boulevard Qualité de la Vie -2015 Kram- | 71 164 000 |
| 17. Cie d'Assurances et de Réas. Tuniso-Européenne "CARTE" | Immeuble Carte, Lot BC4- Centre Urbain Nord, 1082 Tunis | 71 184 000 |

DERNIERE MISE A JOUR : 17/02/2020

| | | |
|---|---|-------------|
| 18 . Cie d'Assurances et de Réas. Tuniso-Européenne "CARTE VIE " | Immeuble Carte, Entrée B- Lot BC4-Centre Urbain Nord, 1082 Tunis | 71 184 160 |
| 19. Caisse Tunisienne d'Assurance Mutuelle Agricole "CTAMA" | 6, avenue Habib Thameur -1069 TUNIS- | 71 340 916 |
| 20 . Compagnie d'Assurances Vie et de Capitalisation "HAYETT" | Immeuble COMAR, avenue Habib Bourguiba -1001 TUNIS- | 71 333 400 |
| 21.Compagnie Nouvelle d'Assurance "Attijari Assurance" | Angle rue Winnipeg et Annecky, les Berges du lac | 71 141 420 |
| 22. Cie Méditerranéenne d'Assurances et de Réassurances "COMAR" | 26, avenue Habib Bourguiba -1001 TUNIS- | 71 340 899 |
| 23. Compagnie Tunisienne pour l'Assurance du Commerce Extérieur "COTUNACE" | Rue Borjine (ex 8006), Montplaisir -1073 TUNIS | 71 90 86 00 |
| 24.Comptoir National du Plastique | Route de Tunis, km 6,5 AKOUDA | 73 343 200 |
| 25. Comptoir National Tunisien "CNT" | Route de Gabès Km 1,5, Cité des Martyrs -3003 SFAX- | 74 467 500 |
| 26. Citi Bank | 55, avenue Jugurtha -1002 TUNIS- | 71 782 056 |
| 27. Evolution Economique | Route de Monastir -4018 SOUSSE- | 73 227 233 |
| 28. ELBENE INDUSTRIE SA | Centrale Laitière de Sidi Bou Ali -4040 SOUSSE- | 36 409 221 |
| 29. Groupe des Assurances de Tunisie "GAT" | 92-94, avenue Hédi Chaker -1002 TUNIS- | 31 350 000 |
| 30. International Tourism Investment "ITI SICAF" | 9, rue Ibn Hamdiss Esskelli, El Menzah I - 1004 Tunis - | 71 235 701 |
| 31. La Tunisienne des Assurances Takaful « At-Takâfoulia » | 15, rue de Jérusalem 1002-Tunis Belvédère | 31 331 800 |
| 32. Loan and Investment Co | Avenue Ouled Haffouz, Complexe El Mechtel, Tunis | 71 790 255 |
| 33. Meublatex | Route de Tunis -4011 HAMMAM SOUSSE- | 73 308 777 |
| 34. North Africa International Bank -NAIB - | Avenue Kheireddine Pacha Taksim Ennasim -1002 Tunis | 71 950 800 |
| 35. Palm Beach Palace Jerba | Avenue Farhat Hached, BP 383 Hourmt Souk -4128 DJERBA- | 75 653 621 |
| 36. Plaza SICAF | Rue 8610 - Z.I. -2035 CHARGUIA- | 71 797 433 |
| 37.Safety Distribution | Résidence El Fel, Rue Hédi Nouira Aiana | 71 810 750 |
| 38. Société ALMAJED SANTE | Avenue Habib Bourguiba - 9100 Sidi Bouzid - | |
| 39. Société Al Jazira de Transport & de Tourisme | Centre d'animation et de Loisir Aljazira- Plage Sidi Mahrez Djerba- | 75 657 300 |
| 40. Société Agro Technologies « AGROTECH » | Cité Jugurtha Bloc A, App n°4, 2 ^{ème} étage Sidi Daoud La Marsa | |
| 41. Société Africaine Distribution Autocar -ADA- | Route El Fejja km2 El Mornaguia -1153 Manouba- | 71 550 711 |
| 42. Société Carthage Médical - Centre International Carthage Médical- | Zone Touristique, Jinen El Ouest Dkhila -5000 Monastir- | 73 524 000 |
| 43.Société Commerciale Import-Export du Gouvernorat de Nabeul « El Karama » | 63, Avenue Bir Challouf -8000 Nabeul- | 72 285 330 |
| 44. Société d'Assurances et de Réassurances "MAGHREBIA" | Angle 64, rue de Palestine-22, rue du Royaume d'Arabie Saoudite -1002 TUNIS- | 71 788 800 |
| 45. Société d'Engrais et de Produits Chimiques de Mégrine " SEPCM " | 20, Avenue Taïb Mhiri 2014 Mégrine Riadh | 71 433 318 |
| 46. Société de Commercialisation des Textiles « SOCOTEX » | 5, bis Rue Charles de Gaulle -1000 Tunis- | 71 237 186 |
| 47. Société de Développement Economique de Kasserine "SODEK" | Siège de l'Office de Développement du Centre Ouest Rue Suffeïtula, Ezzouhour -1200 KASSERINE- | 77 478 680 |
| 48. Société de Développement & d'Exploitation de la Zone Franche de Zarzis | Port de Zarzis -B.P 40 -4137 ZARZIS- | 75 682 856 |
| 49. Société de Développement et d'Investissement du Sud "SODIS-SICAR" | Immeuble Ettanmia -4119 MEDENINE- | 75 642 628 |
| 50.Société de Développement & d'Investissement du Nord-Ouest "SODINO SICAR" | Avenue Taïb M'hiri -Batiment Société de la Foire de Siliana - 6100 SILIANA- | 78 873 085 |
| 51. Société de Fabrication de Matériel Médical « SOFAMM » | Zone Industrielle El Mahres -3060 SFAX- | 74 291 486 |
| 52.Société de Mise en Valeur des Iles de Kerkennah "SOMVIK" | Zone Touristique Sidi Frej -3070 Kerkennah- | 74 486 858 |
| 53. Société de Promotion Immobilière & Commerciale " SPRIC " | 5, avenue Tahar Ben Ammar EL Manar -2092 Tunis- | 71 884 120 |
| 54. Société de services des Huileries | Route Menzel Chaker Km 3 Immeuble Salem 1 ^{er} étage app n°13-3013 Sfax.- | 74 624 424 |
| 55. Société des Aghlabites de Boissons et Confiseries " SOBOCO " | Rue de Métal Z. I. Ariana BP 303 -1080 TUNIS- | 70 837 332 |

| | | |
|---|---|------------|
| 56. Société des Produits Pharmaceutique « SO.PRO.PHA » | Avenue Majida Bouleila –Sfax El Jadida- | 74 401 510 |
| 57.Société de Tourisme Amel " Hôtel Panorama" | Boulevard Taïb M'hiri 4000 Sousse | 73 228 156 |
| 58.Société de Transport du Sahel | Avenue Léopold Senghor -4001 Sousse- | 73 221 910 |
| 59.Société Touristique TOUR KHALAF | Route Touristique -4051 Sousse- | 73 241 844 |
| 60. Société HELA d'Electro-ménagers & de Confort -BATAM- | Rue Habib Maazoun, Im. Taparura n° 46-49 -3000 SFAX- | 73 221 910 |
| 61.Société Gabesienne d'Emballage "SOGEMBAL" | GP 1 , km 14, Aouinet -GABES- | 75 238 353 |
| 62. Société Groupe GMT « GMT » | Avenue de la liberté Zaghouan -1100 Tunis- | 72 675 998 |
| 63.Société Immobilière & Touristique de Nabeul "SITNA" | Hôtel Nabeul Beach, BP 194 -8000 NABEUL- | 72 286 111 |
| 64.Société Hôtelière & Touristique "le Marabout" | Boulevard 7 Novembre -Sousse- | 73 226 245 |
| 65.Société Hôtelière & Touristique Syphax | 11, rue Ibn Rachiq -1002 Tunis Bélvédère- | 71 798 211 |
| 66.Société Hôtelière KURIAT Palace | Hôtel KURIAT Palace Zone Touristique 5000 Skanés Monastir | 73 521 200 |
| 67.Société Hôtelière Touristique & Balnéaire MARHABA | Route touristique -4000 SOUSSE - | 73 242 170 |
| 68.Société Industrielle de l'Enveloppe et de Cartonnage "EL KHOUTAF" | Route de Gabès Km 1.5-3003 BP.E Safax | 74 468 190 |
| 69.Société Industrielle de Textile "SITEX" | Avenue Habib Bourguiba -KSAR HELLAL- | 73 455 267 |
| 70.Société Industrielle d'Ouvrage en Caoutchouc "SIOC" | Route de Gabès, Km 3,5, BP 362 -3018 SFAX- | 74 677 072 |
| 71.Société Industrielle Oléicole Sfaxienne "SIOS ZITEX" | Route de Gabès, Km 2 -3003 SFAX- | 74 468 326 |
| 72.Société Marja de Développement de l'Elevage "SMADEA" | Marja I, BP 117 -8170 BOU SALEM- | 78 638 499 |
| 73. Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux International « SONEDE International » | Avenue Slimane Ben Slimane El Manar II- Tunis 2092- | 71 887 000 |
| 74.Société Plasticum Tunisie | Z.I Innopark 8 & 9 El Agba -2087 Tunis- | 71 646 360 |
| 75.Société Régionale de Transport du Gouvernorat de Nabeul "SRTGN" | Avenue Habib Thameur -8 000 NABEUL- | 72 285 443 |
| 76.Société Régionale d'Importation et d'Exportation « SORIMEX » | Avenue des Martyrs -3000 SFAX- | 74 298 838 |
| 77.Société Régionale Immobilière & Touristique de Sfax "SORITS " | Rue Habib Mâazoun, Imm. El Manar, Entrée D, 2ème entresol -3000 SFAX- | 74 223 483 |
| 78.Société STEG International Services | Résidence du Parc, les Jardins de Carthage, 2046 Les Berges du Lac. Tunis | 70 247 800 |
| 79.Société Touristique et Balnéaire "Hôtel Houria" | Port El Kantaoui 4011 Hammam Sousse | 73 348 250 |
| 80.Société Touristique du Cap Bon "STCB" | Hôtel Riadh, avenue Mongi Slim -8000 NABEUL- | 72 285 346 |
| 81.Société Touristique SANGHO Zarzis | 11, rue Ibn Rachiq -1002 Tunis Bélvédère- | 71 798 211 |
| 82.Société Tunisienne d'Assurances "LLOYD Tunisien" | Avenue Tahar Haddad les Berges du Lac -1053 TUNIS- | 71 962 777 |
| 83.Société Tunisienne d'Assurance Takaful –El Amana Takaful- | 13, rue Borjine, Montplaisir -1073 | 70 015 151 |
| 84.GAT Vie | 92-94, avenue Hédi Chaker -1002 TUNIS- | 71 843 900 |
| 85.Société Tunisienne de l'Industrie Laitière "STIL"- En Liquidation - | Escalie A Bureau n°215, 2ème étage Ariana Center -2080 ARIANA- | 71 231 172 |
| 86.Société Tunisienne d'Habillement Populaire | 8, rue El Moez El Menzah -1004 TUNIS- | 71 755 543 |
| 87.Société Tunisienne d'Industrie Automobile "STIA" | Rue Taha Houcine Khezama Est -4000 Sousse- | |
| 88.Société Tunisienne des Arts Graphiques "STAG" | 19, rue de l'Usine Z.I Aéroport -2080 ARIANA- | 71 940 191 |
| 89. Société Tunisienne de Siderurgie « EL FOULADH » | Route de Tunis Km 3, 7050 Menzel Bourguiba, BP 23-24 7050 Menzel Bourguiba | 72 473 222 |
| 90.Société Tunisienne du Sucre "STS" | Avenue Tahar Haddad -9018 BEJA- | 78 454 768 |
| 91.Société UNION DE FACTORING | Building Ennour - Centre Urbain Nord- 1004 TUNIS | 71 246 200 |
| 92.SYPHAX airlines | Aéroport International de Sfax BP Thyna BP 1119 - 3018 Sfax- | 74 682 400 |

| | | |
|------------------------------------|---|------------|
| 93. Tunisian Foreign Bank –TFB- | Angle Avenue Mohamed V et rue 8006, Montplaisir -1002 Tunis- | 71 950 100 |
| 94. Tunisian Saudi Bank -TSB- | 32, rue Hédi Karray - 1082 TUNIS - | 70 243 000 |
| 95. Tunis International Bank –TIB- | 18, Avenue des Etats Unis, Tunis | 71 782 411 |
| 96. QATAR NATIONAL BANK –TUNISIA- | Rue Cité des Sciences Centre Urbain Nord - B.P. 320 -1080 TUNIS- | 36 005 000 |
| 97. Tyna Travaux | Route Gremda Km 0,5 Immeuble Phinicia Bloc « G » 1 ^{er} étage étage, App N°3 -3027 Sfax- | 74 403 609 |
| 98. Zitouna Takaful | Rue du Travail, immeuble Tej El Molk, Bloc B, 1 ^{er} étage, ZI Khair-Eddine –Le Kram- | 71 971 370 |

III. ORGANISMES FAISANT APPEL PUBLIC A L'EPARGNE

LISTE DES SICAV ET FCP

| | OPCVM | Catégorie | Type | Gestionnaire | Adresse du gestionnaire |
|----|-----------------------------|-------------|----------------|--|--|
| 1 | AIRLINES FCP VALEURS CEA | MIXTE (CEA) | CAPITALISATION | TUNISIE VALEURS | Immeuble Integra - Centre Urbain Nord- 1082 Tunis Mahrajène |
| 2 | AL AMANAH PRUDENCE FCP | MIXTE | CAPITALISATION | COMPAGNIE GESTION ET FINANCE -CGF- | 17, rue de l'île de Malte-Immeuble Lira-Les jardins du Lac -Lac II 1053 Tunis |
| 3 | AL HIFADH SICAV | OBLIGATAIRE | DISTRIBUTION | LA TUNISO-SEOUDIENNE D'INVESTISSEMENT-TSI- | Résidence Ines - Boulevard de la Terre - Centre Urbain Nord – 1080 Tunis Mahrajène |
| 4 | AMEN ALLIANCE SICAV | MIXTE | CAPITALISATION | AMEN INVEST | Avenue Mohamed V-Immeuble AMEN BANK- Tour C -1002 Tunis |
| 5 | AMEN PREMIÈRE SICAV | OBLIGATAIRE | DISTRIBUTION | AMEN INVEST | Avenue Mohamed V-Immeuble AMEN BANK- Tour C -1002 Tunis |
| 6 | AMEN TRESOR SICAV | OBLIGATAIRE | DISTRIBUTION | AMEN INVEST | Avenue Mohamed V-Immeuble AMEN BANK- Tour C -1002 Tunis |
| 7 | ARABIA SICAV | MIXTE | DISTRIBUTION | ARAB FINANCIAL CONSULTANTS -AFC- | Carré de l'Or -Les jardins du Lac II- Les Berges du Lac -1053 Tunis |
| 8 | ATTIJARI FCP CEA | MIXTE (CEA) | DISTRIBUTION | ATTIJARI GESTION | Immeuble Fekih, rue des Lacs de Mazurie- Les Berges du Lac 1053 Tunis |
| 9 | ATTIJARI FCP DYNAMIQUE | MIXTE | DISTRIBUTION | ATTIJARI GESTION | Immeuble Fekih, rue des Lacs de Mazurie- Les Berges du Lac 1053 Tunis |
| 10 | ATTIJARI OBLIGATAIRE SICAV | OBLIGATAIRE | DISTRIBUTION | ATTIJARI GESTION | Immeuble Fekih, rue des Lacs de Mazurie- Les Berges du Lac 1053 Tunis |
| 11 | FCP BNA CAPITALISATION | OBLIGATAIRE | CAPITALISATION | BNA CAPITAUX -BNAC- | Complexe Le Banquier- Avenue Tahar Hadded- Les Berges du Lac -1053 Tunis |
| 12 | BNAC PROGRÈS FCP | MIXTE | DISTRIBUTION | BNA CAPITAUX -BNAC- | Complexe Le Banquier- Avenue Tahar Hadded- Les Berges du Lac -1053 Tunis |
| 13 | CAP OBLIG SICAV | OBLIGATAIRE | DISTRIBUTION | COFIB CAPITAL FINANCES -CCF- | 25, rue du Docteur Calmette- 1082 Tunis Mahrajène |
| 14 | CGF PREMIUM OBLIGATAIRE FCP | OBLIGATAIRE | CAPITALISATION | COMPAGNIE GESTION ET FINANCE -CGF- | 17, rue de l'île de Malte-Immeuble Lira-Les jardins du Lac -Lac II 1053 Tunis |
| 15 | CGF TUNISIE ACTIONS FCP | MIXTE (CEA) | DISTRIBUTION | COMPAGNIE GESTION ET FINANCE -CGF- | 17, rue de l'île de Malte-Immeuble Lira-Les jardins du Lac -Lac II 1053 Tunis |
| 16 | FCP AFEK CEA | MIXTE (CEA) | DISTRIBUTION | LA TUNISO-SEOUDIENNE D'INVESTISSEMENT-TSI- | Résidence Ines - Boulevard de la Terre - Centre Urbain Nord – 1080 Tunis Mahrajène |
| 17 | FCP AL HIKMA | MIXTE | DISTRIBUTION | STB MANAGER | Immeuble STB, 34 rue Hédi Karray- Cité des Sciences-1004 El Menzah IV |
| 18 | FCP AL IMTIEZ | MIXTE | DISTRIBUTION | LA TUNISO-SEOUDIENNE D'INVESTISSEMENT-TSI- | Résidence Ines - Boulevard de la Terre - Centre Urbain Nord – 1080 Tunis Mahrajène |
| 19 | FCP AMEN CEA | MIXTE (CEA) | DISTRIBUTION | AMEN INVEST | Avenue Mohamed V-Immeuble AMEN BANK- Tour C -1002 Tunis |
| 20 | FCP AMEN SELECTION | MIXTE | DISTRIBUTION | AMEN INVEST | Avenue Mohamed V-Immeuble AMEN BANK- Tour C -1002 Tunis |
| 21 | FCP AXIS AAA | OBLIGATAIRE | DISTRIBUTION | BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT | 67, Avenue Mohamed V - 1002 Tunis |
| 22 | FCP AXIS ACTIONS DYNAMIQUE | MIXTE | CAPITALISATION | BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT | 67, Avenue Mohamed V - 1002 Tunis |

DERNIERE MISE A JOUR : 17/02/2020

| | | | | | |
|----|----------------------------------|-------------|----------------|--|--|
| 23 | FCP AXIS CAPITAL PRUDENT | MIXTE | CAPITALISATION | BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT | 67, Avenue Mohamed V - 1002 Tunis |
| 24 | FCP AXIS PLACEMENT EQUILIBRE | MIXTE | CAPITALISATION | BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT | 67, Avenue Mohamed V - 1002 Tunis |
| 25 | FCP BH CEA | MIXTE (CEA) | DISTRIBUTION | BH INVEST | Rue Mohamed Sghaier Ouled Ahmed -Immeuble Assurances SALIM- 3ème étage- Centre Urbain Nord -1003 Tunis |
| 26 | FCP BIAT- CEA PNT TUNISAIR | MIXTE (CEA) | CAPITALISATION | BIAT ASSET MANAGEMENT | Immeuble Youssef Towers -Bloc A-Rue du Dinar-Les jardins du Lac II-1053 Tunis |
| 27 | FCP BIAT ÉPARGNE ACTIONS | MIXTE (CEA) | DISTRIBUTION | BIAT ASSET MANAGEMENT | Immeuble Youssef Towers -Bloc A-Rue du Dinar-Les jardins du Lac II-1053 Tunis |
| 28 | FCP BIAT-EQUITY PERFORMANCE | ACTIONS | DISTRIBUTION | BIAT ASSET MANAGEMENT | Immeuble Youssef Towers -Bloc A-Rue du Dinar-Les jardins du Lac II-1053 Tunis |
| 29 | FCP CEA BANQUE DE TUNISIE | MIXTE (CEA) | DISTRIBUTION | SOCIETE DE BOURSE DE TUNISIE -SBT- | Place du 14 janvier 2011- 1001 Tunis |
| 30 | FCP CEA MAXULA | MIXTE (CEA) | CAPITALISATION | MAXULA BOURSE | Rue du Lac Léman- Centre Nawrez -Bloc B- bureau 1.2- Les Berges du Lac- 1053 Tunis |
| 31 | FCP DELTA EPARGNE ACTIONS | MIXTE (CEA) | DISTRIBUTION | STB MANAGER | Immeuble STB, 34 rue Hédi Karray- Cité des Sciences-1004 El Menzah IV |
| 32 | FCP HAYETT MODERATION | MIXTE | CAPITALISATION | AMEN INVEST | Avenue Mohamed V-Immeuble AMEN BANK- Tour C -1002 Tunis |
| 33 | FCP HAYETT PLENITUDE | MIXTE | CAPITALISATION | AMEN INVEST | Avenue Mohamed V-Immeuble AMEN BANK- Tour C -1002 Tunis |
| 34 | FCP HAYETT VITALITE | MIXTE | CAPITALISATION | AMEN INVEST | Avenue Mohamed V-Immeuble AMEN BANK- Tour C -1002 Tunis |
| 35 | FCP HÉLION ACTIONS DEFENSIF | MIXTE | DISTRIBUTION | HELION CAPITAL | 17, rue du Libéria -1002 Tunis |
| 36 | FCP HÉLION ACTIONS PROACTIF | MIXTE | DISTRIBUTION | HELION CAPITAL | 17, rue du Libéria -1002 Tunis |
| 37 | FCP HÉLION MONEO | OBLIGATAIRE | DISTRIBUTION | HELION CAPITAL | 17, rue du Libéria -1002 Tunis |
| 38 | FCP HÉLION SEPTIM | OBLIGATAIRE | DISTRIBUTION | HELION CAPITAL | 17, rue du Libéria -1002 Tunis |
| 39 | FCP INDICE MAXULA | MIXTE | CAPITALISATION | MAXULA BOURSE | Rue du Lac Léman- Centre Nawrez -Bloc B- bureau 1.2- Les Berges du Lac- 1053 Tunis |
| 40 | FCP INNOVATION | ACTIONS | DISTRIBUTION | STB FINANCE | 34, rue Hédi Karray- El Menzah IV-1080 Tunis |
| 41 | FCP IRADETT 50 | MIXTE | DISTRIBUTION | ARAB FINANCIAL CONSULTANTS -AFC- | Carré de l'Or -Les jardins du Lac II- Les Berges du Lac -1053 Tunis |
| 42 | FCP IRADETT CEA | MIXTE (CEA) | DISTRIBUTION | ARAB FINANCIAL CONSULTANTS -AFC- | Carré de l'Or -Les jardins du Lac II- Les Berges du Lac -1053 Tunis |
| 43 | FCP KOUNOUZ | MIXTE | CAPITALISATION | LA TUNISO-SEOUDIENNE D'INVESTISSEMENT-TSI- | Résidence Ines - Boulevard de la Terre - Centre Urbain Nord – 1080 Tunis Mahrajène |
| 44 | FCP MAGHREBIA DYNAMIQUE | MIXTE | CAPITALISATION | UNION FINANCIERE -UFI- | Boulevard Mohamed Bouazizi - Immeuble Maghrebia- Tour A-BP 66- 1080 Tunis cedex |
| 45 | FCP MAGHREBIA MODERE | MIXTE | CAPITALISATION | UNION FINANCIERE -UFI- | Boulevard Mohamed Bouazizi - Immeuble Maghrebia- Tour A-BP 66- 1080 Tunis cedex |
| 46 | FCP MAGHREBIA PRUDENCE | OBLIGATAIRE | CAPITALISATION | UNION FINANCIERE -UFI- | Boulevard Mohamed Bouazizi - Immeuble Maghrebia- Tour A-BP 66- 1080 Tunis cedex |
| 47 | FCP MAGHREBIA SELECT ACTIONS | MIXTE | CAPITALISATION | UNION FINANCIERE -UFI- | Boulevard Mohamed Bouazizi - Immeuble Maghrebia- Tour A-BP 66- 1080 Tunis cedex |
| 48 | FCP MAXULA CROISSANCE DYNAMIQUE | MIXTE | CAPITALISATION | MAXULA BOURSE | Rue du Lac Léman- Centre Nawrez -Bloc B- bureau 1.2- Les Berges du Lac- 1053 Tunis |
| 49 | FCP MAXULA CROISSANCE EQUILIBREE | MIXTE | CAPITALISATION | MAXULA BOURSE | Rue du Lac Léman- Centre Nawrez -Bloc B- bureau 1.2- Les Berges du Lac- 1053 Tunis |
| 50 | FCP MAXULA CROISSANCE PRUDENCE | MIXTE | CAPITALISATION | MAXULA BOURSE | Rue du Lac Léman- Centre Nawrez -Bloc B- bureau 1.2- Les Berges du Lac- 1053 Tunis |
| 51 | FCP MAXULA STABILITY | MIXTE | CAPITALISATION | MAXULA BOURSE | Rue du Lac Léman- Centre Nawrez -Bloc B- bureau 1.2- Les Berges du Lac- 1053 Tunis |

DERNIERE MISE A JOUR : 17/02/2020

| | | | | | |
|----|-------------------------------------|-------------|----------------|---|--|
| 52 | FCP MOUASSASSETT | MIXTE | CAPITALISATION | ARAB FINANCIAL CONSULTANTS -AFC- | Carré de l'Or -Les jardins du Lac II- Les Berges du Lac -1053 Tunis |
| 53 | FCP OBLIGATAIRE CAPITAL PLUS | OBLIGATAIRE | DISTRIBUTION | STB FINANCE | 34, rue Hédi Karray- El Menzah IV-1080 Tunis |
| 54 | FCP OPTIMA | MIXTE | CAPITALISATION | BNA CAPITAUX -BNAC- | Complexe Le Banquier- Avenue Tahar Hadded- Les Berges du Lac -1053 Tunis |
| 55 | FCP OPTIMUM EPARGNE ACTIONS | MIXTE (CEA) | DISTRIBUTION | COMPAGNIE GESTION ET FINANCE -CGF- | 17, rue de l'île de Malte-Immeuble Lira-Les jardins du Lac -Lac II 1053 Tunis |
| 56 | FCP PERSONNEL UIB EPARGNE ACTIONS | MIXTE (CEA) | CAPITALISATION | MAC SA | Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis |
| 57 | FCP SALAMETT CAP | OBLIGATAIRE | CAPITALISATION | ARAB FINANCIAL CONSULTANTS -AFC- | Carré de l'Or -Les jardins du Lac II- Les Berges du Lac -1053 Tunis |
| 58 | FCP SALAMETT PLUS | OBLIGATAIRE | CAPITALISATION | ARAB FINANCIAL CONSULTANTS -AFC- | Carré de l'Or -Les jardins du Lac II- Les Berges du Lac -1053 Tunis |
| 59 | FCP SECURITE | MIXTE | CAPITALISATION | BNA CAPITAUX -BNAC- | Complexe Le Banquier- Avenue Tahar Hadded- Les Berges du Lac -1053 Tunis |
| 60 | FCP SMART EQUILIBRE | MIXTE | CAPITALISATION | SMART ASSET MANAGEMENT | 5, Rue Mustapha Sfar- 1002 Tunis Belvédère |
| 61 | FCP SMART EQUITY 2 | MIXTE | DISTRIBUTION | SMART ASSET MANAGEMENT | 5, Rue Mustapha Sfar- 1002 Tunis Belvédère |
| 62 | FCP VALEURS AL KAOUTHER | MIXTE | CAPITALISATION | TUNISIE VALEURS | Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène |
| 63 | FCP VALEURS CEA | MIXTE (CEA) | CAPITALISATION | TUNISIE VALEURS | Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène |
| 64 | FCP VALEURS INSTITUTIONNEL | MIXTE | DISTRIBUTION | TUNISIE VALEURS | Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène |
| 65 | FCP VALEURS INSTITUTIONNEL II | MIXTE | DISTRIBUTION | TUNISIE VALEURS | Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène |
| 66 | FCP VALEURS MIXTES | MIXTE | CAPITALISATION | TUNISIE VALEURS | Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène |
| 67 | FCP VIVEO NOUVELLES INTRODUITES | MIXTE | DISTRIBUTION | TRADERS INVESTMENT MANAGERS | Rue du Lac Léman, Immeuble Nawrez, Bloc C, Appartement C21, Les Berges du Lac-1053 Tunis |
| 68 | FCP Wafa OBLIGATAIRE CAPITALISATION | OBLIGATAIRE | CAPITALISATION | LA TUNISO-SEOUDIENNE D'INVESTISSEMENT-TSI- | Résidence Ines - Boulevard de la Terre - Centre Urbain Nord – 1080 Tunis Mahrajène |
| 69 | FIDELITY OBLIGATIONS SICAV | OBLIGATAIRE | DISTRIBUTION | MAC SA | Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis |
| 70 | FIDELITY SICAV PLUS | OBLIGATAIRE | CAPITALISATION | MAC SA | Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis |
| 71 | FINACORP OBLIGATAIRE SICAV | OBLIGATAIRE | CAPITALISATION | FINANCE ET INVESTISSEMENT IN NORTH AFRICA - FINACORP- | Rue du Lac Loch Ness (Angle de la rue du Lac Windermere) - Les Berges du Lac- 1053 Tunis |
| 72 | INTERNATIONALE OBLIGATAIRE SICAV | OBLIGATAIRE | DISTRIBUTION | UIB FINANCE | Rue du Lac Turkana- Immeuble les Reflets du Lac - Les Berges du Lac- 1053 Tunis |
| 73 | LA GENERALE OBLIG-SICAV | OBLIGATAIRE | CAPITALISATION | COMPAGNIE GENERALE D'INVESTISSEMENT -CGI- | 10, Rue Pierre de Coubertin - 1001 Tunis |
| 74 | MAC AL HOUDA FCP | MIXTE | DISTRIBUTION | MAC SA | Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis |
| 75 | MAC CROISSANCE FCP | MIXTE | DISTRIBUTION | MAC SA | Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis |
| 76 | MAC ÉPARGNANT FCP | MIXTE | DISTRIBUTION | MAC SA | Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis |
| 77 | MAC EPARGNE ACTIONS FCP | MIXTE (CEA) | DISTRIBUTION | MAC SA | Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis |
| 78 | MAC EQUILIBRE FCP | MIXTE | DISTRIBUTION | MAC SA | Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis |
| 79 | MAC HORIZON 2022 FCP | MIXTE | CAPITALISATION | MAC SA | Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis |

DERNIERE MISE A JOUR : 17/02/2020

| | | | | | |
|-----|-------------------------------|-------------|----------------|------------------------------------|--|
| 80 | MAXULA INVESTISSEMENT SICAV | OBLIGATAIRE | DISTRIBUTION | SMART ASSET MANAGEMENT | 5, Rue Mustapha Sfar-1002 Tunis Belvédère |
| 81 | MAXULA PLACEMENT SICAV | OBLIGATAIRE | DISTRIBUTION | MAXULA BOURSE | Rue du Lac Léman- Centre Nawrez -Bloc B- bureau 1.2- Les Berges du Lac- 1053 Tunis |
| 82 | MCP CEA FUND | MIXTE (CEA) | CAPITALISATION | MENA CAPITAL PARTNERS-MCP- | Le Grand Boulevard du Lac- Les Berges du Lac- 1053 Tunis |
| 83 | MCP EQUITY FUND | MIXTE | CAPITALISATION | MENA CAPITAL PARTNERS-MCP- | Le Grand Boulevard du Lac- Les Berges du Lac- 1053 Tunis |
| 84 | MCP SAFE FUND | OBLIGATAIRE | CAPITALISATION | MENA CAPITAL PARTNERS-MCP- | Le Grand Boulevard du Lac- Les Berges du Lac- 1053 Tunis |
| 85 | MILLENIU OBLIGATAIRE SICAV | OBLIGATAIRE | DISTRIBUTION | COMPAGNIE GESTION ET FINANCE -CGF- | 17, rue de l'île de Malte-Immeuble Lira-Les jardins du Lac -Lac II 1053 Tunis |
| 86 | PLACEMENT OBLIGATAIRE SICAV | OBLIGATAIRE | DISTRIBUTION | BNA CAPITAUX -BNAC- | Complexe Le Banquier- Avenue Tahar Hadded- Les Berges du Lac -1053 Tunis |
| 87 | POSTE OBLIGATAIRE SICAV TANIT | OBLIGATAIRE | CAPITALISATION | BH INVEST | Rue Mohamed Sghaier Ouled Ahmed -Immeuble Assurances SALIM- 3ème étage- Centre Urbain Nord -1003 Tunis |
| 88 | SANADETT SICAV | OBLIGATAIRE | DISTRIBUTION | ARAB FINANCIAL CONSULTANTS -AFC- | Carré de l'Or -Les jardins du Lac II- Les Berges du Lac -1053 Tunis |
| 89 | SICAV AMEN | OBLIGATAIRE | CAPITALISATION | AMEN INVEST | Avenue Mohamed V-Immeuble AMEN BANK- Tour C -1002 Tunis |
| 90 | SICAV AVENIR | MIXTE | DISTRIBUTION | STB MANAGER | Immeuble STB, 34 rue Hédi Karray- Cité des Sciences-1004 El Menzah IV |
| 91 | SICAV AXIS TRÉSORERIE | OBLIGATAIRE | DISTRIBUTION | BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT | 67, Avenue Mohamed V -1002 Tunis |
| 92 | SICAV BH OBLIGATAIRE | OBLIGATAIRE | DISTRIBUTION | BH INVEST | Rue Mohamed Sghaier Ouled Ahmed -Immeuble Assurances SALIM- 3ème étage- Centre Urbain Nord -1003 Tunis |
| 93 | SICAV BH CAPITALISATION | OBLIGATAIRE | CAPITALISATION | BH INVEST | Rue Mohamed Sghaier Ouled Ahmed -Immeuble Assurances SALIM- 3ème étage- Centre Urbain Nord -1003 Tunis |
| 94 | SICAV BNA | MIXTE | DISTRIBUTION | BNA CAPITAUX -BNAC- | Complexe Le Banquier- Avenue Tahar Hadded- Les Berges du Lac -1053 Tunis |
| 95 | SICAV CROISSANCE | MIXTE | DISTRIBUTION | SOCIETE DE BOURSE DE TUNISIE -SBT- | Place du 14 janvier 2011- 1001 Tunis |
| 96 | SICAV ENTREPRISE | OBLIGATAIRE | DISTRIBUTION | TUNISIE VALEURS | Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène |
| 97 | SICAV L'ÉPARGNANT | OBLIGATAIRE | DISTRIBUTION | STB MANAGER | Immeuble STB, 34 rue Hédi Karray- Cité des Sciences-1004 El Menzah IV |
| 98 | SICAV L'ÉPARGNE OBLIGATAIRE | OBLIGATAIRE | CAPITALISATION | STB MANAGER | Immeuble STB, 34 rue Hédi Karray- Cité des Sciences-1004 El Menzah IV |
| 99 | SICAV L'INVESTISSEUR | MIXTE | DISTRIBUTION | STB MANAGER | Immeuble STB, 34 rue Hédi Karray- Cité des Sciences-1004 El Menzah IV |
| 100 | SICAV OPPORTUNITY | MIXTE | CAPITALISATION | BIAT ASSET MANAGEMENT | Immeuble Youssef Towers -Bloc A-Rue du Dinar-Les jardins du Lac II-1053 Tunis |
| 101 | SICAV PATRIMOINE OBLIGATAIRE | OBLIGATAIRE | CAPITALISATION | BIAT ASSET MANAGEMENT | Immeuble Youssef Towers -Bloc A-Rue du Dinar-Les jardins du Lac II-1053 Tunis |
| 102 | SICAV PLUS | MIXTE | CAPITALISATION | TUNISIE VALEURS | Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène |
| 103 | SICAV PROSPERITY | MIXTE | CAPITALISATION | BIAT ASSET MANAGEMENT | Immeuble Youssef Towers -Bloc A-Rue du Dinar-Les jardins du Lac II-1053 Tunis |
| 104 | SICAV RENDEMENT | OBLIGATAIRE | DISTRIBUTION | SOCIETE DE BOURSE DE TUNISIE -SBT- | Place du 14 janvier 2011- 1001 Tunis |
| 105 | SICAV SECURITY | MIXTE | DISTRIBUTION | COFIB CAPITAL FINANCES -CCF- | 25, rue du Docteur Calmette- 1082 Tunis Mahrajène |
| 106 | SICAV TRESOR | OBLIGATAIRE | DISTRIBUTION | BIAT ASSET MANAGEMENT | Immeuble Youssef Towers -Bloc A-Rue du Dinar-Les jardins du Lac II-1053 Tunis |
| 107 | STRATÉGIE ACTIONS SICAV | MIXTE | DISTRIBUTION | SMART ASSET MANAGEMENT | 5, Rue Mustapha Sfar-1002 Tunis Belvédère |

| | | | | | |
|-----|---------------------------------|-------------|----------------|--|---|
| 108 | TUNISIAN EQUITY FUND (1) | MIXTE | DISTRIBUTION | UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – NORTH AFRICA- UGFS NA | Rue du Lac Biwa- Immeuble Fraj 2ème étage- Les Berges du Lac- 1053 Tunis |
| 109 | TUNISIAN FUNDAMENTAL FUND | MIXTE | DISTRIBUTION | COMPAGNIE GESTION ET FINANCE -CGF- | 17, rue de l'île de Malte-Immeuble Lira-Les jardins du Lac -Lac II 1053 Tunis |
| 110 | TUNISIAN PRUDENCE FUND | MIXTE | DISTRIBUTION | UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – NORTH AFRICA- UGFS NA | Rue du Lac Biwa- Immeuble Fraj 2ème étage- Les Berges du Lac- 1053 Tunis |
| 111 | TUNISIE SICAV | OBLIGATAIRE | CAPITALISATION | TUNISIE VALEURS | Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène |
| 112 | TUNISO-EMIRATIE SICAV | OBLIGATAIRE | DISTRIBUTION | AUTO GEREE | 5 bis, rue Mohamed Badra 1002 Tunis |
| 113 | UBCI-FCP CEA | MIXTE (CEA) | DISTRIBUTION | UBCI BOURSE | 74, Avenue Habib Bourguiba- 1000 Tunis |
| 114 | UBCI-UNIVERS ACTIONS SICAV | ACTIONS | CAPITALISATION | UBCI BOURSE | 74, Avenue Habib Bourguiba- 1000 Tunis |
| 115 | UGFS BONDS FUND | OBLIGATAIRE | CAPITALISATION | UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – NORTH AFRICA- UGFS NA | Rue du Lac Biwa- Immeuble Fraj 2ème étage- Les Berges du Lac- 1053 Tunis |
| 116 | UGFS ISLAMIC FUND | MIXTE | CAPITALISATION | UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – NORTH AFRICA- UGFS NA | Rue du Lac Biwa- Immeuble Fraj 2ème étage- Les Berges du Lac- 1053 Tunis |
| 117 | UNION FINANCIERE ALYSSA SICAV | OBLIGATAIRE | DISTRIBUTION | UBCI BOURSE | 74, Avenue Habib Bourguiba- 1000 Tunis |
| 118 | UNION FINANCIERE HANNIBAL SICAV | MIXTE | DISTRIBUTION | UBCI BOURSE | 74, Avenue Habib Bourguiba- 1000 Tunis |
| 119 | UNION FINANCIERE SALAMMBO SICAV | OBLIGATAIRE | CAPITALISATION | UBCI BOURSE | 74, Avenue Habib Bourguiba- 1000 Tunis |
| 120 | UNIVERS OBLIGATIONS SICAV | OBLIGATAIRE | DISTRIBUTION | SOCIETE DU CONSEIL ET DE L'INTERMEDIATION FINANCIERE -SCIF - | 10 bis, Avenue Mohamed V- Immeuble BTK-1001 Tunis |

(1) FCP en liquidation suite à l'expiration de sa durée de vie

LISTE DES FCC

| | FCC | Gestionnaire | Adresse du gestionnaire |
|---|---------------------|---------------------|--|
| 1 | FCC BIAT CREDIMMO 1 | TUNISIE TITRISATION | Rue du Dinar -Immeuble Youssef Towers -Les jardins du Lac II- 1053 Tunis |
| 2 | FCC BIAT CREDIMMO 2 | TUNISIE TITRISATION | Rue du Dinar -Immeuble Youssef Towers -Les jardins du Lac II- 1053 Tunis |

LISTE DES FONDS D'AMORÇAGE

| | | Gestionnaire | Adresse |
|---|---------------------------|---|---|
| 1 | PHENICIA SEED FUND | ALTERNATIVE CAPITAL PARTNERS | Immeuble Yosr, Appartements 9 &10, Rue du Lac Victoria, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis |
| 2 | Startup Factory Seed Fund | UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa | Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2ème étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis |
| 3 | Social Business | UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa | Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2ème étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis |
| 4 | CAPITALease Seed Fund 2 | UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa | Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2ème étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis |
| 5 | ANAVA SEED FUND | Flat6Labs Tunisia | 15, Avenue de Carthage, Tunis |
| 6 | CDC AMORÇAGE | CDC Gestion | Résidence Lakéo, 2ème étage, rue du Lac Michigan, Les Berges du Lac, 1053-Tunis |
| 7 | Capital'Act Seed Fund | UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa | Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2ème étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis |
| 8 | START UP MAXULA SEED FUND | MAXULA GESTION | Rue du lac Windermere, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis |

LISTE DES FCPR

| | | Gestionnaire | Adresse |
|--|--|--------------|---------|
|--|--|--------------|---------|

| | | | |
|----|-----------------------------------|---|---|
| 1 | ATID FUND I | ARAB TUNISIAN FOR INVESTMENT & DEVELOPMENT (A.T.I.D Co) | B4.2.3.4, cercle des bureaux, 4ème étage, lot BC2 - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène |
| 2 | FIDELIUM ESSOR | FIDELIUM FINANCE | Centre Urbain Nord immeuble «NOUR CITY», Bloc «B» 1er étage N° B 1-1 Tunis Avenue des martyrs imm pic-ville centre Sfax |
| 3 | FCPR CIOK | SAGES SA | Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis |
| 4 | FCPR GCT | SAGES SA | Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis |
| 5 | FCPR GCT II | SAGES SA | Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis |
| 6 | FCPR GCT III | SAGES SA | Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis |
| 7 | FCPR GCT IV | SAGES SA | Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis |
| 8 | FCPR ONAS | SAGES SA | Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis |
| 9 | FCPR ONP | SAGES SA | Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis |
| 10 | FCPR SNCPA | SAGES SA | Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis |
| 11 | FCPR SONEDE | SAGES SA | Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis |
| 12 | FCPR STEG | SAGES SA | Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis |
| 13 | FCPR-TAAHIL INVEST | SAGES SA | Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis |
| 14 | FRPR IN'TECH | SAGES SA | Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis |
| 15 | FCPR-CB | SAGES SA | Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis |
| 16 | FCPR TUNISIAN DEVELOPMENT FUND | UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa | Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2 ^{ème} étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis |
| 17 | FCPR MAX-ESPOIR | MAXULA GESTION | Rue du lac Windermere, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis |
| 18 | FCPR AMENCAPITAL 1 | AMEN CAPITAL | 5ème étage de la tour C, Immeuble AMEN BANK, Avenue Mohamed V, 1002- Tunis |
| 19 | FCPR AMENCAPITAL 2 | AMEN CAPITAL | 5ème étage de la tour C, Immeuble AMEN BANK, Avenue Mohamed V, 1002- Tunis |
| 20 | FCPR THEEMAR INVESTMENT FUND | UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa | Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2 ^{ème} étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis |
| 21 | FCPR TUNINVEST CROISSANCE | TUNINVEST GESTION FINANCIÈRE | Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène |
| 22 | FCPR SWING | CAPSA Capital Partners | 10 bis, Rue Mahmoud El Materi Mutuelleville, 1002 Tunis |
| 23 | FCPR Tunisian Development Fund II | UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa | Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2 ^{ème} étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis |
| 24 | FCPR PHENICIA FUND | ALTERNATIVE CAPITAL PARTNERS | Immeuble Yosr, Appartements 9 &10, Rue du Lac Victoria, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis |

| | | | |
|----|---|---|--|
| 25 | FCPR FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL | CDC Gestion | Résidence Lakéo, 2ème étage, rue du Lac Michigan, Les Berges du Lac, 1053-Tunis |
| 26 | FCPR AMENCAPITAL 3 | AMEN CAPITAL | 5ème étage de la tour C, Immeuble AMEN BANK, Avenue Mohamed V, 1002- Tunis |
| 27 | FCPR IntilaQ For Growth | UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa | Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2ème étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis |
| 28 | FCPR IntilaQ For Excellence | UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa | Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2ème étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis |
| 29 | FCPR Fonds CDC Croissance 1 | CDC Gestion | Résidence Lakéo, 2ème étage, rue du Lac Michigan, Les Berges du Lac, 1053-Tunis |
| 30 | FCPR MAXULA CROISSANCE ENTREPRISES | MAXULA GESTION | Rue du lac Windermere, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis |
| 31 | FCPR Tunisian Development Fund III | UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa | Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2ème étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis |
| 32 | FCPR AFRICAMEN | AMEN CAPITAL | 5ème étage de la tour C, Immeuble AMEN BANK, Avenue Mohamed V, 1002- Tunis |
| 33 | FCPR AZIMUTS | CAPSA Capital Partners | 10 bis, Rue Mahmoud El Materi Mutuelleville, 1002 Tunis |
| 34 | TUNISIA AQUACULTURE FUND | SAGES SA | Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis |
| 35 | FCPR MAXULA JASMIN | MAXULA GESTION | Rue du lac Windermere, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis |
| 36 | FCPR FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL II | CDC Gestion | Résidence Lakéo, 2ème étage, rue du Lac Michigan, Les Berges du Lac, 1053-Tunis |
| 37 | FCPR ESSOR FUND | STB Manager | Immeuble STB, 34, rue Hédi Karray, Cité des sciences, 1004-EI Menzah IV |
| 38 | FCPR PHENICIA FUND II | ALTERNATIVE CAPITAL PARTNERS | Immeuble Yosr, Appartements 9 & 10, Rue du Lac Victoria, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis |
| 39 | MAXULA JASMIN PMN | MAXULA GESTION | Rue du lac Windermere, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis |
| 40 | FCPR ZITOUNA MOUCHARAKA I | ZITOUNA CAPITAL | 21, Rue de l'Artisanat – Zone Industrielle Charguia II - Tunisie |

* Cette liste n'est ni exhaustive ni limitative. Les sociétés ne figurant pas sur cette liste et qui répondent à l'un des critères énoncés par l'article 1er de la loi n° 94-117 du 14 novembre 1994 peuvent se faire opposer le caractère de sociétés faisant appel public à l'épargne.

AVIS DES SOCIETES

ETATS FINANCIERS INDIVIDUELS

SOCIETE LAND'OR

Siège sociale : Bir Jedid – 2054 Khélidia – Ben Arous

La société LAND'OR publie ci-dessous, ses états financiers individuels arrêtés au 31 décembre 2019 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur l'exercice 2019. Ces états sont accompagnés des rapports général et spécial des commissaires aux comptes M Fehmi LAOURINE et M Ahmed SAHNOUN.

SOCIETE LAND'OR
ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31/12/2019

(Exprimé en DT)

| ACTIFS | Notes | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Variation |
|---|-------|--------------------|-------------------|--------------------------|
| ACTIFS NON COURANTS | | | | |
| Actifs Immobilisés | | | | |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 3.1 | 2 898 040 | 2 861 640 | 36 400 |
| Moins (Amortissement) | | <2 139 758> | <1 935 982> | <203 776> |
| Total Immobilisations incorporelles | | 758 282 | 925 658 | <167 376> |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 3.2 | 45 863 903 | 43 424 594 | 2 439 309 |
| Moins (Amortissement) | | <21 090 636> | <19 173 496> | <1 917 140> |
| Total Immobilisations corporelles | | 24 773 267 | 24 251 098 | 522 169 |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 3.3 | 8 078 124 | 3 896 220 | 4 181 904 |
| Moins (provisions) | | <3 695 480> | <3 695 480> | - |
| Total Immobilisations financières | | 4 382 644 | 200 740 | 4 181 904 |
| Total des Actifs Immobilisés | | 29 914 193 | 25 377 496 | 4 536 697 |
| Autres Actifs Non Courants | 3.4 | 150 127 | 326 432 | <176 305> |
| TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS | | 30 064 320 | 25 703 928 | 4 360 392 |
| ACTIFS COURANTS | | | | |
| Stocks | 3.5 | 19 765 804 | 15 744 306 | 4 021 498 |
| Moins (provisions) | | <618 632> | <380 308> | <238 324> |
| Total des Stocks | | 19 147 172 | 15 363 998 | 3 783 174 |
| Clients Et Comptes Rattachés | 3.6 | 31 229 084 | 36 403 321 | <5 174 237> |
| Moins (provisions) | | <17 469 500> | <17 276 767> | <192 733> |
| Total des Clients et comptes rattachés | | 13 759 584 | 19 126 554 | <5 366 970> |
| Autres Actifs Courants | 3.7 | 3 115 945 | 2 703 564 | 412 381 |
| Placements et autres actifs financiers | 3.8 | 46 386 040 | 10 000 000 | 36 386 040 |
| Liquidités Et Equivalents De Liquidités | 3.9 | 5 403 237 | 3 339 868 | 2 063 369 |
| TOTAL DES ACTIFS COURANTS | | 87 811 978 | 50 533 984 | 37 277 994 |
| TOTAL DES ACTIFS | | 117 876 298 | 76 237 912 | 41 638 386 |

SOCIETE LAND'OR
ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31/12/2019

(Exprimé en DT)

| CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS | Notes | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Variation |
|---|-------|--------------------|-------------------|--------------------------|
| CAPITAUX PROPRES | | | | |
| Capital Social | | 11 226 376 | 4 846 875 | 6 379 501 |
| Réserves | | 131 068 | 131 068 | - |
| Réservesspécialesd'investissement | | 10 | 10 | - |
| AutresCapitauxPropres | | 54 263 281 | 20 920 579 | 33 342 702 |
| Résultatsreportés | | <4 206 410> | <10 152 831> | 5 946 421 |
| Résultat de l'Exercice | | 3 642 887 | 5 946 421 | <2 303 534> |
| TOTAL DES CAPITAUX PROPRES APRES AFFECTATION 4.1 | | 65 057 212 | 21 692 122 | 43 365 090 |
| PASSIFS | | | | |
| PassifsNon Courants | | | | |
| Emprunts | 4.2 | 2 915 635 | 4 799 961 | <1 884 326> |
| Provisions | 4.3 | 2 090 092 | 1 765 092 | 325 000 |
| Total Des Passifs Non Courants | | 5 005 727 | 6 565 053 | <1 559 326> |
| Passifs Courants | | | | |
| Fournisseurs Et ComptesRattachés | 4.4 | 14 286 408 | 14 547 590 | <261 182> |
| AutresPassifs Courants | 4.5 | 4 389 911 | 5 209 159 | <819 248> |
| ConcoursBancaires Et AutresPassifs Financiers | 4.6 | 29 137 040 | 28 223 988 | 913 052 |
| Total Des Passifs Courants | | 47 813 359 | 47 980 737 | <167 378> |
| TOTAL DES PASSIFS | | 52 819 086 | 54 545 790 | <1 726 704> |
| TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS | | 117 876 298 | 76 237 912 | 41 638 386 |

SOCIETE LAND'OR
ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31/12/2019

(Exprimé en DT)

| ETAT DE RESULTAT | Notes | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Variation |
|--|-------|--------------------|--------------------|--------------------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | | | |
| Revenus | | 108 984 882 | 109 662 302 | <677 420> |
| Autres Produits d'Exploitation | | 953 006 | 642 287 | 310 719 |
| Total Des Produits D'exploitation | 5.1 | 109 937 888 | 110 304 589 | <366 701> |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | | | |
| Variation de Stocks des Produits Finis | 5.2 | <2 726 892> | 79 824 | <2 806 716> |
| Achats Consommés | 5.3 | 73 851 466 | 68 618 403 | 5 233 063 |
| Achats | | 74 692 501 | 68 961 333 | 5 731 168 |
| Variations Des Stocks | | <841 035> | <342 930> | <498 105> |
| Autres achats | 5.4 | 2 772 435 | 2 359 847 | 412 588 |
| Charges De Personnel | 5.5 | 9 204 240 | 9 273 699 | <69 459> |
| Dotations Aux Amortissements et Provisions | 5.6 | 3 402 005 | 3 807 356 | <405 351> |
| Autres Charges D'exploitation | 5.7 | 15 958 633 | 14 518 964 | 1 439 669 |
| Total Des Charges D'exploitation | | 102 461 887 | 98 658 093 | 3 803 794 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | 7 476 001 | 11 646 496 | <4 170 495> |
| Charges Financières Nettes | 5.8 | <4 302 252> | <4 166 615> | <135 637> |
| Produits des placements | 5.9 | 1 749 114 | - | 1 749 114 |
| Autres Gains Ordinaires | | 162 607 | 140 999 | 21 608 |
| RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES AVANT IMPOT | | 5 085 470 | 7 620 880 | <2 535 410> |
| Impôt sur les bénéfices | 5.10 | <1 442 583> | <1 674 459> | 231 876 |
| RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES APRES IMPOT | | 3 642 887 | 5 946 421 | <2 303 534> |
| RESULTAT NET DE L'EXERCICE | | 3 642 887 | 5 946 421 | <2 303 534> |

SOCIETE LAND'OR
TABLEAUX DE FLUX DE TRESORERIE AU 31/12/2019

(Exprimé en DT)

| ETAT DE FLUX DE TRESORERIE | Notes | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|-------|--------------------------|---------------------------|
| FLUX DE TRESORERIE LIES A L'EXPLOITATION | | | |
| Résultat net | | 3 642 888 | 5 946 421 |
| Ajustements pour: | | | |
| ▪ Amortissements et provisions | | 3 402 005 | 3 807 356 |
| ▪ QP des subventions aux investissements inscrites au résultat | | <555> | <640> |
| ▪ Charges d'intérêt | | 482 217 | 709 637 |
| ▪ Différence de change sur comptes de trésorerie | | <83 591> | 248 624 |
| ▪ Plus-value sur cession d'immobilisations | | <82 976> | <14 560> |
| Variations des: | | | |
| ▪ Variation des stocks | | <4 021 498> | <791 231> |
| ▪ Variation des créances | | 5 174 237 | <3 449 192> |
| ▪ Variation des autres actifs | | <432 450> | 139 638 |
| ▪ Variation des fournisseurs et autres passifs | | <1 080 429> | <2 181 373> |
| Flux provenant des/ <affectés aux> activités d'exploitation | | 6 999 848 | 4 414 680 |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement | | | |
| Décassements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles. | | <2 606 072> | <2 415 853> |
| Encaissements s/ cession d'immobilisations incorporelles | | 122 010 | 14 560 |
| Décassements provenant des autres actifs non courants | | <237 330> | <60 073> |
| Décassements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières | | <4 181 904> | - |
| Flux provenant des affectés aux activités d'investissement | | <6 903 296> | <2 461 366> |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement | | | |
| Remboursement/ encaissement financement de stock et autres crédit de gestion | | 4 525 000 | 4 092 000 |
| Paiement dividendes | | <2 908 125> | 0 |
| Encaissements provenant des comptes courants des actionnaires | | 42 630 883 | 10 000 000 |
| Remboursement des emprunts | | <2 612 822> | <3 480 284> |
| Flux provenant des/ <affectés aux> activités de financement | | 41 634 936 | 10 611 716 |
| Incidences des variations des taux de change sur les liquidités Et équivalents de liquidités | | 83 591 | <248 624> |
| Variation de Trésorerie | | 41 815 079 | 12 316 406 |
| Trésorerie au début de l'exercice | | 151 851 | <12 164 555> |
| Trésorerie à la clôture de l'exercice | | 41 966 930 | 151 851 |

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

Exercice arrêté au 31 Décembre 2019

Présentation de la société :

La Société LAND'OR SA ("Land'Or " ou " société ") est une société anonyme de droit tunisien ayant démarré ses activités en juillet 1996. L'objet de la société est l'exploitation de toutes opérations industrielles, commerciales et financières se rattachant à la fabrication, à la transformation, et au commerce des produits carnés et leurs abats, produits de la mer, fromages, plats cuisinés et tous produits agro-alimentaires.

Faits marquants de l'exercice :

- Bouclage des deux opérations d'augmentation de capital social de Land'Or : la première augmentation pour un montant de 37,6 MDT et la deuxième augmentation pour un montant de 15 MDT réservée à MPEFIV.
- La participation dans le capital de « Land'Or Maroc Industries » pour un montant de 1 282 K€ et ce dans le cadre du projet d'implémentation industrielle au Maroc.
- Les ventes à l'export ont été affectées principalement par la situation en Libye.

1. REFERENTIEL COMPTABLE

Les états financiers sont exprimés en dinars tunisiens (« DT ») et ont été préparés conformément aux conventions, principes et méthodes comptables prévus par le cadre conceptuel de la comptabilité financière et les normes comptables tunisiennes.

2. PRINCIPES COMPTABLES

Les principes et méthodes comptables les plus significatifs appliqués par la société Land'Or, pour l'élaboration de ses états financiers sont les suivants :

2.1 Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition hors taxes récupérables et compte tenu des frais se rapportant à leur acquisition et à leur mise en utilisation.

Les coûts ultérieurs ne sont pas comptabilisés en actifs sauf s'il est probable que des avantages économiques futurs associés à ces derniers iront à la société et que ces coûts peuvent être évalués de façon fiable. Les coûts courants d'entretien sont constatés dans le résultat au cours de la période où ils sont encourus.

Par la suite les immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements, et le cas échéant des pertes de valeur, sauf pour les terrains comptabilisés au coût d'acquisition.

L'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles est calculé suivant le mode linéaire en fonction de leur durée d'utilité effective. Les durées de vie appliquées par la société sont les suivantes :

| | Années |
|---|--------|
| ProgicielSAP | 10 |
| Autres logiciels informatiques. | 3 |
| Dépôt de marques | 3 |
| Bâtiment industriel | 35 |
| Installations générales, agencements et aménagements (« AA ») des constructions | 20 |
| Installations techniques | 20 |
| Matériel industriel | 20 |
| Outillage industriel | 10-15 |
| A.A.matériel et outillage industriel | 20 |
| Matériel de transport des biens | 7 |
| Matériel de transport des personnes | 10 |
| Immobilisations à statut juridique particulier | 7-10 |
| Installations générales, agencements et aménagements divers («AA») | 35 |
| Equipement de bureau | 10 |
| Matériel informatique | 7 |

L'amortissement relatif aux immobilisations acquises au cours de l'exercice est calculé compte tenu de la règle du prorata-temporis.

La méthode d'amortissement la durée de vie restante et la valeur résiduelle sont revues par le management à l'occasion de chaque arrêté des états financiers.

2.2 Frais préliminaires et charges à répartir

Les frais préliminaires sont les frais attachés à des opérations conditionnant l'existence, ou le développement de la société, engagés au moment de la création de la société, ou ultérieurement à cette date dans le cadre d'une extension, de l'ouverture d'un nouvel établissement ou d'une modification de son capital.

Les charges à répartir sont les charges engagées au cours d'un exercice, dans le cadre d'opérations spécifiques (tels que les frais de marketing), ayant une rentabilité globale démontrée et dont la réalisation est attendue au cours des exercices ultérieurs.

Les frais préliminaires et les charges à répartir sont portés à l'actif du bilan en autres actifs non courants dans la mesure où ils sont nécessaires à la mise en exploitation de la société et qu'il est probable que les activités futures permettront de récupérer les montants engagés. Ils sont résorbés sur une durée maximale de trois ans, à partir de la date d'entrée en exploitation de l'activité ou de leur constatation sans dépasser cinq ans, à partir de leur engagement.

2.3 Contrats de location financement

Les contrats de crédit-bail sont examinés pour être qualifiés en contrats de location financement ou de location simple.

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location-financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété des actifs.

Les immobilisations corporelles acquises en vertu d'un contrat de location financement sont enregistrées au bilan à leur juste valeur ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. La dette correspondante, nette des intérêts financiers, est inscrite au passif. Le loyer est défalqué entre remboursement du principal et charges financières selon le taux d'intérêt effectif du contrat. Les charges financières sont comptabilisées en charges de l'exercice à moins qu'elles ne soient capitalisées dans le coût d'un actif qualifiant.

Les immobilisations acquises par voie d'un contrat de location financement sont amorties selon la méthode linéaire sur la période la plus courte entre la durée d'utilité et la durée des contrats.

Les frais de location simple sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

2.4 Valeurs d'exploitation

Les stocks sont constitués principalement de produits finis et semi-finis, des pièces de rechange, des matières premières et des emballages.

Les matières premières, emballages et les pièces de rechange sont valorisées au prix d'achat majoré des frais directement liés à l'achat. Ils sont valorisés selon la méthode du coût moyen pondéré.

Les produits finis et semi finis sont valorisés au coût de revient réel. Le coût de revient comprend les frais directement imputés à la production ainsi qu'une quote-part des frais généraux de production alloués à la production. Les frais communs sont alloués entre les différents produits selon des clés de répartition déterminés par le management. Ils sont valorisés selon la méthode du coût moyen pondéré.

La méthode de comptabilisation de flux d'entrée et de sortie de Stocks utilisée par la société est la méthode de l'inventaire permanent. Les stocks à rotation lente sont ramenés à leur valeur de réalisation nette. La valeur de réalisation nette est le prix de vente estimé dans le cours normal d'activité diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés pour réaliser la vente. »

La société dispose d'une comptabilité analytique gérée sur un logiciel qui permet la détermination des clés de répartition.

2.5 Emprunts

Les emprunts à long terme figurent au bilan pour la valeur non amortie sous la rubrique des passifs non courants. La partie à échoir dans un délai inférieur à une année, est reclassée parmi les passifs courants.

2.6 Provision pour dépréciation des comptes clients et autres actifs courants

Le management procède à la clôture de l'exercice à l'estimation d'une provision pour dépréciation des comptes clients et comptes rattachés ainsi que les comptes d'autres actifs courants. A chaque

Date de clôture le management détermine s'il y a des indicateurs de dépréciation des comptes clients et autres actifs courants. Ces indicateurs comprennent des éléments tels que des manquements aux

Paiements contractuels ou des difficultés financières du créancier. La provision est estimée selon la différence entre la valeur comptable de ces créances et la valeur recouvrable estimée au titre de ces créances.

2.7 Provisions pour risques et charges

- > Provisions pour litiges

Les réclamations contentieuses impliquant la société sont évaluées par la direction juridique. La direction juridique peut dans certains cas faire appel à l'assistance d'avocats spécialisés. L'estimation faite au titre du risque financier encouru fait appel au jugement. Les provisions dont l'échéance est supérieure à un an ou dont l'échéance n'est pas fixée de façon précise sont classées en passifs non courants.

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés mais font l'objet d'une information au niveau des notes aux états financiers sauf si la probabilité de sortie des ressources est mesurable.

- > Provisions pour indemnités de départ à la retraite

La provision pour indemnité de départ à la retraite correspond à la valeur actualisée des indemnités qui seront servies au personnel calculées selon la convention collective applicable à la société. La provision tient compte des hypothèses financières notamment le taux d'actualisation, les taux de démographies dont l'espérance de vie, l'âge de retraite, le taux de rotation des effectifs et l'évolution des salaires. La provision est présentée parmi les passifs non courants.

2.8 Revenus

Les revenus sont constatés dès lors que les conditions suivantes sont remplies : la société a transféré à l'acheteur les principaux risques et avantages inhérents à la propriété, le montant des revenus peut être

mesuré de façon fiable, il est probable que des avantages futurs associés à l'opération bénéficieront à la société et les coûts encourus ou à encourir concernant l'opération peuvent être mesurés de façon fiable.

Les revenus sont mesurés à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Les revenus sont nets de remises et réductions commerciales consenties par la société.

2.9 Transactions en monnaie étrangère

Les transactions en monnaie étrangère sont converties en DT selon le cours de change de la date d'opération. A la clôture de l'exercice, les éléments monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change de clôture et les différences de change en résultantes sont constatées en résultat de l'exercice.

3. ACTIF

3.1. Immobilisations incorporelles :

Le détail de cette rubrique est le suivant :

| | <u>31/12/2019</u> | <u>31/12/2018</u> |
|--|--------------------------|--------------------------|
| Logiciels Informatiques | 2 760 691 | 2 741 791 |
| Dépôts de marques | 114 834 | 114 834 |
| Immobilisations incorporelles en cours | 22 515 | 5 015 |
| Total brut | <u>2 898 040</u> | <u>2 861 640</u> |
| Amortissements | <2 139 758> | <1 935 982> |
| Total net | <u>758 282</u> | <u>925 658</u> |

3.2. Immobilisations corporelles :

Le solde de cette rubrique se détaille comme suit :

| | <u>31/12/2019</u> | <u>31/12/2018</u> |
|--|-------------------|-------------------|
| Terrain nu | 1 321 600 | 1 321 600 |
| Terrain bâti | 230 400 | 230 400 |
| Bâtiment industriel | 6 135 481 | 6 135 481 |
| Installations générales, agencements et aménagements des constructions | 4 581 789 | 4 385 806 |
| Installations techniques | 4 290 703 | 4 235 159 |
| Matériels industriels | 19 841 828 | 18 158 945 |
| Outillages industriels | 2 349 571 | 2 266 194 |
| Matériels de transport des biens | 312 102 | 60 616 |
| Matériels de transport des personnes | 333 309 | 344 957 |
| Matériels de transport acquis en leasing (Note 1) | 4 860 200 | 4 752 050 |
| Equipements de bureau | 299 572 | 278 241 |
| Matériels informatiques | 1 307 348 | 1 221 195 |
| Immobilisations en cours | | 33 950 |
| Total brut | 45 863 903 | 43 424 594 |
| Amortissement | <21 090 636> | <19 173 496> |
| Total net | 24 773 267 | 24 251 098 |

Note 1 : Les immobilisations à statut juridique particulier représentent les immobilisations acquises dans le cadre des contrats de leasing. Il s'agit de matériel de transport et de production dont la liste des contrats est la suivante :

| N° de Contrat | VB au 31/12/2019 | Amortissement Cumulé 2019 | VCN 2019 |
|-----------------|------------------|------------------------------|------------------|
| 269630 | 34 081 | 31 967 | 2 114 |
| 105059 | 46 735 | 40 414 | 6 321 |
| 117215 | 57 588 | 34 676 | 22 912 |
| 117690 | - | - | - |
| 291040 / 291030 | 277 061 | 236 925 | 40 136 |
| 119960 | 80 952 | 47 059 | 33 893 |
| 119962 | 160 523 | 93 315 | 67 208 |
| 121825 | 44 399 | 24 666 | 19 733 |
| 126103 | 3 149 961 | 538 333 | 2 611 628 |
| 126202 | 240 151 | 41 042 | 199 109 |
| 130493 | 161 733 | 25 608 | 136 125 |
| 130986 | 178 576 | 30 421 | 148 155 |
| 134870 | 90 490 | 38 215 | 52 275 |
| 143149 | 146 820 | 41 432 | 105 388 |
| 141068 | 191 130 | 23 891 | 167 239 |
| Total | 4 860 200 | 1 247 964 | 3 612 236 |

| N° de Contrat | VB au 31/12/2019 | Amortissement Cumulé 2019 | VCN 2019 | Description | Modalités de Remboursement | Solde au 31/12/2018 | | Mouvements de la période | | | Solde au 31/12/2019 | |
|-----------------|------------------|---------------------------|------------------|--------------------------|----------------------------|---------------------|-----------------|--------------------------|----------------|----------------|---------------------|-----------------|
| | | | | | | Echeance A+1 AN | Echeance A-1 AN | Nouvel Emprunt | Paiements | Reclassements | Echeance A+1 AN | Echeance A-1 AN |
| 269630 | 34 081 | 31 967 | 2 114 | Parc Roulant | 48 | | | | | | | |
| 105059 | 46 735 | 40 414 | 6 321 | Parc Roulant | 48 | | | | | | | |
| 117215 | 57 588 | 34 676 | 22 912 | Parc Roulant | 48 | | | | | | | |
| 117690 | - | - | - | Parc Roulant | 60 | | 11 726 | | 11 559 | | | 167 |
| 291040 / 291030 | 277 061 | 236 925 | 40 136 | Parc Roulant | 48 | | 9 256 | | 9 258 | | | |
| 119960 | 80 952 | 47 059 | 33 893 | Parc Roulant | 48 | | | | | | | |
| 119962 | 160 523 | 93 315 | 67 208 | Parc Roulant | 48 | | | | | | | |
| 121825 | 44 399 | 24 666 | 19 733 | Parc Roulant | 48 | | 4 365 | | 4 365 | | | |
| 126103 | 3 149 961 | 538 333 | 2 611 628 | Emboîteuses Automatiques | 84 | 1 628 844 | 394 223 | | 394 223 | 434 365 | 1 194 479 | 434 365 |
| 126202 | 240 151 | 41 042 | 199 109 | Convoyeur | 84 | 137 573 | 32 320 | | 32 321 | 35 635 | 101 939 | 35 635 |
| 130493 | 161 733 | 25 608 | 136 125 | Machine Double Clippeuse | 60 | 73 097 | 33 237 | | 33 237 | 36 499 | 36 598 | 36 499 |
| 130986 | 178 576 | 30 421 | 148 155 | Machine Pousseuse | 60 | 65 033 | 36 374 | | 36 274 | 39 944 | 25 089 | 40 044 |
| 134870 | 90 490 | 38 215 | 52 275 | Parc Roulant | 48 | 25 251 | 23 475 | | 23 475 | 25 394 | <143> | 25 394 |
| 143149 | 146 820 | 41 432 | 105 388 | Parc Roulant | 48 | 76 211 | 35 409 | | 35 410 | 38 436 | 37 774 | 38 435 |
| 141068 | 191 130 | 23 891 | 167 239 | Parc Roulant | 46 | | | 170 921 | 43 031 | 86 263 | 84 658 | 43 232 |
| Total | 4 860 200 | 1 247 964 | 3 612 236 | | | 2 006 009 | 580 385 | 170 921 | 623 153 | 696 536 | 1 480 395 | 653 771 |

Les montants restants à payer (en principal) au titre des contrats de leasing s'élèvent à 653 771 DT pour la partie courante et à 1 480 395 DT pour la partie non courante (entre 1 et 4 ans).

3.3. Immobilisations Financières :

Cette rubrique se détaille comme suit :

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|-----------------------------|-------------------|-------------------|
| Titres de participation | 6 443 539 | 2 261 635 |
| Dépôts et cautionnements | 800 | 800 |
| Créances immobilisées | 1 633 785 | 1 633 785 |
| Total brut | 8 078 124 | 3 896 220 |
| Provision pour dépréciation | <3 695 480> | <3 695 480> |
| Total net | 4 382 644 | 200 740 |

Le détail des titres de participation se présente comme suit :

| Dénomination | Capital social | % du Capital | Montant de participation | Montantlibéré en Devise | Montantlibéré en DT |
|---|----------------|--------------|--------------------------|-------------------------|---------------------|
| ECHARIKA ALYBIA TOUNISIA ALHADITHA LISSINAAT ALGHIDHAIIA ALMOUCHTARAKA | 1 000 000 LYD | 65% | 650 000 LYD | 195 000 LYD | 226 799 |
| LAND'OR FOODS & SERVICES | 200 000 DT | 99,97% | 199 940 DT | 199 940 DT | 199 940 |
| LAND'OR MAROC (*) | 9 000 000 MAD | 100% | 9 000 000 MAD | 9 000 000 MAD | 1 629 616 |
| LAND'OR USA HOLDING INC | 650 000 USD | 100% | 650 000 USD | 150 000 USD | 205 280 |
| LAND'OR MAROC INDUSTRIES (LMI) | 13 700 000 MAD | 100% | 13 700 000 MAD | 13 700 000 MAD | 4 181 904 |

(*) Land'Or Maroc a connu des difficultés opérationnelles et financières depuis 2013. Voir note 3.6 pour l'appréciation du risque lié à l'investissement dans la société Land'Or Maroc.

Créances immobilisées :

Les créances immobilisées correspondent, à la cession de savoir-faire pour une valeur globale de 850.000 euros l'équivalent de 1.633.785 DT à la société libyenne ECHARIKA ALYBIA TOUNISIA ALHADITHA LISSINAAT ALGHIDHAIIA ALMOUCHTARAKA, et ce en vertu de la convention établie fin 2010. Compte tenu de l'évolution du contexte politique et économique en Libye, le management a décidé de provisionner à 100% les créances immobilisées ainsi que la participation dans la filiale Libyenne.

Participation Land'Or Maroc Industries (LMI) :

Suite à l'accord de la Banque Centrale de Tunisie en date du 07/05/2019 sous le Numéro 402373 autorisant la société Land'Or à prendre une participation dans le Capital de LMI qui s'élève à de 6M€, la société Land'Or a procédé à une libération partielle de la participation du capital de ladite société pour un montant de 1,28M€.A signaler que le Capital de LMI est détenu entièrement par Land'Or.

LMI est une filiale industrielle, créée en 2019, dans l'objectif de porter le projet industriel de Groupe au Maroc.Ledit projet consiste en une installation industrielle pour la fabrication de fromages.

3.4. Autres actifs non courants :

Le solde de cette rubrique s'analyse comme suit :

| | <u>31/12/2019</u> | <u>31/12/2018</u> |
|---------------------|-------------------|-------------------|
| Frais préliminaires | 2 542 939 | 2 542 939 |
| Charges à répartir | 11 204 523 | 10 967 193 |
| Total brut | 13 747 462 | 13 510 132 |
| Résorptions | <13 597 335> | <13 183 700> |
| Total net | 150 127 | 326 432 |

La capitalisation de l'exercice 2019 se détaille comme suit :

| Désignation | Montant |
|-----------------------------------|----------------|
| Conception d'emballage et de logo | 237 330 |
| Total | 237 330 |

3.5. Stocks :

Le solde de cette rubrique s'analyse de la manière suivante :

| | <u>31/12/2019</u> | <u>31/12/2018</u> |
|-----------------------------|---------------------------|-------------------|
| Matières premières | 6 517 150 | 6 169 115 |
| Emballages | 2 574 828 | 2 387 571 |
| Matières consommables | 93 079 | 82 370 |
| Produits finis et en-cours | 6 499 139 | 3 772 247 |
| Stocks divers | 2 784 050 | 2 330 479 |
| Stocks en transit | 1 297 558 | 1 002 524 |
| Total brut | 19 765 804 | 15 744 306 |
| Provision pour dépréciation | <618 632> | <380 308> |
| Total net | <19 147 172> | 15 363 998 |

3.6. Clients et comptes rattachés

Le détail des comptes clients se présente comme suit:

| | <u>31/12/2019</u> | <u>31/12/2018</u> |
|-----------------------------|-------------------|-------------------|
| Clients | 29 373 792 | 34 798 134 |
| Effets impayés | 575 946 | 296 917 |
| Chèques impayés | 1 279 346 | 1 308 270 |
| Total brut | 31 229 084 | 36 403 321 |
| Provision pour dépréciation | <17 469 500> | <17 276 767> |
| Total net | 13 759 584 | 19 126 554 |

Les comptes clients au 31/12/2019 incluent une créance pour un montant de 23 376 414 DT (équivalent de 8 566 065 euros) sur la filiale marocaine LAND'OR Maroc, entièrement détenue par Land'Or.

| Désignation | Montant en Euro | Montant actualisé en DT | Provision en DT | Montant net |
|---------------------------|-----------------|-------------------------|-----------------|-------------|
| Créance relative à 2019 | 2 488 212 | 8 931 394 | - | 8 931 394 |
| Créance antérieure à 2015 | 5 960 492 | 14 445 020 | 14 445 020 | - |

La société Land'Or Maroc a connu des difficultés d'exploitation et financières au cours des exercices

2013 et 2014, et qui se sont poursuivies en 2015, et ce suite à l'incident technique survenu en 2013 et l'interdiction par les autorités sanitaires marocaines d'importation des produits d'origine animale à partir de la Tunisie de septembre 2014 à mai 2015. Ces deux événements ont lourdement pesé sur la situation financière de Land'Or Maroc et sont à l'origine des pertes cumulées de Land'Or Maroc.

La société a engagé un plan de restructuration financière et opérationnelle de Land'Or Maroc. Le plan de restructuration financière inclut un abandon d'une partie de la créance et la conversion d'une autre partie en un prêt à moyen terme et une participation dans le capital social.

Ce plan a fait l'objet d'une demande d'autorisation déposée auprès de la Banque Centrale de Tunisie en date du 05/04/2016 et n'ayant pas encore reçu l'approbation définitive à la date de publication des états financiers.

3.7. Autres actifs courants:

Le solde de cette rubrique s'analyse de la manière suivante:

| | <u>31/12/2019</u> | <u>31/12/2018</u> |
|--------------------------------|-------------------|-------------------|
| Personnel | 29 375 | 23 320 |
| Avances fournisseurs | 15 970 | 531 721 |
| Etat crédit d'impôt | 2 336 533 | 1 833 367 |
| Débiteurs divers | 182 471 | 260 357 |
| Créances sur des parties liées | 114 185 | 114 185 |
| Compte de régularisation actif | 827 516 | 310 650 |
| Total brut | 3 506 050 | 3 073 600 |
| Provision pour dépréciation | <390 105> | <370 036> |
| Total net | 3 115 945 | 2 703 564 |

3.8. Placements et autres actifs financiers:

Le solde de cette rubrique se détaille comme suit :

| | <u>31/12/2019</u> | <u>31/12/2018</u> |
|--|-------------------|-------------------|
| Placements et autres actifs financiers | 46 386 040 | 10 000 000 |
| Total | 46 386 040 | 10 000 000 |

3.9. Liquidités et équivalents de liquidités :

Le solde de cette rubrique se détaille comme suit :

| | <u>31/12/2019</u> | <u>31/12/2018</u> |
|--------------------------|-------------------|-------------------|
| Valeurs à l'encaissement | 2 829 498 | 2 179 975 |
| Banques | 2 564 754 | 1 150 181 |
| Autres Valeurs | 405 | 405 |
| Caisses | 8 580 | 9 307 |
| Total | 5 403 237 | 3 339 868 |

4. CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS

4.1. Capitaux propres :

Le solde de cette rubrique s'analyse comme suit :

| | <u>31/12/2019</u> | <u>31/12/2018</u> | <u>Variation</u> |
|-----------------------------------|--------------------------|--------------------------|-----------------------------|
| Capital social | 11 226 376 | 4 846 875 | 6 379 501 |
| Résultats reportés | <4 206 410> | <10 152 831> | 5 946 421 |
| Autres capitaux propres | 54 263 281 | 20 920 579 | 33 342 702 |
| Réserves | 131 068 | 131 068 | - |
| Réserve spéciale d'investissement | 10 | 10 | - |
| Résultat de l'exercice | 3 642 887 | 5 946 421 | <2 303 534> |
| Total des capitaux propres | <u>65 057 212</u> | <u>21 692 122</u> | <u>43 365 091</u> |
| Résultat par Action | <u>0,324</u> | <u>1,227</u> | <u><0,902></u> |

Le capital social s'élève à 11.226.376 DT réparti au 31 décembre 2019 sur 11.226.376 actions d'une valeur nominale de (1) dinar chacune. Les actions sont toutes ordinaires.

Le résultat par action au titre de l'exercice 2019 s'élève à +0,324 DT/action contre 1,227 DT/action pour l'exercice 2019.

La variation des autres capitaux propres est constituée de l'effet compensé des éléments suivants :

- ✓ La réalisation des augmentations de capital pour un total de 52 631 KDT (dont 10 MDT déjà comptabilisée parmi les autres capitaux propres en 2018) ;
- ✓ La distribution de dividendes pour 2 908 KDT ;
- ✓ Le résultat net de la période s'élevant à 3 643 KDT.

4.2. Emprunts :

Le solde de cette rubrique s'analyse comme suit :

Echéances à plus d'un an :

| | <u>31/12/2019</u> | <u>31/12/2018</u> |
|------------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Crédits BH | 974 820 | 1 521 482 |
| Crédits ATTIJARI | - | 384 160 |
| Crédits BTK | 460 420 | 888 310 |
| Dette de location financière | 1 480 395 | 2 006 009 |
| Total emprunt | <u>2 915 635</u> | <u>4 799 961</u> |

La variation des crédits bancaires correspond au reclassement des échéances à moins d'un an parmi les concours bancaires et autres passifs financiers à court terme.

Le détail des emprunts bancaires et de leasing se présente comme suit :

| Banque | Montant en principal | Taux d'intérêts | Mouvements de la période | | | Solde au 31/12/2018 | | Mouvements de la période | | | Solde au 31/12/2019 | |
|-----------------|----------------------|-----------------|--------------------------|------------------|------------------|---------------------|------------------|--------------------------|------------------|------------------|---------------------|------------------|
| | | | Nouveau Emprunt | Paiement | Reclassement | Échéance à +1 an | Échéance à -1 an | Nouveau Emprunt | Paiement | Reclassement | Échéance à +1 an | Échéance à -1 an |
| BH | 1 500 000 | TMM+2% | | 265 463 | 283 701 | 149 078 | 283 701 | | 283 701 | 149 078 | | 149 078 |
| BT | 3 000 000 | TMM+2,25% | | 600 000 | 150 000 | 0 | 150 000 | | 150 000 | | | |
| BH | 3 000 000 | 5,24% | | 357 896 | 377 218 | 1 372 404 | 377 219 | | 377 219 | 397 584 | 974 820 | 397 584 |
| BTK | 2 000 000 | BEI+2,75% | | 369 906 | 397 908 | 888 310 | 397 908 | | 397 907 | 427 890 | 460 420 | 427 891 |
| Attijari Bank | 2 000 000 | TMM+2,5% | | 332 152 | 357 249 | 384 160 | 357 249 | | 357 249 | 384 160 | | 384 160 |
| BT | 1 500 000 | TMM+2,25% | | 352 941 | | 0 | 88 235 | | 88 235 | | | |
| 117215 | | | | 7 893 | | | | | | | | |
| 117690 | | | | 18 744 | 11 726 | | 11 726 | | 11 559 | | | 167 |
| 291040 / 291030 | | | | 19 608 | | | 9 256 | | 9 258 | | | |
| 119960 | | | | 21 125 | | | | | | | | |
| 119962 | | | | 42 235 | | | | | | | | |
| 121825 | | | | 12 338 | 4 364 | | 4 365 | | 4 365 | | | |
| 126103 | | | | 357 337 | 393 973 | 1 628 844 | 394 223 | | 394 223 | 434 365 | 1 194 479 | 434 365 |
| 126202 | | | | 29 315 | 32 321 | 137 573 | 32 320 | | 32 321 | 35 635 | 101 939 | 35 635 |
| 130493 | | | 15162 | 25 950 | 33 237 | 73 097 | 33 237 | | 33 237 | 36 499 | 36 598 | 36 499 |
| 130986 | | | | 33 123 | 36 374 | 65 033 | 36 374 | | 36 274 | 39 944 | 25 089 | 40 044 |
| 134870 | | | | 21 702 | 23 475 | 25 251 | 23 475 | | 23 475 | 25 394 | <143> | 25 394 |
| 143149 | | | 146820 | 35 199 | 70 609 | 76 211 | 35 409 | | 35 410 | 38 436 | 37 774 | 38 435 |
| 141068 | | | | | | | | 170 921 | 43 031 | 86 263 | 84 658 | 43 232 |
| Total | | | 146 820 | 2 902 927 | 2 172 155 | 4 799 961 | 2 234 697 | 170 921 | 2 277 464 | 2 055 248 | 2 915 635 | 2 012 485 |

4.3. Provisions :

Le solde de cette rubrique se détaille comme suit :

| | <u>31/12/2019</u> | <u>31/12/2018</u> |
|-------------------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Provision pour risques et charges | 1 381 000 | 1 156 000 |
| Provision sur affaire prud'homme | 109 092 | 109 092 |
| Provision pour départ à la retraite | 600 000 | 500 000 |
| Total emprunt | <u>2 090 092</u> | <u>1 765 092</u> |

4.4. Fournisseurs et comptes rattachés :

Le solde de cette rubrique se détaille comme suit :

| | <u>31/12/2019</u> | <u>31/12/2018</u> |
|--------------------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Fournisseurs ordinaires locaux | 3 038 663 | 2 328 006 |
| Fournisseurs étrangers | 4 773 693 | 6 097 450 |
| Fournisseurs d'immobilisations | 25 181 | - |
| Fournisseurs, retenue de garantie | 14 044 | 14 044 |
| Fournisseurs, factures non parvenues | 1 407 128 | 1 132 180 |
| Obligations cautionnées | 512 394 | 1 026 468 |
| Effets à payer | 4 515 305 | 3 949 442 |
| Total | <u>14 286 408</u> | <u>14 547 590</u> |

4.5. Autres passifs courants :

Le solde de cette rubrique s'analyse comme suit :

| | <u>31/12/2019</u> | <u>31/12/2018</u> |
|---------------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Rémunérations dues au personnel | 1 540 803 | 1 578 761 |
| Etat et collectivités locales | 234 792 | 316 698 |
| Actionnaires dividendes à payer | 993 | 1 652 |
| Créditeurs divers | 642 122 | 617 631 |
| Compte régularisation passif | 1 971 201 | 2 694 417 |
| Total | <u>4 389 911</u> | <u>5 209 159</u> |

4.6. Concours bancaires et autres passifs financiers :

Le solde de cette rubrique se détaille comme suit :

| | <u>31/12/2019</u> | <u>31/12/2018</u> |
|---|--------------------------|--------------------------|
| Echéances à moins d'1 an ATIJARI | 384 160 | 357 249 |
| Echéances à moins d'1 an BT | 0 | 238 235 |
| Echéance à moins d'1 an BH | 546 663 | 660 919 |
| Echéance à moins d'1 an BTK | 427 891 | 397 908 |
| Financement de stock et préfinancement export | 16 750 000 | 10 675 000 |
| Financement en devise | 9 819 898 | 9 430 039 |
| Concours bancaires | 2 448 | 3 757 978 |
| Dettes de location financière à moins d'un an | 653 771 | 580 388 |
| Financement factures | 509 000 | 2 059 000 |
| Intérêts courus | 43 209 | 67 272 |
| Total | <u>29 137 040</u> | <u>28 223 988</u> |

5. COMPTE DE RESULTAT

5.1. Produits d'exploitation :

Le solde de ce compte se détaille comme suit :

| | <u>31/12/2019</u> | <u>31/12/2018</u> |
|--------------------------------|---------------------------|---------------------------|
| Chiffre d'affaires local | 78 969 354 | 67 043 032 |
| Chiffre d'affaires export | 30 015 528 | 42 619 270 |
| Autres produits d'exploitation | 953 006 | 642 287 |
| Total | <u>109 937 888</u> | <u>110 304 589</u> |

5.2. Variation de stocks des produits finis :

La variation de stocks des produits finis est passée d'un montant positif de 79.824DT au 31 décembre 2018 à un montant négatif de <2 .726.892>DT au 31 décembre 2019.

5.3. Achats Consommés

Le solde de ce compte se détaille comme suit :

| | <u>31/12/2019</u> | <u>31/12/2018</u> |
|---|--------------------------|--------------------------|
| Achats matières premières | 58 826 728 | 54 186 625 |
| Achats emballages et autres matières consommables | 15 570 739 | 14 663 428 |
| Achats en transit | 295 034 | 111 281 |
| Variation de stocks | <546 001> | <231 649> |
| Variation de stocks en transit | <295 034> | <111 282> |
| Total | <u>73 851 466</u> | <u>68 618 403</u> |

5.4. Autres achats :

Ce poste se détaille comme suit :

| | <u>31/12/2019</u> | <u>31/12/2018</u> |
|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Autres achats stockables | 867 345 | 805 505 |
| Achats non stockables | 1 905 090 | 1 554 342 |
| Total | <u>2 772 435</u> | <u>2 359 847</u> |

5.5. Charges de personnel :

Ce poste se détaille comme suit :

| | <u>31/12/2019</u> | <u>31/12/2018</u> |
|-------------------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Salaires et compléments de salaires | 7 830 785 | 7 903 873 |
| Charges sociales légales | 1 373 455 | 1 369 826 |
| Total | <u>9 204 240</u> | <u>9 273 699</u> |

5.6. Dotations aux amortissements et aux provisions :

Le solde de cette rubrique se détaille comme suit :

| | <u>31/12/2019</u> | <u>31/12/2018</u> |
|------------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Dotations aux amortissements | 2 625 880 | 2 491 157 |
| Dotations aux provisions | 1 067 421 | 2 023 071 |
| Total | <u>3 693 301</u> | <u>4 514 228</u> |
| Reprise sur provisions | <291 296> | <706 872> |
| Total Net | <u>3 402 005</u> | <u>3 807 356</u> |

5.7. Autres charges d'exploitation :

Le solde de cette rubrique se détaille comme suit :

| | <u>31/12/2019</u> | <u>31/12/2018</u> |
|-------------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Services extérieurs(1) | 5 576 020 | 4 802 860 |
| Autres services extérieurs(2) | 9 683 021 | 9 108 849 |
| Charges diverses ordinaires | 205 567 | 184167 |
| Impôts et taxes | 494 025 | 423 088 |
| Total | <u>15 958 633</u> | <u>14 518 964</u> |

(1) Les services extérieurs regroupent les charges suivantes :

| | <u>31/12/2019</u> | <u>31/12/2018</u> |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|
| Etudes et prestation de services | 3 605 788 | 3 039 559 |
| Sous-traitance et locations | 357 003 | 189 930 |
| Maintenance | 1 104 670 | 1 063 214 |
| Assurances | 507 585 | 506 902 |
| Etudes et recherches | 974 | 3 255 |
| Total | 5 576 020 | 4 802 860 |

(2) Les autres services extérieurs regroupent les charges suivantes :

| | <u>31/12/2019</u> | <u>31/12/2018</u> |
|-------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Frais Marketing | 2 060 774 | 2 595 641 |
| Publicité | 2 147 660 | 976 301 |
| Transport et frais de ventes | 4 087 058 | 4 156 996 |
| Personnel Intérimaires & honoraires | 770 620 | 816 707 |
| Voyages et déplacements | 378 472 | 321 977 |
| Autres services extérieurs | 238 437 | 241 227 |
| Total | 9 683 021 | 9 108 849 |

5.8. Charges financières nettes :

Le solde de cette rubrique se détaille comme suit :

| | <u>31/12/2019</u> | <u>31/12/2018</u> |
|---|-------------------|-------------------|
| Intérêts relatifs au crédit BT | 1 225 | 55 311 |
| Intérêts relatifs au crédit BH | 110 834 | 150 396 |
| Intérêts relatifs au crédit ATIJARI | 28 830 | 78 812 |
| Intérêts relatifs au crédit BTK | 76 499 | 103 978 |
| Autres intérêts | 264 829 | 321 140 |
| Différence de change(1) | 105 417 | 205 600 |
| Intérêts sur crédits de gestion et autre frais financiers | 3 714 618 | 3 251 378 |
| Total | 4 302 252 | 4 166 615 |

(1) Le détail de la différence de change se présente comme suit :

| | <u>31/12/2019</u> | <u>31/12/2018</u> |
|------------------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Pertes de changes latentes | 2 495 361 | 2 472 521 |
| Pertes de changes réalisés | 1 219 342 | 2 176 987 |
| Total pertes de change | 3 714 703 | 4 649 508 |
| Gains de changes latents | <1 817 183> | <2 838 122> |
| Gains de changes réalisés | <1 792 103> | <1 605 786> |
| Total des gains de changes | <3 609 286> | <4 443 908> |
| Total différences de change | 105 417 | 205 600 |

5.9. Produits placements :

Le solde des produits des placement s'élève au 31 décembre 2019 à 1.749.114 TND.

5.10. Impôt sur les sociétés :

L'impôt sur les sociétés s'élève au 31/12/2019 à 1 442 583 TND. Cet Impôt sur les sociétés comporte la contribution sociale solidaire instaurée par l'article 53 de la loi de finance 2018 qui s'élève à 62 197 TND. Le tableau de détermination de l'impôt est présenté au niveau de l'annexe 3.

6. ÉTAT DE FLUX DE TRÉSORERIE

6.1. ELEMENTS COMPOSANT LES LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES :

Les liquidités et équivalents de liquidités sont composés par les comptes de banques et établissement financiers assimilés ainsi que les comptes de caisse et les valeurs à l'encaissement.

| | 2019 | 2018 |
|--|-------------------|----------------|
| Placements | 46 386 040 | 10 000 000 |
| Liquidités et équivalents de liquidités | 5 403 237 | 3 339 868 |
| Concours Bancaires | <9 822 347> | <13 188 017> |
| Trésorerie | 41 966 930 | 151 851 |
| Trésorerie à la clôture de l'exercice | 41 966 930 | 151 851 |

6.2. METHODE ADOPTEE POUR DETERMINER LA COMPOSITION DES LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES ET EFFET DE TOUT CHANGEMENT DE METHODE EN LA MATIERE :

La méthode utilisée pour déterminer la composition de liquidités et équivalents de liquidités, est la méthode autorisée pour la détermination des liquidités et équivalents de liquidités.

7. NOTES COMPLEMENTAIRES.

7.1. Note sur les événements postérieurs à la date de clôture :

Le 11 mars 2020, l'Organisation Mondiale de la Santé (« OMS ») a déclaré l'état de pandémie en relation avec la crise sanitaire liée au coronavirus COVID-19.

En Tunisie, des mesures de protection de la santé publique ont été entreprises à partir de 16 mars 2020 à la suite de la propagation de la maladie.

Dès le début de la crise sanitaire COVID-19 et avant même les premières mesures prises par les autorités tunisiennes, la société a procédé à la mise en place d'un plan de continuité de l'activité (PCA) du groupe et des mesures clés mises en place pour assurer la sécurité des salariés et maintenir l'activité essentielle du groupe. Ce plan de continuité a permis de mettre en place les mesures barrières de prévention, les règles de communication interne et externe du groupe et l'ajustement de la chaîne logistique. Il est à noter qu'une cellule de crise a été créée le 16/03/2020 et se tient quotidiennement pour mettre à jour le plan de continuité de l'activité et veiller à son application et étudier les scénarii possibles compte tenu de l'évolution de la situation et tester leur opérationnalité.

Le PCA a fixé une batterie de mesures barrières et mesures de prévention, à l'entrée du site, pour le transport du personnel, la désinfection de l'usine et de l'administration ...

Par ailleurs, il est à noter que l'organisation du travail a été adaptée en termes d'aménagement des horaires, encouragement du télétravail (50% du personnel administratif), gestion des autorisations de circulation du personnel, limitation des rassemblements dans le site et dans les salles de réunions.

La communication a été un point d'attention important pour Land'Or dans la mesure où une campagne de sensibilisation du personnel a été mise en place et que des supports de communication ont été préparés pour les collaborateurs et pour les partenaires de Land'Or.

Il s'agit donc d'événements non liés à des conditions existantes à la date de clôture qui sont de nature à nécessiter un ajustement des comptes. Un éventuel impact sur les comptes des prochains exercices est probable, mais à la date de publication des états financiers, la société continue de fonctionner à un rythme normal. Nous ne disposons pas actuellement d'éléments probants permettant d'évaluer cet éventuel impact sur les prochains exercices.

7.2. Informations sur les parties liées

7.2.1. Transactions avec les parties liées.

Chiffre d'affaires réalisé par Land'Or avec les sociétés du groupe

Une convention de location de bureaux et divers matériels a été conclue le premier janvier 2003 avec la société LAND'OR FOODS & SERVICES SA (« LFS »). Un avenant a été conclu en 2014. Le montant annuel des loyers facturés par Land'Or au titre de l'exercice 2019 s'élève à 218.791 DT.

Le montant de vente de marchandise par Land'Or à Land'Or Maroc s'élève au titre de l'exercice 2019 à 10 666 081 DT

Relation avec Land'Or Holding

Courant 2019, « Land'Or S.A. » (« Land 'Or » ou « Société ») a facturé à la société Land 'Or Holding S.A un montant de 12.300 DT (HTVA) au titre de la location de bureaux situés à BirJedid, 2054, Khelidia.

Par ailleurs, les comptes de la société « Land 'Or S.A » au 31 décembre 2019 incluent un solde « Land 'Or Holding S.A » débiteur de 14.648 DT, provenant de divers frais réglés par « Land'Or SA » en lieu et place de « Land'Or Holding ».

Courant 2019, « Land'Or holding » a facturé à Land'Or SA un montant de 436.936 DT au titre des intérêts sur comptes courant associés.

Commission de vente avec Land'Or Maroc

La charge comptabilisée en 2019 par Land 'Or SA au titre de ces commissions de vente revenant à « Land'Or Maroc » s'élève à 131.177 DT. Le passif au titre de cette convention non encore signée figurant parmi les charges à payer sur les livres comptables de Land 'Or SA s'élève à 243.814 DT.

Prestations facturées par les sociétés du groupe:

LFS a facturé à Land'Or au titre de l'exercice 2019 des prestations s'élevant à 6.333.693DT qui se détaillent comme suit :

- Prestation de services : 3.596.368 DT
- Transport Marchandises : 2.737.325 DT

Garanties, sûretés réelles et cautions données

La société Land'Or s'est portée caution solidaire pour le remboursement de l'enveloppe de crédits de gestion de 550.000 DT en principal contracté par la société LFS, auprès de la Banque de Tunisie. Le montant restant à rembourser au 31/12/2019 s'élève à 788 000 DT.

Le montant de la caution solidaire est de 550.000 DT.

7.2.2. Soldes avec les parties liées

| En DT | <u>31/12/2019</u> | <u>31/12/2018</u> |
|---------------------------------|------------------------|------------------------|
| Créancecommerciale | | |
| LFS | - | 593 647 |
| Land'OrMaroc* | 23 376 414 | 23 374 841 |
| Total créancecommerciale | 23 376 414 | 23 968 488 |
| Avances | | |
| Land'OrMaroc** | 17 131 | 17 131 |
| LAND'OR USA HOLDING INC** | 97 054 | 97 054 |
| Total avances | 114 185 | 114 185 |
| Dettecommerciale | | |
| LFS | <695 191> | <127 027> |
| Total Dettecommerciale | <695 191> | <127 027> |

*Solde provisionné à hauteur de 14.445.020 DT

** Solde intégralement provisionné

7.2.3. Obligations et engagements de la société LAND'OR envers les dirigeants

Au cours l'exercice 2019, Land'Or a alloué à la Direction Générale de la société une rémunération brutede758. 418 DT.

Annexe (1)

TABLEAU D'AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES AU 31/12/2019

| RUBRIQUE | VB REVAL 01/01/19 | ACQUISIT° 2019 | VALEUR CESSION 2019 | TRANSFERT 2019 | VB AU 31/12/2019 | AMORT. ANTERIEUR | DOTATION 2019 | REPRISE /CESSION 2019 | AMORT. CUMUL. 2019 | VCN 2019 |
|-----------------------------------|----------------------|-------------------|---------------------------|-------------------|---------------------|---------------------|------------------|-----------------------------|-----------------------|-------------------|
| BATIMENT INDUSTRIEL | 6 135 481 | | | | 6 135 481 | 1 730 186 | 205 539 | | 1 935 725 | 4 199 756 |
| EQUIPEMENT DE BUREAU | 278 241 | 21 331 | | | 299 572 | 191 728 | 12 201 | | 203 929 | 95 643 |
| IMMO. A STATUT JURIDIQUE PART. | 4 752 050 | 191 130 | <82 980> | | 4 860 200 | 962 698 | 334 454 | <49 188> | 1 247 964 | 3 612 236 |
| INST.G.AA CONST. | 4 385 806 | 189 602 | | 6 381 | 4 581 789 | 1 875 167 | 170 934 | | 2 046 101 | 2 535 688 |
| INSTAL. TECHNIQ. | 4 235 159 | 35 973 | <7 998> | 27 569 | 4 290 703 | 2 586 894 | 201 481 | <5 335> | 2 783 040 | 1 507 663 |
| MAT.DE TRANSP. DE PERS. | 344 957 | | <11 648> | | 333 309 | 279 410 | 20 368 | <10 494> | 289 284 | 44 025 |
| MAT.DE TRANSP.BIENS | 60 616 | 268 767 | <17 281> | | 312 102 | 55 514 | 27 764 | <15 857> | 67 421 | 244 681 |
| MAT.INDUSTRIEL | 18 158 945 | 1 682 883 | | | 19 841 827 | 9 340 937 | 826 246 | | 10 167 183 | 9 674 644 |
| MAT.INFORMATIQUE | 1 221 195 | 86 153 | | | 1 307 348 | 881 797 | 92 708 | | 974 505 | 332 843 |
| OUTILLAGE INDUST. | 2 266 194 | 93 833 | <10 456> | | 2 349 571 | 1 269 165 | 116 774 | <10 455> | 1 375 484 | 974 088 |
| TERRAIN NU | 1 321 600 | | | | 1 321 600 | | | | - | 1 321 600 |
| TERRAIN BATI | 230 400 | | | | 230 400 | | | | | 230 400 |
| IMMOBILISATIONS CORP.EN COURS | 33 950 | - | | <33 950> | - | | - | | - | - |
| Total Général | 43 424 594 | 2 569 672 | <130 363> | - | 45 863 903 | 19 173 496 | 2 008 469 | <91 329> | 21 090 636 | 24 773 267 |

Annexe (1)

TABLEAU D'AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES AU 31/12/2019

| RUBRIQUE | Valeur Brute 01/01/2019 | ACQUISITIO N 2019 | CESSION 2019 | Valeur Brute au 31/12/2019 | AMORT. ANTERIEUR | DOTATION 2019 | Reprise /Cessio n 2019 | CUMUL AMORT 2019 | V.C.NET AU 31/12/2019 |
|------------------------------------|------------------------------------|------------------------------|-------------------------|---|-----------------------------|--------------------------|---------------------------------------|-----------------------------|----------------------------------|
| LOGICIEL INFORMATIQUE | 2 741 791 | 18 900 | | 2 760 691 | 1 843 005 | 181 919 | | 2 024 924 | 735 767 |
| DEPOT DE MARQUE | 114 834 | | | 114 834 | 92 977 | 21 857 | | 114 834 | - |
| IMMOBILISATIONS INCORP.EN COURS | 5 015 | 17 500 | | 22 515 | | | | - | 22 515 |
| Total Général | 2 861 640 | 36 400 | - | 2 898 040 | 1 935 982 | 203 776 | - | 2 139 758 | 758 282 |

Annexe (2)

TABLEAU DE RESORPTION DES FRAIS PRELIMINAIRES AU 31/12/2019

| RUBRIQUE | TAUX | V.BRUT AU 01/01/2019 | AQUISITION 2019 | V.BRUT AU 31/12/2019 | AMORT. ANTERIEUR | DOTATION 2019 | AMORT. CUMULE | VAL.COMPT. NETTE |
|---------------------|-------|-------------------------|--------------------|-------------------------|---------------------|----------------|-------------------|---------------------|
| FRAIS PRELIMINAIRES | 3 ans | 2 542 939 | | 2 542 939 | 2 542 939 | | 2 542 939 | - |
| CHARGES A REPARTIR | 3 ans | 10 967 193 | 237 330 | 11 204 523 | 10 640 761 | 413 635 | 11 054 396 | 150 127 |
| TOTAL | | 13 510 132 | 237 330 | 13 747 462 | 13 183 700 | 413 635 | 13 597 335 | 150 127 |

Annexe (3)

TABLEAU DE DETERMINATION DU RESULTAT FISCAL EXERCICE SOCIAL DU 01/01/2019 AU 31/12/2019

| DESIGNATION | A IMPOSER | A DEDUIRE |
|---|-------------------|------------------|
| BENEFICE NET COMPTABLE OU PERTE NETTE COMPTABLE (1) (après modifications comptables) | 3 642 887 | - |
| - | - | - |
| A REINTERGRER | 5 200 219 | |
| Amortissements des voitures de tourisme d'une puissance supérieure à 9 chevaux | 8 515 | |
| Charges sur voitures de tourisme d'une puissance supérieure à 9 chevaux | 29 041 | |
| Provisions constituées (Créances client) | 302 421 | |
| Provisions constituées (stock) | 440 000 | |
| Cadeaux et frais de réceptions excédentaires | 64 692 | |
| Lmpôt sur les sociétés | 1 442 583 | |
| Taxe sur les voyages | 2 040 | |
| Amendes et pénalités non déductibles | 90 566 | |
| Pertes de changes non réalisées | 2 495 361 | |
| Autres Réintégrations | 325 000 | |
| A DEDUIRE | | 2 108 479 |
| Reprise sur provision clients | | 89 620 |
| Reprise pour provision de stock non déduite initialement | | 201 676 |
| Gains de changes non réalisés | | 1 817 183 |
| Reprise pour perte de change | | |
| Gains de change non réalisés Comptes bancaires | | |
| Reprise sur Dépréciation des immob Financière non déduite initialement | | |
| Reprise sur Autres réintégrations | | - |
| RESULTAT FISCAL AVANT DEDUCTION DES PROVISIONS | | |
| Bénéfice | 6 734 627 | |
| Deficit | | |
| RESULTAT FISCAL AVANT DEDUCTION DES REPORTS DEFICITAIRES | | |
| Bénéfice | 6 734 627 | |
| Deficit | | |
| Pour les entreprises déficitaires ou ayant des reports déficitaires A réintégrer : Dotations aux amortissements de l'exercice | | - |
| RESULTAT AVANT AMORTISSEMENT DE L'EXERCICE | | |
| Bénéfice | 6 734 627 | |
| Deficit | | |
| A déduire dans l'ordre | | |
| Reports déficitaires ordinaires | | |
| Amortissements de l'exercice | | 514 942 |
| Amortissements réputés différés | | |
| RESULTAT APRES REPORT DEFICITAIRE | | |
| Bénéfice | 6 219 685 | |
| Base de déduction du bénéfice / Export | 4 189 697 | |
| Bénéfice sur exportation | 27,77% | 1 163 564 |
| Bénéfice provenant des zones de développement régional (3) | | |
| BASE DE L'IMPÔT MINIMUM AU TAUX DE 25% | 5 056 121 | |
| BASE DE L'IMPÔT MINIMUM Marché local | 93 143 252 | |
| BASE DE L'IMPÔT MINIMUM Export | 30 269 683 | |
| RESULTAT NET FISCAL | | |
| Bénéfice Marché local | 5 056 121 | |
| Bénéfice Export | 1 163 564 | |
| Deficit | | |
| IMPÔT SUR LES SOCIETES AU TAUX DE 25% | 1 264 030 | |
| IMPÔT SUR LES SOCIETES AU TAUX DE 10% (export) | 116 356 | |
| IMPÔT SUR LES SOCIETES AU TAUX DE 1% Conjoncture fiscale | 62 197 | |

(1) Ne concerne que les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés. Pour les entreprises relevant de l'impôt sur le revenu, le bénéfice A considérer est le bénéfice brut avant impôt, étant donné que ce dernier est déterminé en fonction de l'ensemble des revenus de l'entreprise. les modifications comptables sont A détailler sur feuillet séparé.

(2) Ne concerne que les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu.

(3) Ne concerne que les entreprises bénéficiaires d'avantages fiscaux selon déclaration d'investissement (loi n° 93-120).

Annexe (4)

SCHEMA DES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION AU 31/12/2019

(Exprimé en dinars)

| PRODUITS | | CHARGES | | SOLDES | | 2019 | 2018 |
|---|--------------------|--|--------------------|--|--|-------------------|-------------------|
| (1) Ventes des Marchandises et autres produits d'exploitation | - | Coût d'achat des marchandises vendues | | . Marge Commerciale | | - | - |
| (2) Revenus et autres produits d'exploitation | 109 937 888 | Ou (Déstockage de production) | - 2 726 892 | | | | |
| Production stockée | - | | | | | | |
| Production Immobilisée | | | | . Production | | 112 664 780 | 110 224 765 |
| Total | 109 937 888 | Total | - 2 726 892 | . Marge sur coût matières | | 38 813 314 | 41 606 362 |
| . (2) Production | 112 664 780 | Achats consommés | 73 851 466 | | | | |
| . (1) Marge Commerciale | - | (1) et (2) Autres charges externes | 18 237 043 | . Valeur Ajoutée Brute (1) et (2) | | 20 576 271 | 25 150 639 |
| . (2) Marge sur coût matière | 38 813 314 | | | | | | |
| . Subvention d'exploitation | | | | . Excédent Brut ou Insuffisance D'exploitation | | 10 878 006 | 15 453 852 |
| Total | 38 813 314 | Total | 18 237 043 | | | | |
| . Valeur Ajoutée Brute | 20 576 271 | Impôts et taxes | 494 025 | | | | |
| | | Charges de personnel | 9 204 240 | | | | |
| | | Total | 9 698 265 | | | | |
| . Excédent brut d'exploitation | 10 878 007 | ou Insuffisance brute d'exploitation | | . Résultat des Activités Ordinaires (positif ou négatif) | | 3 642 887 | 5 946 421 |
| Autres produits ordinaires | 162 608 | Autres charges ordinaires | - | | | | |
| Produits financiers | 1 749 114 | Charges financières | 4 302 252 | | | | |
| Transferts et reprises de charges | - | Dotations aux amortissements et aux provisions ordinaires | 3 402 005 | | | | |
| | | Impôt sur le résultat ordinaire | 1 442 583 | | | | |
| Total | 12 789 728 | Total | 9 146 841 | | | | |
| . Résultat positif des Activités ordinaires | - | Résultat négatif des activités ordinaires | 3 642 887 | | | | |
| Gains extraordinaires | - | Pertes extraordinaires | - | | | | |
| Effets positif des modifications comptables | - | Effet négatif des modifications comptables | - | | | | |
| | | impôt sur les éléments extraordinaires et sur les modifications comptables | - | . Résultat Net après Modifications Comptables | | 3 642 887 | 5 946 421 |
| Total | - | Total | 3 642 887 | | | | |

Annexe (5)

Tableau de passage des charges par nature aux charges par destination

(Exprimé en dinars)

| <i>Liste des comptes de charges par nature</i> | <i>Montant</i> | <i>Ventilation</i> | | | | <i>Observations</i> |
|--|--------------------|------------------------|------------------------------|-------------------------------|-----------------------|---------------------|
| | | <i>Coût des ventes</i> | <i>Frais de distribution</i> | <i>Frais D'administration</i> | <i>Autres Charges</i> | |
| Achats de matières et Emballages | 74 615 597 | 74 615 597 | - | - | - | |
| Achats matières et fournitures | 3 456 801 | 3 159 157 | 133 326 | 164 318 | - | |
| Autres services extérieurs | 9 375 033 | 205 011 | 8 120 104 | 1 049 918 | - | |
| Charges diverse ordinaires | 205 566 | 41 053 | 36 987 | 127 526 | - | |
| Charges Financières | 4 302 252 | - | - | 4 302 252 | - | |
| Dotations aux Amortissements et aux provisions | 3 402 005 | - | - | 3 402 005 | - | |
| Impôt sur les bénéfices | 1 442 583 | - | - | 1 442 583 | - | |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 494 025 | 106 799 | 16 466 | 370 760 | - | |
| Personnel & Personnel extérieur à l'entreprise | 9 512 227 | 6 576 116 | 139 526 | 2 796 585 | - | |
| Services extérieurs | 5 576 020 | 1 157 638 | 4 054 028 | 364 354 | - | |
| Variation Stocks | | | | | | |
| Variation de Stocks des Produits Finis | | | | | | |
| | 112 382 109 | 85 861 371 | 12 500 437 | 14 020 301 | - | |

Annexe (6)

TABLEAU DES ENGAGEMENTS AU 31/12/2019

1- ENGAGEMENTS FINANCIERS

(Exprimé en Dinars)

| TYPE D'ENGAGEMENT | Valeur Totale | Tiers | Dirigeant | Entreprises liées | Associés | Provisions | Observations |
|---|------------------|---------------|-----------|-------------------|----------|------------|-----------------------------------|
| 1- Engagements donnés | | | | | | | |
| 1-a Garanties personnelles | | | | | | | |
| Cautionnement | 788 000 | | | | | | Caution solidaire LFS |
| Aval | - | | | | | | |
| Autres garanties | - | | | | | | |
| 1-b Garanties réelles | | | | | | | |
| Hypothèque | - | BT | | | | | en 1er rang lot de terrain SELMA |
| | - | STB | | | | | en rang utile lot de terrain SELM |
| | - | UBCI | | | | | en rang utile lot de terrain SELM |
| | 1 659 443 | BH | | | | | en rang utile lot de terrain SELM |
| | 409 531 | ATIJIARI BANK | | | | | en rang utile lot de terrain SELM |
| | 977 780 | BTK | | | | | en rang utile lot de terrain SELM |
| Nantissement | - | BT | | | | | en 1er rang Fond de commerce |
| | - | STB | | | | | en rang utile Fond de commerc |
| | - | UBCI | | | | | en rang utile Fond de commerc |
| | 1 659 443 | BH | | | | | en rang utile Fond de commerc |
| | 409 531 | ATIJIARI BANK | | | | | en rang utile Fond de commerc |
| | 977 780 | BTK | | | | | en rang utile Fond de commerc |
| 1-c Effets escomptés non échues | | | | | | | |
| 1-d Créances à l'exportation | | | | | | | |
| 1-e Abandon de créances | | | | | | | |
| 1-f Prime de remboursement obligations non convertibles | | | | | | | |
| Total | 6 881 508 | | | | | | |
| 2- Engagements reçus | | | | | | | |
| 2-a Garanties personnelles | | | | | | | |
| Cautionnement | | | | | | | |
| Aval | | | | | | | |
| Autres garanties | | | | | | | |
| 2-b Garanties réelles | | | | | | | |
| Hypothèque | | | | | | | |
| Nantissement | | | | | | | |
| 2-c Effets escomptés non échues | 2 523 155 | | | | | | |
| 2-d Créances à l'exportation (Lettre de crédit) | | | | | | | |
| 2-e Abandon de créances | | | | | | | |
| Total | 2 523 155 | | | | | | |
| 3- Engagements réciproques | | | | | | | |
| Loyer de leasing | 2 291 227 | | | | | | Nantissement sur le matériel |
| Crédit consenti non encore versé | | | | | | | |
| Avals et Cautions | 1 816 607 | | | | | | |
| Crédit documentaire | - | | | | | | |
| Refinancement | | | | | | | |
| Factures visées | 2 246 276 | | | | | | |
| Personnel congés à payer | - | | | | | | |
| supérieurs à ceux prévus par la convention collective | | | | | | | |
| Total | 6 354 110 | | | | | | |

2- DETTES GARANTIES PAR DES SURETES

| POSTES CONCERNES | VALEUR COMPTABLES DES BIENS DONNES EN GARANTIE | PROVISIONS |
|----------------------------|--|------------|
| Emprunt Obligataire | | |
| Emprunt d'investissement | | |
| Emprunt courant de gestion | | |
| Autres | | |

Annexe (7)

TABLEAU DE MOUVEMENTS DES CAPITAUX PROPRES 2019

(Exprimé en dinars)

| Désignation | Capital social | Réserves égales | Prime d'émission | Autres Capitaux Propres | Augmentation Capital | Réserve Spéciale de Réévaluation | Autres Réserves | Subvention d'invest. | Résultat reportés | Résultat de l'Exercice | Total des capitaux propres |
|---|-------------------|-----------------|------------------|-------------------------|----------------------|----------------------------------|-----------------|----------------------|---------------------------|---------------------------|----------------------------|
| Soldes au 31/12/2017 avant affectation | 4 846 875 | 81 068 | 7 863 062 | - | | 3 052 403 | 50 010 | 5 754 | <79 491> | <10 073 340> | 5 746 341 |
| Affectation et imputations) (AGO 05/07/2018 (Opération sur le capital (avance sur augmentation de capital) | | | | 10 000 000 | | | | | <10 073 340> | 10 073 340 | - |
| Subvention d'investissement | | | | | | | | <640> | | | <640> |
| Résultat de l'exercice 2018 | | | | | | | | | | 5 946 421 | 5 946 421 |
| Soldes au 31/12/2018 avant affectation | 4 846 875 | 81 068 | 7 863 062 | 10 000 000 | | 3 052 403 | 50 010 | 5 114 | <10 152 831> | 5 946 421 | 21 692 122 |
| Affectation et imputations (AGO 05/07/2019) | | | | | | | | | 5 946 421 | <5 946 421> | - |
| Augmentation de capital | 6 379 501 | | | <10 000 000> | 46 251 382 | | | | | | 42 630 883 |
| Distribution des Dividendes (AGO 05/07/2019) | | | <2 908 125> | | | | | | | | <2 908 125> |
| Subvention d'investissement | | | | | | | | <555> | | | <555> |
| Résultat de l'exercice 2019 | | | | | | | | | | 3 642 887 | 3 642 887 |
| Soldes au 31/12/2019 avant affectation | 11 226 376 | 81 068 | 4 954 937 | 0 | 46 251 382 | 3 052 403 | 50 010 | 4 559 | <4 206 410> | 3 642 887 | 65 057 212 |

SOCIETE LAND'OR S.A

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019

Messieurs les actionnaires de la société Land'Or S.A,

I. Rapport sur l'audit des Etats Financiers

1. Opinion

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des Etats Financiers de la société Land'Or S.A (« Land'Or » ou « société »), qui comprennent le bilan arrêté au 31 décembre 2019, l'état de résultat et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

Ces Etats Financiers font ressortir des capitaux propres positifs de 65 057 212DT, y compris le résultat bénéficiaire de l'exercice s'élevant à 3 642 887DT.

À notre avis, les Etats Financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la société au 31 décembre 2019, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au Système Comptable des Entreprises.

2. Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des Etats Financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des Etats Financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

3. Observation

Nous attirons l'attention sur la note 7.1 « Note sur les événements postérieurs à la date de clôture » des états financiers qui décrit les événements liés à la crise sanitaire COVID-19 et ses impacts potentiels sur l'activité de la société. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

4. Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des Etats Financiers de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des Etats Financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé que la question décrite ci-après constitue la question clé de l'audit qui doit être communiquée dans notre rapport.

Evaluation des créances clients

Risques identifiés

Les créances clients figurent au bilan au 31 décembre 2019 pour un montant brut de 31 229 084DT (dont une créance sur Land'Or Maroc pour un montant de 23 376414 DT) provisionnées à hauteur de 17 469 500DT (dont une provision de 14 445 020 DT relative à la créance sur Land'Or Maroc). Dans le cadre de l'évaluation de la recouvrabilité de ces créances, la société détermine à chaque date de clôture s'il y a des indices de dépréciation de ces créances selon des critères quantitatifs et qualitatifs. Le montant de la provision pour dépréciation fait appel au jugement et il est calculé selon la différence entre la valeur comptable de ces créances et la valeur recouvrable estimée au titre de ces créances.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse aux risques identifiés

Nous avons examiné la conformité aux normes comptables tunisiennes en vigueur de la méthodologie mise en œuvre par la Direction pour l'estimation de la provision pour dépréciation des créances douteuses. Nos procédures d'audit mises en œuvre ont consisté principalement à :

- Revoir l'ancienneté des créances clients, l'historique des règlements (y compris les règlements postérieurs à la clôture)
- Vérifier l'existence des éventuelles garanties ainsi que les éléments qualitatifs retenus par le management (telles que des informations sur les perspectives et performances futures des créanciers et notamment Land'Or Maroc).
- Apprécier les données et les hypothèses retenues par la Direction pour déterminer la valeur recouvrable des créances.
- Revoir les jugements effectués par la Direction dans le cadre de l'évaluation des risques et l'appréciation du caractère raisonnable des estimations et des hypothèses retenues dans le calcul des provisions pour dépréciation des créances.
- Apprécier le caractère approprié des informations fournies dans les notes aux états financiers concernant cette estimation.

5. Rapport de gestion du Conseil d'administration (« rapport de gestion »)

La responsabilité du rapport de gestion incombe au Conseil d'Administration.

Notre opinion sur les Etats Financiers ne s'étend pas au rapport de gestion et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes de la société dans le rapport de gestion par référence aux données figurant dans les Etats Financiers. Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les Etats Financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

6. Responsabilités de la Direction et des responsables de la gouvernance pour les Etats Financiers

Le Conseil d'administration est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des Etats Financiers conformément au Système Comptable des Entreprises, de la mise en place du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'Etats Financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que de la détermination des estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Lors de la préparation des Etats Financiers, c'est à la Direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la Direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe au Conseil d'administration de surveiller le processus d'information financière de la société.

7. Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des Etats Financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les Etats Financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit, réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des Etats Financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les Etats Financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations

susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les Etats Financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des Etats Financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les Etats Financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.
- Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et tous les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.
- Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des Etats Financiers de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

II. Rapport sur les vérifications spécifiques

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

1. Efficacité du système de contrôle interne

Nous avons procédé à l'examen des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et à la préparation des Etats Financiers. Nous signalons, conformément à ce qui est requis par l'article 3 de la loi 94-117 du 14 novembre 1994 tel que modifié par la loi 2005-96 du 18 octobre 2005, que nous n'avons pas relevé, sur la base de notre examen, d'insuffisances majeures susceptibles d'impacter notre opinion sur les Etats Financiers.

Un rapport traitant des faiblesses et des insuffisances identifiées au cours de notre audit a été remis à la Direction de la société.

2. Conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières à la réglementation en vigueur

En application des dispositions de l'article 19 du décret n°2001-2728 du 20 novembre 2001, nous

avons procédé aux vérifications portant sur la conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières émises par la société avec la réglementation en vigueur.

La responsabilité de veiller à la conformité aux prescriptions de la réglementation en vigueur incombe à la Direction.

Sur la base des diligences que nous avons estimées nécessaires à mettre en œuvre, nous n'avons pas détecté d'irrégularités liées à la conformité des comptes des valeurs mobilières de la société avec la réglementation en vigueur.

Tunis, le 15 mai 2020

Les commissaires aux comptes

A.M.C Ernst & Young

Les Commissaires aux Comptes Associés

Fehmi Laourine

M.T.B.F

Associé

Ahmed Sahnoun

Associé

SOCIETE LAND'OR S.A

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019

Messieurs les actionnaires de la société Land'Or S.A,

En application des dispositions de l'article 200 et suivants et l'article 475 du Code des Sociétés Commerciales, nous reportons ci-dessous sur les conventions conclues et les opérations réalisées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte, in fine, dans les états financiers. Il ne nous appartient pas de rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données et celles obtenues au travers de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et à la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

I. Conventions et opérations nouvellement conclues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019

Votre Conseil d'Administration nous a informés des opérations suivantes nouvellement conclues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 :

1. Relation avec Land'Or Holding S.A

Courant 2019, « Land 'Or S.A. » («Land'Or» ou «Société») a facturé à la société Land'Or Holding S.A un montant de 12 300 DT (HTVA) au titre de la location de bureaux situés à BirJedid, 2054, Khelidia.

Par ailleurs, les comptes de Land'Or au 31 décembre 2019 incluent un solde « Land'Or Holding S.A » débiteur de 14 648DT, provenant de divers frais réglés par Land'Or en lieu et place de « Land'Or Holding ».

II. Opérations réalisées relatives à des conventions antérieures (autres que les rémunérations des dirigeants)

L'exécution des conventions suivantes, conclues au cours des exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 :

1. Convention de compte courant associé avec Land'Or Holding S.A.

En 2018, Land'Or a conclu avec la société Land'Or Holding S.A. une convention de compte courant associé pour un montant de 10 000 000 DT portant des intérêts annuels calculés au taux du marché monétaire « TMM » majoré de 1,25%. La charge d'intérêts générée par cette convention au titre de 2019 s'est élevée à 436 936 DT.

2. Conventions avec Land'Or foods and services (« LFS »)

- 2.1. Une convention de prestation de service et de logistique a été signée en 2003 et porte sur la location par Land'Or de bureaux et de divers matériels à la société LFS. Le produit comptabilisé en 2019 au titre de cette convention, telle que modifiée par les avenants subséquents, s'élève à 218 791 DT en hors taxes. Le solde du compte client LFS est entièrement réglé au 31 décembre 2019.
- 2.2. La société LFS assure au profit de la société Land'Or les prestations suivantes :
 - Prestation logistique de commercialisation des produits Land'Or
 - Prestation logistique de distribution des produits Land'Or
 - Gestion Administrative des ventes
 - Gestion des dépôts

La charge comptabilisée en 2019 par Land'Or au titre des prestations fournies par LFS s'élève à 6 333 693DT en hors taxes. Le solde du compte fournisseur LFS inscrit sur les livres comptables de Land'Or arrêté au 31 décembre 2019 est créditeur de 695 191DT.

- 2.3. Par ailleurs, la société Land'Or s'est portée caution solidaire pour le remboursement des crédits de gestion contractés par LFS auprès de la Banque de Tunisie pour 550000 DT en principal. Le montant de la caution solidaire est de 550000 DT.

3. Relation avec la Filiale Marocaine LAND'OR MAROC FOODS & SERVICES SARL (« Land'Or Maroc »)

- 3.1. Land 'Or SA a réalisé un chiffre d'affaires de 10 666 081DT au titre de la vente de produits finis à Land'Or Maroc en 2019. Le solde du compte client Land 'Or Maroc arrêté au 31 décembre 2019 est débiteur de 23 376414 DT (8 804 703 €). Ce solde a été provisionné à hauteur de 14 445 020 DT.
- 3.2. Le compte courant actionnaire Land 'Or Maroc est débiteur dans les livres comptables de Land'Or de 17 131DT au 31 décembre 2019.Ce solde a été totalement provisionné.

4. Relation avec la Filiale Américaine « LAND'OR USA »

Le compte courant actionnaire LAND'OR USA est débiteur dans les livres de Land'Or de 97 054DT au 31 décembre 2019. Ce solde a été totalement provisionné.

5. Emprunts

- 5.1. Au 31 décembre 2019, les dettes de la société Land'Or liées à des contrats de location financement s'élèvent à un montant total de 2 134 166DT dont 653 773DT à moins d'un an et 1 480 395DT à plus d'un an.

5.2. Les emprunts bancaires conclus par la société et produisant leur effet au 31 décembre 2019 se présentent comme suit (Montants en DT) :

| Banque | Montant en principal | Taux d'intérêts | Modalité de remboursement | Garanties | Solde au 31.12.2019 (plus d'un an) | Solde au 31.12.2019 (moins d'un an) | Décision du conseil d'administration |
|---------------|----------------------|-----------------|--|--|------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------|
| BH | 1 500 000 | TMM+2% | Remboursable sur 7 ans dont 1 année de franchise | Nantissement en rang utile du fonds de commerce et matériels. Hypothèque en rang utile sur la propriété sise à Khelidia Hypothèque en rang utile en sur la propriété sise à Khelidia | - | 149 078 | 01/03/2012 |
| BH | 3 000 000 | 5,24% | Remboursable sur 10 ans dont 2 années de grâce | Nantissement en rang utile du fonds de commerce et matériels. Hypothèque en rang utile sur la propriété sise à Khelidia | 974 820 | 397 585 | 26/04/2013 |
| BTK | 2 000 000 | BEI+2,75% | Remboursable sur 8 ans dont 3 années de grâce | Nantissement en rang utile du fonds de commerce constitué d'une unité commerciale et financière de fabrication de produits agroalimentaire Hypothèque immobilière de rang utile | 460 420 | 427 891 | 21/11/2013 |
| Attijari Bank | 2 000 000 | TMM+2,5% | Remboursable sur 7 ans dans une année de franchise | Nantissement en rang utile du fonds de commerce d'une unité d'industries alimentaires. Une hypothèque immobilière en rang disponible. | - | 384 160 | 07/05/2013 |

5.3. Au 31 décembre 2019, les dettes de la société Land'Or liées aux opérations de financement à court terme (crédits de gestion et concours bancaires) s'élèvent à 27 081 347DT. Elles se détaillent comme suit :

| Banque | Montant en DT |
|---------------|----------------------|
| BT | 13 697 524 |
| BH | 7 679 595 |
| Zitouna | 3 082 295 |
| UIB | 1 700 000 |
| Attijari | 919 485 |
| STB | 1 819 |
| BTL | 302 |
| BH Euro | 220 |
| BTL Euro | 83 |
| ATB | 16 |
| Al Baraka | 8 |
| Total | 27 081 347 |

III. Obligations et engagements de la société envers les dirigeants

Les obligations et engagements envers les dirigeants tels que visés par l'article 200 II § 5 du Code des Sociétés Commerciales se détaillent comme suit :

- Le montant des jetons de présence fixé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 05 Juillet 2019 au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018 s'élève à 70 000DT bruts à répartir entre les membres du Conseil d'Administration. Le montant alloué au Comité Permanent d'Audit est de 10 000DT bruts.
- La rémunération annuelle brute du Président Directeur Général a été fixée par décision du Conseil d'Administration du 22 août 2013. Elle est payable sur 12 mensualités.
- Le Directeur Général Adjoint et l'administrateur salarié perçoivent des salaires mensuels bruts de 16 268DT et 15 143DT, respectivement. En sus de leurs salaires, le Directeur Général Adjoint bénéficie d'une prime de rendement et l'administrateur salarié bénéficie d'une prime de rendement, d'une prime de productivité et d'une prime de bilan conformément aux dispositions de la convention sectorielle de lait et ses dérivés.
- Outre les rémunérations sus mentionnées, le Président Directeur Général, le Directeur Général Adjoint et l'administrateur salarié bénéficient de la prise en charge, par la société, du carburant, des vignettes et des frais d'assurance relatifs aux voitures de fonction mises à leurs dispositions.
- Les obligations et engagements de la Société Land 'Or envers son Président Directeur Général, son Directeur Général Adjoint et ses administrateurs tels qu'ils ressortent des états financiers au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019, se présentent comme suit :

| En DT | Président Directeur Général | | Directeur Général Adjoint ^(*) | | Administrateur Salarié ^(**) | |
|--------------------------|-----------------------------------|-----------------------------|--|-----------------------------|--|-----------------------------|
| | <i>Charges de l'exercice 2019</i> | <i>Passif au 31/12/2019</i> | <i>Charges de l'exercice 2019</i> | <i>Passif au 31/12/2019</i> | <i>Charges de l'exercice 2019</i> | <i>Passif au 31/12/2019</i> |
| Salaires | 284986 | - | 195220 | - | 181671 | - |
| Primes et Congés à payer | - | - | 47467 | 107282 | 48805 | 72339 |

^(*) La rémunération ainsi que les avantages ont été fixé par décision du Conseil d'Administration du 19 Janvier 2015

^(**) La rémunération de l'administrateur salarié n'a pas fait l'objet d'une décision du conseil d'administration.

Par ailleurs, et en dehors des conventions et opérations précitées, nos travaux n'ont pas révélé l'existence d'autres conventions ou opérations rentrant dans le cadre des dispositions de l'article 200 et suivants et l'article 475 du Code des Sociétés Commerciales.

Tunis, le 15 mai 2020

Les commissaires aux comptes

A.M.C Ernst & Young

Fehmi Laourine

Associé

Les Commissaires aux Comptes Associés

M.T.B.F

Ahmed Sahnoun

Associé

AVIS DES SOCIETES

ETATS FINANCIERS

BANQUE NATIONALE AGRICOLE-BNA-

Siège social : Rue Hédi Nouria 1001 Tunis

La Banque Nationale Agricole -BNA- publie ci-dessous, ses états financiers arrêtés au 31 décembre 2019 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en date 9 juin 2020. Ces états sont accompagnés des rapports général et spécial des commissaires aux comptes, M. Samir LABIDI et M. Abderrazak GABSI.

BILAN

Arrêté au 31 Décembre 2019

(Unité : en 1 000 DT)

| | Notes | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Variation | % |
|---|-------|-------------------|-------------------|------------------|--------------|
| Actifs | | | | | |
| AC1 - Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT | 4.1 | 405 027 | 313 699 | 91 328 | 29,1% |
| AC2 - Créances sur les établissements bancaires et financiers | 4.2 | 84 194 | 96 821 | (12 627) | (13,0%) |
| AC3 - Créances sur la clientèle | 4.3 | 10 446 571 | 9 322 031 | 1 124 541 | 12,1% |
| a- Comptes débiteurs | | 1 599 558 | 1 428 928 | 170 630 | 11,9% |
| b- Autres concours à la clientèle (*) | | 8 386 143 | 7 466 738 | 919 404 | 12,3% |
| c- Crédits sur ressources spéciales (*) | | 332 500 | 299 840 | 32 661 | 10,9% |
| d- Créances liées aux fonds budgétaires 133 MDT et 160 MDT (*) | | 128 370 | 126 525 | 1 846 | 1,5% |
| AC4 - Portefeuille-titres commercial | 4.4 | 10 979 | 3 694 | 7 285 | 197,2% |
| AC5 - Portefeuille d'investissement | 4.5 | 1 648 697 | 1 538 342 | 110 355 | 7,2% |
| AC6 - Valeurs immobilisées | 4.6 | 137 032 | 114 904 | 22 128 | 19,3% |
| AC7 - Autres actifs (*) | 4.7 | 282 693 | 273 198 | 9 496 | 3,5% |
| Total des actifs | | 13 015 194 | 11 662 689 | 1 352 505 | 11,6% |
| Passifs | | | | | |
| PA1 - Banque Centrale et CCP | 4.8 | 1 580 964 | 1 360 596 | 220 368 | 16,2% |
| PA2 - Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers | 4.9 | 181 894 | 221 350 | (39 456) | (17,8%) |
| PA3 - Dépôts et avoirs de la clientèle | 4.10 | 8 536 958 | 7 799 985 | 736 973 | 9,4% |
| a- Dépôts à vue | | 2 245 520 | 2 189 348 | 56 172 | 2,6% |
| b- Autres dépôts et avoirs | | 6 291 437 | 5 610 637 | 680 800 | 12,1% |
| PA4 - Emprunts et ressources spéciales | 4.11 | 623 769 | 624 767 | (998) | (0,2%) |
| a- Emprunts matérialisés | | 307 828 | 304 727 | 3 101 | 1,0% |
| b- Autres fonds empruntés | | - | 9 776 | (9 776) | (100,0%) |
| c- Ressources spéciales | | 315 941 | 310 264 | 5 677 | 1,8% |
| PA5 - Autres passifs (*) | 4.12 | 568 665 | 503 913 | 64 752 | 12,8% |
| Total des passifs | | 11 492 250 | 10 510 611 | 981 639 | 9,3% |
| Capitaux propres | | | | | |
| CP1 - Capital | 4.13 | 320 000 | 176 000 | 144 000 | 81,8% |
| CP2 - Réserves | 4.13 | 1 037 742 | 667 614 | 370 128 | 55,4% |
| CP3 - Actions propres | 4.13 | (1 339) | - | (1 339) | - |
| CP4 - Autres capitaux propres | 4.13 | 43 098 | 133 000 | (89 902) | (67,6%) |
| CP5 - Résultats reportés | 4.13 | 10 | 7 | 3 | 42,9% |
| CP6 - Résultat de l'exercice | 4.13 | 123 433 | 175 456 | (52 023) | (29,7%) |
| Total des Capitaux propres | | 1 522 944 | 1 152 077 | 370 867 | 32,2% |
| Total des capitaux propres et passifs | | 13 015 194 | 11 662 689 | 1 352 505 | 11,6% |

(*) Montants 2018 retraités à des fins de comparabilité.

ÉTAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN

Arrêté au 31 Décembre 2019

(Unité : en 1 000 DT)

| | Notes | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Variation | % |
|---|-------|------------------|------------------|------------------|----------------|
| Passifs éventuels | | | | | |
| HB1 - Cautions, avals et autres garanties données | 5.1 | 1 497 873 | 1 311 016 | 186 857 | 14,3% |
| a- En faveur des établissements bancaires et financiers | | 731 428 | 339 305 | 392 123 | 115,6% |
| b- En faveur de la clientèle | | 686 290 | 811 711 | (125 421) | (15,5%) |
| c- En faveur de l'État | | 80 155 | 160 000 | (79 845) | (49,9%) |
| HB2 - Crédits documentaires | 5.2 | 456 993 | 699 461 | (242 468) | (34,7%) |
| Débiteurs par accréditifs export devises | | 139 370 | 143 538 | (4 168) | (2,9%) |
| Débiteurs par accréditifs import devises | | 317 623 | 555 923 | (238 300) | (42,9%) |
| HB3 - Actifs donnés en garantie | 5.3 | 1 541 000 | 1 437 600 | 103 400 | 7,2% |
| Total des passifs éventuels | | 3 495 866 | 3 448 077 | 47 789 | 1,4% |
| Engagements donnés | | | | | |
| HB4 - Engagements de financements donnés | 5.4 | 308 536 | 409 252 | (100 716) | (24,6%) |
| Crédits notifiés non utilisés | | 308 536 | 409 252 | (100 716) | (24,6%) |
| HB5 - Engagements sur titres | 5.5 | 2 832 | 2 832 | - | - |
| a- Participations non libérées | | 2 832 | 2 832 | - | - |
| b- Autres | | - | - | - | - |
| Total des engagements donnés | | 311 368 | 412 084 | (100 716) | (24,4%) |
| Engagements reçus | | | | | |
| HB7 - Garanties reçues | 5.6 | 4 762 154 | 3 717 104 | 1 045 050 | 28,1% |
| Total des engagements reçus | | 4 762 154 | 3 717 104 | 1 045 050 | 28,1% |

ÉTAT DE RÉSULTAT

Période allant du 1er Janvier au 31 Décembre 2019

(Unité : en 1 000 DT)

| | Notes | Jusqu'au 31/12/2019 | Jusqu'au 31/12/2018 | Ecart | % |
|--|-------|------------------------|------------------------|------------------|----------------|
| Produits d'exploitation bancaire | | | | | |
| PR1 - Intérêts et revenus assimilés | 6.1 | 1 073 394 | 850 802 | 222 592 | 26,2% |
| a- Opérations avec les établissements bancaires et financiers | | 12 567 | 9 311 | 3 256 | 35,0% |
| b- Opérations avec la clientèle | | 1 033 474 | 815 302 | 218 172 | 26,8% |
| c- Autres intérêts et revenus assimilés | | 27 353 | 26 189 | 1 164 | 4,4% |
| PR2 - Commissions (en produits) | 6.2 | 126 747 | 110 272 | 16 475 | 14,9% |
| PR3 - Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières | 6.3 | 28 618 | 27 246 | 1 372 | 5,0% |
| PR4 - Revenus du portefeuille d'investissement | 6.4 | 96 018 | 86 698 | 9 320 | 10,7% |
| Total produits d'exploitation bancaire | | 1 324 777 | 1 075 018 | 249 759 | 23,2% |
| Charges d'exploitation bancaire | | | | | |
| CH1 - Intérêts encourus et charges assimilées | 6.5 | (667 087) | (518 398) | (148 689) | (28,7%) |
| a- Opérations avec les établissements bancaires et financiers | | (188 435) | (138 024) | (50 411) | (36,5%) |
| b- Opérations avec la clientèle | | (452 605) | (356 925) | (95 680) | (26,8%) |
| c- Emprunts et ressources spéciales | | (25 516) | (22 905) | (2 611) | (11,4%) |
| d- Autres intérêts et charges | | (531) | (544) | 13 | 2,4% |
| CH2 - Commissions encourues | | (3 396) | (2 866) | (530) | (18,5%) |
| Total charges d'exploitation bancaire | | (670 483) | (521 264) | (149 219) | (28,6%) |
| Produit Net Bancaire | | 654 294 | 553 754 | 100 540 | 18,2% |
| PR5-CH4 - Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif | 6.6 | (128 526) | (82 773) | (45 753) | (55,3%) |
| PR6-CH5 - Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement | 6.7 | (5 569) | 16 244 | (21 813) | (134,3%) |
| PR7 - Autres produits d'exploitation | | 817 | 792 | 25 | 3,2% |
| CH6 - Frais de personnel | 6.8 | (212 800) | (196 387) | (16 413) | (8,4%) |
| CH7 - Charges générales d'exploitation | 6.9 | (65 008) | (60 536) | (4 472) | (7,4%) |
| CH8 - Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations | | (11 888) | (9 116) | (2 772) | (30,4%) |
| Résultat d'exploitation | | 231 320 | 221 978 | 9 342 | 4,2% |
| PR8-CH9 - Solde en gain/perte provenant des autres éléments ordinaires | 6.10 | (79 838) | (7 233) | (72 605) | (1003,8%) |
| CH11 - Impôt sur les bénéfices | 6.11 | (28 049) | (35 259) | 7 210 | 20,4% |
| Résultat des activités ordinaires | | 123 433 | 179 486 | (56 053) | (31,2%) |
| PR9-CH10 - Solde en gain/perte provenant des autres éléments extraordinaires | | - | (4 030) | 4 030 | 100,0% |
| Résultat net de l'exercice | | 123 433 | 175 456 | (52 023) | (29,7%) |

ÉTAT DE FLUX DE TRÉSORERIE

Période allant du 1er Janvier au 31 Décembre 2019
(Unité : en 1 000 DT)

| | Notes | Jusqu'au 31/12/2019 | Jusqu'au 31/12/2018 | Ecart | % |
|--|------------|------------------------|------------------------|-----------------|---------------|
| Activités d'exploitation | | | | | |
| Produits d'exploitation bancaire encaissés | | 1 204 304 | 971 989 | 232 315 | 23,9% |
| Charges d'exploitation bancaire décaissées | | (665 195) | (521 475) | (143 720) | (27,6%) |
| Dépôts / retraits de dépôts auprès des établissements bancaires et financiers | | 5 431 | 2 447 | 2 984 | 121,9% |
| Prêts et avances / remboursements prêts et avances accordés à la clientèle | | (1 331 313) | (627 912) | (703 401) | (112,0%) |
| Dépôts / retrait de dépôts de la clientèle | | 731 033 | 170 159 | 560 874 | 329,6% |
| Titres de placement | | (942) | (1 214) | 272 | 22,4% |
| Sommes versées au personnel et créditeurs divers | | (292 128) | (224 914) | (67 214) | (29,9%) |
| Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation | | 181 244 | (44 846) | 226 090 | 504,1% |
| Impôt sur les bénéfices | | (40 294) | (34 276) | (6 018) | (17,6%) |
| Flux de trésorerie net provenant des activités d'exploitation | 7.1 | (207 860) | (310 042) | 102 182 | 33,0% |
| Activités d'investissement | | | | | |
| Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille d'investissement | | 86 119 | 84 548 | 1 571 | 1,9% |
| Acquisitions / cessions sur portefeuille d'investissement | | (99 829) | (109 149) | 9 320 | 8,5% |
| Acquisitions / cessions sur immobilisations | | (34 015) | (26 953) | (7 062) | (26,2%) |
| Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement | 7.2 | (47 725) | (51 554) | 3 829 | 7,4% |
| Activités de financement | | | | | |
| Rachat d'actions propres | | (1 383) | 1 517 | (2 900) | (191,2%) |
| Emission d'actions | | 168 172 | - | 168 172 | - |
| Emission d'emprunts | | 50 000 | 100 000 | (50 000) | (50,0%) |
| Remboursement d'emprunts | | (45 349) | (19 463) | (25 886) | (133,0%) |
| Augmentation / diminution des ressources spéciales | | (4 110) | 32 175 | (36 285) | (112,8%) |
| Dividendes versés | | - | (32) | 32 | 100,0% |
| Flux de trésorerie net affecté aux activités de financements | 7.3 | 167 330 | 114 197 | 53 133 | 46,5% |
| Incidence des changements de méthodes sur les liquidités et équiv. de liquidités | | - | - | - | - |
| Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités | | (88 255) | (247 399) | 159 144 | 64,3% |
| Liquidités et équivalents de liquidités en début de période | | (1 207 947) | (960 548) | (247 399) | (25,8%) |
| Liquidités et équivalents de liquidités en fin de période | 7.4 | (1 296 202) | (1 207 947) | (88 255) | (7,3%) |

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

ARRÊTES AU 31 décembre 2019

(Montants exprimés en mille dinars - mDT)

1- PRESENTATION DE LA BANQUE

La Banque Nationale Agricole (BNA) est une société anonyme au capital de 320 millions de dinars, composé de 64.000.000 actions de 5 DT chacune, admises à la côte permanente de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis (BVMT).

Le siège social de la Banque est sis à Avenue Med V, 1001 Tunis. Elle est dirigée par un conseil d'administration.

Le réseau de la Banque se compose de 16 directions régionales, 3 succursales, 180 agences et 4 espaces de libre-service.

La Banque finance tous les secteurs de l'économie nationale et en particulier la grande partie des besoins du secteur agricole.

La Banque est soumise au régime fiscal de droit commun.

La structure du capital social de la Banque se présente au 31 décembre 2019 comme suit :

| | Nombre d'actions | Valeur nominale en dinars | % d'intérêt et des droits de vote |
|---|-------------------|---------------------------|-----------------------------------|
| Actionnaires | | | |
| ACTIONNAIRES PUBLICS | 32 149 132 | 160 745 660 | 50,23% |
| L'État Tunisien | 22 565 044 | 112 825 220 | 35,26% |
| Caisse Nationale de Sécurité Sociale | 2 723 427 | 13 617 135 | 4,26% |
| Office des Céréales | 2 200 307 | 11 001 535 | 3,44% |
| Office de Commerce de la Tunisie | 1 857 236 | 9 286 180 | 2,90% |
| Entreprise Tunisienne d'Activités Pétrolières | 1 451 576 | 7 257 880 | 2,27% |
| Caisse Nationale d'Assurance Maladie | 1 127 815 | 5 639 075 | 1,76% |
| Office des Terres Domaniales | 143 377 | 716 885 | 0,22% |
| Société Tunisienne du Sucre | 53 461 | 267 305 | 0,08% |
| Office de l'Elevage et des Pâturages | 26 889 | 134 445 | 0,04% |
| ACTIONNAIRES A PARTICIPATION PUBLIQUE | 4 669 394 | 23 346 970 | 7,30% |
| CTAMA | 1 982 862 | 9 914 310 | 3,10% |
| Banque de Tunisie et des Emirats | 1 372 677 | 6 863 385 | 2,14% |
| STAR | 768 145 | 3 840 725 | 1,20% |
| Autres actionnaires à participation publique | 545 710 | 2 728 550 | 0,85% |
| ACTIONNAIRES PERSONNES MORALES PRIVEES | 9 454 065 | 47 270 325 | 14,77% |
| ACTIONNAIRES PERSONNES PHYSIQUES | 13 392 935 | 66 964 675 | 20,93% |
| ACTIONNAIRES ÉTRANGERS | 4 334 474 | 21 672 370 | 6,77% |
| TOTAL | 64 000 000 | 320 000 000 | 100% |

2- RÉFÉRENTIEL D'ÉLABORATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers de la Banque Nationale Agricole (BNA) sont établis conformément aux dispositions de la loi n°96-112 du 30 décembre 1996, relative au Système Comptable des Entreprises, du décret n°96-2459 du 30 décembre 1996, portant approbation du Cadre Conceptuel de la Comptabilité, et des Normes Comptables Tunisiennes dont notamment les Normes Comptables Sectorielles n°21 à 25 publiées par l'arrêté du Ministre des Finances du 25 mars 1999.

3- BASES DE MESURE ET PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS

Les états financiers sont élaborés en appliquant les principes et conventions comptables prévus par le décret n°96-2459 du 30 décembre 1996, portant approbation du Cadre Conceptuel de la Comptabilité et des méthodes comptables prévues par les Normes Comptables Sectorielles applicables aux établissements bancaires.

Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

3.1- Comptabilisation des engagements et des revenus y afférents

3.1.1- Les engagements hors bilan

Les engagements de financement afférents aux crédits à moyen et long terme sont portés en hors bilan et constatés au bilan, au fur et à mesure des débloquages, pour leur valeur nominale.

3.1.2- Les créances sur la clientèle

Les prêts et avances sont enregistrés à l'actif pour le montant des fonds mis à la disposition du client.

Les crédits accordés en net d'escompte sont comptabilisés à leur valeur nominale (fonds mis à la disposition du client en plus des intérêts constatés d'avance).

Les créances sur la clientèle (crédits décaissés et comptes courants débiteurs) sont présentées à l'actif déduction faite des provisions y afférentes, des intérêts et agios réservés et des intérêts constatés d'avance et non encore courus.

3.1.3- Les provisions sur les engagements

i. Provisions individuelles

Les créances de la Banque font l'objet d'une évaluation et d'une classification périodique conformément aux dispositions de la circulaire BCT n°91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée par les textes subséquents.

La constitution des provisions sur les créances classées s'effectue selon les taux suivants :

| Classes | Taux de la provision |
|---------|----------------------|
| 0&1 | 0% |
| 2 | 20% |
| 3 | 50% |
| 4 | 100% |

ii. Provisions additionnelles (Circulaire BCT n° 2013-21)

En application de la circulaire aux banques n° 2013-21 du 30 Décembre 2013, la BNA a procédé à la constitution de provisions additionnelles sur les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 3 ans pour la couverture du risque net et ce conformément aux quotités minimales suivantes :

- 40% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 3 à 5 ans ;
- 70% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 6 et 7 ans ;
- 100% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 8 ans.

iii. Provisions collectives

En application de l'article 10 bis de la circulaire de la BCT n°91-24 du 17 décembre 1991 ajouté par la circulaire n°2012-20 du 6 décembre 2012, la BNA a constitué, des provisions à caractère générale dites « Provisions Collectives » en vue de couvrir les risques latents sur les engagements courants (classe 0) et ceux nécessitant un suivi particulier (classe 1) au sens de l'article 8 de la Circulaire BCT n°91-24.

3.1.4- Comptabilisation des revenus afférents aux créances sur la clientèle

Les intérêts, les produits assimilés et les commissions encaissés ainsi que les produits courus et non échus, dont l'encaissement est raisonnablement assuré, sont pris en compte dans le résultat.

Lorsque leur encaissement n'est pas raisonnablement assuré, les intérêts et les agios sont comptabilisés en «Intérêts et agios réservés» et présentés en soustraction du poste «Créances sur la clientèle». Ils seront constatés en produits lors de leur encaissement effectif et pris en compte dans le résultat de l'exercice de leur encaissement.

Il est à noter que les impayés en intérêts relatifs aux engagements des relations non classées sont constatés en produit.

3.2- Comptabilisation du portefeuille-titres et des revenus y afférents

Le portefeuille-titres détenu par la Banque est classé en deux catégories : le portefeuille-titres commercial et le portefeuille-titres d'investissement.

3.2.1- Portefeuille-titres commercial et revenus y afférents

-Ce portefeuille comprend les titres acquis avec l'intention de les céder à court terme. Il est composé des titres de transaction et des titres de placement.

-Sont considérés comme des titres de placement, les titres acquis avec l'intention de les détenir à court terme durant une période supérieure à trois mois. Ils sont évalués à la fin de l'exercice à leur valeur boursière pour les titres cotés et leur juste valeur pour les titres non cotés. Les moins-values latentes font l'objet de provisions. Les bons du Trésor sont évalués à leur coût amorti. Les revenus afférents aux titres à revenu fixe sont pris en compte dans le résultat au fur et à mesure qu'ils sont courus.

-Les titres de transaction se distinguent par leur courte durée de détention et leur liquidité. Sont classés parmi les titres de transaction, les titres dont la durée de détention des titres doit être limitée à trois mois. A chaque arrêté comptable, les titres de transaction doivent être évalués à la valeur de marché. La valeur de marché correspond au cours en bourse moyen pondéré à la date d'arrêté ou à la date antérieure la plus récente. Les variations de cours consécutives à leur évaluation à la valeur de marché sont portées en résultat. Les revenus afférents aux titres de transaction sont portés en résultat à la réalisation.

3.2.2- Portefeuille-titres d'investissement et revenus y afférents

Le portefeuille-titres d'investissement comprend les titres acquis avec l'intention de les conserver jusqu'à l'échéance, ainsi que ceux dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la Banque. Sont classés sous cette rubrique:

- Les titres de participation, les parts dans les entreprises associées et les parts dans les entreprises liées ;
- Les titres à revenu fixe acquis par la Banque avec l'intention de les détenir jusqu'à leur échéance ;
- Les dettes des entreprises publiques prises en charge par l'État Tunisien, étant donné que leur remboursement s'effectue selon un échéancier sur 25 ans;
- Les montants placés en fonds gérés chez les SICAR ;
- Les montants placés en fonds commun de placement.

Les souscriptions non libérées sont enregistrées en « Engagements hors bilan » pour leur valeur d'émission.

Les titres sont comptabilisés au prix d'acquisition, tous frais et charges exclus à l'exception des honoraires d'étude et de conseil relatifs à l'acquisition. L'entrée et la cession des titres sont constatées à la date du transfert de leur propriété, soit la date d'enregistrement de la transaction à la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Les dividendes encaissés, les plus-values de cession réalisées, les revenus sur fonds gérés et les revenus des emprunts obligataires sont présentés dans le poste « Revenus du portefeuille d'investissement » au niveau de l'état de résultat. Les dividendes non encore encaissés, mais ayant fait l'objet d'une décision de distribution, ainsi que les produits des placements obligataires courus sont également constatés dans le poste « Revenus du portefeuille d'investissement ».

Le portefeuille-titres d'investissement fait l'objet d'une évaluation à la date de clôture en comparant la valeur d'usage des titres à leur valeur comptable. Les provisions correspondantes sont réajustées en conséquence.

La valeur d'usage des titres est déterminée en se référant à :

- La valeur boursière pour les titres cotés ;
- La valeur mathématique calculée à partir des derniers états financiers disponibles pour les titres non cotés.

Les fonds gérés par les SICAR sont constitués principalement de participations effectuées dans le cadre des conventions de rétrocession, de comptes courants associés et de participations avec sortie libre.

Traitement des participations avec convention de rétrocession et comptes courants associés:

En application des dispositions de la circulaire n°91-24 du 17 Décembre 1991 et conformément à la NCT 25, les titres de participations avec convention de rétrocession et comptes courants associés sont considérés comme des crédits à la clientèle.

Traitement des titres de participation avec sortie libre:

L'évaluation de ces titres est faite en se basant sur la valeur d'usage des titres qui est déterminée en se référant à :

- La valeur boursière pour les titres cotés ;
- La valeur mathématique calculée à partir des derniers états financiers disponibles pour les titres non cotés.

3.3- Comptabilisation des dépôts de la clientèle et des charges y afférentes

Les dépôts et avoirs de la clientèle se composent des :

- Dépôts à vue et comptes d'épargne dont les charges d'intérêt sont calculées et constatées trimestriellement;
- Placements à terme de la clientèle, qu'ils soient post-comptés ou précomptés, dont les intérêts sont constatés en charges au fur et à mesure qu'ils sont courus.

3.4- Comptabilisation des emprunts extérieurs et des charges y afférentes

Les lignes de crédits extérieures sont constatées initialement en hors bilan lors de la signature des conventions, puis elles sont comptabilisées au passif après leur conversion en appliquant le cours de change en vigueur à la date du déblocage au fur et à mesure des appels de fonds.

À la fin de chaque période comptable, les en-cours des ressources extérieures sont actualisés par application du cours de change en vigueur à la date de clôture.

Les intérêts sur les emprunts extérieurs sont constatés en charges de l'exercice au fur et à mesure qu'ils sont courus. Les pertes de change sur ces emprunts sont couvertes par un contrat d'assurance conclu avec la compagnie TUNIS RE.

3.5- Rachats d'actions propres

Conformément aux dispositions de la Norme Comptable Tunisienne NC 02, relative aux capitaux propres:

- Les actions propres rachetées sont présentées, au bilan, en soustraction des capitaux propres ;
- Les plus ou moins-values réalisées sur les actions propres rachetées sont comptabilisées directement en capitaux propres ;
- Les dividendes perçus sur les actions propres rachetées sont portés au compte « Résultats reportés».

3.6- Provisions pour avantages postérieurs à l'emploi :

Le personnel retraité de la BNA demeure affilié à un contrat d'assurance sociale, financé par les cotisations de la Banque et du personnel et couvrant les risques suivants : maladies, longue maladie, maternité, invalidité et décès. La part de la Banque dans les charges découlant de ce contrat d'assurance sociale est de 80%.

En application des principes comptables généralement admis en Tunisie, le coût des avantages postérieurs à l'emploi (assurance sociale) doit être comptabilisé en charges durant la période d'activité du salarié et non pas au moment où celui-ci bénéficie effectivement des prestations.

Une provision est comptabilisée pour couvrir les engagements de la Banque envers le personnel en matière d'assurance sociale, en se basant sur des estimations fiables des espérances de vie des bénéficiaires et des charges annuelles découlant du contrat d'assurance sociale. Le calcul de cette provision est détaillé dans la note 4.12.

3.7- Note portant sur les règles de conversion des opérations en monnaies étrangères

La BNA effectue la conversion des opérations en monnaies étrangères à un cours fixe par devise calculé selon le cours BCT du dernier jour ouvrable de l'exercice en cours. Au 31 Décembre une opération de réévaluation des comptes en devise est opérée selon ces cours.

3.8- Faits marquants de l'exercice 2019

La banque a procédé à l'ouverture de 4 espaces de libre-service.

L'Assemblée Générale Extraordinaire, réunie le 06/03/2019 a décidé de porter le capital de la banque de cent soixante-seize millions de dinars (176 000 mDT) à trois cent vingt millions de dinars (320 000 mDT), selon les modalités suivantes :

- L'émission de 28 160 000 actions nouvelles (Correspondant à un montant en nominal de 140 800 000DT), au prix de 12DT l'action, soit 5DT de nominal et 7DT de prime d'émission, souscrites et libérées intégralement à la souscription, en numéraire ou par compensation avec des créances certaines, échues et dont le montant est connu par la Banque, selon la parité de quatre (4) actions nouvelles pour cinq (5) actions anciennes.

- L'émission de 640.000 actions nouvelles par incorporation de réserves d'un montant de 3 200 mDT, à raison d'une (1) action nouvelle gratuite pour cinquante-cinq (55) actions anciennes.

Le capital social de la BNA est ainsi porté à 320 000 mDT divisé en 64 000 000 actions nominatives de nominal cinq (5)DT et l'article 6 des statuts a été modifié en conséquence.

La BNA a participé au prêt syndiqué de 356 millions d'euros signé entre le ministère des Finances et 12 banques de la place le 26 mars 2019. La participation de la BNA s'élève à 30 millions d'euros.

Le Conseil d'Administration de la banque, réuni le 28/08/2019, a décidé d'émettre un emprunt obligataire subordonné d'un montant de 50.000 mDT, sans recours à l'Appel Public à l'Epargne dont la durée de vie est de 5 ans pour la catégorie A et 7 ans dont deux années de grâce pour la catégorie B. Les intérêts sont calculés au taux de 10,50% et/ou TMM + 2,3% pour la catégorie A et au taux de 11% et/ou TMM+2,8% pour la catégorie B. L'emprunt a été clôturé avec succès le 26/12/2019.

Au cours de l'exercice 2019, la banque a procédé à la cession de 700.000 actions détenues dans le capital de la SFBT pour un prix de cession de 13.020 mDT. La plus-value réalisée par la banque suite à cette opération de cession est de l'ordre de 12.654 mDT. Cette décision a été approuvée par le conseil d'administration réuni le 19/02/2015 et de la CAREPP du 06/08/2015.

La banque a procédé à la cession à sa filiale de recouvrement de créances « la SOFINREC », d'une part, deux lots de créances compromises, et d'autre part, d'un lot d'affaires litigieuses. Le montant des créances compromises s'élève à 43.755 mDT dont 1.638 mDT d'intérêts pour le premier lot et à 21.781 mDT dont 325 mDT d'intérêts pour le deuxième lot. Les reprises de provisions ainsi que les agios et intérêts réservés rattachés aux créances cédées, s'élèvent respectivement à 55.687 mDT et 8.044 mDT. Le montant des affaires litigieuses cédées ainsi que les reprises de provisions pour risques y rattachées s'élèvent à 3.569 mDT. Tous ces lots ont été vendus au dinar symbolique.

3.9- Modifications apportées aux états financiers précédemment publiés

Afin d'améliorer la présentation de la situation financière de la Banque et des résultats de ses opérations conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie, notamment dans le cadre de la séparation des comptes liés aux deux fonds budgétaires de 133 MDT et de 160 MDT et ce pour les besoins de suivi et d'analyse, la BNA a procédé au changement de l'appellation de la rubrique "AC3 - d" comme suit:

Ancienne appellation: AC3-d Créances agricoles sur l'Etat

Nouvelle appellation: AC3-d Créances liées aux fonds budgétaires 133 MDT et 160 MDT

Par ailleurs, les variations des composantes et des soldes des rubriques des états financiers ayant été impactées par le changement de présentation susmentionné se présentent comme suit :

| Libellé rubrique | Solde au 31/12/2018 publié | Reclassement | Solde au 31/12/2018 Retraité |
|---|----------------------------------|--------------|------------------------------------|
| AC3 - Créances sur la clientèle | 9 259 078 | 62 953 | 9 322 031 |
| <i>b- Autres concours à la clientèle</i> | 7 512 995 | (46 257) | 7 466 738 |
| <i>c- Crédits sur ressources spéciales</i> | 300 997 | (1 157) | 299 840 |
| <i>d- Créances liées aux fonds budgétaires 133 MDT et 160 MDT</i> | 16 158 | 110 367 | 126 525 |
| AC7 - Autres actifs | 211 748 | 61 450 | 273 198 |
| PA5 - Autres passifs | 379 510 | 124 403 | 503 913 |

4- NOTES RELATIVES AUX POSTES DU BILAN

4.1- Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT

Les avoirs en caisse et auprès de la BCT, CCP et TGT ont totalisé 405.027 mDT au 31/12/2019 contre 313.699 mDT au 31/12/2018, soit une augmentation de 91.328 mDT.

Les différentes rubriques composant ce poste se présentent comme suit:

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Variation | % |
|--|----------------|----------------|---------------|--------------|
| Avoirs en caisse en dinars | 48 143 | 45 593 | 2 550 | 5,6% |
| Avoirs en caisse en devises | 12 192 | 12 950 | (758) | (5,9%) |
| Avoirs auprès de la BCT en dinars | 7 378 | 6 204 | 1 174 | 18,9% |
| Avoirs chez la BCT en devises | 103 297 | 211 533 | (108 236) | (51,2%) |
| Provisions pour risques divers (Avoirs auprès de la BCT devises) | (434) | (401) | (33) | (8,2%) |
| Prêts sur le marché monétaire dinars BCT | 60 000 | - | 60 000 | - |
| Prêts sur le marché monétaire devises BCT | 153 847 | 26 876 | 126 971 | 472,4% |
| Intérêts à percevoir | 23 | 2 | 21 | 1050,0% |
| Mouvements IBS | 20 287 | 10 739 | 9 548 | 88,9% |
| Avoirs auprès du CCP | 294 | 203 | 91 | 44,8% |
| Total | 405 027 | 313 699 | 91 328 | 29,1% |

Ratio de liquidité

En application de la circulaire BCT n°2014-14, les banques sont tenues de respecter un ratio de liquidité durant l'année 2019 de 100%. La BNA affiche, à la date du 31/12/2019, un ratio de liquidité de 176,62%.

| | Seuil régl. | 31/12/2019 | Seuil régl. | 31/12/2018 |
|--------------------|-------------|------------|-------------|------------|
| Ratio de liquidité | 100% | 176,62% | 90% | 181,16% |

Les mouvements des provisions pour risques divers sur les établissements bancaires et financiers au cours de l'exercice se présente comme suit :

| | 31/12/2018 | Dotations | Reprises | Reclass | 31/12/2019 |
|--|--------------|-------------|----------|----------|--------------|
| Provisions pour risques divers (Avoirs auprès de la BCT devises) | (401) | (33) | - | - | (434) |
| Total | (401) | (33) | - | - | (434) |

4.2- Créances sur les établissements bancaires et financiers

Les créances sur les établissements bancaires et financiers ont totalisé 84.194 mDT au 31/12/2019 contre 96.821 mDT au 31/12/2018, soit une diminution de 12.627 mDT.

Les différentes rubriques composant ce poste se détaillent comme suit:

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Variation | % |
|---|---------------|---------------|-----------------|----------------|
| A - Créances sur les établissements bancaires | 47 256 | 45 649 | 1 607 | 3,5% |
| Comptes courants & autres créances | 7 186 | 5 595 | 1 591 | 28,4% |
| Prêts sur le marché monétaire en dinars | 40 000 | 40 000 | - | - |
| Intérêts à percevoir | 70 | 54 | 16 | 29,6% |
| B - Créances sur les établissements financiers | 37 217 | 51 430 | (14 213) | (27,6%) |
| Comptes courants | 1 938 | 9 725 | (7 787) | (80,1%) |
| Prêts à MLT | 35 022 | 40 453 | (5 431) | (13,4%) |
| Créances rattachées sociétés de leasing | - | 252 | (252) | (100,0%) |
| Intérêts à percevoir | 257 | 1 000 | (743) | (74,3%) |
| Total brut | 84 473 | 97 079 | (12 606) | (13,0%) |
| Provisions pour risques divers (Avoirs auprès des corresp en devises) | (279) | (258) | (21) | (8,1%) |
| Intérêts et agios réservés | - | - | - | - |
| Total net | 84 194 | 96 821 | (12 627) | (13,0%) |

Il est à noter que les créances sur les établissements bancaires ne sont pas matérialisées par des titres et ne sont pas éligibles au refinancement de la Banque Centrale. Les créances sur les établissements financiers correspondent à des prêts MLT accordés aux sociétés de leasing. Elles ne sont pas éligibles au refinancement de la Banque Centrale.

La ventilation des créances brutes envers les établissements bancaires et financiers par maturité se présente comme suit:

| | Sans maturité contractuelle | < 3 mois | 3 mois à 1 an | 1 an à 5 ans | > 5 ans | Total |
|---|-----------------------------|------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| A - Créances sur les établissements bancaires | 2 782 | 44 474 | - | - | - | 47 256 |
| Comptes courants & autres créances | 2 782 | 4 404 | - | - | - | 7 186 |
| Prêts sur le marché monétaire en dinars | - | 40 000 | - | - | - | 40 000 |
| Intérêts à percevoir | - | 70 | - | - | - | 70 |
| B - Créances sur les établissements financiers | 1 938 | 507 | 17 700 | 17 072 | - | 37 217 |
| Comptes courants | 1 938 | - | - | - | - | 1 938 |
| Prêts à MLT | - | 250 | 17 700 | 17 072 | - | 35 022 |
| Intérêts à percevoir | - | 257 | - | - | - | 257 |
| Total au 31 décembre 2019 | 4 720 | 44 981 | 17 700 | 17 072 | - | 84 473 |
| Total au 31 décembre 2018 | 97 077 | (291 229) | 97 077 | 97 077 | 97 077 | 97 079 |

La ventilation des créances brutes envers les établissements bancaires et financiers par nature de relation se présente comme suit:

| | Entreprises liées | Entreprises associées | Co-entreprises | Autres | Total |
|--|-------------------|-----------------------|----------------|---------------|---------------|
| A - Créances sur les établissements bancaires | - | - | - | 47 256 | 47 256 |
| B - Créances sur les établissements financiers | - | - | - | 37 217 | 37 217 |
| Total brut au 31 décembre 2019 | - | - | - | 84 473 | 84 473 |
| Total brut au 31 décembre 2018 | - | - | - | 97 079 | 97 079 |

Le mouvement des provisions pour risques divers sur les établissements bancaires et financiers au cours de l'exercice se présente comme suit:

| | 31/12/2018 | Dotations | Reprises | Reclass | 31/12/2019 |
|---|--------------|-------------|----------|----------|--------------|
| Provisions pour risques divers (Avoirs auprès des corresp en devises) | (258) | (21) | - | - | (279) |
| Total | (258) | (21) | - | - | (279) |

Ce poste ne comprend pas de créances douteuses sur les établissements bancaires et financiers. Le montant de la provision, soit 279 mDT, concerne des provisions pour risques divers constatées et relatives à des écarts dégagés lors du rapprochement de nos comptes avec nos correspondants en devises.

4.3- Créances sur la clientèle

Les créances nettes sur la clientèle se sont établies au 31/12/2019 à 10.446.572 mDT contre 9.322.031 mDT au 31/12/2018, enregistrant ainsi une augmentation de 1.124.541 mDT. La structure de ces créances, selon leur nature, se présente comme suit:

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Variation | % |
|--|--------------------|--------------------|------------------|----------------|
| Engagements bruts agricoles | 896 979 | 1 022 599 | (125 620) | (12,3%) |
| Comptes débiteurs | 83 825 | 45 866 | 37 959 | 82,8% |
| Autres concours à la clientèle | 490 123 | 528 812 | (38 690) | (7,3%) |
| Crédits sur ressources spéciales | 224 483 | 187 538 | 36 946 | 19,7% |
| Intérêts impayés et créances rattachées | 102 262 | 264 858 | (162 596) | (61,4%) |
| Produits constatés d'avance | (3 714) | (4 475) | 761 | 17,0% |
| Engagements bruts commerciaux et industriels | 10 825 970 | 9 639 500 | 1 186 470 | 12,3% |
| Comptes débiteurs | 1 563 732 | 1 427 201 | 136 531 | 9,6% |
| Autres concours à la clientèle | 8 910 393 | 7 898 980 | 1 011 413 | 12,8% |
| Crédits sur ressources spéciales | 106 249 | 111 464 | (5 215) | (4,7%) |
| Intérêts impayés et créances rattachées | 288 422 | 235 214 | 53 208 | 22,6% |
| Produits constatés d'avance | (42 826) | (33 359) | (9 467) | (28,4%) |
| Comptes courants associés | 541 | 541 | - | - |
| Créances liées aux fonds budgétaires 133 MDT et 160 MDT | 128 370 | 126 525 | 1 845 | 1,5% |
| Encours brut | 11 851 860 | 10 789 165 | 1 062 695 | 9,8% |
| Provisions sur créances à la clientèle | (1 031 450) | (958 316) | (73 134) | (7,6%) |
| Provisions sur créances classées | (623 388) | (558 213) | (65 175) | (11,7%) |
| Provisions additionnelles | (325 308) | (283 612) | (41 696) | (14,7%) |
| Provisions collectives sur créances non classées | (82 754) | (116 491) | 33 737 | 29,0% |
| Intérêts et agios réservés | (373 838) | (508 818) | 134 980 | 26,5% |
| Sur engagements agricoles | (79 985) | (249 638) | 169 653 | 68,0% |
| Sur engagements commerciaux et industriels | (293 853) | (259 180) | (34 673) | (13,4%) |
| Total des provisions et des intérêts et agios réservés | (1 405 288) | (1 467 134) | 61 846 | 4,2% |
| Encours net | 10 446 572 | 9 322 031 | 1 124 541 | 12,1% |

Les créances liées aux fonds budgétaires 133 MDT et 160 MDT se détaillent comme suit:

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|----------------|----------------|
| Créances non abandonnées / Fonds 133 MDT | 56 173 | 56 727 |
| Frais sur créances contentieuses non abandonnées / Fonds 133 MDT | 344 | 344 |
| Total des créances non abandonnées sur fonds budgétaire 133 MDT | 56 516 | 57 071 |
| Créances non abandonnées / Fonds 160 MDT | 70 048 | 67 648 |
| Frais sur créances contentieuses non abandonnées / Fonds 160 MDT | 1 806 | 1 806 |
| Total des créances non abandonnées sur fonds budgétaire 160 MDT | 71 853 | 69 454 |
| Total | 128 370 | 126 525 |

L'évolution des provisions sur créances se détaille ainsi:

| | 31/12/2018 | Dotations | Reprises | Reclass | 31/12/2019 |
|--|------------------|------------------|----------------|----------|--------------------|
| Créances douteuses | | | | | |
| Provisions individuelles sur créances classées | (558 213) | (174 160) | 108 985 | - | (623 388) |
| Provisions additionnelles | (283 612) | (59 738) | 18 042 | - | (325 308) |
| Provisions collectives | (116 491) | - | 33 737 | - | (82 754) |
| Total | (958 316) | (233 898) | 160 764 | - | (1 031 450) |

La ventilation des créances brutes de la clientèle par maturité se présente comme suit :

| | Sans maturité contractuelle | < 3 mois | 3 mois à 1 an | 1 an à 5 ans | > 5 ans | Total |
|--|-----------------------------|------------------|------------------|------------------|----------------|-------------------|
| Engagements bruts agricoles | 445 514 | 65 751 | 108 933 | 196 781 | 80 000 | 896 979 |
| Engagements bruts commerciaux et industriels | 3 153 215 | 3 755 683 | 981 212 | 2 374 277 | 561 583 | 10 825 970 |
| Comptes courants associés | 541 | - | - | - | - | 541 |
| Créances liées aux fonds budgétaires 133 MDT et 160 MDT | 128 370 | - | - | - | - | 128 370 |
| Total au 31 décembre 2019 | 3 727 640 | 3 821 434 | 1 090 145 | 2 571 058 | 641 583 | 11 851 860 |
| Total au 31 décembre 2018 | 3 431 279 | 3 048 148 | 1 168 580 | 2 496 809 | 644 349 | 10 789 165 |

La ventilation des créances envers la clientèle par nature de relation se présente comme suit :

| | Entreprises liées | Entreprises associées | Co- entreprises | Autres | Total |
|--|-------------------|-----------------------|-----------------|-------------------|-------------------|
| Encours brut | 162 185 | 4 953 | - | 11 684 722 | 11 851 860 |
| Provisions sur créances à la clientèle | (803) | - | - | (1 030 647) | (1 031 450) |
| Intérêts et agios réservés | - | - | - | (373 838) | (373 838) |
| Total brut au 31 décembre 2019 | 161 382 | 4 953 | - | 10 280 237 | 10 446 572 |
| Total brut au 31 décembre 2018 | 175 677 | 1 446 | - | 9 144 908 | 9 322 031 |

4.3.1- Eligibilité au refinancement de la Banque Centrale

La ventilation des créances sur la clientèle selon qu'elles sont éligibles ou non au refinancement de la Banque Centrale se présente comme suit:

| | Agricoles | Commerciales et industrielles | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|----------------|-------------------------------|------------------|------------------|
| Créances éligibles au refinancement | 89 893 | 2 216 378 | 2 306 271 | 1 395 209 |
| Créances non éligibles au refinancement | 400 230 | 6 694 016 | 7 094 246 | 7 032 584 |
| Total | 490 123 | 8 910 394 | 9 400 517 | 8 427 793 |

4.3.2- Mouvements de créances douteuses sur la clientèle

Les mouvements de créances douteuses sur la clientèle et les provisions correspondantes se présente comme suit

| | 31/12/2018 | Concours nets de l'exercice | Dotations | Reprises | Int et agios réservés | 31/12/2019 |
|--|----------------|-----------------------------|------------------|----------------|-----------------------|----------------|
| Créances douteuses nettes des provisions et agios réservés | 986 056 | 111 268 | (233 898) | 128 026 | (36 996) | 954 456 |
| Total | 986 056 | 111 268 | (233 898) | 128 026 | (36 996) | 954 456 |

4.3.3- Ratios de solvabilité

En application de la circulaire BCT n° 2016-03, les banques sont tenues de respecter un ratio de solvabilité de 10%. Au 31 décembre 2019, la BNA affiche un ratio de solvabilité de 18,16% et un ratio Tier One de 14,41%.

| | Seuil régl. | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|----------------------|-------------|------------|------------|
| Ratio de solvabilité | 10% | 18,16% | 14,68% |
| Tier One | 7% | 14,41% | 9,86% |

4.3.4- Taux des créances classées et leur couverture par les provisions et agios réservés

Les engagements (bilan et hors bilan) de la banque ainsi que leurs couvertures par les provisions et les intérêts et agios réservés se détaillent au 31 décembre 2019 comme suit :

| | Engagements | | Engagements hors Fonds Budgétaires | | Provisions | | Intérêts et agios réservés hors impayés en intérêts agricoles | |
|---|-------------------|-------------------|------------------------------------|-------------------|------------------|------------------|---|------------------|
| | 2019 | 2018 | 2019 | 2018 | 2019 | 2018 | 2019 | 2018 |
| Classe 0 | 8 813 494 | 8 240 092 | 8 758 077 | 8 190 243 | - | - | (6 473) | (7 050) |
| Classe 1 | 1 956 084 | 1 784 077 | 1 943 453 | 1 774 836 | - | - | (40) | (11) |
| Total créances courantes | 10 769 578 | 10 024 169 | 10 701 530 | 9 965 079 | - | - | (6 513) | (7 061) |
| Classe 2 | 99 338 | 189 870 | 93 951 | 184 844 | (9 988) | (20 312) | (12 146) | (11 134) |
| Classe 3 | 215 463 | 234 254 | 213 177 | 233 627 | (61 831) | (45 042) | (26 246) | (28 756) |
| Classe 4 | 1 878 137 | 1 657 548 | 1 637 036 | 1 429 952 | (892 048) | (792 643) | (236 223) | (197 729) |
| Total créances classées | 2 192 938 | 2 081 672 | 1 944 164 | 1 848 423 | (963 867) | (857 997) | (274 615) | (237 619) |
| Total créances en mDT | 12 962 515 | 12 105 841 | 12 645 694 | 11 813 502 | (963 868) | (857 997) | (281 128) | (244 680) |
| Taux des créances classées | 16,92% | 17,20% | 15,37% | 15,65% | | | | |
| Ratio de couverture des actifs classés par les provisions et les intérêts et agios réservés | 56,48% | 52,63% | 63,64% | 59,27% | | | | |

4.3.5- Provisions collectives

En application de l'article 10 bis de la circulaire de la BCT n°91-24 du 17 décembre 1991 ajouté par la circulaire n°2012-20 du 6 décembre 2012, la BNA a constitué, des provisions à caractère générale dites « Provisions Collectives » en vue de couvrir les risques latents sur les engagements courants (classe 0) et ceux nécessitant un suivi particulier (classe 1) au sens de l'article 8 de la Circulaire BCT n°91-24, tout en éliminant les relations présentant un profil de risque spécifique (entreprises publiques et établissement de crédit).

Ainsi, à la date du 31 décembre 2019, le solde de la provision collective comptabilisée par la BNA s'élève à 82.754 mDT et s'analyse comme suit :

| | Eng (0/1) | Taux de migration moyen | Taux de provisionnement moyen | Facteur scalaire | Provision Collective |
|------------------------------------|------------------|-------------------------|-------------------------------|------------------|----------------------|
| Agriculture | 540 514 | 8,5% | 13,8% | 1,00 | 6 363 |
| Autres Industries | 93 092 | 1,2% | 27,6% | 1,16 | 346 |
| Autres Services | 802 465 | 2,1% | 24,8% | 1,20 | 5 066 |
| Bâtiments et travaux publics | 485 284 | 1,6% | 21,9% | 4,31 | 7 526 |
| Commerce | 1 255 969 | 3,0% | 18,8% | 1,00 | 7 119 |
| Consommation | 1 412 795 | 1,3% | 50,2% | 1,15 | 10 416 |
| Habitat | 427 705 | 2,2% | 16,0% | 1,00 | 1 504 |
| Industries Manufacturières | 1 835 105 | 2,1% | 17,8% | 1,26 | 8 590 |
| Promotion Immobilière | 571 291 | 3,8% | 8,8% | 1,05 | 2 015 |
| Tourisme | 123 346 | 10,3% | 10,8% | 1,93 | 2 643 |
| HUILERIE | 240 154 | 4,9% | 35,0% | 1,70 | 6 985 |
| EXPORTATEUR | 154 550 | 2,0% | 30,0% | 1,27 | 1 173 |
| Total Classes 0 & 1 (*) | 7 942 270 | | | | 59 747 |
| Carthage Cement | 92 025 | 100% | 25,0% | 1,00 | 23 006 |
| Total | 8 034 295 | | | | 82 754 |

(*) *Compte non tenu des engagements des entreprises publiques et des établissements de crédits et hors Carthage Cement*

4.3.6- Provisions additionnelles

En application des dispositions de la circulaire BCT n°2013-21 du 30 décembre 2013, la BNA a constitué par prélèvement sur les résultats de l'exercice 2019, des provisions additionnelles sur les engagements ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 3 ans. Le solde des provisions additionnelles arrêté au 31/12/2019 s'élève à 325.308 mDT, soit une enveloppe supplémentaire nette de 41.696 mDT par rapport au 31/12/2018 et ce suite à la constatation au cours de l'exercice 2019 des dotations complémentaires pour un montant de 59.738 mDT et des reprises pour un montant de 18.042 mDT.

4.3.7- Créances consolidées et créances prises en charge par l'État

En application de l'article 24 de la loi n°98-111 du 28 décembre 1998, portant loi de finances pour l'année 1999, la BNA a procédé à la consolidation sur 25 ans, sans intérêts et avec la garantie de l'État, des créances impayées et des créances non encore échues au 31 décembre 1997 en principal, à la charge des établissements et des entreprises publics et des coopératives centrales de services agricoles. Ces créances ont été arrêtées à un montant de 57 267 mDT.

D'autre part, et en application de l'article 25 de la même loi, l'État a pris en charge les créances de certaines entreprises publiques et à participations publiques directes et indirectes et des coopératives agricoles visées au tableau « G » annexé à ladite loi, qui sont en cours de liquidation ou à liquider ou à privatiser ultérieurement, arrêtées au 31 décembre 1997, et ce sur 25 ans et sans intérêts. Ces créances totalisent un montant de 272 325 mDT à la date de leur prise en charge par l'État.

Pour le traitement comptable, la BNA a choisi une méthode comptable basée sur le nominalisme monétaire sans considération de l'effet du passage du temps dans la mesure où la norme sectorielle bancaire NCT 24 relative aux engagements et aux revenus y afférents était muette sur le traitement des engagements sans intérêts ou à faible taux d'intérêt.

La juste valeur desdites créances à long terme ne portant pas intérêt, prises en charges par l'État, est nettement inférieure à leur valeur comptable et la BNA les maintient au bilan pour leur valeur nominale sans la constatation d'aucune charge. La maturité résiduelle des créances rééchelonnées sur 25 ans arrive à terme au 01/08/2025.

Le tableau suivant récapitule les créances à long terme ne portant pas intérêt, prises en charge par l'État, ainsi que les écarts entre leurs valeurs comptables (ou nominales) et leurs justes valeurs déterminées en appliquant un taux d'intérêt de 8% :

| Cadre légal | Dettes prises en charge par l'État (1) | Dettes act. à la date de prise en charge (2) | Ecart (1)-(2) | Encours au 31/12/2019 (3) | Encours au 31/12/2019 actualisé (4) | Ecart (3)-(4) |
|---|--|--|----------------|---------------------------|-------------------------------------|---------------|
| Article 24 de la loi n°98-111 du 28/12/1998 | 57 267 | 26 695 | 30 572 | 11 761 | 9 340 | 2 421 |
| Article 25 de la loi n°98-111 du 28/12/1998 | 272 325 | 126 942 | 145 383 | 54 461 | 43 493 | 10 968 |
| Total en mDT | 329 592 | 153 637 | 175 955 | 66 222 | 52 833 | 13 389 |

4.3.8- Engagements des entreprises publiques

Les actifs de la banque comportent des engagements importants envers les entreprises publiques.

Le tableau suivant récapitule les engagements de ces relations au 31 décembre 2019 :

| Cadre légal | Total des entreprises publiques | Dont engagements des sociétés | | | | | |
|--|---------------------------------|-------------------------------|---------|-----------|---------|--------|------------|
| | | Office des Céréales | STIR | TUNIS AIR | O.T.D | O.N.H | El Fouledh |
| Engagements au 31/12/2018 | 1 765 383 | 904 044 | 150 410 | 38 247 | 113 223 | 56 528 | 58 684 |
| Engagements au 31/12/2019 (*) | 2 748 611 | 1 805 239 | 152 239 | 25 269 | 110 233 | 74 510 | 75 218 |
| Garanties de l'état au 31/12/2019 | 1 759 268 | 1 172 900 | 150 000 | 24 992 | 98 614 | 74 448 | 74 984 |
| Autres Garanties au 31/12/2019 | 462 039 | 460 000 | - | - | 152 | - | - |
| Agios et intérêts réservés au 31/12/2019 | 33 030 | - | - | - | 11 119 | - | 11 881 |
| Classe au 31/12/2019 | - | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 |
| Provisions au 31/12/2019 | 3 854 | - | - | - | - | - | - |

(*) Les engagements des entreprises publiques ont enregistré une augmentation de 983.229 mDT entre 2019 et 2018 dont 901.195 mDT relatifs aux engagements de l'Office des Céréales et ce suite à la prise en charge de cet organisme des engagements des collecteurs de blé.

4.4- Portefeuille-titres commercial

L'encours total du portefeuille-titres commercial de la Banque s'élève à 10.979 mDT au 31/12/2019 contre 3.694 mDT au 31/12/2018, soit une augmentation de 7.285 mDT due essentiellement à l'augmentation des bons du Trésor sur titres de transaction détenus par la Banque qui sont passés de 1.740 mDT au 31/12/2018 à 8.365 au 31/12/2019.

Les mouvements par catégorie de titres classés dans ce poste ainsi que les provisions correspondantes se présentent comme suit:

| | 31/12/2018 | Acquisition/ Dotation | Cession/ Liquidation/ Reprise | Reclassement | 31/12/2019 |
|---|--------------|--------------------------|-------------------------------------|--------------|---------------|
| I- Titres de placement | 1 974 | 664 | - | 43 | 2 681 |
| 1.1 Titres émis par les organismes publics | - | - | - | - | - |
| 1.2 Titres émis par les entreprises liées | 229 | 362 | - | - | 591 |
| Valeurs brutes | 229 | 362 | - | - | 591 |
| Provisions | - | - | - | - | - |
| 1.3 Titres émis par les entreprises associées | 1 367 | 425 | - | - | 1 792 |
| Valeurs brutes | 1 451 | 485 | - | - | 1 936 |
| Provisions | (84) | (60) | - | - | (144) |
| 1.4 Titres émis par les co-entreprises | - | - | - | - | - |
| 1.5 Autres titres émis | 378 | (123) | - | 43 | 298 |
| Valeurs brutes | 1 060 | 95 | - | - | 1 155 |
| Provisions | (682) | (218) | - | 43 | (857) |
| II- Titres de transactions | 1 720 | 6 578 | - | - | 8 298 |
| 2.1 Titres de transaction à revenu fixe | 1 720 | 6 578 | - | - | 8 298 |
| Bons du trésor | 1 740 | 6 625 | - | - | 8 365 |
| Créances et dettes rattachées | (20) | (47) | - | - | (67) |
| 2.2 Titres de transaction à revenu variable | - | - | - | - | - |
| Total net | 3 694 | 7 242 | - | 43 | 10 979 |

Le Portefeuille-titres commercial est composé de titres de placement et de titres de transaction.

Les titres de placement sont composés de titres cotés et non cotés, à revenu variable.

Les titres de transactions sont composé de bons du trésor cessible, à revenu fixe.

La plus-value latente sur les titres de placement est établie à 8 mDT au 31/12/2019.

4.5- Portefeuille-titres d'investissement

Les titres d'investissement de la Banque ont totalisé 1.648.697 mDT au 31/12/2019 contre 1.538.342 mDT au 31/12/2018.

Les mouvements par catégorie de titres classés dans ce poste ainsi que les provisions correspondantes se présentent comme suit:

| | Titres de participation | Titres participatifs | Obligations | Fonds Communs de Placement | Fonds gérés | Dettes des entreprises publiques | BTA d'investissement | Total au 31/12/2019 |
|---|----------------------------|-------------------------|----------------|-------------------------------|-----------------|--|-------------------------|------------------------|
| Valeur brute au 31/12/2019 | 185 008 | 35 000 | 145 624 | 38 520 | 268 987 | 54 584 | 960 992 | 1 688 715 |
| Valeur au 1er janvier | 184 946 | 35 000 | 185 346 | 37 520 | 195 987 | 65 477 | 871 956 | 1 576 232 |
| Acquisitions / souscriptions | 2 100 | - | 8 450 | 1 000 | 73 000 | - | 98 636 | 183 186 |
| Cessions / Remboursement | (2 038) | - | (48 172) | - | - | (10 893) | (9 600) | (70 703) |
| Reclassements | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Créances rattachées | 650 | 2 800 | 5 911 | - | 22 007 | 15 | 36 173 | 67 556 |
| Provisions au 31 décembre 2019 | (56 914) | - | - | (2 882) | (47 778) | - | - | (107 574) |
| Provisions au 1er janvier | (47 208) | - | - | (3 103) | (39 043) | - | - | (89 354) |
| Dotations | (10 745) | - | - | (163) | (12 257) | - | - | (23 165) |
| Reprises | 1 039 | - | - | 384 | 3 522 | - | - | 4 945 |
| Valeur nette au 31/12/2019 | 128 744 | 37 800 | 151 535 | 35 638 | 243 216 | 54 599 | 997 165 | 1 648 697 |
| Valeur brute au 31/12/2018 | 184 947 | 35 000 | 185 346 | 37 520 | 195 987 | 65 477 | 871 956 | 1 576 233 |
| Créances rattachées | 30 | - | 7 259 | - | 11 381 | 15 | 32 778 | 51 463 |
| Provisions au 31/12/2018 | (47 208) | - | - | (3 103) | (39 043) | - | - | (89 354) |
| Valeur nette au 31/12/2018 | 137 769 | 35 000 | 192 605 | 34 417 | 168 325 | 65 492 | 904 734 | 1 538 342 |

La répartition des titres de participation de la Banque en titres cotés, titres non cotés et participations dans les OPCVM se présente comme suit:

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Variation | % |
|------------------|----------------|----------------|-----------|-------------|
| Titres cotés | 85 473 | 83 740 | 1 733 | 2,1% |
| Titres non cotés | 98 936 | 98 936 | - | - |
| Titres OPCVM | 599 | 2 270 | (1 671) | (73,6%) |
| Total | 185 008 | 184 946 | 62 | 0,0% |

Le portefeuille titres d'investissement se détaillent au 31/12/2019 comme suit :

| Titres | % de participation | Valeur brute au 31/12/2018 | Acquisitions / Reclassement | Cessions | Valeur brute au 31/12/2019 | Provisions | Valeur nette au 31/12/2019 |
|--|--------------------|----------------------------|-----------------------------|----------------|----------------------------|-----------------|----------------------------|
| SICAF Participations | 99,99% | 500 | - | - | 500 | - | 500 |
| BNA Capitaux | 99,00% | 4 950 | - | - | 4 950 | - | 4 950 |
| SOFINREC | 97,82% | 13 475 | - | - | 13 475 | - | 13 475 |
| SICAR INVEST | 59,80% | 6 616 | - | - | 6 616 | - | 6 616 |
| SOVM SICAF | 62,86% | 2 461 | - | - | 2 461 | - | 2 461 |
| SODET SUD | 42,96% | 9 826 | - | - | 9 826 | - | 9 826 |
| SIMPAR | 30,30% | 1 530 | - | - | 1 530 | - | 1 530 |
| Tunisie Informatique Services | 30,00% | 75 | - | - | 75 | - | 75 |
| AGROSERVICES | 29,85% | 60 | - | - | 60 | - | 60 |
| LES ŒILLETES | 29,39% | 265 | - | - | 265 | (96) | 169 |
| SICAV BNA | 29,45% | 509 | - | - | 509 | - | 509 |
| SOGEST | 20,00% | 4 | - | - | 4 | - | 4 |
| ESSOUKNA | 0,04% | 1 | - | - | 1 | - | 1 |
| Placement Obligataire SICAV | 0,04% | 1 762 | - | (1 672) | 90 | - | 90 |
| SIVIA | 0,00% | - | - | - | - | - | - |
| SPI MADINA | 0,00% | - | - | - | - | - | - |
| Parts dans les entreprises liées | | 42 034 | - | (1 672) | 40 362 | (96) | 40 266 |
| GENERALE DES VENTES | 50,00% | 2 000 | - | - | 2 000 | (1 632) | 368 |
| SODINO | 24,75% | 9 418 | - | - | 9 418 | (4 569) | 4 849 |
| CAP Bank | 23,82% | 2 470 | - | - | 2 470 | (245) | 2 225 |
| AMI | 25,90% | 30 981 | - | - | 30 981 | (22 036) | 8 945 |
| TUNIS-RE | 18,27% | 27 538 | - | - | 27 538 | - | 27 538 |
| Parts dans les entreprises associées & co-entreprises | | 72 407 | - | - | 72 407 | (28 482) | 43 925 |
| SIDCO | 18,96% | 3 055 | - | - | 3 055 | (1 618) | 1 437 |
| SODIS SICAR | 18,63% | 5 681 | - | - | 5 681 | (2 846) | 2 835 |
| MAISON DU BANQUIER | 18,22% | 1 542 | - | - | 1 542 | (760) | 782 |
| SODEK | 17,60% | 1 098 | - | - | 1 098 | (693) | 405 |
| INTER-BANK SERVICES | 16,89% | 726 | - | - | 726 | - | 726 |
| STBG | 15,76% | 3 104 | - | - | 3 104 | - | 3 104 |
| POLE DE COMPETITIVITE DE BIZERT | 15,00% | 2 250 | - | - | 2 250 | (18) | 2 232 |
| UNIFACTOR | 12,50% | 1 875 | - | - | 1 875 | - | 1 875 |
| SIBTEL | 12,41% | 491 | - | - | 491 | - | 491 |
| TAPARURA | 11,11% | 250 | - | - | 250 | - | 250 |
| AIR LIQUIDE TUNISIE | 11,43% | 10 656 | - | - | 10 656 | - | 10 656 |
| S.T.I TANIT | 10,90% | 6 704 | - | - | 6 704 | (5 618) | 1 086 |
| MONETIQUE TUNISIE | 10,37% | 280 | - | - | 280 | - | 280 |
| SFBT | 0,44% | 821 | - | (366) | 455 | - | 455 |
| A.T.LEASE | 10,77% | 3 800 | 2 100 | - | 5 900 | - | 5 900 |
| PÔLE DE COMPETITIVITE MONASTIR | 10,00% | 4 000 | - | - | 4 000 | - | 4 000 |
| T.D.A | 10,00% | 400 | - | - | 400 | (400) | - |
| SOTUGAR | 8,33% | 250 | - | - | 250 | - | 250 |
| ELBENE INDUSTRIE | 7,73% | 7 560 | - | - | 7 560 | (5 891) | 1 669 |
| SODICAB | 7,69% | 300 | - | - | 300 | (196) | 104 |
| SPT MED V | 7,17% | 2 253 | - | - | 2 253 | - | 2 253 |
| IMPRIMERIES REUNIES | 6,62% | 60 | - | - | 60 | (60) | - |
| ENTREPOTS FRIGOFRIQUES SAHEL | 6,56% | 58 | - | - | 58 | (33) | 25 |
| SEM | 6,30% | 25 | - | - | 25 | (25) | - |
| TUNISIE TRADENET | 5,00% | 100 | - | - | 100 | - | 100 |
| TUNIS CENTER | 5,00% | 500 | - | - | 500 | - | 500 |
| CDC DEVELOPPEMENT | 5,00% | 100 | - | - | 100 | - | 100 |
| TUNISAVIA | 4,08% | 30 | - | - | 30 | - | 30 |
| COTUNACE | 4,05% | 582 | - | - | 582 | - | 582 |
| CITECH SIDI BOUZID | 4,00% | 200 | - | - | 200 | (26) | 174 |

| | | | | | | | |
|---------------------------------------|--------|----------------|--------------|----------------|----------------|-----------------|----------------|
| SOSESIB | 4,00% | 200 | - | - | 200 | (16) | 184 |
| SOTULUB | 3,68% | 215 | - | - | 215 | - | 215 |
| LE RIBAT | 2,82% | 200 | - | - | 200 | (200) | - |
| STAR | 2,19% | 484 | - | - | 484 | - | 484 |
| LE GOLF DES OASIS | 1,96% | 100 | - | - | 100 | (100) | - |
| STS | 1,94% | 62 | - | - | 62 | - | 62 |
| SIMAC | 1,43% | 5 | - | - | 5 | - | 5 |
| COTUSAL | 1,28% | 157 | - | - | 157 | - | 157 |
| EL MANSOUR TABARKA | 1,09% | 172 | - | - | 172 | (172) | - |
| ZONE FRANCHE ZARZIS | 1,00% | 60 | - | - | 60 | - | 60 |
| FOIRE INTER DE TUNIS | 0,44% | 44 | - | - | 44 | - | 44 |
| CTN | 0,26% | 100 | - | - | 100 | (69) | 31 |
| BTE | 0,11% | 99 | - | - | 99 | (55) | 44 |
| TUNISIE AUTOROUTES | 0,05% | 434 | - | - | 434 | (260) | 174 |
| STB | 0,02% | 208 | - | - | 208 | (66) | 142 |
| CIOK | 0,00% | 120 | - | - | 120 | (120) | - |
| SWIFT | 0,00% | 1 | - | - | 1 | (1) | - |
| Autres titres de participation | | 61 412 | 2 100 | (366) | 63 146 | (19 243) | 43 903 |
| SMVDA AZIZIA | 0,00% | 1 075 | - | - | 1 075 | (1 075) | - |
| HAMMEMET SUD | 10,00% | 100 | - | - | 100 | (100) | - |
| LAINO | 3,19% | 96 | - | - | 96 | (96) | - |
| BATAM | 2,76% | 1 066 | - | - | 1 066 | (1 066) | - |
| SPEI | 14,80% | 15 | - | - | 15 | (15) | - |
| LIAL DU CENTRE | 20,00% | 15 | - | - | 15 | (15) | - |
| EVOLUTION ECONOMIQUE | 5,21% | 37 | - | - | 37 | (37) | - |
| SMVDA RAHMANIA | 0,00% | 238 | - | - | 238 | (238) | - |
| SODAL | 69,01% | 1 447 | - | - | 1 447 | (1 447) | - |
| STIA | 49,99% | 5 005 | - | - | 5 005 | (5 005) | - |
| Sociétés en liquidation | | 9 094 | - | - | 9 094 | (9 094) | - |
| Total général | | 184 947 | 2 100 | (2 038) | 185 008 | (56 914) | 128 094 |
| Créances rattachées | | | | | | | 650 |
| Total général | | 184 947 | 2 100 | (2 038) | 185 008 | (56 914) | 128 744 |

Les résultats et les capitaux propres des filiales se présentent comme suit :

| Filiales | Sièges sociaux | Capitaux propres | Résultat 2019 |
|-------------------------------|--|------------------|---------------|
| SICAF Participations | 5, rue de Syrie Tunis | 1 177 | 44 |
| BNA Capitaux | Complexe le banquier, avenue Tahar Hadded les berges du lac | 14 217 | (273) |
| SOFINREC | Rue de l'île de Rhodes-Immeuble l'ATRIUM-Br n°14 Les berges du Lac II 1053 Tunis | 17 404 | 976 |
| SICAR INVEST | 16 , rue de Syrie imm EPI center 12 -ème étage 1002 Tunis | 16 662 | 1 810 |
| SOVM SICAF | Complexe le banquier, avenue Tahar Hadded les berges du lac | 6 385 | 185 |
| SODET SUD | Résidence l'Etoile du Nord Bloc A-6E-BA31-Centre Urbain Nord | 7 471 | (820) |
| SIMPAR | 14 ,rue Masmouda Mutuelleville | 37 789 | (2 769) |
| Tunisie Informatique Services | 6, place Mohamed Kurd Ali EL Omrane | 1 174 | 258 |
| AGROSERVICES | 4, rue Hassen Ibn Noomane BP 152-1002-Tunis | 1 510 | (15) |
| LES ŒILLETS | 46, Rue Tarek Ibn Zied Mutuelleville - 1082 Tunis | (508) | (1 080) |
| SICAV BNA | 5 Rue de Syrie 1002 Tunis | 2 269 | 34 |
| SOGEST | 44 avenue Hedi Noura Ennasr | 13 | (545) |
| ESSOUKNA | 46, rue Tarak Ibn Zied Mutuelle ville 1082 Tunis | 34 248 | 200 |
| Placement Obligataire SICAV | 5 Rue de Syrie 1002 Tunis | 214 841 | 11 128 |
| SIVIA | 51 Av Hédi Noura Résidence Ryma 2037 Ennasr II TUNIS | 11 045 | (3 304) |
| SPI MADINA | 36 Boulevard Hedi Noura ENNASR II 2037 | 3 435 | (752) |
| ZIED SARL | 46, rue Trak Ibn Zied Mutuelle ville 1082 Tunis | 1 289 | 11 |

Les fonds gérés confiés par la Banque aux SICAR se détaillent au 31/12/2019 comme suit :

| | Année d'affectation | Montant initial | Remboursements | Moins-values / cession actions propres | Encours brut au 31/12/2019 | Provisions | Encours net au 31/12/2019 |
|---|------------------------|--------------------|-----------------|---|-------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| Fonds géré 1 | 1997 | 4 500 | (2 809) | (281) | 1 410 | (1 378) | 32 |
| Fonds géré 2 | 1997 | 2 057 | (914) | (239) | 904 | (538) | 366 |
| Fonds géré 3 | 1998 | 5 550 | (4 027) | (1 170) | 353 | (30) | 323 |
| Fonds géré 4 | 1999 | 7 350 | (2 913) | - | 4 437 | (2 119) | 2 318 |
| Fonds géré 5 | 2000 | 7 000 | (3 933) | (13) | 3 054 | (2 594) | 460 |
| Fonds géré 6 | 2001 | 7 000 | (4 372) | (70) | 2 557 | (1 788) | 769 |
| Fonds géré 7 | 2002 | 5 000 | (2 241) | (156) | 2 603 | (1 334) | 1 269 |
| Fonds géré 8 | 2003 | 3 500 | (1 617) | (30) | 1 853 | (1 037) | 816 |
| Fonds géré 9 | 2005 | 1 500 | (462) | (32) | 1 005 | (507) | 498 |
| Fonds géré 10 | 2006 | 5 000 | (2 963) | - | 2 037 | (1 915) | 122 |
| Fonds géré 11 | 2007 | 2 500 | (1 631) | - | 869 | (828) | 41 |
| Fonds géré 12 | 2008 | 8 500 | (534) | - | 7 966 | (4 113) | 3 853 |
| Fonds géré 13 | 2009 | 20 000 | (890) | - | 19 110 | (8 170) | 10 940 |
| Fonds géré 14 | 2010 | 15 000 | (271) | - | 14 729 | (1 694) | 13 035 |
| Fonds géré SIP SICAR 1 | 2010 | 1 500 | - | - | 1 500 | (493) | 1 007 |
| FDS DEV IRADA Jendouba | 2010 | 450 | - | - | 450 | (450) | - |
| FDS DEV IRADA ELkef | 2010 | 450 | - | - | 450 | (450) | - |
| Fonds géré 15 | 2011 | 10 000 | (1 300) | - | 8 700 | (1 875) | 6 825 |
| Fonds géré SIP SICAR 2 | 2011 | 2 500 | - | - | 2 500 | (225) | 2 275 |
| Fonds géré 16 | 2012 | 8 400 | - | - | 8 400 | (1 609) | 6 791 |
| Fonds géré 16 BIS | 2012 | 5 600 | - | - | 5 600 | (298) | 5 302 |
| Fonds géré SIP SICAR 3 | 2012 | 6 000 | - | - | 6 000 | (599) | 5 401 |
| Fonds géré 18 | 2014 | 6 000 | - | - | 6 000 | (1 387) | 4 613 |
| Fonds géré 19 | 2015 | 7 000 | - | - | 7 000 | (2 963) | 4 037 |
| Fonds géré SIP SICAR 5 | 2014 | 4 000 | - | - | 4 000 | (500) | 3 500 |
| Fonds géré SIP SICAR 6 | 2015 | 9 000 | - | - | 9 000 | (6 517) | 2 483 |
| Fonds géré 20 | 2016 | 2 000 | - | - | 2 000 | (491) | 1 509 |
| Fonds géré 21 | 2016 | 3 000 | - | - | 3 000 | (21) | 2 979 |
| Fonds géré 20 BIS | 2016 | 8 500 | - | - | 8 500 | (1 328) | 7 172 |
| Fonds géré 22 | 2017 | 20 000 | - | - | 20 000 | (495) | 19 505 |
| Fonds géré 22 BIS | 2017 | 20 000 | - | - | 20 000 | (32) | 19 968 |
| Fonds géré 22 TER | 2017 | 20 000 | - | - | 20 000 | - | 20 000 |
| Fonds géré 23 | 2018 | 25 000 | - | - | 25 000 | - | 25 000 |
| Fonds géré 23 BIS | 2018 | 25 000 | - | - | 25 000 | - | 25 000 |
| Fonds géré 23 TER | 2018 | 23 000 | - | - | 23 000 | - | 23 000 |
| Total (net de provisions) | | 301 857 | (30 877) | (1 991) | 268 987 | (47 778) | 221 209 |
| Créances rattachées | | | | | | | 22 007 |
| Total (net de provisions y compris créances rattachées) | | 301 857 | (30 877) | (1 991) | 268 987 | (47 778) | 243 216 |

L'encours des provisions sur les fonds gérés s'est élevé au 31/12/2019 à 47.778 mDT, soit une variation nette de 8.735 mDT par rapport au 31/12/2018, et ce suite à la constatation au cours de l'année 2019, de dotations complémentaires pour un montant de 12.257 mDT et de reprises pour un montant de 3.522 mDT.

4.6- Valeurs immobilisées

Les valeurs immobilisées sont évaluées initialement à leur coût y compris les frais directement engagés pour leur acquisition et les taxes non récupérables par la Banque.

Ces immobilisations sont amorties selon les modes et taux suivants :

| Nature de l'immobilisation | Mode d'amortissement | Taux d'amortissement |
|----------------------------|----------------------|----------------------|
| Logiciels informatiques | Linéaire | 33% |
| Matériel informatique | Linéaire | 15% |
| Immeubles d'exploitation | Linéaire | 2% |
| Frais d'agencement | Linéaire | 10% |
| Mobilier de bureaux | Linéaire | 10% |
| Matériel roulant | Linéaire | 20% |
| Coffres forts | Linéaire | 3% |

Les immobilisations totalisent, au 31/12/2019, une valeur brute de 265.016 mDT et des amortissements et des provisions de 127.985 mDT soit une valeur nette de 137.032 mDT contre 114.904 mDT au 31/12/2018, ce qui représente environ 1,05% du total des actifs de la banque.

Le détail de cette rubrique se présente comme suit:

| | Valeur au 31/12/2018 | Acquisitions / Dotations | Cessions / Reprises | Reclassement | Valeur au 31/12/2019 |
|--|-------------------------|-----------------------------|------------------------|--------------|-------------------------|
| Immobilisations incorporelles | 26 210 | 4 169 | - | - | 30 379 |
| Logiciels | 26 210 | 2 392 | - | - | 28 602 |
| Logiciels en cours | - | 1 777 | - | - | 1 777 |
| Amortissements | (18 491) | (4 529) | - | - | (23 020) |
| Logiciels | (18 491) | (4 529) | - | - | (23 020) |
| Total net (1) | 7 719 | (360) | - | - | 7 359 |
| Immobilisations corporelles | 205 445 | 29 192 | - | - | 234 637 |
| Terrains | 6 353 | - | - | - | 6 353 |
| Constructions | 85 481 | 1 182 | - | - | 86 663 |
| Agencements, aménagements et installations | 35 973 | 4 046 | - | 3 429 | 43 448 |
| Matériel de transport | 2 530 | 683 | - | - | 3 213 |
| MMB et Matériel Informatique | 54 354 | 5 297 | - | 720 | 60 371 |
| Immobilisations en cours | 14 408 | 16 146 | - | (3 429) | 27 125 |
| Mobiliers et matériel de bureau en stocks | 1 111 | - | - | (720) | 391 |
| Avances sur achats mobiliers et matériel de bureau | 1 423 | 1 023 | - | - | 2 446 |
| Immobilisations en dation | 3 812 | 815 | - | - | 4 627 |
| Amortissements | (97 923) | (6 705) | - | - | (104 628) |
| Constructions | (29 359) | (1 479) | - | - | (30 838) |
| Agencements, aménagements et installations | (26 455) | (1 643) | - | - | (28 098) |
| Matériel de transport | (2 262) | (276) | - | - | (2 538) |
| Mobiliers et matériel de bureau | (39 847) | (3 307) | - | - | (43 154) |
| Dépréciations | (337) | - | - | - | (337) |
| Immobilisations en dation | (337) | - | - | - | (337) |
| Total net (2) | 107 185 | 22 487 | - | - | 129 672 |
| Total général (1)+(2) | 114 904 | 22 127 | - | - | 137 032 |

Le détail des immobilisations en dation se présente comme suit au 31/12/2019 :

| Relation | Description | Valeur comptable | Juste valeur | Plus ou moins-value | Provision |
|---|------------------|------------------|--------------|---------------------|--------------|
| Groupe KHEMAISSA | Terrain Mateur | 1 063 | 1 150 | 87 | - |
| Tunisie Lait | Terrain Fadhlina | 2 074 | 1 737 | (337) | (337) |
| Tunisie Lait | Terrain Fadhlina | 36 | 36 | - | - |
| Société d'Etudes et d'Aménagement Marina Hammamet Sud | Appartements | 639 | 690 | 51 | - |
| Société d'Etudes et d'Aménagement Marina Hammamet Sud | Local Commercial | 695 | 695 | - | - |
| Société d'Etudes et d'Aménagement Marina Hammamet Sud | Local Commercial | 120 | 120 | - | - |
| Total | | 4 627 | | | (337) |

Ces biens sont acquis par la BNA, dans le cadre d'une opération de dation en paiement, suite à des jugements exécutés à l'encontre de certaines relations contentieuses et représentant des garanties hypothécaires reçues.

Ces immobilisations sont hors exploitation et destinées à être vendues.

4.7- Autres actifs

Les autres postes d'actif de la Banque ont totalisé 282.693 mDT au 31/12/2019 contre 273.198 mDT au 31/12/2018. Ils se détaillent comme suit :

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Variation | % |
|--|----------------|----------------|--------------|-------------|
| Comptes d'attente et de régularisation | 121 493 | 113 775 | 7 718 | 6,8% |
| Débiteurs divers | 14 701 | 33 697 | (18 996) | (56,4%) |
| Compte Ministère de la Défense | 855 | 855 | - | - |
| Etat, impôts & taxes | 26 375 | 19 426 | 6 949 | 35,8% |
| Impôts exigibles - Actif | 1 856 | 5 887 | (4 031) | (68,5%) |
| Commissions de gestion à percevoir | 18 111 | 13 246 | 4 865 | 36,7% |
| Ajustements devises actifs | 2 868 | 4 447 | (1 579) | (35,5%) |
| Billets de banque détériorés & déficits de caisse | 1 511 | 2 026 | (515) | (25,4%) |
| Charges payées d'avance | 559 | 592 | (33) | (5,6%) |
| Comptes d'attente actifs | 191 | 161 | 30 | 18,6% |
| Comptes de régularisation | 9 448 | 17 708 | (8 260) | (46,6%) |
| Comptes monétiques | 1 392 | 3 127 | (1 735) | (55,5%) |
| Consommations chefs d'agences & directeurs | 11 | 11 | - | - |
| Comptes liés à la compensation actifs | 51 274 | 25 021 | 26 253 | 104,9% |
| Affaires litigieuses & remises égarées | 13 484 | 19 614 | (6 130) | (31,3%) |
| Utilisation de lignes extérieures en attente d'affectation (*) | 3 469 | 1 271 | 2 198 | 172,9% |
| Produits à recevoir | 157 | 198 | (41) | (20,7%) |
| Ecart / VO MMB & Coffre-Fort | (948) | (948) | - | - |
| Ecart / Amortissement MMB & Coffre-Fort | 1 312 | 1 312 | - | - |
| Provisions pour dépréciation d'autres actifs d'exploitation | (25 133) | (33 876) | 8 743 | 25,8% |
| Autres | 161 200 | 159 423 | 1 778 | 1,1% |
| Comptes d'attentes agricoles | 61 | 61 | - | - |
| Provisions pour risques divers (Comptes d'attentes agricoles) | (61) | (61) | - | - |
| Prêts au personnel | 51 358 | 43 857 | 7 501 | 17,1% |
| Stock cartes de retrait | 1 293 | 730 | 563 | 77,1% |
| Dotations timbres postes | 332 | 264 | 68 | 25,8% |
| Dotations timbres fiscaux | 16 | 13 | 3 | 23,1% |
| Dotations timbres spéciaux de voyage | 100 | 39 | 61 | 156,4% |
| Dépôts et cautionnements | 272 | 272 | - | - |
| Créances abandonnées sur fonds budgétaires 133 MDT et 160 MDT | 79 870 | 79 870 | 0 | 0,0% |
| Créances agricoles abandonnées sur fonds propres de la banque | 25 529 | 26 732 | (1 203) | (4,5%) |
| Autres comptes d'actif | 2 431 | 7 646 | (5 215) | (68,2%) |
| Total Net | 282 693 | 273 198 | 9 496 | 3,5% |

4.7.1- Comptes liés à la compensation

Au 31 décembre 2019, les comptes liés à la compensation débiteurs (Poste AC7 : Autres Actifs) présentent un solde cumulé de 51.274 mDT alors que les comptes liés à la compensation créditeurs (Poste PA5 : Autres Passifs) présentent un solde cumulé créditeur de 168.890 mDT.

Les soldes de ces comptes s'expliquent principalement par des valeurs dont le dénouement normal s'opère à (J +1). Néanmoins, des suspens inter-siège et certains chevauchements au niveau des comptes d'ordre ont été générés suite à la mise en place du système de Télé-compensation 24 heures (T24H).

Une commission chargée de l'identification et de l'apurement des suspens liés à la « Télé-compensation 24 heures » est en train de poursuivre les travaux de régularisation.

4.7.2- Provisions sur risques divers / autres actifs

L'évolution des provisions pour risques divers sur autres actifs se détaille ainsi :

| | 31/12/2018 | Dotation | Reprise | Reclassement | 31/12/2019 |
|---|-----------------|--------------|--------------|--------------|-----------------|
| Provisions pour dépréciation d'autres actifs d'exploitation | (33 876) | (734) | 9 477 | - | (25 133) |
| Provisions pour risques divers (Comptes d'attentes agricoles) | (61) | - | - | - | (61) |
| Total des provisions | (33 937) | (734) | 9 477 | - | (25 194) |

4.7.3- Créances abandonnées sur fonds budgétaires 133 MDT et 160 MDT

Les créances abandonnées sur les fonds budgétaires de 133 MDT et 160 MDT se détaillent ainsi :

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|---------------|---------------|
| Créances agricoles abandonnées (1999) / Fonds 133 MDT | 14 956 | 14 956 |
| Créances agricoles abandonnées (2014 et ultérieures) / Fonds 133 MDT | 23 990 | 23 990 |
| Frais sur créances contentieuses agricoles abandonnées / Fonds 133 MDT | 27 | 27 |
| Total des créances abandonnées sur fonds budgétaire 133 MDT | 38 973 | 38 973 |
| Créances agricoles abandonnées (2014 et ultérieures) / Fonds 160 MDT | 40 730 | 40 730 |
| Frais sur créances contentieuses agricoles abandonnées / Fonds 160 MDT | 167 | 167 |
| Total des créances abandonnées sur fonds budgétaire 160 MDT | 40 897 | 40 897 |
| Total | 79 870 | 79 870 |

4.7.4- Créances agricoles abandonnées sur fonds propres de la banque

Les créances agricoles abandonnées sur des crédits octroyés sur les fonds propres de la banque, dans le cadre de l'opération de prise en charge par l'Etat de créances prévues par la loi n°99-65 du 15 juillet 1999 (article 3), ainsi que l'opération d'abandon de créances agricoles prévue par l'article 79 de la loi n°2013-54 du 30 décembre 2013 portant loi de finances pour l'année 2014, telle que modifiée par les textes subséquents, se détaillent ainsi :

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|---------------|---------------|
| Créances agricoles abandonnées (2014 et ultérieures) / Ressources propres | 14 259 | 14 259 |
| Créances agricoles abandonnées (2014 et ultérieures) / Ressources extérieures | 11 270 | 11 270 |
| Créances agricoles prises en charge par l'Etat | - | 1 666 |
| Provisions sur créances agricoles prises en charge par l'Etat | - | (464) |
| Total | 25 529 | 26 732 |

4.8- Banque Centrale et CCP

Ce poste affiche un solde de 1.580.964 mDT au 31/12/2019 contre 1.360.596 mDT au 31/12/2018, enregistrant ainsi une augmentation de 220.368 mDT. Il se détaille comme suit :

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Variation | % |
|---|------------------|------------------|----------------|--------------|
| Utilisations auprès de la BCT en dinars | 22 | 6 | 16 | 266,7% |
| Emprunts auprès de la BCT en dinars | 1 578 000 | 1 358 000 | 220 000 | 16,2% |
| Intérêts à servir sur emprunts auprès de la BCT | 2 942 | 2 590 | 352 | 13,6% |
| Total | 1 580 964 | 1 360 596 | 220 368 | 16,2% |

4.9- Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers

Ce poste affiche 181.894 mDT au 31/12/2019 contre 221.350 mDT au 31/12/2018, enregistrant ainsi une diminution de 39.456 mDT qui résulte de la baisse des emprunts sur le marché monétaire en devises compensée essentiellement par une hausse des emprunts sur le marché monétaire en dinars. Il se détaille comme suit :

- Décomposition par nature de poste

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Variation | % |
|--|----------------|----------------|-----------------|----------------|
| Dépôts et avoirs des établissements bancaires | 178 053 | 214 805 | (36 752) | (17,1%) |
| Dépôts et avoirs des établissements financiers | 3 841 | 6 545 | (2 704) | (41,3%) |
| Total | 181 894 | 221 350 | (39 456) | (17,8%) |

- Décomposition par nature de compte

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Variation | % |
|---|----------------|----------------|-----------------|----------------|
| Comptes à vue | 11 904 | 12 969 | (1 065) | (8,2%) |
| Emprunts sur le marché monétaire en dinars | 169 200 | 93 300 | 75 900 | 81,4% |
| Emprunts sur le marché monétaire en devises | - | 114 829 | (114 829) | (100,0%) |
| Intérêts à payer | 790 | 252 | 538 | 213,5% |
| Total | 181 894 | 221 350 | (39 456) | (17,8%) |

Toutes les dettes sur les établissements bancaires et financiers ne sont pas matérialisées par des titres du marché interbancaire.

La ventilation des dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers par maturité se présente comme suit:

| | < 3 mois | 3 mois à 1 an | 1 an à 5 ans | > 5 ans | Total |
|---|----------------|---------------|--------------|----------|----------------|
| Comptes à vue | 11 904 | - | - | - | 11 904 |
| Emprunts sur le marché monétaire en dinars | 169 200 | - | - | - | 169 200 |
| Emprunts sur le marché monétaire en devises | - | - | - | - | - |
| Intérêts à payer | 790 | - | - | - | 790 |
| Total | 181 894 | - | - | - | 181 894 |

La ventilation des dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers par nature de relation se présente comme suit:

| | Entreprises liées | Entreprises associées | Co-entreprises | Autres | Total |
|---|-------------------|-----------------------|----------------|----------------|----------------|
| Comptes à vue | - | - | - | 11 904 | 11 904 |
| Emprunts sur le marché monétaire en dinars | - | - | - | 169 200 | 169 200 |
| Emprunts sur le marché monétaire en devises | - | - | - | - | - |
| Intérêts à payer | - | - | - | 790 | 790 |
| Total | - | - | - | 181 894 | 181 894 |

4.10- Dépôts et avoirs de la clientèle

Les dépôts et avoirs de la clientèle ont totalisé 8.536.958 mDT au 31/12/2019 contre 7.799.985 mDT au 31/12/2018, enregistrant ainsi une augmentation de 736.973 mDT, soit un taux d'accroissement de 9,4%. Ils se détaillent comme suit :

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Variation | % |
|--|------------------|------------------|-----------------|---------------|
| Dépôts en dinars | 7 682 256 | 6 897 255 | 785 001 | 11,4% |
| Dépôts à vue en dinars | 1 635 414 | 1 605 313 | 30 101 | 1,9% |
| Dépôts d'épargne en dinars | 2 810 323 | 2 645 058 | 165 265 | 6,2% |
| Bons de caisse en dinars | 58 068 | 64 874 | (6 806) | (10,5%) |
| Comptes à terme en dinars | 233 497 | 215 936 | 17 561 | 8,1% |
| Comptes spéciaux de placement en dinars | 2 171 958 | 1 770 777 | 401 181 | 22,7% |
| Certificats de dépôt en dinars | 550 000 | 408 000 | 142 000 | 34,8% |
| Autres sommes dues à la clientèle en dinars | 222 996 | 187 297 | 35 699 | 19,1% |
| Dépôts en devises | 805 830 | 859 798 | (53 968) | (6,3%) |
| Dépôts à vue en devises | 605 858 | 579 657 | 26 201 | 4,5% |
| Bons de caisse en devises | 12 016 | 11 646 | 370 | 3,2% |
| Comptes à terme en devises | 54 655 | 49 669 | 4 986 | 10,0% |
| Comptes de placement en devises | 110 565 | 194 725 | (84 160) | (43,2%) |
| Autres sommes dues à la clientèle en devises | 22 736 | 24 101 | (1 365) | (5,7%) |
| Dettes rattachées | 48 872 | 42 932 | 5 940 | 13,8% |
| Intérêts à payer sur dépôts à vue | 4 249 | 4 378 | (129) | (2,9%) |
| Intérêts à payer sur dépôts à terme en devises | 742 | 490 | 252 | 51,4% |
| Intérêts à payer sur comptes d'épargne | 29 928 | 28 103 | 1 825 | 6,5% |
| Intérêts à payer sur Bons de Caisse, Compte à Terme & autres produits financiers | 63 732 | 48 530 | 15 202 | 31,3% |
| Intérêts servis d'avance sur Bons de Caisse & Compte Spécial de Placement | (49 779) | (38 569) | (11 210) | (29,1%) |
| Total | 8 536 958 | 7 799 985 | 736 973 | 9,4% |

La ventilation des dépôts et avoirs de la clientèle par maturité se présente comme suit:

| | Sans maturité contractuelle | < 3 mois | 3 mois à 1 an | 1 an à 5 ans | > 5 ans | Total |
|---|-----------------------------|------------------|------------------|----------------|---------|------------------|
| Dépôts en dinars | 4 668 733 | 999 214 | 1 524 590 | 489 719 | - | 7 682 256 |
| Dépôts à vue en dinars | 1 635 414 | - | - | - | - | 1 635 414 |
| Dépôts d'épargne en dinars | 2 810 323 | - | - | - | - | 2 810 323 |
| Bons de caisse en dinars | - | 11 969 | 29 010 | 17 089 | - | 58 068 |
| Comptes à terme en dinars | - | 64 379 | 127 582 | 41 536 | - | 233 497 |
| Comptes spéciaux de placement en dinars | - | 605 866 | 1 143 998 | 422 094 | - | 2 171 958 |
| Certificats de dépôt en dinars | - | 317 000 | 224 000 | 9 000 | - | 550 000 |
| Autres sommes dues à la clientèle en dinars | 222 996 | - | - | - | - | 222 996 |
| Dépôts en devises | 628 594 | 17 522 | 87 643 | 72 072 | - | 805 830 |
| Dépôts à vue en devises | 605 858 | - | - | - | - | 605 858 |
| Bons de caisse en devises | - | 370 | 8 037 | 3 609 | - | 12 016 |
| Comptes à terme en devises | - | 16 623 | 26 282 | 11 751 | - | 54 655 |
| Comptes de placement en devises | - | 529 | 53 324 | 56 712 | - | 110 565 |
| Autres sommes dues à la clientèle en devises | 22 736 | - | - | - | - | 22 736 |
| Dettes rattachées | - | 48 872 | - | - | - | 48 872 |
| Intérêts à payer sur dépôts à vue | - | 4 249 | - | - | - | 4 249 |
| Intérêts à payer sur dépôts à terme en devises | - | 742 | - | - | - | 742 |
| Intérêts à payer sur comptes d'épargne | - | 29 928 | - | - | - | 29 928 |
| Intérêts à payer sur Bons de Caisse, Compte à Terme & autres produits | - | 63 732 | - | - | - | 63 732 |
| Intérêts servis d'avance sur Bons de Caisse & Compte de Placement | - | (49 779) | - | - | - | (49 779) |
| Total | 5 297 327 | 1 065 608 | 1 612 233 | 561 791 | - | 8 536 958 |

La ventilation des dépôts et avoirs de la clientèle par nature de relation se présente comme suit:

| | Entreprises liées | Entreprises associées | Co-entreprises | Autres | Total |
|-------------------|-------------------|-----------------------|----------------|------------------|------------------|
| Dépôts en dinars | 53 023 | 130 887 | - | 7 498 346 | 7 682 256 |
| Dépôts en devises | - | - | - | 805 830 | 805 830 |
| Dettes rattachées | - | - | - | 48 872 | 48 872 |
| Total | 53 023 | 130 887 | - | 8 353 048 | 8 536 958 |

4.11- Emprunts et ressources spéciales

Les emprunts et ressources spéciales de la Banque ont totalisé 623.769 mDT au 31/12/2019 contre 624.767 mDT au 31/12/2018. Ils se détaillent comme suit :

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Variation | % |
|---|----------------|----------------|----------------|-----------------|
| Emprunts matérialisés | 307 828 | 304 727 | 3 101 | 1,0% |
| Emprunts obligataires | 301 500 | 296 849 | 4 651 | 1,6% |
| Intérêts à payer emprunts obligataires | 6 328 | 7 878 | (1 550) | (19,7%) |
| Autres fonds empruntés | - | 9 776 | (9 776) | (100,0%) |
| Pension livrée autre que bancaire | - | 9 600 | (9 600) | (100,0%) |
| Intérêts à payer sur titres cédés en pension livrée | - | 176 | (176) | (100,0%) |
| Ressources spéciales (*) | 315 941 | 310 264 | 5 677 | 1,8% |
| Ressources extérieures | 110 495 | 119 427 | (8 932) | (7,5%) |
| Ressources budgétaires | 234 000 | 228 614 | 5 386 | 2,4% |
| Ecart de conversion sur emprunts | (29 415) | (38 451) | 9 036 | 23,5% |
| Intérêts à payer sur ressources spéciales | 861 | 674 | 187 | 27,7% |
| Total | 623 769 | 624 767 | (998) | (0,2%) |

Les taux d'intérêts des emprunts extérieurs varient entre 1% et 7,2%.

(*) Il est à noter que la banque n'encourt de risque de contrepartie que sur les crédits imputés sur les ressources extérieures. En effet, les crédits sur ressources spéciales ne sont débloqués aux clients qu'après l'obtention de l'accord de financement du bailleur de fonds correspondant et le décaissement desdites ressources.

La ventilation des emprunts et ressources spéciales par maturité se présente comme suit:

| | Sans maturité contractuelle | < 3 mois | 3 mois à 1 an | 1 an à 5 ans | > 5 ans | Total |
|--|-----------------------------|----------------|---------------|----------------|---------------|----------------|
| Emprunts matérialisés | 392 | 6 328 | 46 621 | 222 873 | 31 614 | 307 828 |
| Emprunts obligataires | 392 | - | 46 621 | 222 873 | 31 614 | 301 500 |
| Intérêts à payer emprunts obligataires | - | 6 328 | - | - | - | 6 328 |
| Autres fonds empruntés | - | - | - | - | - | - |
| Pension livrée autre que bancaire | - | - | - | - | - | - |
| Intérêts à payer sur titres cédés en pension livrée | - | - | - | - | - | - |
| Ressources spéciales | - | 235 428 | 9 528 | 47 085 | 23 900 | 315 941 |
| Ressources extérieures y compris écart de conversion | - | 567 | 9 528 | 47 085 | 23 900 | 81 080 |
| Ressources budgétaires | - | 234 000 | - | - | - | 234 000 |
| Intérêts à payer sur ressources spéciales | - | 861 | - | - | - | 861 |
| Total | 392 | 241 756 | 56 149 | 269 958 | 55 514 | 623 769 |

La ventilation des emprunts et ressources spéciales par nature se présente comme suit:

| | Entreprises liées | Entreprises associées | Co-entreprises | Autres | Total |
|--|-------------------|-----------------------|----------------|--------|-------|
|--|-------------------|-----------------------|----------------|--------|-------|

| | | | | | |
|--|---------------|---------------|---|----------------|----------------|
| Emprunts matérialisés | 27 776 | 30 281 | - | 249 771 | 307 828 |
| Emprunts obligataires | 27 085 | 29 866 | - | 244 549 | 301 500 |
| Intérêts à payer emprunts obligataires | 691 | 415 | - | 5 222 | 6 328 |
| Autres fonds empruntés | - | - | - | - | - |
| Pension livrée autre que bancaire | - | - | - | - | - |
| Intérêts à payer sur titres cédés en pension livrée | - | - | - | - | - |
| Ressources spéciales | - | - | - | 315 941 | 315 941 |
| Ressources extérieures y compris écart de conversion | - | - | - | 81 080 | 81 080 |
| Ressources budgétaires | - | - | - | 234 000 | 234 000 |
| Intérêts à payer sur ressources spéciales | - | - | - | 861 | 861 |
| Total | 27 776 | 30 281 | - | 565 712 | 623 769 |

La situation des comptes de prêts financés sur les ressources du FOPRODI et se trouvant en phase contentieuse au 31/12/2019 se présente comme suit :

| Libellé | Solde au 31/12/2019 |
|---|------------------------|
| Contentieux dotation FOPRODI & FOPRODI BIRD | 9 500 |
| Impayés en intérêts sur FOPRODI & BIRD | 1 472 |
| Total | 10 972 |

Notons, qu'une action d'assainissement du fonds FOPRODI est en cours, en collaboration avec les autorités réglementaires.

4.12- Autres passifs

Les autres postes de passif totalisent 568.665 mDT au 31/12/2019 contre 503.913 mDT au 31/12/2018, enregistrant ainsi une augmentation de 64.752 mDT. Ils se détaillent comme suit :

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Variation | % |
|--|----------------|----------------|---------------|---------------|
| Etat, impôts et taxes | 35 814 | 32 198 | 3 616 | 11,2% |
| Impôts sur les sociétés (*) | 28 049 | 35 260 | (7 211) | (20,5%) |
| Contribution exceptionnelle et contribution sociale de solidarité (*) | 2 404 | 5 037 | (2 633) | (52,3%) |
| Organismes sociaux | 48 027 | 46 047 | 1 980 | 4,3% |
| Comptes d'ajustement devises passifs (*) | 320 | 791 | (471) | (59,5%) |
| Devises reçues en instance d'affectation | 13 027 | 17 912 | (4 885) | (27,3%) |
| Provisions pour risques divers (Comptes d'ajustement devises) | 68 | 194 | (126) | (64,9%) |
| SWAPS devises (*) | 4 299 | (4 171) | 8 470 | 203,1% |
| Congés à payer | 13 111 | 12 315 | 796 | 6,5% |
| Produits perçus d'avance | 7 152 | 7 043 | 109 | 1,5% |
| Excédents de caisse | 4 071 | 3 629 | 442 | 12,2% |
| Charges sur emprunts | 53 | 53 | - | - |
| Autres comptes de régularisation passifs | 1 490 | 1 165 | 325 | 27,9% |
| Provisions pour risques divers (Autres comptes de régularisation passifs) | 30 | 30 | - | - |
| Comptes liés à la compensation passifs | 168 890 | 95 632 | 73 258 | 76,6% |
| Comptes de régularisation (*) | 10 085 | 17 131 | (7 046) | (41,1%) |
| Comptes Etatiques créditeurs (*) | 957 | 897 | 60 | 6,7% |
| Créditeur divers | 26 025 | 24 925 | 1 100 | 4,4% |
| Versements de l'Etat sur créances impayées pour plus d'un an / Fonds 133 MDT | 78 434 | 78 434 | - | - |
| Intérêts recouverts à verser à l'Etat /Fonds 133 MDT | 5 994 | 5 739 | 254 | 4,4% |
| Versements de l'Etat sur créances impayées pour plus d'un an /Fonds 160 MDT | 66 095 | 66 095 | - | - |
| Intérêts recouverts à verser à l'Etat /Fonds 160 MDT | 23 311 | 22 489 | 823 | 3,7% |
| Fournisseurs d'immobilisations | 4 850 | 8 146 | (3 296) | (40,5%) |
| Provisions pour passifs et charges | 26 109 | 26 923 | (814) | (3,0%) |
| Provisions pour avantages postérieurs à l'emploi (**) | 8 941 | 8 653 | 288 | 3,3% |
| Provisions pour pénalités BCT | 1 244 | 1 244 | - | - |
| Provisions pour suspens Inter-Siège T24h | 752 | 855 | (103) | (12,0%) |
| Provisions sur engagement par signature | 15 172 | 16 171 | (999) | (6,2%) |
| Total | 568 665 | 503 913 | 64 752 | 12,8% |

(*) Montants 2018 retraités à des fins de comparabilité.

(**) En application des articles 53 et 54 de la Convention Collective Nationale du Personnel des Banques et des Etablissements Financiers, la BNA a comptabilisé des provisions qui couvrent ses engagements postérieurs à l'emploi envers le personnel actif et les agents retraités.

En effet, le personnel retraité demeure affilié à un contrat d'assurance sociale, financé par les cotisations de la Banque et du personnel et garantissant les risques suivants : maladies, longue maladie, maternité, invalidité et décès. La BNA supporte 80% des coûts (cotisations...) relatifs à ce contrat d'assurance groupe.

En application des principes comptables généralement admis en Tunisie et des normes internationales d'information financière (IFRS), le coût des avantages postérieurs à l'emploi doit être comptabilisé en charges, à l'instar des autres éléments de rémunération, durant la période d'activité du salarié et non pas au moment où celui-ci bénéficie effectivement des prestations.

Ainsi, la BNA a comptabilisé des provisions pour avantages postérieurs à l'emploi dont l'encours global au 31/12/2019 s'élève à 8.941 mDT contre 8 653 mDT au 31/12/2018.

Pour l'estimation de ces provisions, la Banque a retenu les hypothèses suivantes :

| | | |
|--|---|-----------------------------|
| - Taux de croissance des salaires | : | 4% |
| - Taux de mortalité et de départ anticipé | : | 5% |
| - Taux d'actualisation financière | : | 8% |
| - Charges sociales (50%) | : | 50% * 20,04% |
| - Espérance de vie | : | 74,3 ans |
| - Prime d'assurance prise en charge par la BNA (par retraité) | : | Variant entre 674 et 694 DT |
| - Prime d'assurance prise en charge par la BNA (personnel actif) | : | 580 DT |

4.13- Capitaux propres

Les capitaux propres bruts ont atteint 1.522.944 mDT au 31/12/2019 contre 1.152.077 mDT au 31/12/2018, soit une augmentation de 370.867 mDT. Les mouvements des capitaux propres au cours de l'exercice 2019 se détaillent comme suit :

| | Solde au 31/12/2018 | Affectation du résultat 2018 | Augmentation du Capital | Reclassement | Achat actions propres | Résultat de l'exercice | Autres mouvements | Solde au 31/12/2019 |
|--|------------------------|------------------------------------|----------------------------|--------------|--------------------------|---------------------------|----------------------|------------------------|
| Capital social | 176 000 | - | 70 072 | 40 659 | - | - | 33 269 | 320 000 |
| Dotation de l'État | 133 000 | - | - | (89 902) | - | - | - | 43 098 |
| Réserves légales | 16 000 | 1 600 | - | - | - | - | - | 17 600 |
| Réserves extraordinaires | 320 630 | 90 580 | - | (3 200) | - | - | - | 408 010 |
| Réserves à régime spécial | 17 802 | - | - | - | - | - | - | 17 802 |
| Réinvestissements exonérés | 217 791 | 74 000 | - | - | - | - | - | 291 791 |
| Actions propres | - | - | - | - | (1 339) | - | - | (1 339) |
| Modification Comptables | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Primes d'émission et de fusion | 55 077 | - | 98 100 | 52 443 | - | - | 46 577 | 252 197 |
| Réserves pour fonds social | 40 314 | 500 | - | - | - | - | 755 | 41 569 |
| Réserves pour fonds de développement des compétences | - | 8 773 | - | - | - | - | - | 8 773 |
| Résultats reportés | 7 | 3 | - | - | - | - | - | 10 |
| Résultat net de l'exercice | 175 456 | (175 456) | - | - | - | 123 433 | - | 123 433 |
| Total | 1 152 077 | - | 168 172 | - | (1 339) | 123 433 | 80 601 | 1 522 944 |

La ventilation des Réserves pour Fonds Social se présente comme suit :

| Rubrique | Solde au 31/12/2019 | Solde au 31/12/2018 |
|----------------------------------|------------------------|------------------------|
| Prêts Faps CT Exceptionnels | 761 | 559 |
| Prêts Faps Soins | 493 | 342 |
| Prêts Faps MT Mariage | 119 | 86 |
| Prêts Faps MT Voiture | 416 | 676 |
| Crédits FAPS LT | 26 203 | 23 461 |
| Liquidité | 13 577 | 15 190 |
| Réserve pour Fonds Social | 41 569 | 40 314 |

4.13.1- Dotation de l'État de 133.000 mDT

En application des termes de la loi n°94-30 du 21 février 1994, la BNA a conclu avec l'État Tunisien, en date du 16 mars 1995, une convention en vertu de laquelle des créances sur fonds budgétaires agricoles, s'élevant en principal à 133.000 mDT, ont été transférées à la BNA (moyennant la garantie de l'État en matière de recouvrement des montants échus depuis un an sur les crédits entrant dans le cadre de cette convention).

Cette convention a permis à la BNA de rétablir sa situation financière (par l'amélioration de ses capitaux propres) et de se conformer ainsi à la réglementation en vigueur en matière de ratio de solvabilité.

Cette dotation est assortie d'une éventualité de restitution en cas de rétablissement de l'équilibre financier de la banque. Cette éventualité de restitution s'applique également aux fonds budgétaires agricoles revenant à l'État pour un montant de 160.000 mDT, qui ont été décomptabilisés par la BNA en vertu de la loi n°2003-80 du 29 décembre 2003 pour compenser l'insuffisance de provisions dégagée par son activité à la fin de 2003. (Voir note 5-1-1).

Pour la dotation de 133.000 mDT, la banque n'est réputée avoir retrouvé son équilibre financier que lorsqu'elle réponde simultanément à deux (2) critères fixés par l'alinéa 2 de l'article 9 de la convention conclue entre l'État et la BNA le 16 mars 1995, à savoir:

- La constitution des provisions requises selon les règles prudentielles en vigueur ;
- Le respect par la Banque des règles minimales d'adéquation des fonds propres aux risques encourus compte non tenu de la dotation de 133 MDT

Pour la dotation de 160.000 mDT, le rétablissement de l'équilibre financier suppose, par contre, la réponse simultanée à cinq (5) critères fixés par l'alinéa 2 de l'article 6 de la convention conclue entre l'État et la BNA le 17 février 2004, à savoir:

- La constitution des provisions requises selon les règles prudentielles en vigueur ;
- Le respect par la Banque des règles minimales d'adéquation des fonds propres aux risques encourus ;
- L'atteinte, par la Banque, du niveau du ROE moyen observé dans le secteur bancaire BNA exclue ;
- L'atteinte, par la Banque, du niveau du ROA moyen observé dans le secteur bancaire BNA exclue ;
- La distribution, par la Banque, d'un dividende au moins égal à l'intérêt statutaire.

L'analyse, au 31 décembre 2018, des montants versés par l'État à la BNA dans le cadre de la mise en jeu de la garantie de l'État, au titre des deux dispositifs de soutien consentis à la Banque ainsi que des montants recouverts par la BNA et non encore versés à l'État, permet de stratifier les dotations accordées en deux catégories:

- Un concours qualifié de "Substantiel", et correspondant pour chacune des dotations consenties à la Banque au cumul des montants versés par l'État à la BNA dans le cadre de la mise en jeu de la garantie souveraine et des montants recouverts par la BNA sur les crédits qui lui ont été transférés et non encore reversés à l'État;
- Un concours qualifié de "Potentiel", et correspondant au reliquat.

Cette stratification conduit au constat résumé dans le tableau suivant:

| | Montant en mDT | | | | |
|--------------------|---|---|----------------------------------|------------------------|---------------|
| | Montants déjà versés par l'État suite à des appels de garanties (1) | Montants recouverts par la BNA et à reverser à l'État (2) | Concours Substantiel (3)=(1)+(2) | Concours Potentiel (4) | Total (3)+(4) |
| Dotation de 133MDT | 85 301 | 4 601 | 89 902 | 43 098 | 133 000 |
| Dotation de 160MDT | 69 516 | 10 329 | 79 845 | 80 155 | 160 000 |
| Total | 154 817 | 14 931 | 169 748 | 123 252 | 293 000 |

Le Conseil d'administration de la BNA a attesté le caractère certain, liquide et exigible du montant de 169.748 mDT correspondant à la libération intégrale de la valeur d'émission des 14.145.648 actions souscrites par l'État, soit un montant de 89.902 mDT imputable sur le concours de 133.000 mDT et le reliquat (79.845 mDT) imputable sur le concours de 160.000 mDT.

Notons que les concours potentiels imputables sur le concours de 133.000 mDT (43 098 mDT) restent comptabilisés au niveau des fonds propres.

4.13.2- Bénéfice par action

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Variation | % |
|--|--------------|--------------|----------------|----------|
| Bénéfice net de l'exercice avant modifications comptables (en mDT) | 123 433 | 175 456 | (52 023) | (42,1%) |
| Nombre d'actions ordinaires | 64 000 000 | 35 200 000 | 28 800 000 | 45,0% |
| Nombre d'actions propres | 112 768 | - | 112 768 | 100,0% |
| Nombre d'actions ordinaires en circulation début de période | 35 200 000 | 31 915 128 | 3 284 872 | 9,3% |
| Augmentation de capital | 28 800 000 | 3 200 000 | 25 600 000 | 88,9% |
| Actions gratuites | 640 000 | 3 200 000 | (2 560 000) | (400,0%) |
| Actions en numéraires | 28 160 000 | - | 28 160 000 | 100,0% |
| Date d'augmentation | 01/08/2019 | 25/05/2018 | - | - |
| Nombre d'actions ordinaires en circulation fin de période | 63 887 232 | 35 200 000 | 28 687 232 | 44,9% |
| Nombre d'actions moyen pondéré | 47 599 121 | 35 115 128 | 12 483 993 | 26,2% |
| Bénéfices revenant aux actions propres | 217 | - | 217 | 100,0% |
| Bénéfice par action de valeur nominale de 5 DT (en DT) | 2,593 | 4,997 | (2,403) | - |

4.13.3- Augmentation du capital

Le 1er paragraphe de l'article 28 de la loi n° 2018-56 du 27 décembre 2018 portant loi de finances pour l'année 2019 avait autorisé le ministre chargé des finances, agissant pour le compte de l'État, à souscrire au capital de la BNA et ce, dans la limite de 170.872 mDT. Cette souscription ne peut être libérée que par voie de compensation avec des créances certaines, échues et dont le montant est connu au sens de l'article 292 du code des sociétés commerciales.

La participation de l'État correspond au cumul des montants versés à la BNA lors de la mise en jeu de la garantie souveraine en application des conventions régissant les deux dotations consenties par l'État à la BNA, respectivement de 133.000 mDT et 160.000 mDT, et des montants recouverts par la BNA sur les crédits qui lui ont été transférés et non encore reversés à l'État.

En effet, une partie ou la totalité du montant de chacune des deux dotations consenties à la BNA serait exigible sans délai, en vue de permettre à l'État, et à titre exclusif, de libérer par compensation de créances certaines, échues et dont le montant est connu, toute souscription à une augmentation de capital de la Banque.

Ainsi, l'Assemblée Générale Extraordinaire de la BNA, réunie le 6 mars 2019, a décidé de porter le capital de la Banque de cent soixante-seize millions de dinars (176.000 mDT) à trois cent vingt millions de dinars (320.000 mDT), selon les modalités suivantes :

- 140.800 mDT par émission de 28.160.000 actions nouvelles au prix de douze (12) dinars chacune, soit cinq (5) dinars de valeur nominale et sept (7) dinars de prime d'émission. Ces actions seraient souscrites selon la parité de quatre (4) actions nouvelles pour cinq (5) actions anciennes. Ces actions seraient libérées, en totalité à la souscription, en numéraire ou par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles détenues sur la Banque.

- 3.200 mDT par attribution de 640.000 actions gratuites de valeur nominale égale à cinq (5) dinars chacune consécutivement à une incorporation de réserves. Ces actions gratuites seront attribuées selon la parité d'une (1) action nouvelle pour cinquante-cinq (55) actions anciennes.

Le ministre des finances, agissant pour le compte de l'État, a souscrit à titre irréductible, le 21 juin 2019, 14.145.648 actions nouvelles de numéraire émises par la Banque dans le cadre de cette augmentation de capital. L'État a libéré son dû par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles qu'elle possède sur la BNA.

La signature du certificat du dépositaire a eu lieu le 24 juillet 2019 ; L'approbation, par les commissaires aux comptes, dudit certificat a eu lieu en date du 29 juillet 2019 ; L'enregistrement de l'opération d'augmentation en bourse est finalisé le 31 juillet 2019. A partir du jeudi 1er Août 2019, les 28.160.000 actions nouvelles souscrites sont admises et négociables en bourse sur la même ligne de cotation que les actions anciennes auxquelles elles sont assimilées.

5- NOTES SUR LES ENGAGEMENTS HORS BILAN

5.1- Cautions, avals et autres garanties données

Ce poste a totalisé 1.497.873 mDT au 31/12/2019 contre 1.311.016 mDT au 31/12/2018. il se décompose comme suit:

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Variation | % |
|--|------------------|------------------|------------------|----------------|
| a- En faveur d'établissements bancaires | 731 428 | 339 305 | 392 123 | 115,6% |
| Contre garanties | 589 000 | 258 000 | 331 000 | 128,3% |
| Débiteurs par lettres de garanties d'ordre de nos correspondants étrangers | 94 428 | 81 305 | 13 123 | 16,1% |
| Cessions de créances | 48 000 | - | 48 000 | - |
| b- En faveur de la clientèle | 686 290 | 811 711 | (125 421) | (15,5%) |
| Débiteurs par avals et acceptations | 34 570 | 43 503 | (8 933) | (20,5%) |
| Débiteurs par lettres de garanties | 69 135 | 147 009 | (77 874) | (53,0%) |
| Débiteurs par obligations cautionnées | 31 030 | 30 854 | 176 | 0,6% |
| Débiteurs par cautions fiscales | 37 066 | 52 963 | (15 897) | (30,0%) |
| Débiteurs par cautions sur marchés publics | 508 426 | 522 731 | (14 305) | (2,7%) |
| Avals billets de trésorerie | 5 800 | 14 050 | (8 250) | (58,7%) |
| Débiteurs par cautions bancaires taxation d'office | 263 | 601 | (338) | (56,2%) |
| c- En faveur de l'État | 80 155 | 160 000 | (79 845) | (49,9%) |
| Créances budgétaires transférées par l'Etat | 80 155 | 160 000 | (79 845) | (49,9%) |
| Total | 1 497 873 | 1 311 016 | 186 857 | 14,3% |

La ventilation des cautions, avals et autres garanties données par nature de relation se présente comme suit :

| | Entreprises liées | Entreprises associées | Co-entreprise | Autres | Total |
|--|-------------------|-----------------------|---------------|------------------|------------------|
| a- En faveur d'établissements bancaires | - | - | - | 731 428 | 731 428 |
| b- En faveur de la clientèle | 12 973 | - | - | 673 317 | 686 290 |
| c- En faveur de l'État | - | - | - | 80 155 | 80 155 |
| Cautions, avals et autres garanties données | 12 973 | - | - | 1 484 900 | 1 497 873 |

5.1.1- Créances budgétaires transférées par l'État

En application des termes de la loi n°2003-80 du 29 décembre 2003, portant loi de finances pour l'année 2004, le Ministre des Finances et la BNA ont conclu, en date du 17 février 2004, une convention ayant pour objet le transfert de fonds budgétaires agricoles revenant à l'État et totalisant la somme de 160.000 mDT au profit de la BNA et la prise en charge par l'État des impayés échus depuis un an sur les crédits accordés sur ces fonds et rentrant dans le cadre de cette convention.

Les fonds convertis ont été utilisés par la Banque pour compenser l'insuffisance de provisions dégagée par l'activité à fin 2003, ce qui a conduit à la dé-comptabilisation des fonds en question pour un montant de 160.000 mDT en contrepartie de la constatation de provisions sur titres d'investissement et créances clientèle pour le même montant.

Le Ministre des Finances a souscrit à titre irréductible le 21/06/2019 à 14.145.648 actions nouvelles de numéraires émises par la BNA dans le cadre de l'augmentation de son capital.

Le montant total de cette souscription s'élève à 169.748 mDT composé entre autres d'un montant de 79.845 mDT imputable sur le concours de 160.000 mDT sus indiqué.

Pour les besoins de comptabilisation de l'augmentation du capital, les concours substantiels ont été constatés comme étant une charge de l'exercice qui est totalement déductible (voir note 4.13.1 et note 6.10).

5.2- Crédits documentaires

Les crédits documentaires ont totalisé 699.461 mDT au 31/12/2018 contre 456.993 mDT au 31/12/2019. La ventilation des crédits documentaires par nature de relation se présente comme suit :

| | Entreprises liées | Entreprises associées | Co-entreprise | Autres | Total |
|------------------------------|-------------------|-----------------------|---------------|----------------|----------------|
| Crédits documentaires Import | 874 | - | - | 316 749 | 317 623 |
| Crédits documentaires Export | - | - | - | 139 370 | 139 370 |
| Total | 874 | - | - | 456 119 | 456 993 |

5.3- Actifs donnés en Garantie

Le refinancement auprès de la Banque centrale de Tunisie s'est établi à 1.541.000 mDT au 31/12/2019 contre 1.437.600 mDT au 31/12/2018. Le détail des actifs donnés en garantie se présente comme suit:

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Variation | % |
|--------------------------|------------------|------------------|----------------|-------------|
| Titres de créances | 857 750 | 869 750 | (12 000) | (1,4%) |
| Bons du trésor | 624 000 | 488 350 | 135 650 | 27,8% |
| Emprunt obligataire 2014 | 59 250 | 79 500 | (20 250) | (25,5%) |
| Total | 1 541 000 | 1 437 600 | 103 400 | 7,2% |

5.4- Engagements de financement donnés

Cette rubrique comporte les crédits notifiés aux clients mais non encore débloqués. Elle se détaille comme suit:

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Variation | % |
|---|----------------|----------------|------------------|----------------|
| Crédits notifiés et non utilisés (agricoles) | 5 464 | 8 629 | (3 165) | (36,7%) |
| En faveur d'établissements bancaires, financiers et d'assurance | - | - | - | - |
| En faveur de la clientèle | 5 464 | 8 629 | (3 165) | (36,7%) |
| Crédits notifiés et non utilisés (commerciaux) | 178 499 | 265 793 | (87 294) | (32,8%) |
| En faveur d'établissements bancaires, financiers et d'assurance | - | - | - | - |
| En faveur de la clientèle | 178 499 | 265 793 | (87 294) | (32,8%) |
| Crédits de gestion notifiés et non utilisés | 124 573 | 134 830 | (10 257) | (7,6%) |
| En faveur d'établissements bancaires, financiers et d'assurance | - | - | - | - |
| En faveur de la clientèle | 124 573 | 134 830 | (10 257) | (7,6%) |
| Total | 308 536 | 409 252 | (100 716) | (24,6%) |

La ventilation des engagements de financements donnés selon la nature de la relation se présente comme suit

| | Entreprises liées | Entreprises associées | Co-entreprise | Autres | Total |
|---|-------------------|-----------------------|---------------|---------|---------|
| Crédits notifiés et non utilisés (agricoles) | - | - | - | 5 464 | 5 464 |
| En faveur d'établissements bancaires, financiers et d'assurance | - | - | - | - | - |
| En faveur de la clientèle | - | - | - | 5 464 | 5 464 |
| Crédits notifiés et non utilisés (commerciaux) | - | - | - | 178 499 | 178 499 |
| En faveur d'établissements bancaires, financiers et d'assurance | - | - | - | - | - |
| En faveur de la clientèle | - | - | - | 178 499 | 178 499 |
| Crédits de gestion notifiés et non utilisés | - | - | - | 124 573 | 124 573 |
| En faveur d'établissements bancaires, financiers et d'assurance | - | - | - | - | - |
| En faveur de la clientèle | - | - | - | 124 573 | 124 573 |
| Total | - | - | - | 308 536 | 308 536 |

5.5- Engagements sur titres

Cette rubrique comporte les titres d'investissement souscrits non encore libérés. Elle se détaille comme suit:

| | Montant souscrit (1) | Montant libéré (2) | Montant non libéré 2019 (1)-(2) | Montant non libéré 2018 |
|--------------|----------------------|--------------------|---------------------------------|-------------------------|
| SODIS SICAR | 3 328 | 2 496 | 832 | 832 |
| FCPR INTECH | 4 000 | 2 000 | 2 000 | 2 000 |
| Total | 7 328 | 4 496 | 2 832 | 2 832 |

5.6- Garanties reçues

Les Garanties reçues sont constituées au 31/12/2019 des éléments suivants:

| | Actifs courants | Actifs classés | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Variation | % |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|---------------|
| Garanties reçues des banques | 395 000 | - | 395 000 | 165 000 | 230 000 | 139,4% |
| Garanties reçues de l'État | 1 774 602 | 389 207 | 2 163 809 | 1 889 995 | 273 814 | 14,5% |
| Fonds Budgétaires & Dotation | 68 049 | 248 773 | 316 821 | 292 338 | 24 483 | 8,4% |
| SOTUGAR | 13 807 | 21 703 | 35 511 | 35 233 | 278 | 0,8% |
| FNG | 6 359 | 36 295 | 42 654 | 44 009 | (1 355) | (3,1%) |
| FGIC | - | 266 | 266 | 301 | (35) | (11,7%) |
| FNE | - | 94 | 94 | 468 | (374) | (79,9%) |
| Garanties de l'État | 1 686 387 | 82 076 | 1 768 463 | 1 517 646 | 250 817 | 16,5% |
| Garanties reçues de la clientèle | 1 401 133 | 802 212 | 2 203 345 | 1 662 109 | 541 236 | 32,6% |
| Garanties Hypothécaires | 708 670 | 773 135 | 1 481 805 | 1 396 264 | 85 541 | 6,1% |
| Garanties financières | 692 463 | 29 077 | 721 540 | 265 845 | 455 695 | 171,4% |
| Total | 3 570 735 | 1 191 419 | 4 762 154 | 3 717 104 | 1 045 050 | 28,1% |

5.7- Engagements en devises

Les engagements donnés et reçus en devise arrêtés au 31/12/2019 se présentent comme suit:

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|------------|------------|
| Opérations de change au comptant non encore dénouées | | |
| Devises vendues à livrer (comptant) | (23 774) | (40 509) |
| Dinars achetés à recevoir (comptant) | 12 691 | 23 600 |
| Devises achetées à recevoir (comptant) | 25 530 | 21 496 |
| Dinars vendus à livrer | (14 345) | (3 990) |
| Opérations de change à terme non encore dénouées | | |
| Devises vendues à livrer (à terme) | (18 653) | (26 704) |
| Dinars achetés à recevoir (à terme) | 20 425 | 27 191 |
| Devises achetées à recevoir (à terme) | - | 20 948 |
| Dinars vendus à livrer (à terme) | - | (18 328) |
| Opérations de SWAP | | |
| Dinars à livrer (SWAP) | (189 149) | (285 949) |
| Devise à livrer (SWAP) | (948) | (24 631) |
| Devise à recevoir (SWAP) | 185 832 | 315 779 |

La BNA ne fait pas d'opérations de change à terme à des fins spéculatives et ne détient pas de titres à livrer résultant d'opérations de vente de titres dont la livraison effective est différée.

6- NOTES RELATIVES AUX POSTES DE L'ÉTAT DE RÉSULTAT

6.1- Intérêts et revenus assimilés

Les intérêts et revenus assimilés ont atteint 1.073.394 mDT au 31/12/2019 contre 850.802 mDT au 31/12/2018, enregistrant ainsi un taux d'accroissement de 26,2%. Ils s'analysent comme suit :

| | 2019 | 2018 | Variation | % |
|--|------------------|----------------|----------------|--------------|
| Opérations avec les établissements bancaires et financiers | 12 567 | 9 311 | 3 256 | 35,0% |
| Intérêts sur prêts sur le marché monétaire en dinars | 4 938 | 3 428 | 1 510 | 44,0% |
| Intérêts sur prêts sur le marché monétaire en devises | 3 632 | 1 173 | 2 459 | 209,6% |
| Intérêts sur autres avoirs auprès des établissements bancaires et financiers | 3 972 | 4 341 | (369) | (8,5%) |
| Gains / Report sur opérations de SWAP | 25 | 369 | (344) | (93,2%) |
| Opérations avec la clientèle | 1 033 474 | 815 301 | 218 173 | 26,8% |
| Agios sur comptes débiteurs de la clientèle | 225 876 | 168 149 | 57 727 | 34,3% |
| Intérêts sur crédits à la clientèle | 807 598 | 647 152 | 160 446 | 24,8% |
| Autres intérêts et revenus assimilés | 27 353 | 26 190 | 1 163 | 4,4% |
| Total | 1 073 394 | 850 802 | 222 592 | 26,2% |

6.2- Commissions perçues

Les commissions perçues par la banque ont totalisé 126.747 mDT au 31/12/2019 contre 110.272 mDT au 31/12/2018. Elles se décomposent comme suit :

| | 2019 | 2018 | Variation | % |
|--|----------------|----------------|---------------|--------------|
| Commissions en produits sur opérations de chèques, effets, virements et tenue de comptes | 68 220 | 62 735 | 5 485 | 8,7% |
| Commissions en produits sur opérations monétaires | 8 717 | 5 864 | 2 853 | 48,7% |
| Commissions en produits sur opérations de change | 1 249 | 947 | 302 | 31,9% |
| Commissions en produits sur opérations de commerce extérieur | 3 038 | 3 149 | (111) | (3,5%) |
| Commissions en produits sur location de coffres forts | 23 | 20 | 3 | 15,0% |
| Commissions en produits d'études, de montage de financement, de conseil et d'assistance | 22 282 | 17 944 | 4 338 | 24,2% |
| Commissions en produits de gestion des fonds budgétaires & ressources extérieures | 4 096 | 2 464 | 1 632 | 66,2% |
| Commissions en produits sur avals billets de trésorerie | 280 | 241 | 39 | 16,2% |
| Commissions en produits diverses | 18 842 | 16 908 | 1 934 | 11,4% |
| Total | 126 747 | 110 272 | 16 475 | 14,9% |

6.3- Gain sur portefeuille commercial et opérations financières

Ces gains ont atteint 28.618 mDT au 31/12/2019 contre 27.246 mDT au 31/12/2018 soit une augmentation de 1.372 mDT. Ils se détaillent comme suit:

| | 2019 | 2018 | Variation | % |
|--|---------------|---------------|----------------|-----------------|
| Gains nets sur titres de transaction | 626 | 6 180 | (5 554) | (89,9%) |
| Intérêts nets sur bons de trésor | 626 | 6 180 | (5 554) | (89,9%) |
| Gains (pertes) nets sur titres de placement | (43) | 55 | (98) | (178,2%) |
| Dividendes et revenus assimilés des titres de placement | 253 | 132 | 121 | 91,7% |
| Pertes sur titres de placement | (17) | (6) | (11) | (183,3%) |
| Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de placement | (279) | (89) | (190) | (213,5%) |
| Reprises de provisions pour dépréciation des titres de placement | - | 18 | (18) | (100,0%) |
| Gains nets sur opérations de change | 28 035 | 21 011 | 7 024 | 33,4% |
| Résultat sur opérations de change | 20 907 | 12 863 | 8 044 | 62,5% |
| Commissions sur change manuel | 7 128 | 8 148 | (1 020) | (12,5%) |
| Total | 28 618 | 27 246 | 1 372 | 5,0% |

6.4- Revenus du portefeuille d'investissement

Les revenus du portefeuille d'investissement ont totalisé 96.018 mDT au 31/12/2019 contre 86.698 mDT au 31/12/2018, soit une augmentation de 10,7%. Ils se détaillent comme suit :

| | 2019 | 2018 | Variation | % |
|---|---------------|---------------|--------------|--------------|
| Intérêts nets sur Bons de Trésor d'investissement | 64 897 | 59 332 | 5 565 | 9,4% |
| Revenus des titres de participation Entreprise liée | 611 | 1 008 | (397) | (39,4%) |
| Revenus des titres de participation Entreprise associée | 2 010 | 1 778 | 232 | 13,0% |
| Revenus des titres de participation Autres | 3 430 | 3 974 | (544) | (13,7%) |
| Revenus des titres participatifs | 2 825 | - | 2 825 | - |
| Revenus des obligations | 11 619 | 13 767 | (2 148) | (15,6%) |
| Revenus des fonds gérés | 10 626 | 6 839 | 3 787 | 55,4% |
| Total | 96 018 | 86 698 | 9 320 | 10,7% |

6.5- Intérêts encourus et charges assimilées

Les intérêts et revenus assimilés ont atteint 667.087 mDT au 31/12/2019 contre 518.398 mDT au 31/12/2018, enregistrant ainsi un taux d'accroissement de 28,7% . Ils s'analysent comme suit :

| | 2019 | 2018 | Variation | % |
|--|------------------|------------------|------------------|----------------|
| Opérations avec les établissements bancaires et financiers | (188 435) | (138 025) | (50 410) | (36,5%) |
| Intérêts sur emprunts sur le marché monétaire en dinars | (176 788) | (116 790) | (59 998) | (51,4%) |
| Intérêts sur emprunts sur le marché monétaire en devises | (509) | (2 673) | 2 164 | 81,0% |
| Intérêts sur autres comptes des établissements bancaires et financiers | (124) | (80) | (44) | (55,0%) |
| Perte / Deport sur opérations de SWAP | (11 014) | (18 482) | 7 468 | 40,4% |
| Opérations avec la clientèle | (452 605) | (356 925) | (95 680) | (26,8%) |
| Intérêts sur comptes à vue | (27 193) | (24 172) | (3 021) | (12,5%) |
| Intérêts sur comptes d'épargne | (135 937) | (129 109) | (6 828) | (5,3%) |
| Intérêts sur bons de caisse, comptes à terme et autres produits financiers | (289 475) | (203 644) | (85 831) | (42,1%) |
| Charges sur emprunts et ressources spéciales | (25 516) | (22 904) | (2 612) | (11,4%) |
| Autres intérêts et charges assimilés | (531) | (544) | 13 | 2,4% |
| Total | (667 087) | (518 398) | (148 689) | (28,7%) |

6.6- Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passifs

Ce poste a atteint 128.526 mDT au 31/12/2019 contre 82.773 mDT au 31/12/2018, soit une diminution de 45.753 mDT. Il s'analyse comme suit :

| | 2019 | 2018 | Variation | % |
|---|------------------|------------------|-----------------|----------------|
| Dotations aux provisions sur engagements de la clientèle | (137 157) | (101 518) | (35 639) | (35,1%) |
| Dotations aux provisions pour créances douteuses individuelles | (174 160) | (76 583) | (97 577) | (127,4%) |
| Dotations aux provisions additionnelles | (59 736) | (61 318) | 1 582 | 2,6% |
| Dotations aux provisions collectives sur créances non classées | - | (28 672) | 28 672 | 100,0% |
| Reprises de provisions pour créances douteuses | 53 297 | 50 647 | 2 650 | 5,2% |
| Reprise de provisions additionnelles | 18 042 | 11 016 | 7 026 | 63,8% |
| Reprises provisions sur créances cédées à SOFINREC | 55 688 | 90 395 | (34 707) | (38,4%) |
| Reprises de provisions collectives sur créances non classées | 33 737 | - | 33 737 | - |
| Créances cédées à SOFINREC et passées en perte | (63 571) | (106 006) | 42 435 | 40,0% |
| Affaires cédées à SOFINREC et passées en perte | (3 569) | - | (3 569) | - |
| Autres créances passées en pertes | (5 936) | (7 758) | 1 822 | 23,5% |
| Sommes recouvrées au titre des créances passées en perte | 8 | 18 | (10) | (55,6%) |
| Reprises d'agios réservés sur créances cédées | 8 044 | 20 236 | (12 192) | (60,2%) |
| Dotations aux provisions pour engagements par signature | (4 554) | - | (4 554) | - |
| Reprises provisions sur engagements par signature | 5 553 | 6 507 | (954) | (14,7%) |
| Dotation nette pour risques et charges | 8 631 | 18 745 | (10 114) | (54,0%) |
| Dotations aux provisions pour risques et charges | (1 969) | (8 023) | 6 054 | 75,5% |
| Reprises de provisions pour risques et charges | 10 600 | 26 768 | (16 168) | (60,4%) |
| Total | (128 526) | (82 773) | (45 753) | (55,3%) |

6.7- Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement

Ce poste a totalisé une perte de 5.569 mDT au 31/12/2019 contre un gain de 16.244 mDT au 31/12/2018. Il se détaille comme suit:

| | 2019 | 2018 | Variation | % |
|---|----------------|---------------|-----------------|-----------------|
| Dotations aux provisions pour dépréciation du portefeuille d'investissement | (10 745) | (12 806) | 2 061 | 16,1% |
| Dotations aux provisions pour fonds gérés | (12 257) | (10 616) | (1 641) | (15,5%) |
| Dotations aux provisions pour dépréciation des participations dans les FCP | (165) | (2 286) | 2 121 | 92,8% |
| Reprises de provisions pour dépréciation du portefeuille d'investissement | 1 039 | 113 | 926 | 819,5% |
| Reprises de provisions pour fonds gérés | 3 521 | 2 352 | 1 169 | 49,7% |
| Plus-values de cession sur titres d'investissement | 12 654 | 39 487 | (26 833) | (68,0%) |
| Total | (5 569) | 16 244 | (21 813) | (134,3%) |

Suivant l'autorisation du conseil d'administration du 19/02/2015 et de la CAREPP du 06/08/2015, la BNA a procédé courant l'exercice 2019 à la cession en bourse de 700.000 actions SFBT pour une valeur totale de 13.020 mDT. Cette opération a généré une plus-value de 12.654 mDT.

6.8- Frais de personnel

Les frais de personnel ont totalisé à 212.800 mDT au 31/12/2019 contre 196.387 mDT au 31/12/2018, soit une augmentation de 8,4%. Ils se détaillent comme suit :

| | 2019 | 2018 | Variation | % |
|--|------------------|------------------|-----------------|---------------|
| Salaires | (147 143) | (133 458) | (13 685) | (10,3%) |
| Charges sociales et fiscales | (44 123) | (40 628) | (3 495) | (8,6%) |
| Autres charges du personnel | (12 057) | (12 602) | 545 | 4,3% |
| Charges sur assurance collectives et IDR | (8 681) | (8 044) | (637) | (7,9%) |
| Charges sur congés à payer | (796) | (1 655) | 859 | 51,9% |
| Total | (212 800) | (196 387) | (16 413) | (8,4%) |

6.9- Charges générales d'exploitation

Les charges générales d'exploitation ont totalisé à 65.008 mDT au 31/12/2019 contre 60.536 mDT au 31/12/2018, soit une augmentation de 7,4%. Elles se détaillent comme suit :

| | 2019 | 2018 | Variation | % |
|--|-----------------|-----------------|----------------|---------------|
| Frais d'exploitation non bancaires | (62 796) | (57 411) | (5 385) | 9,4% |
| Loyers et charges locatives | (2 851) | (2 191) | (660) | (30,1%) |
| Entretiens et réparations (confiés à des tiers) | (6 669) | (5 742) | (927) | (16,1%) |
| Primes d'assurances | (996) | (969) | (27) | (2,8%) |
| Impôts et taxes | (3 377) | (2 862) | (515) | (18,0%) |
| Fournitures de bureau | (2 108) | (1 522) | (586) | (38,5%) |
| Rémunérations d'intermédiaires et honoraires | (1 981) | (1 688) | (293) | (17,4%) |
| Missions et réceptions | (698) | (1 137) | 439 | 38,6% |
| Dons et cotisations | (285) | (208) | (77) | (37,0%) |
| Jetons de présence | (437) | (405) | (32) | (7,9%) |
| Affranchissements, téléphone, Télégramme et Télex | (1 861) | (2 600) | 739 | 28,4% |
| Travaux exécutés par des tiers | (4 412) | (3 116) | (1 296) | (41,6%) |
| Fournitures faites à la banque (électricité, eau et gaz) | (3 060) | (2 258) | (802) | (35,5%) |
| Frais de publicité | (4 411) | (2 552) | (1 859) | (72,8%) |
| Transports et déplacements | (4 078) | (3 997) | (81) | (2,0%) |
| Participation au budget de l'APTBEF | (314) | (314) | - | - |
| Documentation centrale | (909) | (905) | (4) | (0,4%) |
| Frais de contrôle médical | (104) | (85) | (19) | (22,4%) |
| Frais de formation et d'inscription | (742) | (716) | (26) | (3,6%) |
| Contribution au fonds de garantie bancaire | (21 099) | (23 137) | 2 038 | 8,8% |
| Contribution sociale de solidarité | (2 404) | (1 007) | (1 397) | (138,7%) |
| Autres charges d'exploitation bancaire | (2 212) | (3 125) | 913 | 29,2% |
| Total | (65 008) | (60 536) | (4 472) | (7,4%) |

6.10- Solde en gain ou en perte provenant des autres éléments ordinaires

Les soldes en gain ou en perte provenant des autres éléments ordinaires présentent une perte de 79.838 mDT au 31/12/2019 contre aussi une perte de 7.233 mDT au 31/12/2018. Ils se détaillent comme suit :

| | 2019 | 2018 | Variation | % |
|--|-----------------|----------------|-----------------|------------------|
| Profits (pertes) exceptionnels(es) (*) | (79 816) | 6 055 | (85 871) | (1418,2%) |
| Pertes et profits sur opérations d'arbitrage rejets monétiques | (6) | (48) | 42 | 87,5% |
| Déficits de caisse | (14) | (14) | - | - |
| Redressement fiscal | (2) | (13 226) | 13 224 | 100,0% |
| Total | (79 838) | (7 233) | (72 605) | (1003,8%) |

(*)La souscription du Ministre des Finances à 14.145.648 actions nouvelles de numéraires émises par la BNA dans le cadre de l'augmentation de son capital, a donné lieu à la naissance d'un passif financiers envers l'État et la constatation d'une charge exceptionnelle, fiscalement déductible, pour 79.845 mDT. (Voir note 4.13.1). Par ailleurs, l'article 28 de la loi 2018-56 du 27/12/2018 portant loi de finances pour l'année 2019, vient de conforter l'exemption de l'impôt de cette opération en stipulant dans son 1er paragraphe « l'opération d'augmentation du capital de la BNA ne peut avoir aucune incidence fiscale au titre de l'impôt sur les sociétés ».

6.11- Impôts sur le résultat

La charge d'impôts sur le résultat se compose uniquement de l'impôt courant ou exigible (impôt sur les sociétés) et ne tient pas compte des actifs et passifs d'impôt différé (non intégrés au bilan).

| | 2019 |
|--|----------------|
| Résultat net | 123 433 |
| Réintégrations | 307 198 |
| Impôt sur les sociétés | 28 049 |
| Contribution solidarité sociale | 2 404 |
| Amendes et pénalités | 2 |
| Charges diverses non déductibles | 6 694 |
| Subvention amicale BNA | 4 849 |
| Provisions pour risques divers | 1 970 |
| Provisions pour titres de placement | 278 |
| Provisions pour dépréciation des titres de participation | 10 745 |
| Provisions pour dépréciation des titres fonds gérés | 12 257 |
| Provisions pour dépréciation des titres FCP | 165 |
| Provisions pour créances douteuses | 238 450 |
| Pertes non déductibles | 1 335 |
| Déductions | 15 581 |
| Reprise de provisions pour risques et charges | 10 600 |
| Reprise de provisions additionnelles 2012 & antérieurs | 642 |
| Reprise de provisions pour fonds gérés | 2 937 |
| Reprise de provisions pour dépréciation des titres | 1 018 |
| Reprise provisions pour dépréciation de titres FCP | 384 |
| Résultat corrigé avant déduction de provisions | 415 050 |
| Provisions déductibles sur titres cotés (placement) | 279 |
| Provisions déductibles sur titres cotés (participation) | 8 620 |
| Provisions déductibles sur titres cotés (fonds gérés) | 7 322 |
| Provisions pour créances douteuses | 238 450 |
| Résultat corrigé après déduction de provisions | 160 379 |
| Dividendes sur titres de participations | 6 301 |
| Dividendes et plus-values sur fonds gérés | 1 285 |
| Plus-values sur titres SFBT | 12 654 |
| Résultat fiscal | 140 139 |
| Dégrèvements fiscaux | 60 000 |
| Résultat imposable | 80 139 |
| Impôt sur les sociétés | 28 049 |
| Contribution conjoncturelle | 2 404 |

7- NOTES SUR L'ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

7.1- Flux de trésorerie net affecté aux activités d'exploitation

Les activités d'exploitation ont dégagé, au cours de l'exercice 2019, un flux de trésorerie net négatif de 207.860 mDT s'expliquant principalement comme suit :

- Les produits d'exploitation encaissés ont enregistré un excédent de 539.109 mDT par rapport aux charges d'exploitation décaissées ;
- Les prêts et avances à la clientèle nette des remboursements ont dégagé un flux net négatif de 1.331.313 mDT
- Les dépôts et retraits de la clientèle ont dégagé un flux net positif de 731.033 mDT ;
- Les sommes versées au personnel et aux créiteurs divers ont atteint 292.128 mDT ;
- Les autres flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation se sont soldés par un décaissement net de 181.244 mDT.

7.2- Flux de trésorerie net affecté aux activités d'investissement

Les activités d'investissement ont dégagé, au cours de l'exercice 2019 un flux de trésorerie net négatif de 47.725 mDT s'expliquant comme suit :

- Les intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille investissement de 86.119 mDT ;
- Les acquisitions nettes sur portefeuille investissement de 99.829 mDT ;
- Les acquisitions nettes des immobilisations de 34.015 mDT ;

7.3- Flux de trésorerie net affecté aux activités de financement

Les activités de financement ont dégagé, au cours de l'exercice 2019, un flux de trésorerie net positif de 167.330 mDT provenant essentiellement de :

- L'émission d'emprunt pour le montant de 50.000 mDT ;
- Le remboursement d'emprunt pour le montant de 45.349 mDT ;
- Une diminution des ressources spéciales pour le montant de 4.110 mDT ;

7.4- Liquidités et équivalents de liquidités

Cette rubrique comporte les avoirs en dinars et en devises en caisses, auprès de la BCT et du Centre des Chèques Postaux ainsi que les avoirs nets auprès des établissements bancaires. Elle inclut également les prêts et emprunts interbancaires inférieurs à trois mois et les Placements inférieurs à 3 mois composés par les Bons de Trésor de transaction.

Les liquidités et équivalents de liquidités ont accusé un solde négatif de 1.296.202 mDT au 31/12/2019 contre aussi un solde négatif de 1.207.947 mDT au 31/12/2018. Elles se décomposent comme suit à la fin de l'exercice 2019:

| | solde au 31/12/2019 | solde au 31/12/2018 | Variation | % |
|--|------------------------|------------------------|------------------|----------------|
| Liquidités en dinars tunisiens : | 173 397 | 105 089 | 68 308 | 65,0% |
| - Avoirs en caisse en dinars | 48 143 | 45 593 | 2 550 | 5,6% |
| - Avoirs auprès de la BCT en dinars | 7 378 | 6 204 | 1 174 | 18,9% |
| - Avoirs en CCP | 294 | 203 | 91 | 44,8% |
| - Mouvements IBS | 20 286 | 10 739 | 9 547 | 88,9% |
| - Correspondants débiteurs en dinars | 109 123 | 55 319 | 53 804 | 97,3% |
| - Correspondants créditeurs en dinars | (11 827) | (12 969) | 1 142 | 8,8% |
| Liquidités en devises : | 269 258 | 251 359 | 17 899 | 7,1% |
| - Caisse en devises | 12 192 | 12 950 | (758) | (5,9%) |
| - Avoirs à la BCT en devises | 103 297 | 211 533 | (108 236) | (51,2%) |
| - Correspondants débiteurs en devises | 153 847 | 26 876 | 126 971 | 472,4% |
| Emprunts en dinars | (1 747 222) | (1 451 306) | (295 916) | (20,4%) |
| Emprunts en devises | - | (114 829) | 114 829 | 100,0% |
| Placements inférieurs à 3 mois | 8 365 | 1 740 | 6 625 | 380,7% |
| Liquidités et équivalents de liquidités au 31/12/2019 | (1 296 202) | (1 207 947) | (88 255) | (7,3%) |

8- Note sur les évènements postérieurs à l'arrêté des états financiers

L'accélération de la pandémie du CORONA VIRUS depuis janvier 2020 n'est pas considéré comme étant un « adjusting event » puisqu'il n'a pas un impact sur les états financiers arrêtés au 31/12/2019 vu qu'il ne remet aucunement en cause l'hypothèse de la continuité de l'activité de la banque et ce en dépit que l'épidémie a été diagnostiquée pour la première fois courant le mois de décembre 2019.

Par ailleurs, la décision de confinement total décrétée à partir du 22 Mars jusqu'au 20 Avril 2020 ainsi que les mesures économiques et sociales exceptionnelles en faveur des catégories vulnérables et des entreprises afin de contrer les effets néfastes de la crise du Covid-19, auront un effet négatif aussi bien, sur le volume d'activité de la Banque, durant le 1er semestre 2020, que sur la trésorerie de la Banque.

En effet, les circulaires BCT n° 05/2020 du 19/03/2020, n°06/2020 du 19/03/2020, n°07/2020 du 25/03/2020, n° 08/2020 du 01/04/ 2020 et n° 09/2020 du 01/04/2020 ont invité les Banques à prendre les dispositions nécessaires afin de soutenir les personnes physiques et morales pour faire face à la crise Covid-19, notamment :

-Le report des échéances de crédits accordés aux personnes physiques dont le revenu net ne dépasse pas 1000 dinars, et ce à partir du 1er Mars jusqu'au 30 Septembre 2020 ;

- Le report des échéances de crédits accordés aux personnes physiques dont le revenu net dépasse 1000 dinars, et ce à partir du 1er avril jusqu'au 30 juin 2020 ;

- Le report des échéances de crédits accordés aux sociétés et aux professionnels dont la classe de risque est 0 et 1, et ce à partir du 30/03/2020 jusqu'au 30 septembre 2020 ;

- La gratuité des services des retraits interbancaires DAB, la gratuité de distribution des cartes bancaires ainsi que la gratuité des opérations de paiement par TPE pour les montants inférieurs à 100 DT.

9- Note sur les opérations avec les parties liées

1- La BNA a émis un emprunt obligataire subordonné en 2019 pour un montant global de 50 millions de dinars détaillé comme suit :

- 1.1- Un emprunt obligataire subordonné « BNA 2019-1 » émis sans recours à l'appel public à l'épargne d'un montant de 50 millions de dinars ayant les caractéristiques suivantes :

| Catégorie | Durée | Taux d'intérêt | Amortissement |
|-----------|---------------------------------|-------------------------|--|
| A | 5 ans | 10,5% et /ou TMM + 2,3% | Constant par 1/5 à partir de la 1ère année |
| B | 7 ans dont deux années de grâce | 11% et /ou TMM + 2,8% | Constant par 1/5 à partir de la 3ème année |

- 1.2- La BNA capitaux a été chargée de préparer le dossier administratif de l'emprunt obligataire subordonné émis en 2019, ainsi la BNA a constaté à ce titre en charge de l'exercice une commission de placement de 150 mDT hors taxes et une commission de 30mD au titre d'élaboration du document de référence.

- 1.3- Les montants souscrits par les filiales et entreprises associées ainsi que les intérêts générés par cet emprunt en 2019 se détaillent comme suit :

| Société | Montant souscrit à l'EO BNA sub2019-1 | Intérêts 2019 |
|-----------------|--|------------------|
| SICAR INVEST | 2 390 | 3 |
| TUNIS-RE | 1 500 | 18 |
| ASSURANCE "AMI" | 7 000 | 67 |
| Total | 10 890 | 88 |

2- L'encours des montants souscrits par la Caisse Tunisienne des Assurances Mutuelles Agricoles, administrateur de la BNA, aux emprunts obligataires émis par la BNA au cours des exercices 2009, 2016, 2017 et 2018 se détaillent comme suit (en mDT) :

| Emprunts | BNA Sub 2009 | BNA Sub 2016 | BNA Sub 2017-02 | BNA Sub 2018-01 | Total |
|-----------------------|-----------------|-----------------|--------------------|--------------------|-------|
| Encours au 31/12/2019 | 666 | 3 000 | 2 500 | 3 200 | 9 366 |
| Intérêts 2019 | 38 | 285 | 247 | 330 | 900 |

3- La BNA a cédé au dinar symbolique, à sa filiale la SOFINREC, deux lots de créances compromises et un lot d'affaires litigieuses. Ils se détaillent comme suit :

| | Total des créances cédées | Montant intérêt | Rep. de prov. agios et int. réservés |
|------------------------------|------------------------------|--------------------|---|
| Lot 1 | 42 117 | 1 638 | 63 731 |
| Lot 2 | 21 456 | 325 | |
| Lot 3 (Affaires litigieuses) | 3 569 | - | 3 569 |
| Total | 67 142 | 1 963 | 67 300 |

4- L'encours des conventions de dépôts à terme souscrits par les filiales et entreprises associées de la BNA totalisent, au 31 décembre 2019, un montant de 153.081 mDT, réparti comme suit :

| RELATION | LIBELLE | Statut | Encours au 31/12/2019 |
|-------------------------------|---------------------|---------------------|--------------------------|
| Assurance "AMI" | Compte de Placement | ENTREPRISE ASSOCIEE | 54 000 |
| TUNIS RE | Compte de Placement | ENTREPRISE ASSOCIEE | 39 800 |
| TUNIS RE | Certificat de dépôt | ENTREPRISE ASSOCIEE | 32 500 |
| Placement Obligataire "SICAV" | Compte de Placement | FILIALE | 16 585 |
| SICAV BNA | Compte de Placement | FILIALE | 446 |
| SOVM SICAF | Compte de Placement | FILIALE | 1 900 |
| SOFINREC | Compte de Placement | FILIALE | 500 |
| SICARINVEST | Certificat de dépôt | FILIALE | 2 700 |
| BNACAPITAUX | Compte de Placement | FILIALE | 4 450 |
| AGROSERVICES | Compte de Placement | FILIALE | 200 |
| Total | | | 153 081 |

5- L'encours des conventions de dépôts à terme souscrits par les administrateurs de la BNA totalisent, au 31 décembre 2019, un montant de 10.250 mDT réparti comme suit :

| RELATION | LIBELLE | Souscription | d'échéance | Encours | Taux |
|--------------|---------------------|--------------|------------|---------------|--------|
| CTAMA | Compte à Terme | 30/12/2016 | 29/12/2021 | 10 000 | 7,23% |
| CTAMA | Compte de Placement | 31/12/2019 | 23/06/2020 | 250 | 11,80% |
| Total | | | | 10 250 | |

6- La BNA a procédé à l'abandon des créances agricoles qui feront l'objet de prise en charge par l'État conformément à l'article 79 de la loi n°2013-54 du 30 décembre 2013 portant loi de finances pour l'année 2014, tel que modifié par la loi n°2015-18 du 02 juin 2015, l'article 27 de la loi n°2015-30 du 18 août 2015 portant loi de finances complémentaire pour l'année 2015, et l'article 65 de la loi n°2016-78 du 17 décembre 2016 portant loi de finances pour l'année 2017. L'encours de ces créances est de 90.443 mDT. La convention de prise en charge, relative aux fonds propres et fonds extérieurs, a été signée entre la BNA et l'État tunisien en date du 24 mai 2017.

7- La BNA a conclu avec l'État Tunisien des conventions de gestion de plusieurs fonds budgétaires (destinés à financer soit des subventions non remboursables, soit des dotations, soit des crédits) en contrepartie de la perception de commissions.

L'encours de ces fonds budgétaires s'élève au 31 décembre 2019 à 234.000 mDT.

8- La BNA a souscrit auprès de son administrateur, la société CTAMA, un contrat d'assurance destiné à couvrir la charge relative à l'indemnité de départ à la retraite soit six mensualités de salaire brut. La cotisation relative à l'année 2019

s'élève à 3.884 mDT.

9- La BNA a souscrit auprès de son administrateur, la société CTAMA, un contrat d'assurance épargne collective destiné à financer le complément de retraite de son personnel. La charge supportée par la banque au titre de l'année 2019 s'élève à 4.796 mDT.

10- La BNA a signé avec la société «SIP-SICAR» (Filiale de la BNA absorbée par la SICAR INVEST en 2017) trois conventions de gestion de fonds à capital risque. La situation de ces fonds gérés se détaille comme suit :

| Fonds gérés | Date souscription | Montant souscrit | Encours brut au 31/12/2019 | Provisions | Encours net au 31/12/2019 |
|-------------------------|-------------------|------------------|----------------------------|----------------|---------------------------|
| Fonds gérés SIP SICAR 1 | 2010 | 1500 | 1500 | (493) | 1 007 |
| Fonds gérés SIP SICAR 2 | 2011 | 2500 | 2500 | (225) | 2 275 |
| Fonds gérés SIP SICAR 3 | 2012 | 6000 | 6000 | (599) | 5 401 |
| Fonds gérés SIP SICAR 5 | 2014 | 4000 | 4000 | (500) | 3 500 |
| Fonds gérés SIP SICAR 6 | 2015 | 9000 | 9000 | (6 517) | 2 483 |
| Total | | 23 000 | 23 000 | (8 334) | 14 666 |

11- La BNA a signé avec sa filiale SICAR-INVEST, un avenant à la convention de gestion de fonds à capital risque. Au titre de cette convention, la BNA a confié à sa filiale la gestion d'une enveloppe entièrement libérée par tranche d'un montant de 277.957 mDT. La situation de ces fonds gérés se détaille comme suit :

| Fonds gérés | Date souscription | Montant souscrit | Encours brut au 31/12/2019 | Provisions | Encours net au 31/12/2019 |
|--------------------|-------------------|------------------|----------------------------|-----------------|---------------------------|
| Fonds géré 1 | 1997 | 4 500 | 1 410 | (1 378) | 32 |
| Fonds géré 2 | 1997 | 2 057 | 904 | (538) | 366 |
| Fonds géré 3 | 1998 | 5 550 | 353 | (30) | 323 |
| Fonds géré 4 | 1999 | 7 350 | 4 437 | (2 119) | 2 318 |
| Fonds géré 5 | 2000 | 7 000 | 3 054 | (2 594) | 460 |
| Fonds géré 6 | 2001 | 7 000 | 2 558 | (1 788) | 770 |
| Fonds géré 7 | 1997 | 5 000 | 2 603 | (1 334) | 1 269 |
| Fonds géré 8 | 2003 | 3 500 | 1 853 | (1 037) | 816 |
| Fonds géré 9 | 2003 | 1 500 | 1 006 | (507) | 499 |
| Fonds géré 10 | 2005 | 5 000 | 2 037 | (1 915) | 122 |
| Fonds géré 11 | 2007 | 2 500 | 869 | (828) | 41 |
| Fonds géré 12 | 2008 | 8 500 | 7 966 | (4 113) | 3 853 |
| Fonds géré 13 | 2009 | 20 000 | 19 110 | (8 170) | 10 940 |
| Fonds géré 14 | 2010 | 15 000 | 14 729 | (1 694) | 13 035 |
| Fonds géré 15 | 2011 | 10 000 | 8 700 | (1 874) | 6 826 |
| Fonds géré 16 | 2012 | 8 400 | 8 400 | (1 609) | 6 791 |
| Fonds géré 16- bis | 2012 | 5 600 | 5 600 | (298) | 5 302 |
| Fonds géré 18 | 2014 | 6 000 | 6 000 | (1 387) | 4 613 |
| Fonds géré 19 | 2015 | 7 000 | 7 000 | (2 963) | 4 037 |
| Fonds géré 20 | 2016 | 2 000 | 2 000 | (491) | 1 509 |
| Fonds géré 20 Bis | 2016 | 8 500 | 8 500 | (1 328) | 7 172 |
| Fonds géré 21 | 2016 | 3 000 | 3 000 | -- | 2 979 |
| Fonds géré 22 | 2017 | 20 000 | 20 000 | -- | 19 505 |
| Fonds géré 22 Bis | 2017 | 20 000 | 20 000 | -- | 19 968 |
| Fonds géré 22 TER | 2017 | 20 000 | 20 000 | - | 20 000 |
| Fonds géré 23 | 2018 | 25 000 | 25 000 | - | 25 000 |
| Fonds géré 23 Bis | 2018 | 25 000 | 25 000 | - | 25 000 |
| Fonds géré 23 TER | 2018 | 23 000 | 23 000 | - | 23 000 |
| Total | | 277 957 | 245 089 | (38 543) | 206 546 |

Les conditions de rémunération de la SICAR-INVEST, au titre de la gestion de ces fonds, se résument comme suit :

- Commission de gestion annuelle de 0,5% décomptée sur l'encours des fonds confiés ;
- Commission de recouvrement de 2,5%;
- Commission de rendement de 5% décomptée sur les produits des placements réalisés par les fonds ;
- Commission de performance de 10% calculée sur les plus-values de l'activité capital risque et autres produits liés.

Les commissions de gestion relatives à l'exercice 2018 et payés en 2019 s'élèvent à 1.913mD HTVA. Les commissions de gestion relatives à l'exercice 2019 s'élèvent à 274 mDT HTVA.

12- La BNA a signé avec SODINO, entreprise associée, deux conventions de gestion de fonds à capital risque. La situation de ces fonds gérés se détaille comme suit :

| Fonds gérés | Date souscription | Montant souscrit | Encours brut au 31/12/2019 | Provisions | Encours net au 31/12/2019 |
|------------------------|-------------------|------------------|----------------------------|--------------|---------------------------|
| FDS DEV IRADA Jendouba | 2010 | 450 | 450 | (450) | 0 |
| FDS DEV IRADA Elkef | 2010 | 450 | 450 | (450) | 0 |
| Total | | 900 | 900 | (900) | 0 |

Les conditions de rémunération de la SODINO, au titre de la gestion de ces fonds, se résument comme suit :

- Commission de gestion de 1% décomptée sur les actifs nets du fonds avec un minimum de 4.500 dinars par fonds ;
- Commission de performance de 10% calculée sur les plus-values réalisées sur les cessions d'actions ou de parts sociales et des dividendes servis par fonds ;
- Commission de rendement de 10% calculée sur les produits des placements réalisés par les fonds ;

Les commissions de gestion revenant à SODINO au titre de l'exercice 2019 s'élèvent à 10 mDT hors taxes.

13- En vertu de conventions conclues avec la SICAV BNA, la SICAV Placement Obligataire et la BNA capitaux, la BNA assure la fonction de dépositaire de titres et de fonds pour ces OPCVM.

En rémunération des prestations fournies à ce titre, la banque perçoit les commissions suivantes :

- 0,15% du montant de l'actif net de la SICAV Placement Obligataire. La commission relative à l'exercice 2019 s'élève à 372mD dinars hors taxes;
- 0,2% du montant de l'actif net du FCP Sécurité. La commission relative à l'exercice 2019 s'élève à 51mDT hors taxes;
- 0,1% du montant de l'actif net du FCP Progrès. La commission relative à l'exercice 2019 s'élève 980 dinars hors taxes;
- 1.000 dinars hors taxes, commission fixe versée annuellement par la SICAV BNA.

14- En vertu de la convention conclue avec la BNA capitaux, cette dernière assure :

- La tenue du registre des actionnaires et autres services annexes. La BNA capitaux perçoit une rétribution forfaitaire de 30.000 dinars hors taxes par année ;
- La gestion du portefeuille pour le compte de la BNA. La BNA capitaux perçoit, à ce titre :
 - *une commission de 0,4% du montant de chaque transaction boursière
 - *une commission de 0,2% du montant de chaque coupon encaissé.
 - *des frais de tenue de compte de 0,075% du montant du portefeuille des valeurs mobilières mouvementées avec un maximum de 2.500 dinars par valeur.

La BNA a payé en hors taxes, au cours de l'exercice 2019 un montant de 600mDT pour la commission de placement sur l'augmentation de capital, un montant de 61mDT pour la commission de courtage et un montant de 13mDT pour la commission de tenue de compte.

15- La BNA loue à ses filiales, BNA Capitaux et Société Tunisie Informatique Services «TIS », certains de ses locaux. Les conditions annuelles des contrats de location de ses locaux se détaillent comme suit :

| Filiales | Montant du loyer annuel en Dinars | Date de début de la location | Majoration par année | Date de début de la majoration | Loyer HT 2019 en Dinars |
|-----------------------------------|-----------------------------------|------------------------------|------------------------|--------------------------------|-------------------------|
| BNA CAPITAUX-MARSA | 7 200 (hors taxes) | 15/12/2013 | 5% | Deuxième année de la location | 9 208 |
| BNA CAPITAUX-SOUSSE | 4 800 (hors taxes) | 01/04/2008 | 5% | Deuxième année de la location | 8 112 |
| BNA CAPITAUX-SFAX | 4 200 (hors taxes) | 01/07/2007 | 5% | Deuxième année de la location | 7 363 |
| BNA CAPITAUX-BEN AROUS | 3 600 (hors taxes) | 01/07/2010 | 5% | Deuxième année de la location | 5 452 |
| Tunisie Informatique Services TIS | 14 400 (TTC) | 01/01/2011 | 5% (tous les deux ans) | 01/01/2014 | 14 126 |
| Total | | | | | 44 261 |

16- Le montant des achats de matériel informatique, de maintenance et des prestations de services effectués au profit de la BNA, courant l'exercice 2019, par sa filiale la société Tunisie Informatique Services « TIS » s'élève à 7.741mD.

17- L'encours des montants souscrits par les filiales et entreprises associées, aux emprunts émis par la BNA au cours des exercices 2009, 2016, 2017 et 2018, ainsi que les intérêts générés par ces emprunts se détaillent au 31/12/2019 comme suit:

| Société | BNA SUB 2018-01 | BNA SUB 2017-02 | BNA SUB 2017-01 | BNA SUB 2016 | BNA SUB 2009 | Intérêts 2019 |
|-----------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|--------------|--------------|---------------|
| SICAR INVEST | 7 200 | 2 000 | - | 400 | - | 966 |
| Placement Obligataire SICAV | 10 000 | - | 3 000 | - | 1 665 | 1 199 |
| TUNIS-RE | 1 800 | 4 000 | 2 000 | 2 400 | 333 | 667 |

| | | | | | | |
|--------------------------|---------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| AMI | 4 000 | 3 000 | 300 | 3 200 | 333 | 1 062 |
| AGROSERVICES | | - | 30 | - | - | 3 |
| SICAF PARTICIPATIONS BNA | 400 | - | - | - | - | 38 |
| Total | 23 400 | 9 000 | 5 330 | 6 000 | 2 331 | 3 935 |

18- La BNA a émis, en 2008 un Fonds Commun de Placement « FCP SECURITE » pour un montant global de 50 millions de dinars. La durée de ce fonds a été prorogée de 10 ans à 15 ans au cours de l'année 2018 :

18.1 Les filiales et entreprises associées ayant souscrit à ce fonds dans le cadre de la prorogation ainsi que la valorisation de leurs portefeuilles au 31/12/2019 se présentent comme suit :

| Société | Montant souscrit | Valorisation au 31/12/2019 |
|-----------------|------------------|----------------------------|
| TUNIS-RE | 6 000 | 9 998 |
| ASSURANCE "AMI" | 8 000 | 13 330 |
| Total | 14 000 | 23 328 |

18.2 La Caisse Tunisienne des Assurances Mutuelles Agricoles, administrateur de la BNA, a souscrit à ce fonds dans le cadre de sa prorogation. Les montants souscrits à ce fonds ainsi que la valorisation de leur portefeuille au 31/12/2019 se présentent comme suit :

| Société | Montant souscrit | Valorisation au 31/12/2019 |
|--------------|------------------|----------------------------|
| CTAMA | 2 000 | 3 333 |
| Total | 2 000 | 3 333 |

19- Les soldes des comptes courants ouverts par les filiales et les entreprises associées de la BNA ainsi que les commissions et intérêts y afférents se détaillent, au 31/12/2019, comme suit :

| Partie liée | Solde au 31/12/2019 | | Intérêts de l'exercice 2019 | |
|--------------------------|---------------------|-----------|-----------------------------|--------|
| | Débitéur | Crédéteur | Encaissés | Servis |
| SIMPAR | 1 381 | 323 | 156 | - |
| SIVIA | 196 | 1 328 | 120 | - |
| ESSOUKNA | - | 1 416 | 65 | - |
| AGRO-SERVICES | - | 234 | - | (1) |
| TIS | 156 | 0 | 68 | - |
| BNA CAPITAUX | - | 1 463 | - | (146) |
| LES ŒILLETS | 34 | 0 | 32 | - |
| SOFINREC | - | 328 | 3 | - |
| POS | - | 444 | - | (31) |
| SOGEST | 565 | 0 | 62 | - |
| EL MEDINA | 157 | 972 | 56 | - |
| SICAR INVEST | 3 243 | 19 640 | - | (115) |
| SOIVM SICAF | - | 36 | - | - |
| SICAV BNA | - | 1 | - | (1) |
| SICAF PARTICIPATIONS BNA | - | 1 | - | - |
| SODET SUD | - | 6 | - | - |
| TUNIS-RE | - | 2 273 | - | (23) |
| ZIED | - | 0 | - | - |
| AMI | 3 201 | 2 313 | 112 | - |
| GENERALE DES VENTES | - | 1 | - | - |

20- Les concours bancaires accordés par la BNA à ses filiales et à ses entreprises associées, totalisent, au 31/12/2019 , un montant de 156.396 mDT, réparti comme suit :

| Société | Encours |
|-------------|---------|
| SIMPAR | 38 172 |
| LES ŒILLETS | 13 962 |
| ESSOUKNA | 33 122 |
| SIVIA | 26 352 |
| EL MADINA | 25 677 |
| SODET SUD | 2 003 |
| SOFINREC | 15 804 |

| | |
|--------------|----------------|
| GEVE | 1 304 |
| TIS | 0 |
| Total | 156 396 |

21- Les rémunérations servies par la BNA, au cours de l'exercice 2019, aux membres des organes de gestion sont détaillées comme suit :

| Nature de la Rémunération | Montants servés en 2019 |
|---|--------------------------------|
| Jetons de présence (CA) | 166 |
| CPAI | 25 |
| Comité des rémunérations et des nominations | 14 |
| Comité interne des Marchés | 15 |
| Comité des Risques | 23 |
| Comité de Recouvrement | 16 |
| Total | 259 |

RAPPORT GÉNÉRAL EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2019

Messieurs les Actionnaires de la Banque Nationale Agricole (BNA BANK),

Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire du 29 juin 2019, nous avons effectué l'audit des états financiers de la Banque Nationale Agricole - BNA BANK (la « Banque »), qui comprennent le bilan et l'état des engagements hors bilan au 31 décembre 2019, l'état de résultat et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers font ressortir des capitaux propres positifs de 1.522.944 KDT, y compris le résultat bénéficiaire de l'exercice s'élevant à 123.433 KDT.

À notre avis, les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la Banque au 31 décembre 2019, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au Système Comptable des Entreprises.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISAs) applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces Normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Banque conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé que les questions décrites ci-après constituent les questions clés de l'audit qui doivent être communiquées dans notre rapport.

1) Prise en compte des intérêts et revenus assimilés et des commissions en produits

a) Risques identifiés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, les intérêts et revenus assimilés ainsi que les commissions (en produits) comptabilisés en résultat net de la Banque totalisent 1.200.141 KDT (soit 90,59% du total des produits d'exploitation bancaire).

Les méthodes de prise en compte des intérêts et revenus assimilés ainsi que des commissions (en produits) sont décrites au niveau de la note 3.1.4 des états financiers « *Comptabilisation des revenus afférents aux créances clients* ».

Bien que la majeure partie de ces revenus soit générée et comptabilisée automatiquement par le système d'information de la Banque, nous avons considéré que la prise en compte des intérêts et revenus assimilés ainsi que des commissions (en produits) constitue un point clé de notre audit en raison du volume important des transactions et de l'importance de cette rubrique par rapport au total des produits d'exploitation bancaire.

b) Procédures d'audit mises en œuvre face aux risques identifiés

Dans le cadre de notre audit des comptes, nos travaux ont porté particulièrement sur les éléments suivants :

- Un examen des politiques, processus et contrôles mis en place par la Banque en vue de l'évaluation et de la comptabilisation des revenus ;
- L'évaluation de l'environnement informatique compte tenu de la génération et de la prise en compte automatique des revenus en comptabilité ;
- La vérification du respect des prescriptions de la norme comptable NCT 24 relative aux *Engagements et revenus y afférents dans les établissements bancaires*, en matière de prise en compte des revenus et de séparation des exercices comptables ;
- La réalisation de procédés analytiques sur l'évolution des intérêts et des commissions ;
- La fiabilité des méthodes de réservation des intérêts ;
- La vérification du caractère approprié des informations fournies dans les notes aux états financiers.

2) Classification des créances et estimation des provisions

a) Risques identifiés

Au 31 décembre 2019, les créances figurent à l'actif du bilan de la Banque pour un montant brut de 11.851.860 KDT ; les provisions constituées en couverture des risques rattachés à ces créances s'élèvent à 1.031.450 KDT et les intérêts et agios réservés ont atteint 373.838 KDT.

Comme indiqué au niveau de la note 3.1 des états financiers « *Comptabilisation des engagements et des revenus y afférents* », la Banque procède à la classification et à l'évaluation des engagements puis à la comptabilisation

des provisions y afférentes dès lors qu'elle estime que les critères définis par la circulaire BCT n°91-24 du 17 décembre 1991, telle qu'elle a été modifiée par les circulaires BCT subséquentes, sont remplis.

Compte tenu de l'exposition de la Banque au risque de crédit dont l'estimation obéit à des critères quantitatifs et qualitatifs nécessitant un niveau de jugement élevé, nous avons considéré la classification des créances, l'évaluation des provisions y afférentes et le calcul des intérêts et agios réservés comme un point clé de notre audit.

b) Procédures d'audit mises en œuvre face aux risques identifiés

À travers les entretiens menés avec la Direction et l'examen des procédures de contrôle mises en place par la Banque, nous avons pris connaissance de la méthode d'évaluation du risque de contrepartie et de constatation des provisions nécessaires compte tenu des garanties obtenues. La méthode de classification des engagements de la Banque repose principalement sur l'antériorité de la créance.

Nous avons ainsi adopté la démarche d'audit suivante :

- Le rapprochement de la situation des engagements de la clientèle aux données comptables ;
- L'appréciation de la méthodologie retenue par la Banque en matière de classification des créances par rapport aux règles édictées par la Banque Centrale de Tunisie ;
- L'appréciation de la fiabilité du système de couverture des risques et de réservation des produits ;
- La vérification de la prise en compte de certains critères qualitatifs issus des opérations réalisées et du comportement de la relation durant l'exercice ;
- L'examen des garanties retenues pour le calcul des provisions et l'appréciation de leurs valeurs, eu égard aux règles édictées et aux méthodes adoptées ;
- La vérification du calcul arithmétique du montant des provisions requises sur les créances de la clientèle à base individuelle, collective et additionnelle, en application de la réglementation en vigueur ;
- La vérification que les ajustements proposés ont été pris en compte par la Banque.

3) Comptabilisation des titres d'investissement

a) Risques identifiés

Le portefeuille-titres d'investissement de la Banque totalise 1.648.697 KDT au 31 décembre 2019 et représente un poste important du bilan (12,67 % du total des actifs).

Comme indiqué dans la note 3.2.2 des états financiers « *Portefeuille-titres d'investissement et revenus y afférents* », les titres d'investissement sont comptabilisés à la date d'entrée au coût d'acquisition et font l'objet d'une évaluation à la date de clôture en comparant la valeur comptable à la juste valeur pour les titres non cotés, et à la valeur de marché pour les titres cotés. Les provisions correspondantes sont ajustées en conséquence.

L'estimation de la juste valeur des titres d'investissement requiert l'exercice d'un jugement de la part de la Direction dans son choix des éléments à considérer selon la nature des titres concernés, lesquels éléments diffèrent selon le cas (pour certaines entités, les capitaux propres éventuellement corrigés et, pour d'autres entités, le cours moyens en bourse à la date d'arrêté ou à la date antérieure la plus récente).

Dans ce contexte et du fait des incertitudes inhérentes à certains éléments, nous avons considéré que la correcte évaluation des titres d'investissement, les créances rattachées et les provisions pour dépréciation correspondantes constituent un point clé de notre audit.

b) Procédures d'audit mises en œuvre face aux risques identifiés

Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des justes valeurs des titres d'investissement sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux d'audit ont consisté principalement à :

- Vérifier les cours de bourse utilisés pour l'évaluation des titres cotés ;
- Vérifier que les capitaux propres retenus concordent avec les comptes des entités qui ont fait l'objet d'un audit et que les ajustements opérés, le cas échéant, sur ces capitaux propres sont fondés sur une documentation probante ;
- Vérifier que l'estimation de ces valeurs, déterminée par la Direction, est fondée sur une justification appropriée de la méthode d'évaluation retenue et des éléments chiffrés utilisés, ayant servi de base pour la constatation des provisions pour dépréciation requises ;
- Apprécier le caractère recouvrable des créances rattachées au regard des analyses effectuées sur les titres d'investissement.

Paragraphes d'observations

Nous attirons l'attention sur les points suivants :

- 1) La note 4.3.8 des états financiers décrit les engagements de la Banque envers les entreprises publiques qui totalisent 2.748.611 KDT au 31 décembre 2019 (soit environ 21% du total des engagements en bilan et hors bilan). Ils sont constitués à hauteur de 66% des engagements envers l'Office des Céréales qui s'élèvent à 1.805.239 KDT, et sont refinancés auprès de la Banque Centrale de Tunisie pour un montant de 902.657 KDT. Ces engagements ont connu une hausse considérable de 983.228 KDT (+56%) par rapport à leur niveau au 31 décembre 2018, s'expliquant principalement par la prise en charge par l'Office des Céréales des engagements des collecteurs de céréales locales.

Les garanties reçues par la Banque en couverture des risques de contrepartie sur les engagements des entreprises publiques totalisent 2.221.307 KDT au 31 décembre 2019, dont des garanties de l'État s'élevant à 1.759.268 KDT et accordées dans leur grande majorité en application des dispositions de l'article 10 de la loi n°2019-78 du 23 décembre 2019, portant loi de finances pour l'année 2020.

- 2) Les notes 4.13 et 6.10 des états financiers décrivent les modalités et les conséquences de l'augmentation du capital, décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 06 mars 2019, sur la situation financière de la Banque et son résultat net de l'exercice 2019. Le capital social a été porté de 176.000 KDT à 320.000 KDT selon les modalités suivantes : souscription et libération intégrale de 28.160.000 actions nouvelles émises en numéraire et par voie de compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles détenues par l'État sur la Banque, et attribution de 640.000 actions gratuites résultant d'une incorporation de réserves. Les créances détenues par l'État ayant servi à cette opération d'augmentation du capital sont relatives aux deux fonds budgétaires de 133.000 KDT et 160.000 KDT, pour les montants respectifs de 89.902 KDT et 79.845 KDT.

Afin de permettre la réalisation de cette opération pour la partie imputable sur le fonds budgétaire de 160.000 KDT, l'État a mis en jeu la clause de retour à meilleure fortune en considérant que l'équilibre financier de la Banque est rétabli en vertu des dispositions de l'article 28 de la loi n°2018-56 du 27 décembre 2018, portant loi de finances pour l'année 2019, et indépendamment de la satisfaction ou non des cinq critères prévus par la convention régissant ce fonds budgétaire. De ce fait, une partie du passif éventuel de 160.000 KDT a été transformé en un passif actuel (obligation de remboursement d'une créance envers l'État) en comptabilisant une charge exceptionnelle d'un montant de 79.845 KDT, considérée comme étant déductible du bénéfice imposable à l'impôt sur les sociétés au titre de l'exercice 2019.

Notre audit de l'opération d'augmentation du capital de la Banque a été accompagné d'une vérification approfondie de la situation financière des deux fonds budgétaires de 133.000 KDT et 160.000 KDT, ce qui a permis d'apporter les ajustements nécessaires et de présenter de manière séparée, au bilan ou dans les notes

aux états financiers, les actifs et les passifs s'y rapportant, totalisant respectivement 208.240 KDT et 216.932 KDT au 31 décembre 2019.

La Banque envisage de convenir avec le Ministère des Finances des modalités de régularisation et d'apurement de la situation financière de ces deux fonds budgétaires au cours de l'exercice 2020 (mise en jeu de la garantie de l'État pour les impayés pour plus d'un an, fixation du sort des créances abandonnées au fil des ans ainsi que des recouvrements en principal et en intérêts non versés à l'État, commissions de gestion, alternative du transfert à la Banque des actifs et des passifs relatifs aux deux fonds budgétaires, etc.).

- 3) La note 8 des états financiers décrit l'évènement postérieur du COVID-19, non lié à des conditions existant à la date de clôture et n'ayant entraîné aucune modification des comptes. La propagation de la pandémie du COVID-19 depuis le mois de mars 2020 en Tunisie a été accompagnée par une série de dispositions réglementaires sanitaires qui pourraient impacter de façon significative l'économie du pays, étant donné que plusieurs opérateurs économiques en subissent les conséquences, en termes de baisse du niveau d'activité, de non-recouvrement des créances clients, etc. Ces circonstances pourraient engendrer un accroissement du risque de crédit, du risque de liquidité et du risque de marché, auxquels la Banque est exposée.

Les mesures sanitaires ont été accompagnées par des mesures socio-économiques, notamment des dispositions mises en place par la Banque Centrale de Tunisie à travers certaines circulaires émises en 2020 et portant des mesures de soutien en faveur des parties lésées par le COVID-19, se rapportant principalement au report du remboursement des échéances bancaires et la gratuité de certains services. L'application desdites dispositions pourrait entraîner une baisse du produit net bancaire et du résultat net qui seront réalisés par la Banque au titre de l'exercice 2020.

Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ces points.

Rapport de gestion

La responsabilité du rapport de gestion incombe au Conseil d'Administration. Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas au rapport de gestion et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes de la Banque dans le rapport de gestion par référence aux données figurant dans les états financiers.

Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilité de la Direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers

Le Conseil d'Administration est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément au Système Comptable des Entreprises, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la Direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la Direction a l'intention de liquider la Banque ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe au Conseil d'Administration de surveiller le processus d'information financière de la Banque.

Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux Normes internationales d'audit (ISAs) applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux Normes internationales d'audit (ISAs) applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Banque à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et tous les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

Efficacité du système de contrôle interne

En application des dispositions de l'article 3 de la loi n°94-117 du 14 novembre 1994, tel que modifié par la loi n°2005-96 du 18 octobre 2005, nous avons procédé aux vérifications périodiques portant sur l'efficacité du système de contrôle interne de la Banque. À ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombe au Conseil d'Administration.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié de déficiences importantes dans le système de contrôle interne de la Banque, susceptibles d'impacter la fiabilité de ses états financiers relatifs à l'exercice 2019.

Conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières à la réglementation en vigueur

En application des dispositions de l'article 19 du décret n°2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications portant sur la conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières émises par la Banque avec la réglementation en vigueur.

La responsabilité de veiller à la conformité aux prescriptions de la réglementation en vigueur incombe à la Direction et au Conseil d'Administration.

Sur la base des diligences que nous avons estimées nécessaires de mettre en œuvre, nous n'avons pas détecté d'irrégularité liée à la conformité des comptes de la Banque avec la réglementation en vigueur.

Tunis, le 15 mai 2020

LES CO-COMMISSAIRES AUX COMPTES

P/ Le Groupement GEM & FINACO

Abderrazak GABSI

P/ Le Groupement CSL & CNW

Samir LABIDI

RAPPORT SPÉCIAL
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2019

Messieurs les Actionnaires de la Banque Nationale Agricole (BNA BANK),

En application des articles 43 et 62 de la loi n° 2016-48 du 11 juillet 2016, relative aux banques et aux établissements financiers, et des articles 200 (et suivants) et 475 du Code des Sociétés Commerciales, nous reportons ci-dessous sur les conventions et opérations visées par ces textes.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte, in fine, dans les états financiers. Il ne nous appartient pas de rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données et celles obtenues lors de la mise en œuvre de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

Conventions nouvellement conclues et/ou réalisées au cours de l'exercice clos le 31/12/2019

1) La BNA Bank a émis, en 2019, sans recours à l'appel public à l'épargne, un emprunt obligataire subordonné « 2019-1 » d'un montant de 50 millions de dinars, avec les conditions suivantes :

| Catégorie | Durée | Taux d'intérêt | Amortissement |
|-----------|---------------------------------|----------------------|--|
| A | 5 ans | 10,5% et/ou TMM+2,3% | Constant par 1/5 à partir de la 1 ^{ère} année |
| B | 7 ans dont deux années de grâce | 11% et/ou TMM+2,8% | Constant par 1/5 à partir de la 3 ^{ème} année |

La BNA Capitaux a été chargée de préparer le dossier administratif de cet emprunt obligataire subordonné ; à ce titre, elle a bénéficié d'une commission de placement de 150 KDT (hors TVA).

Les montants souscrits par les filiales et entreprises associées de la BNA Bank ainsi que les intérêts générés en 2019 par cet emprunt obligataire subordonné se présentent comme suit :

| Société | Montant souscrit | Intérêts 2019 |
|---------------------|------------------|---------------|
| SICAR INVEST | 2.390 | 3 |
| TUNIS-RE | 1.500 | 18 |
| AMI Assurances | 7.000 | 67 |
| Total en KDT | 10.890 | 88 |

2) En application des termes du protocole d'accord signé avec BNA Capitaux en janvier 2019 et de l'avenant signé en septembre 2019, portant modification des conditions financières, la BNA Bank a confié à BNA Capitaux les prestations suivantes, dans le cadre de l'Opération d'augmentation de capital réalisée en 2019 :

- La collecte des informations comptables, financières, juridiques et sectorielles relatives à la Banque ;
- L'établissement du document de référence et de la note d'opération en vue de l'obtention du visa du CMF ;
- Les échanges avec le CMF pour les compléments d'informations ;
- L'obtention du visa ;

- L'établissement d'un document de commercialisation auprès des actionnaires anciens et potentiels à prospecter ;
- L'assistance au montage de l'Opération, et notamment les relations avec les intermédiaires en bourse, les banques dépositaires et Tunisie Clearing ;
- L'assistance dans la préparation de la campagne de communication et la promotion de l'Opération ;
- Le placement auprès des investisseurs (actionnaires anciens et potentiels).

Au cours de l'exercice 2019, les commissions facturées par BNA Capitaux à la BNA Bank, dans le cadre de l'exécution de ce protocole d'accord amendé, s'élèvent à 630 KDT (hors TVA) et se décomposent comme suit :

- Une commission forfaitaire de 30 KDT (hors TVA) ;
- Une commission de succès égale à 0,6% du montant global des souscriptions réalisées dans le cadre de l'augmentation de capital (déduction faite de la part souscrite par l'Etat), soit 404 KDT (hors TVA) ;
- Une commission de placement au taux de 0,8% assise sur la valeur globale des titres souscrits, soit 196 KDT (hors TVA).

3) Le montant cumulé des achats d'équipements et de consommables informatiques et de prestations de services (notamment de maintenance) auprès de la filiale Tunisie Informatique Services (TIS), au cours de l'exercice 2019, s'élève à 7.741 KDT (hors TVA).

4) En 2019, la BNA Bank a conclu avec sa filiale SOFINREC, des contrats portant sur la cession, au dinar symbolique, de deux lots de créances compromises (lot 1 et lot 2) et d'un lot d'affaires litigieuses (lot 3), qui se présentent comme suit :

| Désignation | Total des créances cédées | Montant des intérêts | Reprises de provisions, agios et intérêts réservés |
|------------------------------|---------------------------|----------------------|--|
| Lot 1 - créances compromises | 42.117 | 1.638 | 63.731 |
| Lot 2 - créances compromises | 21.456 | 325 | |
| Lot 3 - affaires litigieuses | 3.569 | - | 3.569 |
| Total en KDT | 67.142 | 1.963 | 67.300 |

5) L'encours des conventions de dépôts à terme souscrites, en 2019, par les filiales et entreprises associées de la BNA Bank totalisent, au 31 décembre 2019, un montant de 96.181 KDT réparti comme suit :

| Relation | Encours au 31/12/2019 | Au cours |
|--------------------------------|-----------------------|----------|
| SICAR INVEST | 2.700 | |
| de Placement Obligataire SICAV | 16.585 | |
| SICAV BNA | 446 | |
| AMI Assurances | 19.000 | |
| BNA Capitaux | 4.450 | |
| SOIVM SICAF | 1.900 | |
| TUNIS-RE | 50.400 | |
| Agro-Services | 200 | |
| SOFINREC | 500 | |
| Total en KDT | 96.181 | |

l'exercice 2019, la BNA Bank a comptabilisé une charge globale de 3.650 KDT sous forme d'intérêts en rémunération de ces dépôts à terme.

- 6) La BNA Bank a signé, en 2019, avec la CTAMA (administrateur) une convention de dépôt à terme dont la situation se présente comme suit au 31 décembre 2019 :

| Nature | Date de souscription | Date d'échéance | Taux d'intérêt | Encours au 31/12/2019 |
|---------------------|----------------------|-----------------|----------------|-----------------------|
| Compte de placement | 31/12/2019 | 23/06/2020 | 11,80% | 250 |
| Total en KDT | | | | 250 |

Au cours de l'exercice 2019, la BNA Bank a servi à la CTAMA un montant de 14 KDT sous forme d'intérêts en rémunération de ce placement à terme.

Opérations réalisées au cours de l'exercice clos le 31/12/2019 et relatives à des conventions conclues et autorisées au cours des exercices antérieurs

- 1) La BNA Bank a procédé à l'abandon des créances agricoles qui feront l'objet de prise en charge par l'Etat conformément à l'article 79 de la loi n°2013-54 du 30 décembre 2013, portant loi de finances pour l'année 2014, tel que modifié par la loi n°2015-18 du 02 juin 2015, l'article 27 de la loi n°2015-30 du 18 août 2015, portant loi de finances complémentaire pour l'année 2015, et l'article 65 de la loi n°2016-78 du 17 décembre 2016, portant loi de finances pour l'année 2017. L'encours de ces créances s'élève à 90.443 KDT au 31 décembre 2019, dont un montant de 25.529 KDT sur fonds propres et fonds extérieurs. La convention de prise en charge, relative aux fonds propres et fonds extérieurs, a été signée entre la BNA Bank et l'Etat Tunisien en date du 24 mai 2017.
- 2) La BNA Bank a procédé à l'abandon des créances agricoles qui feront l'objet de prise en charge par l'Etat conformément aux dispositions de la loi n°99-65 du 15 juillet 1999. L'encours de ces créances s'élève à 14.956 KDT au 31 décembre 2019.
- 3) La BNA Bank a conclu avec l'Etat Tunisien des conventions de gestion de plusieurs fonds budgétaires (destinés à financer des subventions non remboursables, des dotations ou des crédits) en contrepartie de la perception de commissions. L'encours de ces fonds budgétaires s'élève à 234.000 KDT au 31 décembre 2019. Les commissions de gestion revenant à la BNA Bank, au titre de l'exercice 2019, totalisent 4.079 KDT (hors TVA).
- 4) La BNA Bank a conclu avec l'Etat Tunisien, en date du 16 mars 1995, une convention en vertu de laquelle des créances sur fonds budgétaires agricoles, s'élevant en principal à 133 millions de dinars, ont été transférées à la BNA Bank (moyennant la garantie de l'Etat en matière de recouvrement du principal des échéances impayées pour plus d'un an). Conformément à cette convention, une dotation de l'Etat a été inscrite parmi les capitaux propres de la BNA Bank pour un montant de 133 millions de dinars. Par ailleurs, la BNA Bank est tenue de restituer les sommes qui lui ont été transférées dès lors que son équilibre financier est rétabli.

L'analyse, au 31 décembre 2018, des montants versés par l'Etat à la BNA Bank, dans le cadre de la mise en jeu de la garantie sus-indiquée, ainsi que des montants recouverts par la BNA Bank et non encore versés à l'Etat, permet de stratifier la dotation accordée en deux catégories :

- Un concours qualifié de « substantiel » et correspondant au cumul des montants versés par l'Etat à la BNA Bank, moyennant la mise en jeu de la garantie souveraine, et des montants recouverts par la BNA Bank sur les crédits qui lui ont été transférés et non encore reversés à l'Etat, soit 89.902 KDT ;
- Un concours qualifié de « potentiel » et correspondant au reliquat, soit 43.098 KDT.

Le Conseil d'Administration de la BNA Bank a attesté le caractère certain, liquide et exigible du montant de 169.748 KDT correspondant à la libération intégrale de la valeur d'émission des 14.145.648 actions

souscrites par l'État, dont un montant de 89.902 KDT imputable sur le fonds budgétaire de 133 millions de dinars.

Ainsi, au 31 décembre 2019, seuls le concours potentiel de 43.098 KDT demeure comptabilisé au niveau des fonds propres de la BNA Bank.

- 5) La BNA Bank a conclu avec l'État Tunisien, en date du 17 février 2004, une autre convention en vertu de laquelle des créances sur fonds budgétaires agricoles, s'élevant en principal à 160 millions de dinars, ont été transférées à la BNA Bank (moyennant la garantie de l'État en matière de recouvrement du principal des échéances impayées pour plus d'un an). Conformément à cette convention, la BNA Bank a inscrit un engagement hors bilan sous la rubrique « Cautions, avals et autres garanties donnés » pour un montant de 160 millions de dinars, suite à la substitution des comptes de passifs correspondants par des provisions pour dépréciation des engagements. Par ailleurs, la BNA Bank est tenue de restituer les sommes qui lui ont été transférées dès lors que son équilibre financier est rétabli.

L'analyse, au 31 décembre 2018, des montants versés par l'État à la BNA Bank, dans le cadre de la mise en jeu de la garantie sus-indiquée, ainsi que des montants recouverts par la BNA Bank et non encore versés à l'État, permet de stratifier la dotation accordée en deux catégories :

- Un concours qualifié de « substantiel » et correspondant au cumul des montants versés par l'État à la BNA Bank dans le cadre de la mise en jeu de la garantie souveraine et des montants recouverts par la BNA Bank sur les crédits qui lui ont été transférés et non encore reversés à l'État, soit 79.845 KDT ;
- Un concours qualifié de « potentiel » et correspondant au reliquat, soit 80.155 KDT.

Le concours substantiel de 79.845 KDT, ayant servi à l'augmentation de capital réalisée en 2019, a donné lieu à la transformation d'une partie du passif éventuel (engagement hors bilan) en un passif actuel (obligation de remboursement d'une partie des crédits transférés) et à la comptabilisation d'une charge exceptionnelle d'égal montant au cours de l'exercice 2019.

Le concours potentiel de 80.155 KDT demeure, quant à lui, en « Engagements hors bilan » au 31 décembre 2019.

- 6) Certaines créances présentant un risque de crédit avéré ont été prises en charge par l'État en vertu des textes suivants :
- L'article 24 de la loi n°98-111 du 28 décembre 1998, portant loi de finances pour l'année 1999 : Consolidation sur 25 ans, sans intérêts et avec la garantie de l'État, des créances impayées et des créances non encore échues au 31 décembre 1997 en principal, à la charge des établissements et entreprises publics et des coopératives centrales de services agricoles ;
 - L'article 25 de la même loi : Prise en charge par l'État des créances de certaines entreprises publiques ou à participations publiques directes et indirectes et des coopératives agricoles visées au tableau « G » annexé à ladite loi, qui sont en cours de liquidation ou à liquider ou à privatiser ultérieurement, arrêtées au 31 décembre 1997, sur 25 ans et sans intérêts.

Le montant total des dites créances prises en charge par l'État a été arrêté à 329.591 KDT. Leur encours cumulé au 31 décembre 2019 s'élève à 66.222 KDT.

- 7) La BNA Bank a souscrit auprès de la CTAMA (administrateur) un contrat d'assurance destiné à couvrir la charge relative à l'indemnité de départ à la retraite, soit six mensualités de salaire brut. La cotisation relative à l'exercice 2019 s'élève à 3.884 KDT.
- 8) La BNA Bank a souscrit auprès de la CTAMA (administrateur) un contrat d'assurance épargne collective destiné à financer le complément de retraite de son personnel. La charge supportée par la BNA Bank au titre de l'exercice 2019 s'élève à 4.796 KDT.

- 9)** La BNA Bank a signé avec SIP-SICAR (absorbée par la filiale SICAR INVEST en 2017) des conventions de gestion de plusieurs fonds à capital risque, constitués au cours de la période 2010 à 2015 pour un montant initial cumulé de 23.000 KDT. Ces fonds gérés présentent un solde cumulé (net de provisions) de 14.666 KDT au 31 décembre 2019.

En outre, la BNA Bank a signé avec sa filiale SICAR-INVEST un avenant à la convention de gestion de fonds à capital risque. En vertu de cette convention amendée, la BNA Bank a confié à sa filiale SICAR-INVEST la gestion d'une enveloppe entièrement libérée par tranche (au cours de la période 1997-2018) d'un montant initial cumulé de 277.957 KDT. Ces fonds gérés présentent un solde cumulé (net de provisions) de 206.543 KDT au 31 décembre 2019.

Les conditions de rémunération de SICAR-INVEST, au titre de sa gestion des fonds à capital risque, se résument comme suit :

- Commission de gestion annuelle sur l'encours des fonds confiés de 0,5% ;
- Commission de recouvrement de 2,5% ;
- Commission de rendement de 5% décomptée sur les produits des placements réalisés par les fonds ;
- Commission de performance de 10% calculée sur les plus-values de l'activité capital risque et autres produits liés.

Au cours de l'exercice 2019, la BNA Bank a comptabilisé une charge globale de 274 KDT (hors TVA) au titre de ces différentes commissions, et a payé à SICAR-INVEST un montant total de 1.913 KDT au titre de ses commissions de gestion relatives à l'exercice 2018.

- 10)** En 2010, la BNA Bank a signé avec la SODINO, entreprise associée, deux conventions de gestion de fonds à capital risque pour un montant initial cumulé de 900 KDT. Ces deux fonds gérés, demeurant impayés, sont totalement provisionnés au 31 décembre 2019.

Les conditions de rémunération de la SODINO, au titre de la gestion de chacun de ces fonds, se résument comme suit :

- Frais de gestion de 1% des actifs nets du fonds avec un minimum de 4,500 KDT pour chaque fonds ;
- Commission de performance de 10% sur les plus-values réalisées et dividendes perçus par chaque fonds ;
- Commission de rendement de 10% sur les produits des placements réalisés par chaque fonds.

Les commissions de gestion revenant à la SODINO, au titre de l'exercice 2019, s'élèvent à 9 KDT (hors TVA).

- 11)** En vertu de conventions conclues avec la Placement Obligataire SICAV, SICAV BNA et BNA Capitaux, la BNA Bank assure la fonction de dépositaire de titres et de fonds. En rémunération des prestations fournies, elle bénéficie des commissions suivantes :

- 0,15% du montant de l'actif net de Placement Obligataire SICAV. La commission perçue au titre de l'exercice 2019 s'élève à 372 KDT (hors TVA) ;
- 1.000 DT (hors TVA), à verser annuellement par SICAV BNA ;
- 0,1% du montant de l'actif net du FCP BNA Capitalisation, à verser trimestriellement par BNA Capitaux. La commission perçue en 2019 s'élève à 12 KDT (hors TVA) ;
- 0,1% du montant de l'actif net du FCP Progrès, à verser trimestriellement par BNA Capitaux. La commission perçue en 2019 s'élève à 1 KDT (hors TVA) ;
- 0,2% du montant de l'actif net du FCP Sécurité, à verser trimestriellement par BNA Capitaux. La commission perçue en 2019 s'élève à 51 KDT (hors TVA).

12) Au cours de l'exercice 2007, il a été procédé à la mise à jour de la convention liant la BNA Bank à BNA Capitaux et portant sur :

- La tenue du registre des actionnaires et autres services annexes, en contrepartie d'une rémunération forfaitaire annuelle de 30 KDT (hors TVA) ;
- La gestion du portefeuille pour le compte de la BNA Bank ; à ce titre, BNA Capitaux perçoit :
 - Une commission sur transaction boursière de 0,4% du montant de la transaction ;
 - Une commission sur encaissement de coupon de 0,2% du montant du coupon ;
 - Des frais de tenue de compte de 0,075% du montant du portefeuille des valeurs mobilières mouvementées, avec un maximum de 2.500 DT par valeur.

En rémunération des prestations qu'elle a fournies au cours de l'exercice 2019, dans le cadre de l'exécution de cette convention, BNA Capitaux a facturé à la BNA Bank un montant global de 103 KDT (hors TVA).

13) La BNA Bank a loué à BNA Capitaux un local à usage commercial pour l'agence de Sousse. Le bail est consenti pour une période d'une année, commençant le 1^{er} avril 2008 et renouvelable par tacite reconduction, moyennant un loyer annuel de 4.800 DT (hors TVA), avec une majoration annuelle de 5% à partir du 1^{er} avril 2009. Le loyer relatif à l'année 2019 s'élève à 8 KDT (hors TVA).

14) La BNA Bank a loué à BNA Capitaux un local à usage commercial situé à Sfax. Le bail est consenti pour une période d'une année, commençant le 1^{er} juillet 2007 et renouvelable par tacite reconduction, moyennant un loyer annuel de 4.200 DT (hors TVA), avec une majoration annuelle de 5% à partir du 1^{er} juillet 2008. Le loyer relatif à l'année 2019 s'élève à 7 KDT (hors TVA).

15) La BNA Bank a loué à BNA Capitaux un local à usage commercial situé à la Marsa. Le bail est consenti pour une période d'une année, commençant le 15 décembre 2013 et renouvelable par tacite reconduction, moyennant un loyer annuel de 7.200 DT (hors TVA), avec une majoration annuelle de 5% à partir du 15 décembre 2014. Le loyer relatif à l'année 2019 s'élève à 9 KDT (hors TVA).

16) La BNA Bank a loué à BNA Capitaux un local à usage commercial situé à Ben Arous. Le bail est consenti pour une période d'une année, commençant le 1^{er} juillet 2010 et renouvelable par tacite reconduction, moyennant un loyer annuel de 3.600 DT (hors TVA), avec une majoration annuelle de 5% à partir du le 1^{er} juillet 2011. Le loyer relatif à l'année 2019 s'élève à 5 KDT (hors TVA).

17) En décembre 2011, la BNA Bank a conclu avec sa filiale Tunisie Informatique Services (TIS) un avenant au contrat de location d'un local utilisé comme siège social. Le bail est consenti moyennant un loyer annuel de 14.400 DT (TTC), avec une majoration de 5% tous les deux ans à compter du 1^{er} janvier 2011. Le loyer relatif à l'année 2019 s'élève à 14 KDT (hors TVA).

18) L'encours des montants souscrits par les filiales et entreprises associées, aux emprunts émis par la BNA Bank au cours des exercices 2009, 2016, 2017 et 2018, ainsi que les intérêts générés par ces emprunts se présentent comme suit au 31 décembre 2019 :

| Société | BNA SUB 2018-01 | BNA SUB 2017-02 | BNA SUB 2017-01 | BNA SUB 2016 | BNA SUB 2009 | Intérêts 2019 |
|-----------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|-----------------|-----------------|------------------|
| SICAR INVEST | 7.200 | 2.000 | - | 400 | - | 966 |
| Placement Obligataire SICAV | 10.000 | - | 3.000 | - | 1.665 | 1.199 |
| TUNIS-RE | 1.800 | 4.000 | 2.000 | 2.400 | 333 | 667 |
| AMI Assurances | 4.000 | 3.000 | 300 | 3.200 | 333 | 1.062 |
| Agro-Services | - | - | 30 | - | - | 3 |
| SICAF Participations BNA | 400 | - | - | - | - | 38 |
| Total en KDT | 23.400 | 9.000 | 5.330 | 6.000 | 2.331 | 3.935 |

19) L'encours des montants souscrits par la CTAMA (administrateur) aux emprunts obligataires émis par la BNA Bank au cours des exercices 2009, 2016, 2017 et 2018 ainsi que les intérêts générés par ces emprunts se présentent comme suit au 31 décembre 2019 :

| Emprunts | BNA SUB 2018-01 | BNA SUB 2017-02 | BNA SUB 2016 | BNA SUB 2009 | TOTAL en KDT |
|-----------------------|----------------------------|----------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
| Encours au 31/12/2019 | 3.200 | 2.500 | 3.000 | 666 | 9.366 |
| Intérêts 2019 | 330 | 247 | 285 | 38 | 900 |

20) En 2008, la BNA Bank a émis le « FCP Sécurité » pour un montant global de 50 millions de dinars. La durée de ce fonds a été prorogée de 10 ans à 15 ans au cours de l'exercice 2018.

Les filiales et entreprises associées ayant souscrit à ce fonds ainsi que la valorisation de leurs portefeuilles se présentent comme suit au 31 décembre 2019 :

| Société | Montant souscrit | Valorisation du portefeuille au 31/12/2019 |
|---------------------|-------------------------|---|
| TUNIS-RE | 6.000 | 9.998 |
| AMI Assurances | 8.000 | 13.330 |
| Total en KDT | 14.000 | 23.328 |

21) La CTAMA (administrateur) a souscrit au « FCP Sécurité » dans le cadre de sa prorogation. Le montant souscrit à ce fonds ainsi que la valorisation du portefeuille correspondant se présentent comme suit au 31 décembre 2019 :

| Société | Montant souscrit | Valorisation du portefeuille au 31/12/2019 |
|---------------------|-------------------------|---|
| CTAMA | 2.000 | 3.333 |
| Total en KDT | 2.000 | 3.333 |

22) Les soldes des comptes courants ouverts par les filiales et entreprises associées de la BNA Bank ainsi que les intérêts y afférents se détaillent comme suit au 31 décembre 2019 :

| Partie liée | Solde des comptes au 31/12/2019 | | Intérêts relatifs à l'exercice 2019 | |
|-----------------------------|--|---------------|--|---------------|
| | Débit | Crédit | Encaissés | Servis |
| SIMPAR | 1.381 | 324 | 156 | - |
| SIVIA | 196 | 1.328 | 120 | - |
| ESSOUKNA | - | 1.416 | 65 | - |
| Agro-Services | - | 234 | - | (1) |
| TIS | 156 | - | 68 | - |
| BNA CAPITAUX | - | 1.463 | - | (146) |
| LES ŒILLETS | 34 | - | 32 | - |
| SOFINREC | - | 328 | 3 | - |
| Placement Obligataire SICAV | - | 444 | - | (31) |
| SOGEST | 565 | - | 62 | - |
| EL MADINA | 157 | 972 | 56 | - |

| | | | | |
|--------------------------|--------------|---------------|------------|------------|
| SICAR INVEST | 3.243 | 19.640 | - | (115) |
| SOIVM SICAF | - | 36 | - | - |
| SICAV BNA | - | 1 | - | (1) |
| SICAF PARTICIPATIONS BNA | - | 1 | - | - |
| SODET SUD | - | 6 | - | - |
| TUNIS-RE | - | 2.273 | - | (23) |
| ZIED | - | - | - | - |
| AMI Assurances | 3.201 | 2 313 | 112 | - |
| GENERALE DES VENTES | - | 1 | - | - |
| Total en KDT | 8.933 | 30.780 | 674 | 317 |

23) Les concours bancaires accordés par la BNA Bank à ses filiales et entreprises associées, ainsi que les intérêts y afférents se détaillent comme suit au 31 décembre 2019 :

| Société | Montant au 31/12/2019 | Intérêts relatifs à l'exercice 2019 |
|---------------------|----------------------------------|--|
| SIMPAR | 38.172 | 3.815 |
| LES ŒILLETS | 13.962 | 399 |
| ESSOUKNA | 33.122 | 3.653 |
| SIVIA | 26.352 | 2.592 |
| EL MADINA | 25.677 | 3.399 |
| SODET SUD | 2.003 | - |
| SOFINREC | 15.804 | 1.756 |
| GENERALE DES VENTES | 1.304 | - |
| Total en KDT | 156.396 | 15.614 |

24) L'encours des conventions de dépôts à terme souscrites, en 2018, par les filiales et entreprises associées de la BNA Bank totalisent, au 31 décembre 2019, un montant de 56.900 KDT réparti comme suit :

| Relation | Encours au 31/12/2019 |
|---------------------|------------------------------|
| AMI Assurances | 35.000 |
| TUNIS-RE | 21.900 |
| Total en KDT | 56.900 |

Au cours de l'exercice 2019, la BNA Bank a comptabilisé une charge globale de 5.223 KDT sous forme d'intérêts en rémunération de ces dépôts à terme.

25) L'encours des conventions de dépôts à terme souscrites par les administrateurs de la BNA Bank, au cours des exercices antérieurs, se présente comme suit au 31 décembre 2019 :

| Relation | Nature | Date de souscription | Date d'échéance | Taux d'intérêt | Encours au 31/12/2019 |
|---------------------|---------------|---------------------------------|----------------------------|---------------------------|----------------------------------|
| CTAMA | Dépôt à terme | 30/12/2016 | 19/12/2021 | 7,23% | 10.000 |
| Total en KDT | | | | | 10.000 |

Au cours de l'exercice 2019, la BNA Bank a comptabilisé une charge globale de 723 KDT sous forme d'intérêts en rémunération de ce dépôt à terme.

Obligations et engagements de la BNA Bank envers les dirigeants

1) Les obligations et engagements de la BNA Bank envers les dirigeants, tels que visés par l'article 200 (nouveau) Il § 5 du Code des Sociétés Commerciales, se détaillent comme suit :

- La rémunération du Directeur Général a été fixée par le Conseil d'Administration dans sa réunion du 25 mai 2016, conformément au décret gouvernemental n°2015-968 du 06 août 2015 fixant le régime de rémunération des directeurs généraux des banques publiques et des présidents de leurs conseils d'administration. Cette rémunération se compose d'un salaire mensuel, d'un quota de 500 litres de carburant par mois, de la mise à disposition d'une voiture de fonction et du remboursement des frais téléphoniques ;
- La rémunération du Directeur Général Adjoint a été fixée par décision du Conseil d'Administration en date du 31 janvier 2019. Cette rémunération se compose d'un salaire mensuel, de diverses primes (prime de bilan, prime de rendement, 13^{ème} mois et enveloppe de fin d'année), d'un quota mensuel de carburant, de la mise à disposition d'une voiture de fonction et du remboursement des frais téléphoniques ;
- Le montant des jetons de présence à servir aux administrateurs ainsi que la rémunération des présidents et membres des comités émanant du Conseil d'Administration ont été fixés par décision de l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 avril 2019, comme suit :
 - Jetons de présence de 2.500 DT (bruts) par administrateur et 5.000 DT (bruts) pour le président du Conseil d'Administration ;
 - Rémunération de 2.500 DT (bruts) pour les présidents du comité d'audit et du comité des risques ;
 - Rémunération de 1.250 DT (bruts) pour les administrateurs membres du comité d'audit et du comité des risques ainsi que pour les présidents et administrateurs membres des autres comités émanant du Conseil d'Administration.

Les rémunérations servies par la BNA Bank, à ce titre, au cours de l'exercice 2019 s'élève 259.000 DT et se ventilent comme suit :

| Bénéficiaires | Montant servis en 2019 |
|--|-------------------------------|
| Conseil d'Administration (jetons de présence) | 166.000 |
| Comité Permanent d'Audit (CPA) | 25.000 |
| Comité Exécutif des Rémunérations et des Nominations | 14.000 |
| Comité Interne des Marchés | 15.000 |
| Comité des Risques | 23.000 |
| Comité de Recouvrement | 16.000 |
| Total en DT | 259.000 |

2) Les obligations et engagements de la BNA Bank envers ses dirigeants, tels qu'ils ressortent des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2019, se présentent comme suit :

| Catégorie | Directeur Général | | Directeur Général Adjoint (*) | | Administrateurs et membres de comités | |
|----------------------------------|-----------------------|----------------------|-------------------------------|----------------------|---------------------------------------|----------------------|
| | Charges de l'exercice | Passif au 31/12/2019 | Charges de l'exercice | Passif au 31/12/2019 | Charges de l'exercice | Passif au 31/12/2019 |
| Avantages à court terme | 712.491 | 75.227 | 122.209 | 12.463 | 268.750 | 167.500 |
| Avantages postérieurs à l'emploi | - | - | - | - | - | - |
| Total en DT | 712.491 | 75.227 | 122.209 | 12.463 | 268.750 | 167.500 |

(*) Les charges de l'exercice comportent les salaires et compléments de salaires, les avantages en nature ainsi que les charges sociales se rapportant au DGA en tant que chef de pôle pour la période allant du 15 avril 2019 au 31 décembre 2019. Un complément de rémunération lui a été servi en 2020 pour un montant brut de 112.365 DT.

En dehors des conventions et opérations précitées, nos travaux n'ont pas révélé l'existence d'autres conventions ou opérations rentrant dans le cadre des dispositions des articles 43 et 62 de la loi n° 2016-48 du 11 juillet 2016, relative aux banques et aux établissements financiers, des articles 200 (et suivants) et 475 du Code des Sociétés Commerciales.

Tunis, le 15 mai 2020

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

P/ Le Groupement GEM & FINACO

Abderrazak GABSI

P/ Le Groupement CSL & CNW

Samir LABIDI

AVIS DES SOCIETES

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

BANQUE NATIONALE AGRICOLE-BNA-

Siège social : Rue Hédi Nouria 1001 Tunis

La Banque Nationale Agricole -BNA- publie ci-dessous, ses états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2019 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en date 9 juin 2020. Ces états sont accompagnés du rapport des commissaires aux comptes, Mr Samir LABIDI et Mr Abderrazak GABSI.

BILAN CONSOLIDÉ

Arrêté au 31 Décembre 2019
(Unité : en 1.000 DT)

| | Notes | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Var. | % |
|---|-------|-------------------|-------------------|------------------|--------------|
| Actifs | | | | | |
| AC1 - Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT | 5.1 | 408 498 | 313 712 | 94 786 | 30,2% |
| AC2 - Créances sur les établissements bancaires et financiers | 5.2 | 85 424 | 96 914 | (11 490) | (11,9%) |
| AC3 - Créances sur la clientèle (*) | 5.3 | 10 284 998 | 9 146 354 | 1 138 644 | 12,4% |
| AC4 - Portefeuille-titres commercial | 5.4 | 228 184 | 270 554 | (42 370) | (15,7%) |
| AC5 - Portefeuille d'investissement | 5.5 | 1 453 132 | 1 382 225 | 70 907 | 5,1% |
| AC5B - Titres mis en équivalence | 5.6 | 56 824 | 67 824 | (11 000) | (16,2%) |
| AC6 - Valeurs immobilisées | 5.7 | 145 869 | 123 816 | 22 053 | 17,8% |
| AC7 - Autres actifs (*) | 5.8 | 572 162 | 561 345 | 10 817 | 1,9% |
| AC7C - Ecart d'acquisition net (Goodwill) | | - | - | - | - |
| Total des actifs | | 13 235 091 | 11 962 744 | 1 272 347 | 10,6% |
| Passifs | | | | | |
| PA1 - Banque Centrale et CCP | 5.9 | 1 580 964 | 1 360 596 | 220 368 | 16,2% |
| PA2 - Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers | 5.10 | 182 082 | 221 355 | (39 273) | (17,7%) |
| PA3 - Dépôts et avoirs de la clientèle | 5.11 | 8 426 747 | 7 733 842 | 692 905 | 9,0% |
| PA4 - Emprunts et ressources spéciales | 5.12 | 619 151 | 614 490 | 4 661 | 0,8% |
| PA5 - Autres passifs (*) | 5.13 | 593 248 | 512 670 | 80 578 | 15,7% |
| Total des passifs | | 11 402 192 | 10 442 953 | 959 239 | 9,2% |
| IM - Intérêts Minoritaires | | 271 245 | 332 314 | (61 069) | -18,4% |
| Capitaux propres | | | | | |
| Capital émis | 5.14 | 320 000 | 176 000 | 144 000 | 81,8% |
| Actions propres et d'auto-contrôle | 5.14 | (1 689) | (203) | (1 486) | (732,0%) |
| Réserves consolidées | 5.14 | 1 112 312 | 845 681 | 266 631 | 31,5% |
| Résultat de l'exercice, part du groupe | 5.14 | 131 032 | 165 999 | (34 967) | (21,1%) |
| Total des Capitaux propres (Part du Groupe) | | 1 561 655 | 1 187 477 | 374 178 | 31,5% |
| Total des capitaux propres et passifs | | 13 235 092 | 11 962 744 | 1 272 348 | 10,6% |

(*) Montants 2018 retraités à des fins de comparabilité.

ÉTAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN CONSOLIDÉ

Arrêté au 31 Décembre 2019

(Unité : en 1 000 DT)

| | Notes | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Var. | % |
|--|------------|------------------|------------------|------------------|----------------|
| Passifs éventuels | | | | | |
| HB1 - Cautions, avals et autres garanties données | 6.1 | 1 484 899 | 1 298 737 | 186 162 | 14,3% |
| <i>a- En faveur des établissements bancaires</i> | | 731 428 | 339 305 | 392 123 | 115,6% |
| <i>b- En faveur de la clientèle</i> | | 673 316 | 799 432 | (126 116) | (15,8%) |
| <i>c- En faveur de l'État</i> | | 80 155 | 160 000 | (79 845) | (49,9%) |
| HB2 - Crédits documentaires | | 456 120 | 699 325 | (243 205) | (34,8%) |
| <i>Débiteurs par accreditifs export devises</i> | | 139 370 | 143 538 | (4 168) | (2,9%) |
| <i>Débiteurs par accreditifs import devises</i> | | 316 750 | 555 787 | (239 037) | (43,0%) |
| HB3 - Actifs donnés en garantie | 6.2 | 1 541 000 | 1 437 600 | 103 400 | 7,2% |
| Total des passifs éventuels | | 3 482 019 | 3 435 662 | 46 357 | 1,3% |
| Engagements donnés | | | | | |
| HB4 - Engagements de financements donnés | 6.3 | 308 536 | 400 777 | (92 241) | (23,0%) |
| <i>Crédits notifiés non utilisés</i> | | 308 536 | 400 777 | (92 241) | (23,0%) |
| HB5 - Engagements sur titres | 6.4 | 2 832 | 2 832 | - | - |
| <i>a- Participations non libérées</i> | | 2 832 | 2 832 | - | - |
| Total des engagements donnés | | 311 368 | 403 609 | (92 241) | -22,9% |
| Engagements reçus | | | | | |
| HB7 - Garanties reçues | 6.5 | 4 762 154 | 3 717 104 | 1 045 050 | 28,1% |
| Total des engagements reçus | | 4 762 154 | 3 717 104 | 1 045 050 | 28,1% |

ÉTAT DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

Période allant du 1er Janvier au 31 Décembre 2019
(Unité : en 1 000 DT)

| | Notes | Jusqu'au 31/12/2019 | Jusqu'au 31/12/2018 | Var. | % |
|--|-------|------------------------|------------------------|------------------|----------------|
| Produits d'exploitation bancaire | | | | | |
| PR1 - Intérêts et revenus assimilés | 7.1 | 1 059 623 | 841 007 | 218 616 | 26,0% |
| PR2 - Commissions (en produits) | 7.2 | 127 185 | 111 163 | 16 022 | 14,4% |
| PR3 - Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières | 7.3 | 40 451 | 52 159 | (11 708) | (22,4%) |
| PR4 - Revenus du portefeuille d'investissement | 7.4 | 86 975 | 85 029 | 1 946 | 2,3% |
| Total produits d'exploitation bancaire | | 1 314 234 | 1 089 358 | 224 876 | 20,6% |
| Charges d'exploitation bancaire | | | | | |
| CH1 - Intérêts encourus et charges assimilées | 7.5 | (663 650) | (520 471) | (143 179) | (27,5%) |
| CH2 - Commissions encourues | | 7 527 | (1 635) | 9 162 | 560,4% |
| Total charges d'exploitation bancaire | | (656 123) | (522 106) | (134 017) | (25,7%) |
| Produit Net Bancaire | | 658 111 | 567 252 | 90 859 | 16,0% |
| PR5-CH4 - Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif | 7.6 | (120 858) | (82 684) | (38 174) | (46,2%) |
| PR6-CH5 - Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement | 7.7 | 2 363 | 30 218 | (27 855) | (92,2%) |
| PR7 - Autres produits d'exploitation | | 57 816 | 25 892 | 31 924 | 123,3% |
| CH6 - Frais de personnel | 7.8 | (229 853) | (211 575) | (18 278) | (8,6%) |
| CH7 - Charges générales d'exploitation | | (95 200) | (88 047) | (7 153) | (8,1%) |
| CH8 - Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations | | (12 875) | (10 086) | (2 789) | (27,7%) |
| Résultat d'exploitation | | 259 504 | 230 970 | 28 534 | 12,4% |
| Quote-part dans le résultat d'entreprises mises en équivalence | | (6 732) | (4 799) | (1 933) | (40,3%) |
| PR8-CH9 - Solde en gain/perte provenant des autres éléments ordinaires | 7.9 | (81 584) | (11 947) | (69 637) | (582,9%) |
| Résultat avant impôt | | 171 188 | 214 224 | (43 036) | (20,1%) |
| CH11 - Impôt sur les bénéfices | 7.10 | (33 440) | (31 168) | (2 272) | (7,3%) |
| PR9-CH10 - Solde en gain/perte provenant des autres éléments extraordinaires | | (21) | (4 033) | 4 012 | 99,5% |
| Résultat net de l'exercice | | 137 727 | 179 022 | (41 295) | (23,1%) |
| Intérêts minoritaires | | (6 695) | (13 023) | 6 328 | 48,6% |
| Résultat net de l'exercice, Part du groupe | | 131 032 | 165 999 | (34 967) | (21,1%) |

ÉTAT DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

Période allant du 1er Janvier au 31 Décembre 2019

(Unité : en 1 000 DT)

| | Notes | Jusqu'au 31/12/2019 | Jusqu'au 31/12/2018 | Var. | % |
|--|------------|------------------------|------------------------|-----------------|----------------|
| Activités d'exploitation | | | | | |
| Produits d'exploitation bancaire encaissés | | 1 203 733 | 991 725 | 212 008 | 21,4% |
| Charges d'exploitation bancaire décaissées | | (650 393) | (522 364) | (128 029) | (24,5%) |
| Dépôts / retraits de dépôts auprès établissements bancaires et financiers | | 5 431 | 2 447 | 2 984 | 121,9% |
| Prêts et avances / remboursements prêts et avances accordés à la clientèle | | (1 341 986) | (612 688) | (729 298) | (119,0%) |
| Dépôts / retrait de dépôts de la clientèle | | 737 705 | 188 917 | 548 788 | 290,5% |
| Titres de placement | | 33 823 | 27 808 | 6 015 | 21,6% |
| Sommes versées au personnel et créditeurs divers | | (300 787) | (231 962) | (68 825) | (29,7%) |
| Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation | | 216 040 | (42 917) | 258 957 | 603,4% |
| Impôt sur les bénéfices | | (37 248) | (44 816) | 7 568 | 16,9% |
| Flux de trésorerie net provenant des activités d'exploitation | 8.1 | (133 682) | (243 850) | 110 168 | 45,2% |
| Activités d'investissement | | | | | |
| Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille d'investissement | | 77 336 | 79 882 | (2 546) | (3,2%) |
| Acquisitions / cessions sur portefeuille d'investissement | | (98 764) | (101 987) | 3 223 | 3,2% |
| Acquisitions / cessions sur immobilisations | | (34 927) | (28 185) | (6 742) | (23,9%) |
| Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement | 8.2 | (56 355) | (50 290) | (6 065) | (12,1%) |
| Activités de financement | | | | | |
| Rachat / Revente d'actions propres et d'auto-contrôle | | (1 533) | 5 049 | (6 582) | (130,4%) |
| Emission d'emprunts | | 47 610 | 83 634 | (36 024) | (43,1%) |
| Remboursement d'emprunts | | 5 705 | 15 133 | (9 428) | (62,3%) |
| Augmentation / diminution des ressources spéciales | | 78 | 6 105 | (6 027) | (98,7%) |
| Dividendes encaissées / versés et autres distributions | | (13 850) | (11 157) | (2 693) | (24,1%) |
| Autres flux de financement | | (28 205) | (54 588) | 26 383 | 48,3% |
| Flux de trésorerie net affecté aux activités de financements | 8.3 | 9 805 | 44 176 | (34 371) | (77,8%) |
| Incidence des changements de méthodes sur les liquidités et équiv. de liquidités | | 96 389 | (606) | 96 995 | 16009,2% |
| Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités | | (83 843) | (250 570) | 166 727 | 66,5% |
| Liquidités et équivalents de liquidités en début de période | | (1 207 845) | (957 275) | (250 570) | (26,2%) |
| Liquidités et équivalents de liquidités en fin de période | 8.4 | (1 291 688) | (1 207 845) | (83 843) | (6,9%) |

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

ARRÊTÉS AU 31 décembre 2019

(Montants exprimés en mille dinars - mDT)

1- PRÉSENTATION DU GROUPE

Le Groupe BNA se compose de la banque, société mère, 17 sociétés filiales et 5 entreprises associées, exerçant principalement dans les secteurs financiers, la promotion immobilière et autres services. Le Groupe est présenté comme suit :

| BNA : Banque Nationale Agricole Etablissement de crédit, Banque, Siège social : Avenue Med V, 1001 Tunis | |
|--|--|
| Services financiers | |
| BNA Capitaux Société intermédiaire en bourse, Complexe le banquier, avenue Tahar Haddad les berges du lac | Placement Obligataire SICAV Société d'investissement à capital variable. 5, rue de Syrie 1002 Tunis |
| SOFINREC Société de recouvrement, Rue de l'île de Rhodes-Immeuble l'ATRIUM n°14 Lac II 1053 Tunis | SICAV BNA Société d'investissement à capital variable. 5, rue de Syrie 1002 Tunis |
| SICAR Invest. Société d'investissement à capital risque, 16, rue de Syrie imm EPI center 12 -ème étage 1002 Tunis | SICAF Participation Société d'investissement à capital fixe, 5, rue de Syrie Tunis. |
| SOIVM SICAF Société d'investissement à capital fixe, Complexe le banquier, avenue Tahar Haddad les berges du lac | ZIED Gestion de portefeuille titres 46, rue Trak Ibn Zied Mutuelle ville 1082 Tunis |
| CAP BANK Banque d'affaires 10 bis, rue Mahmoud Elmatri, Mutuelle Ville | TUNIS-RE Société de réassurance Avenue Mohamed V 1073 Montplaisir |
| Assurance AMI Compagnie d'assurance Cité des pins, Zone Nord Est Lac II 1053, Tunis | SODINO Société d'investissement à capital risque, 5, rue de Syrie Tunis. |
| Promotion immobilière | |
| SIMPAR Promotion immobilière, 14 ,rue Masmouda Mutuelleville | ESSOUKNA Promotion immobilière 46, rue Tarak Ibn Zied Mutuelleville 1082 Tunis |
| SIVIA Promotion immobilière, 51 Av Hédi Noura Résidence Ryma 2037 Ennasr II TUNIS | SPI MADINA Promotion immobilière 36 Boulevard Hedi Noura ENNASR II 2037 |
| LES OEILLETES Promotion immobilière 46, Rue Tarek Ibn Zied Mutuelleville - 1082 Tunis | |
| Autres services | |
| Tunisie Informatique Services TIS Développement informatique 6, place Mohamed Kurd Ali EL Omrane | AGROSERVICE Services agricoles 4, rue Hassen Ibn Noomane BP 152-1002-Tunis |
| SOGEST Etudes et services 44 avenue Hedi Noura Ennasr | SODET SUD Développement touristique Résidence l'Etoile du Nord Bloc A-6E-BA31-Centre Urbain Nord |
| Générale de Vente Gestion et vente d'actifs 46, Rue Tarek Ibn Zied Mutuelleville - 1082 Tunis | |

La Banque Nationale Agricole (BNA) est une société anonyme au capital de 320 millions de dinars, composé de 64 000 000 actions de 5 DT chacune, admises à la côte permanente de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis (BVMT).

Le siège social de la Banque est sis à Avenue Med V, 1001 Tunis. Elle est dirigée par un conseil d'administration.

La structure du capital social de la Banque se présente au 31 décembre 2019 comme suit :

| Actionnaires | Nombre d'actions | Valeur nominale en dinars | % d'intérêt et des droits de vote |
|---|-------------------|---------------------------|-----------------------------------|
| ACTIONNAIRES PUBLICS | 32 149 132 | 160 745 660 | 50,23% |
| L'Etat Tunisien | 22 565 044 | 112 825 220 | 35,26% |
| Caisse Nationale de Sécurité Sociale | 2 723 427 | 13 617 135 | 4,26% |
| Office des Céréales | 2 200 307 | 11 001 535 | 3,44% |
| Office de Commerce de la Tunisie | 1 857 236 | 9 286 180 | 2,90% |
| Entreprise Tunisienne d'Activités Pétrolières | 1 451 576 | 7 257 880 | 2,27% |
| Caisse Nationale d'Assurance Maladie | 1 127 815 | 5 639 075 | 1,76% |
| Office des Terres Domaniales | 143 377 | 716 885 | 0,22% |
| Société Tunisienne du Sucre | 53 461 | 267 305 | 0,08% |
| Office de l'Elevage et des Pâturages | 26 889 | 134 445 | 0,04% |
| ACTIONNAIRES A PARTICIPATION PUBLIQUE | 4 669 394 | 23 346 970 | 7,30% |
| CTAMA | 1 982 862 | 9 914 310 | 3,10% |
| Banque de Tunisie et des Emirats | 1 372 677 | 6 863 385 | 2,14% |
| STAR | 768 145 | 3 840 725 | 1,20% |
| Autres actionnaires à participation publique | 545 710 | 2 728 550 | 0,85% |
| ACTIONNAIRES PERSONNES MORALES PRIVEES | 9 454 065 | 47 270 325 | 14,77% |
| ACTIONNAIRES PERSONNES PHYSIQUES | 13 392 935 | 66 964 675 | 20,93% |
| ACTIONNAIRES ÉTRANGERS | 4 334 474 | 21 672 370 | 6,77% |
| TOTAL | 64 000 000 | 320 000 000 | 100% |

2- RÉFÉRENTIEL D'ÉLABORATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les états financiers consolidés du groupe de la Banque Nationale Agricole (BNA) sont établis conformément aux dispositions de la loi n°96-112 du 30 décembre 1996, relative au Système Comptable des Entreprises, du décret n°96-2459 du 30 décembre 1996, portant approbation du Cadre Conceptuel de la Comptabilité, et des Normes Comptables Tunisiennes dont notamment les Normes Comptables Sectorielles n°21 à 25 publiées par l'arrêté du Ministre des Finances du 25 mars 1999 ainsi que les Normes Comptables Techniques n° 35 à 39 publiées par l'arrêté du Ministre des Finances du 1er décembre 2003.

3- BASES DE MESURE ET PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes annuels individuels de la BNA et de toutes les filiales significatives contrôlées par celle-ci.

Les principes comptables appliqués les plus significatifs se résument comme suit :

3.1- Principes de consolidation

3.1.1- Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés de la Banque regroupent l'ensemble des entités sous contrôle exclusif ou sous influence notable hormis celles dont la consolidation présente un caractère négligeable pour l'établissement des comptes consolidés du Groupe.

Le périmètre de consolidation est composé de toutes les sociétés sur lesquelles la BNA exerce, directement ou indirectement, par ses sociétés consolidées un contrôle exclusif et des sociétés sur lesquelles elle exerce une influence notable.

Une filiale est consolidée à partir de la date à laquelle le Groupe obtient effectivement son contrôle.

Sont exclues du périmètre de consolidation les entités pour lesquelles les titres de participation ont été acquis uniquement en vue d'une cession ultérieure dans un avenir proche. Lorsque des restrictions sévères et durables mettent en cause la capacité du groupe à contrôler la politique d'exploitation et les actifs d'une filiale ou d'une participation, celle-ci est également exclue du périmètre de consolidation. Tel est le cas des filiales en liquidation ou placées sous le contrôle d'un administrateur judiciaire.

3.1.2- Méthodes de consolidation

Méthode d'intégration globale

Les entités sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Le Groupe possède le contrôle exclusif d'une filiale lorsqu'il est en mesure de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin de bénéficier de ses activités.

Cette méthode consiste à substituer au montant des titres de participation les éléments d'actif, de passif, de charges et de produits de chacune des sociétés consolidées, en indiquant la part des intérêts minoritaires dans les capitaux propres consolidés, et dans le résultat consolidé de l'exercice.

Le contrôle exclusif existe lorsque le Groupe BNA détient, directement ou indirectement, plus de la moitié des droits de vote de la filiale. En outre, le contrôle est présumé exister lorsque le Groupe BNA détient directement ou indirectement 40% au moins des droits de vote dans une autre entité, et qu'aucun autre associé n'y détienne une fraction supérieure à la sienne, il est attesté lorsque le Groupe dispose du pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entité en vertu d'un accord, ou de nommer, de révoquer ou de réunir la majorité des membres du Conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent.

Méthode de mise en équivalence

Les entités sous influence notable sont mises en équivalence. L'influence notable est le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle d'une entité, sans en détenir le contrôle. Elle est présumée si le Groupe détient, directement ou indirectement, 20% ou plus des droits de vote dans une entité. Les participations inférieures à ce seuil sont exclues du périmètre de consolidation, sauf si elles représentent un investissement stratégique, et si le Groupe y exerce une influence notable effective.

Cette méthode consiste à substituer au montant des titres de participation, la part du groupe dans les capitaux propres y compris le résultat des sociétés mise en équivalence.

3.1.3- Règles de consolidation

Les états financiers consolidés sont établis en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions et autres événements semblables dans des circonstances similaires.

* Intégration globale pour les filiales exerçant une activité dissemblable de celles des entités opérant dans le domaine des services financiers

L'ensemble des filiales contrôlées exclusivement par la BNA est consolidé par intégration globale, quel que soit leur secteur d'activité. Les états financiers des entreprises consolidées sont retraités afin de les rendre conformes aux règles de comptabilisation, d'évaluation et de présentation du groupe BNA. Les principes comptables et les règles d'évaluation propres aux activités non bancaires ont été maintenus dans les comptes consolidés du groupe BNA.

* Présentation des états financiers consolidés de synthèse

La présentation des états financiers consolidés du Groupe BNA est conforme aux dispositions de la norme NC 21 relative à la présentation des états financiers des établissements bancaires.

Les revenus non bancaires générés par les filiales, figurent parmi les éléments de la rubrique "Autres produits d'exploitation".

* Retraitement des créances bancaires cédées à la société de recouvrement

Depuis le 31 décembre 2001 et jusqu'au 31 décembre 2019, la BNA a cédé à sa filiale SOFINREC dix-huit lots de créances bancaires.

Après élimination du résultat de cession interne, l'encours des créances relevant des lots 1 à 4 cédées durant la période 2001-2003, est réputé être radié (ou annulé) en raison des forts aléas pesant sur leur récupération. Les sommes recouvrées au cours de l'exercice, au titre de ces créances, sont portées au niveau de l'état des résultats parmi les éléments du poste "Dotations aux provisions et résultats de correction de valeurs sur créances, hors bilan et passif" sous l'intitulé "Récupération de créances passées en pertes".

Ce traitement se justifie par l'application du paragraphe 18 de la norme NCT 35 qui stipule que les événements semblables conduits dans des circonstances similaires, devraient être traités sur la base de méthodes uniformes dans les états financiers consolidés du groupe.

Ainsi, les créances cédées par la Banque à sa filiale SOFINREC n'ont jamais quitté le contrôle de la société mère depuis leur origination. Les créances relevant des lots 1 à 4 devaient subir une radiation (write-off) à base individuelle préalablement à leur cession, et ce, conformément aux exigences du paragraphe 29 de la norme NCT 24 relative aux engagements et aux revenus y afférents dans les établissements bancaires.

En conséquence, le traitement desdites créances, à base consolidée, devraient s'appuyer sur les circonstances qui prévalaient le jour de leur sortie du bilan individuel de la BNA.

Pour les créances relevant des lots 5 à 18, il est procédé, après élimination du résultat interne sur cession, à la reconstitution de leur encours brut, ainsi que de leur couverture sous forme de provisions et d'agios réservés. Les sommes recouvrées au cours de l'exercice donneront lieu, le cas échéant, à des reprises sur provisions et d'agios réservés.

Les créances détenues par la société de recouvrement sont totalement provisionnées dans les états financiers consolidés. Les intérêts et agios rattachés sont totalement réservés.

Au bilan consolidé, les créances nettes de provisions et d'agios réservés sont présentées au niveau du poste "Créances sur la clientèle".

* Intégration globale des OPCVM

À l'exception du retraitement de l'effet des retenues à la source libératoires sur la comptabilisation des revenus sous forme d'intérêts, les principes comptables et les règles d'évaluation propres aux OPCVM sont maintenus dans les comptes consolidés du Groupe BNA.

Les postes constitutifs des OPCVM intégrés globalement sont présentés dans les postes de même nature du bilan, du compte de résultat et de l'hors-bilan consolidé, à l'exception des éléments imputés directement en capitaux propres. La quote-part revenant au groupe est présentée sous la rubrique "Réserves consolidés".

* Élimination des opérations réciproques

Les soldes réciproques résultant d'opérations réalisées entre sociétés du Groupe ainsi que les opérations elles-mêmes, y compris les produits, les charges et les dividendes, sont éliminés. Les profits et les pertes réalisés du fait de cessions d'actifs à l'intérieur du Groupe et les provisions internes sont neutralisés.

* Écart d'acquisition et écart d'évaluation

Écart d'acquisition

Les écarts d'acquisition correspondant à la différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation des actifs et passifs de l'entreprise acquise, sont amortis linéairement sur une période qui ne peut excéder vingt ans, spécifiquement définie en fonction des conditions particulières à chaque acquisition.

Chaque fois que des informations ont été disponibles, les écarts d'acquisition ont été identifiés et constatés à l'actif selon le cas, soit sous l'intitulé "Écarts d'acquisition (Goodwill)" pour les filiales, soit en titres mis en équivalence pour les entreprises associées.

Écart d'évaluation

La quote-part du Groupe dans les écarts d'évaluation correspondant aux différences entre la juste valeur dans le bilan consolidé des actifs, passifs de l'entité acquise et la valeur comptable de ces éléments sont comptabilisés selon les règles communes applicables aux éléments correspondants.

* Variation du pourcentage d'intérêt dans une société consolidée

L'augmentation du pourcentage d'intérêt détenu dans une entreprise comprise dans le périmètre de consolidation donne lieu à la comptabilisation d'un écart d'acquisition complémentaire amorti selon les règles précisées ci-dessus.

La baisse du pourcentage d'intérêt dans une entreprise demeurant consolidée, notamment à la suite d'une opération sur le capital dilutive pour la société du groupe détenant la participation dans ladite entreprise, donne lieu à la décomptabilisation de l'écart d'acquisition à hauteur de la part d'intérêt sortie.

* Déconsolidation

Les titres conservés par le Groupe dans une filiale déconsolidée, sont comptabilisés à la date de sortie du périmètre à leur valeur comptable de consolidation, soit la quote-part des capitaux propres consolidés qu'ils représentent à cette date, augmentés, éventuellement de la quote-part correspondante dans l'écart d'acquisition résiduel.

La valeur comptable de la participation à la date à laquelle elle cesse d'être une filiale est considérée comme son coût par la suite. Celui-ci est figé sauf dépréciation ultérieure, lorsque sa valeur d'usage devient inférieure à cette nouvelle valeur comptable.

3.2- Comptabilisation des engagements et des revenus y afférents

3.2.1- Les engagements hors bilan

Les engagements de financement afférents aux crédits à moyen et long terme sont portés en hors bilan et constatés au bilan, au fur et à mesure des déblocages, pour leur valeur nominale.

3.2.2- Les créances sur la clientèle

Les prêts et avances sont enregistrés à l'actif pour le montant des fonds mis à la disposition du client.

Les crédits accordés en net d'escompte sont comptabilisés à leur valeur nominale (fonds mis à la disposition du client en plus des intérêts constatés d'avance).

Les créances sur la clientèle (crédits décaissés et comptes courants débiteurs) sont présentées à l'actif déduction faite des provisions y afférentes, des intérêts et agios réservés et des intérêts constatés d'avance et non encore courus.

Provisions sur les engagements

i. Provisions individuelles

Les créances de la Banque font l'objet d'une évaluation et d'une classification périodique conformément aux dispositions de la circulaire BCT n°91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée par les textes subséquents.

La constitution des provisions sur les créances classées s'effectue selon les taux suivants :

| Classes | Taux de la provision |
|---------|----------------------|
| 0&1 | 0% |
| 2 | 20% |
| 3 | 50% |
| 4 | 100% |

ii. Provisions additionnelles (Circulaire BCT n° 2013-21)

En application de la circulaire aux banques n° 2013-21 du 30 Décembre 2013, la BNA a procédé à la constitution de provisions additionnelles sur les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 3 ans pour la couverture du risque net et ce conformément aux quotités minimales suivantes :

- 40% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 3 à 5 ans ;
- 70% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 6 et 7 ans ;
- 100% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 8 ans.

iii. Provisions collectives

En application de l'article 10 bis de la circulaire de la BCT n°91-24 du 17 décembre 1991 ajouté par la circulaire n°2012-20 du 6 décembre 2012, la BNA a constitué, des provisions à caractère générale dites « Provisions Collectives » en vue de couvrir les risques latents sur les engagements courants (classe 0) et ceux nécessitant un suivi particulier (classe 1) au sens de l'article 8 de la Circulaire BCT n°91-24.

3.2.3- Comptabilisation des revenus afférents aux créances sur la clientèle

Les intérêts, les produits assimilés et les commissions encaissés ainsi que les produits courus et non échus, dont l'encaissement est raisonnablement assuré, sont pris en compte dans le résultat.

Lorsque leur encaissement n'est pas raisonnablement assuré, les intérêts et les agios sont comptabilisés en «Intérêts et agios réservés» et présentés en soustraction du poste «Créances sur la clientèle». Ils seront constatés en produits lors de leur encaissement effectif et pris en compte dans le résultat de l'exercice de leur encaissement.

Il est à noter que les impayés en intérêts relatifs aux engagements des relations non classées sont constatés en produit.

3.3- Comptabilisation du portefeuille-titres et des revenus y afférents

Le portefeuille-titres détenu par la Banque est classé en deux catégories : le portefeuille-titres commercial et le portefeuille-titres d'investissement.

3.3.1- Portefeuille-titres commercial et revenus y afférents

- Ce portefeuille comprend les titres acquis avec l'intention de les céder à court terme. Il est composé des titres de transaction et des titres de placement.

- Les titres émis par les OPCVM intégrés globalement et détenus par les sociétés du Groupe à des fins de placement figurent parmi les composantes du portefeuille commercial consolidé.

- Le portefeuille-titres détenu par les OPCVM intégrés globalement figure aussi parmi les composantes du portefeuille commercial consolidé. Les frais d'acquisition de ces titres sont inscrits, pour la quote part attribuable au groupe, en capitaux propres sous la rubrique "réserves consolidés".

- Les titres cotés détenus par les OPCVM intégrés globalement sont évalués à la date d'arrêté par référence au cours moyen boursier du mois de décembre. Les différences d'estimation positives ou négatives dégagées par rapport à la valeur d'entrée des mêmes titres est imputée directement en capitaux propres, pour la quote-part attribuable au groupe, sous rubrique "réserves consolidés".

- Les plus ou moins-values réalisées sur cession des titres détenus par les OPCVM intégrés globalement sont portées, pour la quote-part revenant au groupe, sous rubrique "réserves consolidés".

-La quote-part revenant aux intérêts hors groupe dans les frais d'acquisition, les différences d'estimations et les résultats de cession des titres détenus par les OPCVM intégrés globalement est présentée distinctement des passifs et des capitaux propres sous l'intitulé "Intérêts des minoritaires".

- Les titres de placement sont évalués à la fin de l'exercice à leur valeur boursière ; les moins-values latentes font l'objet de provisions. Les bons du Trésor sont évalués à leur coût amorti.

- Les revenus afférents aux titres à revenu fixe sont pris en compte dans le résultat au fur et à mesure qu'ils sont courus.

3.3.2- Portefeuille-titres d'investissement et revenus y afférents

Le portefeuille-titres d'investissement comprend les titres acquis avec l'intention de les conserver jusqu'à l'échéance, ainsi que ceux dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la Banque. Sont classés sous cette rubrique :

- Les titres de participation et les parts dans les entreprises liées non consolidées ;
- Les titres à revenu fixe acquis par la Banque avec l'intention de les détenir jusqu'à leur échéance ;
- Les dettes des entreprises publiques prises en charge par l'ÉTAT Tunisien, étant donné que leur remboursement s'effectue selon un échéancier sur 25 ans ;
- Les titres représentant des participations financement ayant fait l'objet d'une convention de rétrocession mais qui ne sont pas encore définitivement cédés.
- Les titres représentant des participations financement ayant fait l'objet d'une convention de rétrocession mais qui ne sont pas encore définitivement cédés.
- Les montants placés en fonds gérés chez les SICAR externes au Groupe.

Les souscriptions non libérées sont enregistrées en "Engagements hors bilan" pour leur valeur d'émission.

Les titres sont comptabilisés au prix d'acquisition, tous frais et charges exclus à l'exception des honoraires d'étude et de conseil relatifs à l'acquisition. L'entrée et la cession des titres sont constatées à la date du transfert de leur propriété, soit la date d'enregistrement de la transaction à la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Les dividendes encaissés, les plus-values de cession réalisées, et les revenus des emprunts obligataires sont présentés dans le poste "Revenus du portefeuille d'investissement" au niveau de l'état des résultats. Les dividendes non encore encaissés, mais ayant fait l'objet d'une décision de distribution, ainsi que les produits sur emprunts obligataires courus sont également constatés dans le poste "Revenus du portefeuille d'investissement".

Le portefeuille-titres d'investissement fait l'objet d'une évaluation à la date de clôture en comparant la valeur d'usage des titres à leur valeur comptable. Les provisions correspondantes sont réajustées en conséquence.

La valeur d'usage des titres est déterminée en se référant à :

- La valeur boursière pour les titres cotés ;
- La valeur mathématique calculée à partir des derniers états financiers disponibles pour les titres non cotés.

3.4- Comptabilisation des dépôts de la clientèle et des charges y afférentes

Les dépôts et avoirs de la clientèle se composent des :

- Dépôts à vue et comptes d'épargne dont les charges d'intérêt sont calculées et constatées trimestriellement;
- Placements à terme de la clientèle, qu'ils soient post-comptés ou précomptés, dont les intérêts sont constatés en charges au fur et à mesure qu'ils sont courus.

3.5- Comptabilisation des emprunts extérieurs et des charges y afférentes

Les lignes de crédits extérieures sont constatées initialement en hors bilan lors de la signature des conventions, puis elles sont comptabilisées au passif, après leur conversion en appliquant le cours de change en vigueur à la date du déblocage, au fur et à mesure des appels de fonds. A la fin de chaque période comptable, les en-cours des ressources extérieures sont actualisés par application du cours de change en vigueur à la date de clôture.

A la fin de chaque période comptable, les en-cours des ressources extérieures sont actualisés par application du cours de change en vigueur à la date de clôture.

Les intérêts sur les emprunts extérieurs sont constatés en charges de l'exercice au fur et à mesure qu'ils sont courus. Les pertes de change sur ces emprunts sont couvertes par un contrat d'assurance conclu avec la compagnie TUNIS-RE.

3.6- Actions propres et d'auto-contrôle

Conformément aux dispositions de la Norme Comptable Tunisienne NC 02, relative aux capitaux propres :

- Les actions émises par la BNA et rachetées dans l'optique de régulariser les cours ou encore celles qui sont détenues par les autres filiales du Groupe sont présentées, au bilan, en soustraction des capitaux propres dans la rubrique "Actions propres et d'auto-contrôle" ;
- Les plus ou moins-values réalisées et les dividendes perçus sur les actions propres rachetées sont comptabilisées directement en capitaux propres ;

3.7- Avantages bénéficiant au personnel

Les avantages consentis au personnel du Groupe sont classés en deux catégories :

- Les avantages à court terme tels que les salaires, les congés annuels, les primes, les indemnités et enveloppes.
- Les avantages postérieurs à l'emploi constitués notamment par l'indemnité de départ à la retraite et par les engagements du Groupe envers le personnel retraité en matière d'assurance sociale.

3.7.1-Avantages à court terme

Le Groupe comptabilise une charge lorsqu'il a utilisé les services rendus par les membres du personnel en contrepartie des avantages qui leur ont été consentis.

3.7.2-Avantages postérieurs à l'emploi

Le personnel retraité de la société mère BNA demeure affilié à un contrat d'assurance sociale, financé par les cotisations de la Banque et du personnel et couvrant les risques suivants : maladies, longue maladie, maternité, invalidité et décès. La part de la Banque dans les charges découlant de ce contrat d'assurance sociale est de 80%.

En application des principes comptables généralement admis en Tunisie, le coût des avantages postérieurs à l'emploi (assurance sociale) doit être comptabilisé en charges durant la période d'activité du salarié et non pas au moment où celui-ci bénéficie effectivement des prestations.

Une provision est comptabilisée pour couvrir les engagements de la Banque envers le personnel retraité en matière d'assurance sociale, en se basant sur des estimations fiables des espérances de vie des bénéficiaires et des charges annuelles découlant du contrat d'assurance sociale.

Conformément aux principes généralement admis en Tunisie, certaines sociétés consolidées distinguent les régimes à cotisations définies et les régimes à prestations définies.

Les régimes qualifiés de "régimes à cotisations définies" ne sont pas représentatifs d'un engagement pour le Groupe et ne font l'objet d'aucune provision. Le montant des cotisations appelées pendant l'exercice est constaté en charges.

Seuls les régimes qualifiés de "régimes à prestations définies" sont représentatifs d'un engagement à la charge de certaines sociétés consolidées qui donne lieu à évaluation et provisionnement.

Le classement dans l'une ou l'autre de ces catégories s'appuie sur la substance économique du régime pour déterminer si ces sociétés sont tenues ou pas, par les clauses d'une convention ou par une obligation implicite, d'assurer les prestations promises aux membres du personnel.

Le coût des avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies (indemnité de départ à la retraite et assurance sociale post-retraite) doit être comptabilisé en charges durant la période d'activité du salarié et non pas au moment où celui-ci bénéficie effectivement des prestations.

Le montant provisionné de l'engagement est déterminé en utilisant les hypothèses actuarielles retenues par ces sociétés et en appliquant la méthode rétrospective des unités de crédit projetées (prévue par la norme comptable internationale IAS 19, Avantages du personnel, n'ayant pas d'équivalente en Tunisie).

Cette méthode d'évaluation tient compte d'un certain nombre de paramètres notamment le risque de mortalité, l'évolution prévisionnelle des salaires, la rotation des effectifs et un taux d'actualisation financière.

La charge annuelle comptabilisée au titre des régimes à prestations définies est représentative des droits acquis pendant la période par chaque salarié correspondant au coût des services rendus, du coût financier lié à l'actualisation des engagements et des coûts des services passés résultant des éventuelles modifications de régimes, ainsi que des conséquences des réductions et des liquidations éventuelles de régimes.

3.8- Impôts sur le résultat :

Conformément aux principes généralement admis en Tunisie, le Groupe distingue les impôts courants et les impôts différés.

3.8.1-Impôts courants

La charge d'impôt sur le bénéfice exigible est déterminée sur la base des règles et taux en vigueur propres à chacune des sociétés du Groupe sur la période à laquelle se rapportent les résultats.

3.8.2-Impôts différés

Des impôts différés sont comptabilisés lorsque des différences temporelles existent entre les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan et leurs valeurs fiscales.

Des passifs d'impôts différés sont reconnus pour toutes les différences temporelles taxables à l'exception:

- des différences temporelles taxables générées par la comptabilisation initiale d'un écart d'acquisition ;
- des différences temporelles taxables relatives aux investissements dans des entreprises sous contrôle exclusif, dans la mesure où le Groupe est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et qu'il est probable que cette différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Des actifs d'impôts différés sont constatés pour toutes les différences temporelles déductibles et les pertes fiscales reportables dans la mesure où il est probable que l'entité concernée disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces différences temporelles et ces pertes fiscales pourront être imputées.

Les impôts différés actifs et passifs sont évalués selon la méthode du report variable (prévue par la norme comptable internationale IAS 12, Impôts sur le résultat, n'ayant pas d'équivalente en Tunisie) par référence au taux d'impôt dont l'application est présumée sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé sur la base des taux d'impôt et réglementations fiscales qui ont été adoptés ou le seront avant la date de clôture de la période. Ils ne font pas l'objet d'une actualisation.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge d'impôt au niveau de l'état des résultats.

Pour l'exercice 2019 et au-delà, les taux d'imposition effectifs retenus pour calculer les stocks d'impôts différés des sociétés consolidées se présentent par entité comme suit :

| | Taux nominal | Taux effectif |
|-----------------------------------|--------------|---------------|
| Etablissements de Crédit | | |
| Banque Nationale Agricole | 35% | 20% |
| Autres services financiers | | |
| BNA Capitaux | 25% | 25% |
| SOFINREC | 35% | 35% |
| SICAR INVEST | 35% | 35% |
| SOIVM SICAF | 35% | 35% |
| SICAF Participations | 35% | 35% |
| SICAV BNA | 0% | 0% |
| Placement Obligataire SICAV | 0% | 0% |
| Promotion immobilière | | |
| SIMPAR | 25% | 25% |
| ESSOUKNA | 25% | 25% |
| SIVIA | 25% | 25% |
| SPI MADINA | 25% | 25% |
| LES CÈILLETS | 25% | 25% |
| Autres services | | |
| Tunisie Informatique Services | 25% | 25% |
| SOGEST | 25% | 25% |
| AGROSERVICES | 10% | 10% |
| ZIED SARL | 25% | 25% |

3.9- Modifications apportées aux états financiers précédemment publiés

Afin d'améliorer la présentation de la situation financière de la Banque et des résultats de ses opérations conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie, notamment dans le cadre de la séparation des comptes liés aux deux fonds budgétaires de 133 MDT et de 160 MDT et ce pour les besoins de suivi et d'analyse, la BNA a procédé au changement de l'appellation de la rubrique "AC3 - d" comme suit:

Ancienne appellation: AC3-d Créances agricoles sur l'Etat

Nouvelle appellation: AC3-d Créances liées aux fonds budgétaires 133 MDT et 160 MDT

Par ailleurs, les variations des composantes et des soldes des rubriques des états financiers ayant été impactées par le changement de présentation susmentionné se présentent comme suit :

| Libellé du compte | Solde au 31/12/2018 publié | Reclassement | Solde au 31/12/2018 Retraité |
|---------------------------------|----------------------------------|--------------|------------------------------------|
| AC3 - Créances sur la clientèle | 9 083 401 | 62 953 | 9 146 354 |
| AC7 - Autres actifs | 499 895 | 61 450 | 561 345 |
| PA5 - Autres passifs | 388 267 | 124 403 | 512 670 |

4- PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

4.1- Entités incluses dans le périmètre :

Le périmètre des états financiers consolidés comprend, outre la mère consolidante, 22 entités au 31 décembre 2019:

- 17 filiales traitées par intégration globale ;
- 5 entreprises associées traitées par mise en équivalence.

Toutes ces entités sont établies et résidentes en Tunisie.

Les entreprises retenues dans le périmètre de consolidation, le pourcentage de contrôle, et le pourcentage d'intérêt revenants au groupe se présentent comme suit :

| | Méthode de consolidation | % de contrôle | %d'intérêt |
|-----------------------------------|--------------------------|------------------|------------|
| Etablissements de Crédit | | | |
| Banque Nationale Agricole | Intégration globale | 100,000% | 99,824% |
| Autres services financiers | | | |
| BNA Capitaux | Intégration globale | 99,996% | 99,261% |
| SOFINREC | Intégration globale | 100,000% | 99,277% |
| SICAR INVEST | Intégration globale | 93,300% | 74,748% |
| SOIVM SICAF | Intégration globale | 100,000% | 75,102% |
| SICAF Participations | Intégration globale | 99,986% | 99,810% |
| SICAV BNA (2) | Intégration globale | 34,697% | 31,183% |
| Placement Obligataire SICAV (2) | Intégration globale | 0,124% | 0,081% |
| ZIED SARL | Intégration globale | 100,000% | 30,646% |
| CAP BANK | Mise en équivalence | 23,823% | 23,781% |
| TUNIS-RE | Mise en équivalence | 20,807% | 19,070% |
| AMI | Mise en équivalence | 25,899% | 25,853% |
| SODINO | Mise en équivalence | 24,750% | 24,707% |
| Promotion immobilière | | | |
| SIMPAR (1) | Intégration globale | 33,926% | 33,375% |
| ESSOUKNA | Intégration globale | 69,965% | 23,410% |
| SIVIA | Intégration globale | 99,991% | 42,232% |

| | | | |
|-------------------------------|---------------------|---------|---------|
| SPI MADINA | Intégration globale | 99,999% | 41,038% |
| LES CÈLLETS | Intégration globale | 99,999% | 52,873% |
| Autres services | | | |
| Tunisie Informatique Services | Intégration globale | 74,000% | 46,638% |
| SODET SUD | Intégration globale | 74,567% | 53,947% |
| SOGEST | Intégration globale | 94,760% | 44,925% |
| AGROSERVICES (3) | Intégration globale | 34,850% | 34,788% |
| GENERALE DE VENTE (4) | Mise en équivalence | 49,995% | 49,907% |

- (1) La BNA détient 33,926% des droits de vote dans la société cotée en bourse SIMPAR. Les autres droits de vote sont distribués comme suit :

| Actionnaires | % de droits de vote |
|---|---------------------|
| Groupe des Assurances de Tunisie - GAT | 18,76% |
| CTAMA | 10,58% |
| COMAR | 7,17% |
| Autres actionnaires détenant individuellement moins de 5% | 63,49% |

Bien que ne détenant pas la majorité des droits de vote, la Banque Nationale Agricole dispose, en fait, de la capacité de diriger les politiques opérationnelles et financières de la société SIMPAR, en raison de la dilution du capital de cette dernière.

Ce contrôle exclusif de fait est, en outre, démontré historiquement et actuellement à travers la désignation par la BNA de la majorité des membres du conseil d'administration de la cible.

- (2) La SICAV BNA et Placement Obligataire SICAV sont retenues dans le périmètre de consolidation en raison de la capacité du Groupe à désigner la totalité des membres de leurs conseils d'administration. Par ailleurs, la BNA assure la fonction de dépositaire dans ces organismes et la filiale BNA Capitaux assure celle de gestionnaire.
- (3) Le tableau suivant justifie le contrôle de droit exercé par le Groupe BNA sur la société AGROSERVICES :

| Sociétés | S.P.B | AGROSERVICES | SODAL (*) | SFL (*) | SODEAT (*) |
|----------------------------|---------------|--------------|----------------|----------------|---------------|
| BNA (Directe) | 49 993 | 1 791 | 144 676 | | |
| S.P.B | | 300 | | 153 537 | 95 352 |
| SODAL | | 300 | | | 1 |
| SFL | | 300 | | | |
| SODEAT | | 300 | | | |
| TOTAL | 49 993 | 2 991 | 144 676 | 153 537 | 95 353 |
| Capital (Nombre d'actions) | 50 000 | 6 000 | 209 648 | 249 532 | 126 821 |
| % de contrôle | 99,99% | 49,85% | 69,01% | 61,53% | 75,19% |

(*) : Sociétés non incluses dans le périmètre de consolidation :

- SODAL arrête ses états financiers au 31 août de chaque exercice et elle ne prépare pas des états financiers arrêtés au 31 décembre pour les besoins de consolidation ;

- les sociétés SFL et SODEAT qui sont contrôlées par le Groupe sont en liquidation.

Compte non tenu des participations des sociétés SODAL, SFL et SODEAT, le pourcentage de contrôle du Groupe BNA est de 34,85%.

- (4) La société La Générale de Vente « GEVE » est contrôlée par la Société Tunisienne de Banque « STB ». Ce contrôle de droit est démontré par la détention de 50.001% des droits de vote dans la société « GEVE ».

Il est à signaler que les comptes consolidés ont été établis sur la base des états financiers de la société mère et ceux des sociétés retenues dans le périmètre de consolidation. Toutefois, les sociétés; AMI, SODINO, TUNISRE et CAPBANK, n'ont pas fourni des comptes certifiés par leurs commissaires aux comptes à la date d'arrêtée des états financiers consolidés.

5- NOTES RELATIVES AUX POSTES DU BILAN CONSOLIDÉ

5.1- Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT

Les avoirs en caisse et auprès de la BCT, CCP et TGT ont totalisé 408.498 mDT au 31/12/2019 contre 313.712 mDT au 31/12/2018, soit une augmentation de 94.786 mDT.

Les différentes rubriques composant ce poste se présentent comme suit :

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Var | % |
|--|----------------|----------------|---------------|--------------|
| Avoirs en caisse en dinars | 51 614 | 45 606 | 6 008 | 13,2% |
| Avoirs en caisse en devises | 12 192 | 12 950 | (758) | (5,9%) |
| Avoirs auprès de la BCT en dinars | 7 378 | 6 204 | 1 174 | 18,9% |
| Avoirs chez la BCT en devises | 103 297 | 211 533 | (108 236) | (51,2%) |
| Prêts sur le marché monétaire devises BCT | 153 847 | 26 876 | 126 971 | 472,4% |
| Intérêts à percevoir | 23 | 2 | 21 | 1050,0% |
| Mouvements IBS | 20 287 | 10 739 | 9 548 | 88,9% |
| Avoirs auprès du CCP | 294 | 203 | 91 | 44,8% |
| Provisions pour risques divers (Avoirs auprès de la BCT devises) | (434) | (401) | (33) | (8,2%) |
| Total | 408 498 | 313 712 | 94 786 | 30,2% |

5.2- Créances sur les établissements bancaires et financiers

Les créances sur les établissements bancaires et financiers ont totalisé 85.424 mDT au 31/12/2019 contre 96.914 mDT au 31/12/2018, soit une diminution de 11.490 mDT.

Les différentes rubriques composant ce poste se détaillent comme suit:

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Var | % |
|---|---------------|---------------|-----------------|----------------|
| A - Créances sur les établissements bancaires | 48 485 | 45 742 | 2 743 | 6,0% |
| Comptes courants & autres créances | 8 415 | 5 688 | 2 727 | 47,9% |
| Prêts sur le marché monétaire en dinars | 40 000 | 40 000 | - | - |
| Intérêts à percevoir | 70 | 54 | 16 | 29,6% |
| B - Créances sur les établissements financiers | 37 218 | 51 430 | (14 212) | (27,6%) |
| Comptes courants | 1 938 | 9 725 | (7 787) | (80,1%) |
| Prêts à MLT | 35 022 | 40 453 | (5 431) | (13,4%) |
| Créances rattachées sociétés de leasing | - | 252 | (252) | (100,0%) |
| Intérêts à percevoir | 258 | 1 000 | (742) | (74,2%) |
| Total brut | 85 703 | 97 172 | (11 469) | (11,8%) |
| Provisions pour risques divers (Avoirs auprès des corresp en devises) | (279) | (258) | (21) | (8,1%) |
| Total net | 85 424 | 96 914 | (11 490) | (11,9%) |

La ventilation des créances brutes envers les établissements bancaires et financiers par maturité se présente comme suit:

| | Sans maturité contractuelle | < 3 mois | 3 mois à 1 an | 1 an à 5 ans | > 5 ans | Total |
|---|-----------------------------|---------------|---------------|---------------|------------|---------------|
| A - Créances sur les établissements bancaires | 2 782 | 45 703 | - | - | - | 48 485 |
| Comptes courants & autres créances | 2 782 | 5 633 | - | - | - | 8 415 |
| Prêts sur le marché monétaire en dinars | - | 40 000 | - | - | - | 40 000 |
| Intérêts à percevoir | - | 70 | - | - | - | 70 |
| B - Créances sur les établissements financiers | 1 938 | 508 | 17 700 | 17 072 | - | 37 218 |
| Comptes courants | 1 938 | - | - | - | - | 1 938 |
| Prêts à MLT | - | 250 | 17 700 | 17 072 | - | 35 022 |
| Intérêts à percevoir | - | 258 | - | - | - | 258 |
| Total brut au 31 décembre 2019 | 4 720 | 46 211 | 17 700 | 17 072 | - | 85 703 |
| Total brut au 31 décembre 2018 | 16 585 | 45 281 | 10 284 | 24 281 | 741 | 97 172 |

Le mouvement des provisions pour risques divers sur les établissements bancaires et financiers au cours de l'exercice se présente comme suit :

| | 31/12/2018 | Dotations | Reprises | Reclass | 31/12/2019 |
|---|--------------|-------------|----------|----------|--------------|
| Provisions pour risques divers (Avoirs auprès des corresp en devises) | (258) | (21) | - | - | (279) |
| Total | (258) | (21) | - | - | (279) |

Ce poste ne comprend pas de créances douteuses sur les établissements bancaires et financiers. Le montant de la provision, soit 279 mDT, concerne des provisions pour risques divers constatées et relatives à des écarts dégagés lors du rapprochement de nos comptes avec nos correspondants en devises.

5.3- Créances sur la clientèle

Les créances nettes sur la clientèle se sont établies au 31/12/2019 à 10.284.998 mDT contre 9.146.354 mDT au 31/12/2018, enregistrant ainsi une augmentation de 1.138.644 mDT. La structure de ces créances, selon leur nature, se présente comme suit:

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Var | % |
|--|--------------------|--------------------|------------------|----------------|
| Engagements bruts agricoles | 896 979 | 1 022 599 | (125 620) | (12,3%) |
| Comptes débiteurs | 83 825 | 45 866 | 37 959 | 82,8% |
| Autres concours à la clientèle | 490 123 | 528 812 | (38 689) | (7,3%) |
| Crédits sur ressources spéciales | 224 483 | 187 538 | 36 945 | 19,7% |
| Intérêts impayés et créances rattachées | 102 262 | 264 858 | (162 596) | (61,4%) |
| Produits constatés d'avance | (3 714) | (4 475) | 761 | 17,0% |
| Engagements bruts commerciaux et industriels | 10 663 783 | 9 463 021 | 1 200 762 | 12,7% |
| Comptes débiteurs | 1 558 000 | 1 422 595 | 135 405 | 9,5% |
| Autres concours à la clientèle | 8 755 301 | 7 728 327 | 1 026 974 | 13,3% |
| Crédits sur ressources spéciales | 106 249 | 111 464 | (5 215) | (4,7%) |
| Intérêts impayés et créances rattachées | 287 061 | 233 994 | 53 067 | 22,7% |
| Produits constatés d'avance | (42 828) | (33 359) | (9 469) | (28,4%) |
| Comptes courants associés | 541 | 541 | - | - |
| Créances liées aux fonds budgétaires 133 MDT et 160 MDT | 128 370 | 126 525 | 1 845 | 1,5% |
| Créances bancaires détenues par la SOFINREC | 586 718 | 523 020 | 63 698 | 12,2% |
| Encours brut | 12 276 391 | 11 135 706 | 1 076 987 | 9,7% |
| Provisions sur créances à la clientèle | (1 577 744) | (1 442 318) | (135 426) | (9,4%) |
| Provisions sur créances classées | (1 170 482) | (1 043 014) | (127 468) | (12,2%) |
| Provisions additionnelles | (324 508) | (282 813) | (41 695) | (14,7%) |
| Provisions collectives sur créances non classées | (82 754) | (116 491) | 33 737 | 29,0% |
| Intérêts et agios réservés | (413 649) | (547 034) | 133 385 | 24,4% |
| Sur engagements agricoles | (79 985) | (249 638) | 169 653 | 68,0% |
| Sur engagements commerciaux et industriels | (293 853) | (259 180) | (34 673) | (13,4%) |
| Sur créance détenues par la SOFINREC | (39 811) | (38 216) | (1 595) | (4,2%) |
| Total des provisions et des intérêts et agios réservés | (1 991 393) | (1 989 352) | (2 041) | (0,1%) |
| Encours net | 10 284 998 | 9 146 354 | 1 138 644 | 12,4% |

Les créances liées aux fonds budgétaires 133 MDT et 160 MDT se détaillent comme suit:

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|----------------|----------------|
| Créances non abandonnées / Fonds 133 MDT | 56 173 | 56 727 |
| Frais sur créances contentieuses non abandonnées / Fonds 133 MDT | 344 | 344 |
| Total des créances non abandonnées sur fonds budgétaire 133 MDT | 56 516 | 57 071 |
| Créances non abandonnées / Fonds 160 MDT | 70 048 | 67 648 |
| Frais sur créances contentieuses non abandonnées / Fonds 160 MDT | 1 806 | 1 806 |
| Total des créances non abandonnées sur fonds budgétaire 160 MDT | 71 853 | 69 454 |
| Total | 128 370 | 126 525 |

L'évolution des provisions sur créances se détaille ainsi:

| | 31/12/2018 | Dotations | Reprises | Reclass. | 31/12/2019 |
|------------------------|--------------------|------------------|----------------|----------|--------------------|
| Créances douteuses | (1 325 827) | (236 125) | 66 962 | - | (1 494 990) |
| Provisions collectives | (116 491) | - | 33 737 | - | (82 754) |
| Total | (1 442 318) | (236 125) | 100 699 | - | (1 577 744) |

5.3.1- Créances bancaires détenues par la SOFINREC

En consolidation, la structure des créances bancaires détenues par la filiale d'accueil (SOFINREC) se présente au 31 décembre 2019 comme suit :

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Var | % |
|---------------------------------|----------------|----------------|---------------|--------------|
| Engagements bruts en principal | 546 907 | 484 804 | 62 103 | 12,8% |
| Intérêts et créances rattachées | 39 811 | 38 216 | 1 595 | 4,2% |
| Engagements bruts | 586 718 | 523 020 | 63 698 | 12,2% |
| Provisions et agios réservés | (586 718) | (523 020) | (63 698) | (12,2%) |
| Encours net | - | - | - | - |

5.3.2- Taux des créances classées et leur couverture par les provisions et agios réservés :

Les engagements du Groupe BNA, ainsi que leurs couvertures par les provisions et les intérêts et agios réservés se détaillent au 31 décembre 2019 comme suit :

| | Engagements | | Engagements hors Fonds Budgétaires | | Provisions | | Intérêts et agios réservés hors impayés en intérêts agricoles | |
|--|-------------------|-------------------|------------------------------------|-------------------|--------------------|--------------------|---|------------------|
| | 2019 | 2018 | 2019 | 2018 | 2019 | 2018 | 2019 | 2018 |
| Classe 0 | 8 813 494 | 8 240 092 | 8 758 077 | 8 190 243 | - | - | (6 473) | (7 050) |
| Classe 1 | 1 956 084 | 1 784 077 | 1 943 453 | 1 774 836 | - | - | (40) | (11) |
| Total des créances courantes | 10 769 578 | 10 024 169 | 10 701 530 | 9 965 079 | - | - | (6 513) | (7 061) |
| Classe 2 | 99 338 | 189 870 | 93 951 | 184 844 | (9 988) | (20 312) | (12 146) | (11 134) |
| Classe 3 | 215 463 | 234 254 | 213 177 | 233 627 | (61 831) | (45 042) | (26 246) | (28 756) |
| Classe 4 | 2 464 855 | 2 180 568 | 2 223 754 | 1 952 972 | (1 438 955) | (1 277 447) | (276 034) | (235 945) |
| Total des créances classées | 2 779 656 | 2 604 692 | 2 530 882 | 2 371 443 | (1 510 774) | (1 342 801) | (314 426) | (275 835) |
| Total des créances en mDT | 13 549 234 | 12 628 861 | 13 232 412 | 12 336 522 | (1 510 774) | (1 342 801) | (320 939) | (282 896) |
| Taux des créances classées | 20,52% | 20,62% | 19,13% | 19,22% | | | | |
| Ratio de couverture des actifs classés par les provisions et les intérêts et agios réservés | 65,66% | 62,14% | 72,12% | 68,26% | | | | |

5.3.3- Provisions collectives

En application de l'article 10 bis de la circulaire de la BCT n°91-24 du 17 décembre 1991 ajouté par la circulaire n°2012-20 du 6 décembre 2012, le Groupe a constitué, des provisions à caractère générale dites « Provisions Collectives » en vue de couvrir les risques latents sur les engagements courants (classe 0) et ceux nécessitant un suivi particulier (classe 1) au sens de l'article 8 de la Circulaire BCT n°91-24, tout en éliminant les relations présentant un profil de risque spécifique (entreprises publiques et établissement de crédit).

Ainsi, à la date du 31 Décembre 2019, le solde de la provision collective comptabilisée par le Groupe s'élève à 82.754 mDT et s'analyse comme suit :

| | Eng (0/1) | Taux de migration moyen | Taux de provisionnement moyen | Facteur scalaire | Provision Collective |
|------------------------------------|------------------|-------------------------|-------------------------------|------------------|----------------------|
| Agriculture | 540 514 | 8,5% | 13,8% | 1,00 | 6 363 |
| Autres Industries | 93 092 | 1,2% | 27,6% | 1,16 | 346 |
| Autres Services | 802 465 | 2,1% | 24,8% | 1,20 | 5 066 |
| Bâtiments et travaux publics | 485 284 | 1,6% | 21,9% | 4,31 | 7 526 |
| Commerce | 1 255 969 | 3,0% | 18,8% | 1,00 | 7 119 |
| Consommation | 1 412 795 | 1,3% | 50,2% | 1,15 | 10 416 |
| Habitat | 427 705 | 2,2% | 16,0% | 1,00 | 1 504 |
| Industries Manufacturières | 1 835 105 | 2,1% | 17,8% | 1,26 | 8 590 |
| Promotion Immobilière | 571 291 | 3,8% | 8,8% | 1,05 | 2 015 |
| Tourisme | 123 346 | 10,3% | 10,8% | 1,93 | 2 643 |
| Huilerie | 240 154 | 4,9% | 35,0% | 1,70 | 6 985 |
| Exportateur | 154 550 | 2,0% | 30,0% | 1,27 | 1 174 |
| Total Classes 0 & 1 (*) | 7 942 270 | | | | 59 748 |
| Carthage Cement | 92 025 | 100% | 25,0% | 1,00 | 23 006 |
| Total | 8 034 295 | | | | 82 754 |

(*) *Compte non tenu des engagements des entreprises publiques et des établissements de crédits et hors Carthage Cement*

5.3.4- Provisions additionnelles

En application des dispositions de la circulaire BCT n°2013-21 du 30 décembre 2013, le Groupe a constitué par prélèvement sur les résultats de l'exercice 2019, des provisions additionnelles sur les engagements ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 3 ans. Le solde des provisions additionnelles arrêté au 31/12/2019 s'élève à 324.508 mDT, soit une enveloppe supplémentaire nette de 41.695 mDT par rapport au 31/12/2018.

5.3.5- Créances consolidées et créances prises en charge par l'État

En application de l'article 24 de la loi n°98-111 du 28 décembre 1998, portant loi de finances pour l'année 1999, le Groupe a procédé à la consolidation sur 25 ans, sans intérêts et avec la garantie de l'État, des créances impayées et des créances non encore échues au 31 décembre 1997 en principal, à la charge des établissements et des entreprises publics et des coopératives centrales de services agricoles. Ces créances ont été arrêtées à un montant de 57 267 mDT.

D'autre part, et en application de l'article 25 de la même loi, l'État a pris en charge les créances de certaines entreprises publiques et à participations publiques directes et indirectes et des coopératives agricoles visées au tableau « G » annexé à ladite loi, qui sont en cours de liquidation ou à liquider ou à privatiser ultérieurement, arrêtées au 31 décembre 1997, et ce sur 25 ans et sans intérêts. Ces créances totalisent un montant de 272 325 mDT à la date de leur prise en charge par l'État.

Pour le traitement comptable, la BNA a choisi une méthode comptable basée sur le nominalisme monétaire sans considération de l'effet du passage du temps dans la mesure où la norme sectorielle bancaire NCT 24 relative aux engagements et aux revenus y afférents était muette sur le traitement des engagements sans intérêts ou à faible taux d'intérêt.

La juste valeur desdites créances à long terme ne portant pas intérêt, prises en charges par l'État, est nettement inférieure à leur valeur comptable et la BNA les maintient au bilan pour leur valeur nominale sans la constatation d'aucune charge. La maturité résiduelle des créances rééchelonnées sur 25 ans arrive à terme au 01/08/2025.

Le tableau suivant récapitule les créances à long terme ne portant pas intérêt, prises en charge par l'État, ainsi que les écarts entre leurs valeurs comptables (ou nominales) et leurs justes valeurs déterminées en appliquant un taux d'intérêt de 8% :

| Cadre légal | Dettes prises en charge par l'État (1) | Dettes act. à la date de prise en charge (2) | Ecart (1)-(2) | Encours au 31/12/2019 (3) | Encours au 31/12/2019 actualisé (4) | Ecart (3)-(4) |
|---|--|--|----------------|---------------------------|-------------------------------------|---------------|
| Article 24 de la loi n°98-111 du 28/12/1998 | 57 267 | 24 452 | 32 814 | 11 761 | 9 340 | 2 421 |
| Article 25 de la loi n°98-111 du 28/12/1998 | 272 325 | 116 280 | 156 044 | 54 461 | 43 493 | 10 968 |
| Total en mDT | 353 642 | 152 539 | 201 103 | 66 686 | 52 833 | 13 853 |

5.3.6- Engagements des entreprises publiques

Les actifs du Groupe comportent des engagements importants des entreprises publiques. Le tableau suivant récapitule les engagements de ces relations au 31 décembre 2019 :

| Cadre légal | Total des entreprises publiques | Dont engagements des sociétés | | | | | EI Fouledh |
|--|---------------------------------|-------------------------------|---------|-----------|---------|--------|------------|
| | | Office des Céréales | STIR | TUNIS AIR | O.T.D | O.N.H | |
| Engagements au 31/12/2018 | 1 765 383 | 904 044 | 150 410 | 38 247 | 113 223 | 56 528 | 58 684 |
| Engagements au 31/12/2019 (*) | 2 748 611 | 1 805 239 | 152 239 | 25 269 | 110 233 | 74 510 | 75 218 |
| Garanties de l'état au 31/12/2019 | 1 759 268 | 1 172 900 | 150 000 | 24 992 | 98 614 | 74 448 | 74 984 |
| Autres Garanties au 31/12/2019 | 462 039 | 460 000 | - | - | 152 | - | - |
| Agios et intérêts réservés au 31/12/2019 | 33 030 | - | - | - | 11 119 | - | 11 881 |
| Classe au 31/12/2019 | - | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 |
| Provisions au 31/12/2019 | 3 854 | - | - | - | - | - | - |

(*) Les engagements des entreprises publiques ont enregistré une augmentation de 983.229 mDT entre 2019 et 2018 dont 901.195 mDT relatifs aux engagements de l'Office des Céréales et ce suite à la prise en charge de cet organisme des engagements des collecteurs de blé.

5.4- Portefeuille-titres commercial

L'encours total du portefeuille-titres commercial du Groupe s'élève à 228.184 mDT au 31/12/2019 contre 270.554 mDT au 31/12/2018, enregistrant ainsi une baisse de 42.370 mDT. Le portefeuille titres commercial détenu par le Groupe se détaille comme suit :

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Var | % |
|--|----------------|----------------|-----------------|----------------|
| 1. Titres à revenu variable | 33 646 | 49 555 | (15 909) | (32,1%) |
| Titres de placement | 13 805 | 12 930 | 875 | 6,8% |
| Parts dans les OPCVM (Placement) | 23 440 | 40 030 | (16 590) | (41,4%) |
| Créances et dettes rattachées sur titres de placement | - | 9 | (9) | (100,0%) |
| Total brut | 37 245 | 52 969 | (15 724) | (29,7%) |
| Provisions sur titres à revenu variable | (3 599) | (3 414) | (185) | (5,4%) |
| 2. Titres à revenu fixe | 194 538 | 220 999 | (26 461) | (12,0%) |
| Bons de trésor | 75 496 | 69 106 | 6 390 | 9,2% |
| Créances et dettes rattachées sur bons de trésor | 2 007 | 2 062 | (55) | (2,7%) |
| Obligations | 113 252 | 142 708 | (29 456) | (20,6%) |
| Créances rattachées sur obligations | 3 783 | 4 693 | (910) | (19,4%) |
| Billets de trésorerie et certificats de dépôt | - | 2 390 | (2 390) | (100,0%) |
| Créances et dettes rattachées sur billets de trésorerie et certificats dépôt | - | 40 | (40) | (100,0%) |
| Pars dans les Fonds Communs de créances | - | - | - | - |
| Total brut | 194 538 | 220 999 | (26 461) | (12,0%) |
| Provisions sur titres à revenu fixe | - | - | - | - |
| Total net | 228 184 | 270 554 | (42 370) | (15,7%) |

5.5- Portefeuille-titres d'investissement

Les titres d'investissement du Groupe ont totalisé 1.453.132 mDT au 31/12/2019 contre 1.382.225 mDT au 31/12/2018.

Les mouvements par catégorie de titres classés dans ce poste ainsi que les provisions correspondantes se présentent comme suit:

| | Titres d'investissement (1) | Titres participatifs | Obligations | Fonds Communs de Placement | Fonds gérés | Dettes des entreprises publiques | BTA d'investissement | Total au 31/12/2019 |
|---------------------------------|-----------------------------|----------------------|----------------|----------------------------|--------------|----------------------------------|----------------------|---------------------|
| Val. brute au 31/12/2019 | 256 157 | 35 000 | 145 644 | 38 620 | 902 | 54 584 | 961 000 | 1 491 907 |
| Valeur au 1er janvier | 218 457 | 35 000 | 185 366 | 37 620 | 902 | 65 477 | 871 968 | 1 414 790 |
| Acquisitions / souscriptions | 38 547 | - | 8 450 | 1 000 | - | - | 98 636 | 146 633 |
| Cessions / Remboursement | (847) | - | (48 172) | - | - | (10 893) | (9 604) | (69 516) |
| Reclassements | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Créances rattachées | 539 | 2 800 | 5 911 | - | 1 417 | 15 | 36 173 | 46 855 |
| Prov. au 31/12/2019 | (81 847) | - | - | (2 883) | (900) | - | - | (85 630) |
| Provisions au 1er janvier | (69 965) | - | - | (3 102) | (900) | - | - | (73 967) |
| Dotations | (13 136) | - | - | (165) | - | - | - | (13 301) |
| Reprises | 1 254 | - | - | 384 | - | - | - | 1 638 |
| Val. nette au 31/12/2019 | 174 849 | 37 800 | 151 555 | 35 737 | 1 419 | 54 599 | 997 173 | 1 453 132 |
| Val. brute au 31/12/2018 | 218 457 | 35 000 | 185 366 | 37 620 | 902 | 65 477 | 871 968 | 1 414 790 |
| Créances rattachées | 51 | - | 7 258 | - | 1 300 | 15 | 32 778 | 41 402 |
| Provisions au 31/12/2018 | (69 965) | - | - | (3 102) | (900) | - | - | (73 967) |
| Val. nette au 31/12/2018 | 148 543 | 35 000 | 192 624 | 34 518 | 1 302 | 65 492 | 904 746 | 1 382 225 |

(1) Les titres d'investissement comprennent les titres de participations-financement (Titres en rétrocession), les autres titres de participation ainsi que la participation de la Banque mère au capital de la Société de Développement Agricole Lakhmès (SODAL) dans laquelle elle détient 69%. (voir note 3.1.1)

5.6- Participations dans les entreprises mises en équivalence

Les participations du Groupe dans les sociétés mises en équivalence concernent les sociétés suivantes :

| Société | 2019 | | 2018 | |
|---------------------|----------------------|-----------------------------|----------------------|-----------------------------|
| | Valeur d'équivalence | Participation du Groupe en% | Valeur d'équivalence | Participation du Groupe en% |
| TUNIS-RE | 43 350 | 19,07% | 41 299 | 19,26% |
| AMI | 6 145 | 25,85% | 19 056 | 25,21% |
| SODINO | 4 855 | 24,71% | 4 844 | 24,66% |
| CAP BANK | 2 320 | 23,78% | 2 258 | 23,74% |
| GENERALE DES VENTES | 154 | 49,91% | 367 | 49,81% |
| Total | 56 824 | | 67 824 | |

5.7- Valeurs immobilisées

Les valeurs immobilisées sont évaluées initialement à leur coût y compris les frais directement engagés pour leur acquisition et les taxes non récupérables par le Groupe.

Ces immobilisations sont amorties selon les modes et taux suivants :

| Nature de l'immobilisation | Mode d'amortissement | Taux d'amortissement |
|----------------------------|----------------------|----------------------|
| Logiciels informatiques | Linéaire | 33% |
| Matériel informatique | Linéaire | 15% |
| Immeubles d'exploitation | Linéaire | 2% |
| Frais d'agencement | Linéaire | 10% |
| Mobilier de bureaux | Linéaire | 10% |
| Matériel roulant | Linéaire | 20% |
| Coffres forts | Linéaire | 3% |

Les immobilisations totalisent, au 31/12/2019, une valeur brute de 281.249 mDT et des amortissements et des provisions de 135.380 mDT soit une valeur nette de 145.869 mDT contre 123.816 mDT au 31/12/2018.

La valeur nette globale des immobilisations corporelles et incorporelles, au 31 décembre 2019, s'établit comme suit :

| | Valeur au 31/12/2018 | Acquisitions / Dotations | Cessions / Reprises | Reclassement / Réaffectation | Valeur au 31/12/2019 |
|--|-------------------------|-----------------------------|------------------------|---------------------------------|-------------------------|
| Immobilisations incorporelles | 27 177 | 2 417 | - | - | 29 594 |
| Logiciels | 27 177 | 2 417 | - | - | 29 594 |
| Amortissements | (19 419) | (4 553) | - | - | (23 972) |
| Logiciels | (19 419) | (4 553) | - | - | (23 972) |
| Total net (1) | 7 758 | (2 136) | - | - | 5 622 |
| Immobilisations corporelles | 220 186 | 32 658 | (1 189) | - | 251 655 |
| Terrains | 7 999 | - | (10) | - | 7 989 |
| Constructions | 94 359 | 1 182 | (165) | - | 95 376 |
| Agencements, aménagements et installations | 37 913 | 4 162 | (463) | 3 429 | 45 041 |
| Matériel de transport | 5 168 | 1 431 | (550) | - | 6 049 |
| Matériel et outillage | 85 | 1 | - | - | 86 |
| MMB et Matériel informatique | 54 631 | 5 676 | (1) | 720 | 61 026 |
| Immobilisations en cours | 13 685 | 18 366 | - | (3 429) | 28 622 |
| Mobiliers et matériel de bureau en stocks | 1 111 | - | - | (720) | 391 |
| Avances sur achats mobiliers et matériel de bureau | 1 423 | 1 025 | - | - | 2 448 |
| Immobilisations en dation (*) | 3 812 | 815 | - | - | 4 627 |
| Amortissements | (103 791) | (7 624) | 344 | - | (111 071) |
| Constructions | (32 435) | (1 942) | 58 | - | (34 319) |
| Agencements, aménagements et installations | (27 399) | (1 698) | 13 | - | (29 084) |
| Matériel de transport | (3 957) | (607) | 272 | - | (4 292) |
| Matériel et outillage | (61) | (9) | - | - | (70) |
| MMB et Matériel informatique | (39 939) | (3 368) | 1 | - | (43 306) |
| Dépréciations | (337) | - | - | - | (337) |
| Immobilisations en dation (*) | (337) | - | - | - | (337) |
| Total net (2) | 116 058 | 25 034 | (845) | - | 140 247 |
| Total général (1)+(2) | 123 816 | 22 898 | (845) | - | 145 869 |

(*) Le détail des immobilisations en dation se présente comme suit au 31/12/2019 :

| Relation | Description | Valeur comptable | Juste valeur | Plus ou moins-value | Provision |
|---|------------------|------------------|--------------|---------------------|--------------|
| Groupe KHEMAISSA | Terrain Mateur | 1 063 | 1 150 | 87 | - |
| Tunisie Lait | Terrain Fadhline | 2 074 | 1 737 | (337) | (337) |
| Tunisie Lait | Terrain Fadhline | 36 | 36 | - | - |
| Société d'Etudes et d'Aménagement Marina Hammamet Sud | Appartements | 639 | 690 | 51 | - |
| Société d'Etudes et d'Aménagement Marina Hammamet Sud | Local Commercial | 695 | 695 | - | - |
| Société d'Etudes et d'Aménagement Marina Hammamet Sud | Local Commercial | 120 | 120 | - | - |
| Total | | 4 627 | | | (337) |

Ces biens sont acquis par la BNA, dans le cadre d'une opération de dation en paiement, suite à des jugements exécutés à l'encontre de certaines relations contentieuses et représentant des garanties hypothécaires reçues.

Ces immobilisations sont hors exploitation et destinés à être vendus.

5.8- Autres actifs

Les autres postes d'actif du Groupe ont totalisé 572.162 mDT au 31/12/2019 contre 561.345 mDT au 31/12/2018. Ils se détaillent comme suit :

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Var | % |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Comptes d'attente et de régularisation | 145 271 | 115 038 | 30 233 | 26,3% |
| Débiteurs divers | 35 073 | 36 273 | (1 200) | (3,3%) |
| État, impôts & taxes | 34 475 | 27 370 | 7 105 | 26,0% |
| Commissions de gestion à percevoir | 18 158 | 13 515 | 4 643 | 34,4% |
| Ajustements devises | 2 868 | 4 447 | (1 579) | (35,5%) |
| Comptes liés à la compensation | 51 274 | 25 020 | 26 254 | 104,9% |
| Autres comptes | 3 423 | 8 413 | (4 990) | (59,3%) |
| Actifs d'impôts sur les résultats : | 57 892 | 70 542 | (7 249) | (10,3%) |
| Actifs d'impôts exigibles | 15 574 | 23 528 | (7 954) | (33,8%) |
| Actifs d'impôts différés | 42 318 | 47 014 | (4 696) | (10,0%) |
| Actifs d'exploitation des filiales non financières | 195 027 | 202 208 | (7 181) | (3,6%) |
| Stocks de terrains à bâtir | 74 968 | 69 430 | 5 538 | 8,0% |
| Stocks de travaux immobiliers en cours | 42 946 | 53 468 | (10 522) | (19,7%) |
| Stocks de travaux immobiliers terminés | 69 894 | 71 416 | (1 522) | (2,1%) |
| Autres stocks | 1 274 | 970 | 304 | 31,3% |
| Clients et comptes rattachés | 5 945 | 6 924 | (979) | (14,1%) |
| Autres actifs | 173 972 | 173 557 | 415 | 0,2% |
| Prêts au personnel | 53 271 | 45 607 | 7 664 | 16,8% |
| Charges reportées | - | - | - | - |
| Stock cartes de retrait | 1 293 | 730 | 563 | 77,1% |
| Dotations timbres postaux | 332 | 264 | 68 | 25,8% |
| Dotations timbres fiscaux | 16 | 13 | 3 | 23,1% |
| Dotations timbres spéciaux de voyage | 100 | 38 | 62 | 163,2% |
| Dépôts et cautionnements | 1 652 | 1 430 | 222 | 15,5% |
| Créances abandonnées sur fonds budgétaires 133 MDT et 160 MDT | 79 870 | 79 870 | - | - |
| Créances agricoles abandonnées sur fonds propres de la banque | 25 529 | 26 732 | (1 203) | (4,5%) |
| Autres comptes | 11 909 | 18 873 | (6 964) | (36,9%) |
| Total Net | 572 162 | 561 345 | 10 817 | 1,9% |

5.8.1-Comptes liés à la compensation

Au 31 Décembre 2019, les comptes liés à la compensation débiteurs (Poste AC7 : Autres Actifs) présentent un solde cumulé de 51.274 mDT alors que les comptes liés à la compensation créditeurs (Poste PA5 : Autres Passifs) présentent un solde cumulé de 168.890 mDT.

Les soldes de ces comptes s'expliquent principalement par des valeurs dont le dénouement normal s'opère à (J +1). Néanmoins, des suspens inter-siège et certains chevauchements au niveau des comptes d'ordre ont été générés suite à la mise en place du système de Télé-compensation 24 heures (T24H).

Une commission chargée de l'identification et de l'apurement des suspens liés à la « Télé-compensation 24 heures » est en train de poursuivre les travaux de régularisation.

5.8.2- Créances abandonnées sur fonds budgétaires 133 MDT et 160 MDT

Les créances abandonnées sur les fonds budgétaires de 133 MDT et 160 MDT se détaillent ainsi :

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|---------------|---------------|
| Créances agricoles abandonnées (1999) / Fonds 133 MDT | 14 956 | 14 956 |
| Créances agricoles abandonnées (2014 et ultérieures) / Fonds 133 MDT | 23 990 | 23 990 |
| Frais sur créances contentieuses agricoles abandonnées / Fonds 133 MDT | 27 | 27 |
| Total des créances abandonnées sur fonds budgétaire 133 MDT | 38 973 | 38 973 |
| Créances agricoles abandonnées (2014 et ultérieures) / Fonds 160 MDT | 40 730 | 40 730 |
| Frais sur créances contentieuses agricoles abandonnées / Fonds 160 MDT | 167 | 167 |
| Total des créances abandonnées sur fonds budgétaire 160 MDT | 40 897 | 40 897 |
| Total | 79 870 | 79 870 |

5.8.3- Créances agricoles abandonnées sur fonds propres de la banque

Les créances agricoles abandonnées sur des crédits octroyés sur les fonds propres de la banque, dans le cadre de l'opération de prise en charge par l'Etat de créances prévues par la loi n°99-65 du 15 juillet 1999 (article 3), ainsi que l'opération d'abandon de créances agricoles prévue par l'article 79 de la loi n°2013-54 du 30 décembre 2013 portant loi de finances pour l'année 2014, telle que modifiée par les textes subséquents, se détaillent ainsi :

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|---------------|---------------|
| Créances agricoles abandonnées (2014 et ultérieures) / Ressources propres | 14 259 | 14 259 |
| Créances agricoles abandonnées (2014 et ultérieures) / Ressources extérieures | 11 270 | 11 270 |
| Créances agricoles prises en charge par l'Etat | - | 1 666 |
| Provisions sur créances agricoles prises en charge par l'Etat | - | (464) |
| Total | 25 529 | 26 732 |

5.9- Banque Centrale et CCP

Ce poste affiche 1.580.964 mDT au 31/12/2019 contre 1360.596 mDT au 31/12/2018, enregistrant ainsi une augmentation de 220.368 mDT. Il se détaille comme suit :

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Var | % |
|---|------------------|------------------|----------------|--------------|
| Utilisations auprès de la BCT en dinars | 22 | 6 | 16 | 266,7% |
| Emprunts auprès de la BCT en dinars | 1 578 000 | 1 358 000 | 220 000 | 16,2% |
| Intérêts à servir sur emprunts auprès de la BCT | 2 942 | 2 590 | 352 | 13,6% |
| Total | 1 580 964 | 1 360 596 | 220 368 | 16,2% |

5.10- Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers

Ce poste a atteint 182.082 mDT au 31/12/2019 contre 221.355 mDT au 31/12/2018, enregistrant ainsi une diminution de 39 273 mDT. Il se détaille comme suit :

- Décomposition par nature de poste

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Var | % |
|--|----------------|----------------|-----------------|----------------|
| Dépôts et avoirs des établissements bancaires | 178 241 | 214 810 | (36 569) | (17,0%) |
| Dépôts et avoirs des établissements financiers | 3 841 | 6 545 | (2 704) | (41,3%) |
| Total | 182 082 | 221 355 | (39 273) | (17,7%) |

- Décomposition par nature de compte

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Var | % |
|---|----------------|----------------|-----------------|----------------|
| Comptes à vue | 12 092 | 12 974 | (882) | (6,8%) |
| Emprunts sur le marché monétaire en dinars | 169 200 | 93 300 | 75 900 | 81,4% |
| Emprunts sur le marché monétaire en devises | - | 114 829 | (114 829) | (100,0%) |
| Intérêts à payer | 790 | 252 | 538 | 213,5% |
| Total | 182 082 | 221 355 | (39 273) | (17,7%) |

La ventilation des dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers par maturité se présente comme suit:

| | < 3 mois | 3 mois à 1 an | 1 an à 5 ans | > 5 ans | Total |
|---|----------------|---------------|--------------|----------|----------------|
| Comptes à vue | 12 092 | - | - | - | 12 092 |
| Emprunts sur le marché monétaire en dinars | 169 200 | - | - | - | 169 200 |
| Emprunts sur le marché monétaire en devises | - | - | - | - | - |
| Intérêts à payer | 790 | - | - | - | 790 |
| Total | 182 082 | - | - | - | 182 082 |

5.11- Dépôts et avoirs de la clientèle

Les dépôts et avoirs de la clientèle ont totalisé 8.426.747 mDT au 31 décembre 2019 contre 7.733.842 mDT au 31 décembre 2018, enregistrant ainsi une augmentation de 692.905 mDT, soit une progression de 9,0%. Ils s'analysent comme suit :

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Var | % |
|--|------------------|------------------|-----------------|---------------|
| Dépôts en dinars | 7 572 045 | 6 831 137 | 740 908 | 10,8% |
| Dépôts à vue en dinars | 1 606 334 | 1 593 093 | 13 241 | 0,8% |
| Dépôts d'épargne en dinars | 2 810 323 | 2 645 058 | 165 265 | 6,2% |
| Bons de caisse en dinars | 58 068 | 64 874 | (6 806) | (10,5%) |
| Comptes à terme en dinars | 233 497 | 215 936 | 17 561 | 8,1% |
| Comptes spéciaux de placement en dinars | 2 147 827 | 1 742 879 | 404 948 | 23,2% |
| Certificats de dépôt en dinars | 493 000 | 382 000 | 111 000 | 29,1% |
| Autres sommes dues à la clientèle en dinars | 222 996 | 187 297 | 35 699 | 19,1% |
| Dépôts en devises | 805 830 | 859 798 | (53 968) | (6,3%) |
| Dépôts à vue en devises | 605 858 | 579 657 | 26 201 | 4,5% |
| Bons de caisse en devises | 12 016 | 11 646 | 370 | 3,2% |
| Comptes à terme en devises | 54 655 | 49 669 | 4 986 | 10,0% |
| Comptes de placement en devises | 110 565 | 194 725 | (84 160) | (43,2%) |
| Autres sommes dues à la clientèle en devises | 22 736 | 24 101 | (1 365) | (5,7%) |
| Dettes rattachées | 48 872 | 42 907 | 5 965 | 13,9% |
| Intérêts à payer sur dépôts à vue | 4 249 | 4 377 | (128) | (2,9%) |
| Intérêts à payer sur dépôts à terme en devises | 742 | 490 | 252 | 51,4% |
| Intérêts à payer sur comptes d'épargne | 29 928 | 28 102 | 1 826 | 6,5% |
| Intérêts à payer sur Bons de Caisse, Compte à Terme & autres produits financiers | 63 732 | 48 530 | 15 202 | 31,3% |
| Intérêts servis d'avance sur Bons de Caisse & Compte Spécial de Placement | (49 779) | (38 592) | (11 187) | (29,0%) |
| Total | 8 426 747 | 7 733 842 | 692 905 | 9,0% |

La ventilation des dépôts et avoirs de la clientèle par maturité se présente comme suit:

| | Sans maturité contractuelle | < 3 mois | 3 mois à 1 an | 1 an à 5 ans | > 5 ans | Total |
|--|-----------------------------------|----------------|------------------|-----------------|---------|------------------|
| Dépôts en dinars | 4 639 653 | 921 104 | 1 521 569 | 489 719 | - | 7 572 045 |
| Dépôts à vue en dinars | 1 606 334 | - | - | - | - | 1 606 334 |
| Dépôts d'épargne en dinars | 2 810 323 | - | - | - | - | 2 810 323 |
| Bons de caisse en dinars | - | 11 969 | 29 010 | 17 089 | - | 58 068 |
| Comptes à terme en dinars | - | 64 379 | 127 582 | 41 536 | - | 233 497 |
| Comptes spéciaux de placement en dinars | - | 584 756 | 1 140 977 | 422 094 | - | 2 147 827 |
| Certificats de dépôt en dinars | - | 260 000 | 224 000 | 9 000 | - | 493 000 |
| Autres sommes dues à la clientèle en dinars | 222 996 | - | - | - | - | 222 996 |
| Dépôts en devises | 628 594 | 17 521 | 87 643 | 72 072 | - | 805 830 |
| Dépôts à vue en devises | 605 858 | - | - | - | - | 605 858 |
| Bons de caisse en devises | - | 370 | 8 037 | 3 609 | - | 12 016 |
| Comptes à terme en devises | - | 16 622 | 26 282 | 11 751 | - | 54 655 |
| Comptes de placement en devises | - | 529 | 53 324 | 56 712 | - | 110 565 |
| Autres sommes dues à la clientèle en devises | 22 736 | - | - | - | - | 22 736 |
| Dettes rattachées | - | 48 872 | - | - | - | 48 872 |
| Intérêts à payer sur dépôts à vue | - | 4 249 | - | - | - | 4 249 |
| Intérêts à payer sur dépôts à terme en devises | - | 742 | - | - | - | 742 |
| Intérêts à payer sur comptes d'épargne | - | 29 928 | - | - | - | 29 928 |
| Intérêts à payer sur Bons de Caisse, Compte à Terme & autres produits financiers | - | 63 732 | - | - | - | 63 732 |
| Intérêts servis d'avance sur Bons de Caisse & Compte Spécial de Placement | - | (49 779) | - | - | - | (49 779) |
| Total | 5 268 247 | 987 497 | 1 609 212 | 561 791 | - | 8 426 747 |

5.12- Emprunts et ressources spéciales

Les emprunts et ressources spéciales du Groupe ont totalisé 619.151 mDT au 31 décembre 2019 contre 614.490 mDT au 31 décembre 2018. Ils se détaillent comme suit :

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Var | % |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Emprunts matérialisés | 280 052 | 275 778 | 4 274 | 1,5% |
| Emprunts obligataires | 274 415 | 268 710 | 5 705 | 2,1% |
| Intérêts à payer emprunts obligataires | 5 637 | 7 068 | (1 431) | (20,2%) |
| Ressources spéciales | 318 413 | 312 735 | 5 678 | 1,8% |
| Ressources extérieures | 112 962 | 121 894 | (8 932) | (7,3%) |
| Ressources budgétaires | 234 000 | 228 614 | 5 386 | 2,4% |
| Ecart de conversion sur emprunts | (29 416) | (38 451) | 9 035 | 23,5% |
| Intérêts à payer sur ressources spéciales | 867 | 678 | 189 | 27,9% |
| Autres fonds empruntés | 20 686 | 25 977 | (5 291) | (20,4%) |
| Autres fonds empruntés | 19 026 | 14 838 | 4 188 | 28,2% |
| Intérêts à payer sur autres fonds empruntés | 1 660 | 1 363 | 297 | 21,8% |
| Pension livrée autre que bancaire | - | 9 600 | (9 600) | (100,0%) |
| Intérêts à payer sur titres cédés en pension livrée | - | 176 | (176) | (100,0%) |
| Total | 619 151 | 614 490 | 4 661 | 0,8% |

Les taux d'intérêts des emprunts extérieurs varient entre 1% et 7,2%.

La ventilation des emprunts et ressources spéciales par maturité se présente comme suit:

| | Sans maturité contractuelle | < 3 mois | 3 mois à 1 an | 1 an à 5 ans | > 5 ans | Total |
|--|-----------------------------------|----------------|------------------|-----------------|---------------|----------------|
| Emprunts matérialisés | 391 | 5 637 | 43 178 | 202 110 | 28 736 | 280 052 |
| Emprunts obligataires | 391 | - | 43 178 | 202 110 | 28 736 | 274 415 |
| Intérêts à payer emprunts obligataires | - | 5 637 | - | - | - | 5 637 |
| Ressources spéciales | - | 237 900 | 9 528 | 47 085 | 23 900 | 318 413 |
| Ressources extérieures y compris écart de conversion | - | 3 033 | 9 528 | 47 085 | 23 900 | 83 546 |
| Ressources budgétaires | - | 234 000 | - | - | - | 234 000 |
| Intérêts à payer sur ressources spéciales | - | 867 | - | - | - | 867 |
| Autres fonds empruntés | - | 20 686 | - | - | - | 20 686 |
| Autres fonds empruntés | - | 19 026 | - | - | - | 19 026 |
| Intérêts à payer sur autres fonds empruntés | - | 1 660 | - | - | - | 1 660 |
| Pension livrée autre que bancaire | - | - | - | - | - | - |
| Intérêts à payer sur titres cédés en pension livrée | - | - | - | - | - | - |
| Total | 391 | 264 223 | 52 706 | 249 195 | 52 636 | 619 151 |

5.12.1- Ressources budgétaires

La situation des comptes de prêts financés sur les ressources du FOPRODI et se trouvant en phase contentieuse au 31/12/2019 se présente comme suit :

| Libellé | Solde au 31/12/2019 |
|---|------------------------|
| Contentieux dotation FOPRODI & FOPRODI BIRD | 9 500 |
| Impayés en intérêts su FOPRODI & BIRD | 1 472 |
| Total | 10 972 |

Notons qu'une action d'assainissement du fonds FOPRODI est en cours, en collaboration avec les autorités réglementaires.

5.13- Autres passifs

Les autres postes de passif totalisent 593 248 mDT au 31 décembre 2019 contre 512 670 mDT au 31 décembre 2018. Ils se présentent comme suit:

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Var | % |
|---|------------|------------|---------|---------|
| Etat, impôts et taxes | 38 528 | 35 233 | 3 295 | 9,4% |
| Impôts sur les sociétés (*) | 29 864 | 36 753 | (6 889) | (18,7%) |
| Contribution exceptionnelle et contribution sociale de solidarité (*) | 2 404 | 5 037 | (2 633) | (52,3%) |
| Fournisseurs divers | 13 421 | 12 219 | 1 202 | 9,8% |
| Organismes sociaux | 49 384 | 47 258 | 2 126 | 4,5% |
| Comptes d'ajustement devises passifs (*) | 320 | 791 | (471) | (59,5%) |
| Devises reçues en instance d'affectation | 13 027 | 17 912 | (4 885) | (27,3%) |
| Provisions pour risques divers (Comptes d'ajustement devises) | 68 | 194 | (126) | (64,9%) |
| SWAPS devises (*) | 4 299 | (4 171) | 8 470 | 203,1% |
| Congés à payer | 13 887 | 13 338 | 549 | 4,1% |
| Produits perçus d'avance | 7 178 | 7 153 | 25 | 0,3% |

| | | | | |
|---|----------------|----------------|---------------|---------------|
| Excédents de caisse | 4 071 | 3 629 | 442 | 12,2% |
| Charges sur emprunts | 53 | 53 | - | - |
| Autres comptes de régularisation passifs | 1 738 | 1 347 | 391 | 29,0% |
| Provisions pour risques divers (Autres comptes de régularisation passifs) | 30 | 30 | - | - |
| Comptes liés à la compensation passifs | 168 890 | 95 633 | 73 257 | 76,6% |
| Comptes de régularisation (*) | (18 893) | (3 739) | (15 154) | (405,2%) |
| Comptes Etatiques créditeurs | 1 966 | 1 310 | 656 | 50,0% |
| Créditeurs divers | 57 111 | 34 013 | 23 098 | 67,9% |
| Versements de l'Etat sur créances impayées pour plus d'un an /Fonds 133 MDT | 78 434 | 78 434 | - | - |
| Intérêts recouverts à verser à l'Etat /Fonds 133 MDT | 5 994 | 5 739 | 255 | 4,4% |
| Versements de l'Etat sur créances impayées pour plus d'un an /Fonds 160 MDT | 66 095 | 66 095 | - | - |
| Intérêts recouverts à verser à l'Etat /Fonds 160 MDT | 23 311 | 22 489 | 822 | 3,7% |
| Fournisseurs d'immobilisations | 4 980 | 8 191 | (3 211) | (39,2%) |
| Provisions pour passifs et charges | 27 088 | 27 729 | (641) | (2,3%) |
| Provisions pour avantages postérieurs à l'emploi (**) | 9 740 | 9 377 | 363 | 3,9% |
| Provisions pour risque fiscal et social | 163 | 65 | 98 | 150,8% |
| Provisions pour pénalités BCT | 1 261 | 1 261 | - | - |
| Provisions sur engagement par signature | 15 172 | 16 171 | (999) | (6,2%) |
| Provisions pour suspens Inter-Siège T24h | 752 | 855 | (103) | (12,0%) |
| Total | 593 248 | 512 670 | 80 578 | 15,7% |

(*) Montants 2018 retraités à des fins de comparabilité.

(**) En application des principes comptables généralement admis en Tunisie et des normes internationales d'information financière (IFRS), le coût des avantages postérieurs à l'emploi doit être comptabilisé en charges, à l'instar des autres éléments de rémunération, durant la période d'activité du salarié et non pas au moment où celui-ci bénéficie effectivement des prestations.

Ainsi, le Groupe a comptabilisé des provisions pour avantages postérieurs à l'emploi dont l'encours global au 31/12/2019 s'élève à 9.740 mDT contre 9.377 mDT au 31/12/2018.

5.14- Capitaux propres consolidés

Les capitaux propres revenant au groupe se détaillent comme suit :

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Var | % |
|--|------------------|------------------|----------------|--------------|
| Capital social | 320 000 | 176 000 | 144 000 | 81,8% |
| Dotation de l'État (1) | 43 098 | 133 000 | (89 902) | (67,6%) |
| (-) Part des minoritaires dans la dotation de l'état | (76) | - | (76) | - |
| Réserves consolidés part du groupe | 1 069 290 | 712 681 | 356 609 | 50,0% |
| Actions propres et d'auto-contrôle | (1 689) | (203) | (1 486) | (732,0%) |
| Résultat net de l'exercice, part du groupe | 131 032 | 165 999 | (34 967) | (21,1%) |
| Total | 1 561 655 | 1 187 477 | 374 178 | 31,5% |

5.14.1- Augmentation du capital

Le 1er paragraphe de l'article 28 de la loi n° 2018-56 du 27 décembre 2018 portant loi de finances pour l'année 2019 avait autorisé le ministre chargé des finances, agissant pour le compte de l'État, à souscrire au capital de la BNA et ce, dans la limite de 170.872 mDT. Cette souscription ne peut être libérée que par voie de compensation avec de créances certaines, échues et dont le montant est connu au sens de l'article 292 du code des sociétés commerciales.

La participation de l'État correspond au cumul des montants versés à la BNA lors de la mise en jeu de la garantie souveraine en application des conventions régissant les deux dotations consenties par l'État à la BNA, respectivement de 133.000 mDT et 160.000 mDT, et des montants recouverts par la BNA sur les crédits qui lui ont été transférés et non encore reversés à l'État.

En effet, une partie ou la totalité du montant de chacune des deux dotations consenties à la BNA serait exigible sans délai, en vue de permettre à l'État, et à titre exclusif, de libérer par compensation de créances certaines, échues et dont le montant est connu, toute souscription à une augmentation de capital de la Banque.

Ainsi, l'Assemblée Générale Extraordinaire de la BNA, réunie le 6 mars 2019, a décidé de porter le capital de la Banque de cent soixante-seize millions de dinars (176.000 mDT) à trois cent vingt millions de dinars (320.000 mDT), selon les modalités suivantes :

- 140.800 mDT par émission de 28.160.000 actions nouvelles au prix de douze (12) dinars chacune, soit cinq (5) dinars de valeur nominale et sept (7) dinars de prime d'émission. Ces actions seraient souscrites selon la parité de quatre (4) actions nouvelles pour cinq (5) actions anciennes. Ces actions seraient libérées, en totalité à la souscription, en numéraire ou par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles détenues sur la Banque.

- 3.200 mDT par attribution de 640.000 actions gratuites de valeur nominale égale à cinq (5) dinars chacune consécutivement à une incorporation de réserves. Ces actions gratuites seront attribuées selon la parité d'une (1) action nouvelle pour cinquante-cinq (55) actions anciennes.

Le ministre des finances, agissant pour le compte de l'État, a souscrit à titre irréductible, le 21 juin 2019, 14.145.648 actions nouvelles de numéraire émises par la Banque dans le cadre de cette augmentation de capital. L'État a libéré son dû par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles qu'elle possède sur la BNA.

Le Conseil d'administration de la BNA a attesté le caractère certain, liquide et exigible du montant de 169.748 mDT correspondant à la libération intégrale de la valeur d'émission des 14.145.648 actions souscrites par l'État, soit un montant de 89.902 mDT imputable sur le concours de 133.000 mDT et le reliquat (79.845 mDT) imputable sur le concours de 160.000 mDT.

La signature du certificat du dépositaire a eu lieu le 24 juillet 2019 ; L'approbation, par les commissaires aux comptes, dudit certificat a eu lieu en date du 29 juillet 2019 ; L'enregistrement de l'opération d'augmentation en bourse est finalisé le 31 juillet 2019. A partir du jeudi 1er Août 2019, les 28.160.000 actions nouvelles souscrites sont admises et négociables en bourse sur la même ligne de cotation que les actions anciennes auxquelles elles sont assimilées.

5.14.2- Dotation de l'État de 133.000 mDT

(1) En application des termes de la loi n°94-30 du 21 février 1994, la BNA a conclu avec l'État Tunisien, en date du 16 mars 1995, une convention en vertu de laquelle des créances sur fonds budgétaires agricoles, s'élevant en principal à 133.000 mDT, ont été transférées à la BNA (moyennant la garantie de l'État en matière de recouvrement des montants échus depuis un an sur les crédits entrant dans le cadre de cette convention).

Cette convention a permis à la BNA de rétablir sa situation financière (par l'amélioration de ses capitaux propres) et de se conformer ainsi à la réglementation en vigueur en matière de ratio de solvabilité.

Cette dotation est assortie d'une éventualité de restitution en cas de rétablissement de l'équilibre financier de la banque. Cette éventualité de restitution s'applique également aux fonds budgétaires agricoles revenant à l'État pour un montant de 160.000 mDT, qui ont été décomptabilisés par la BNA en vertu de la loi n°2003-80 du 29 décembre 2003 pour compenser l'insuffisance de provisions dégagée par son activité à la fin de 2003. (Voir note 6-1).

Pour la dotation de 133.000 mDT, la banque n'est réputée avoir retrouvé son équilibre financier que lorsqu'elle réponde simultanément à deux (2) critères fixés par l'alinéa 2 de l'article 9 de la convention conclue entre l'État et la BNA le 16 mars 1995, à savoir:

-La constitution des provisions requises selon les règles prudentielles en vigueur ;

-Le respect par la Banque des règles minimales d'adéquation des fonds propres aux risques encourus compte non tenu de la dotation de 133.000 mDT

Pour la dotation de 160.000 mDT, le rétablissement de l'équilibre financier suppose, par contre, la réponse simultanée à cinq (5) critères fixés par l'alinéa 2 de l'article 6 de la convention conclue entre l'État et la BNA le 17 février 2004, à savoir:

- La constitution des provisions requises selon les règles prudentielles en vigueur ;

- Le respect par la Banque des règles minimales d'adéquation des fonds propres aux risques encourus ;

- L'atteinte, par la Banque, du niveau du ROE moyen observé dans le secteur bancaire BNA exclue ;

- L'atteinte, par la Banque, du niveau du ROA moyen observé dans le secteur bancaire BNA exclue ;

- La distribution, par la Banque, d'un dividende au moins égal à l'intérêt statutaire.

L'analyse, au 31 décembre 2018, des montants versés par l'État à la BNA dans le cadre de la mise en jeu de la garantie de l'État, au titre des deux dispositifs de soutien consentis à la Banque ainsi que des montants recouverts par la BNA et non encore versés à l'État, permet de stratifier les dotations accordées en deux catégories:

- Un concours qu'on qualifiera de "Substantiel", et correspondant pour chacune des dotations consenties à la Banque au cumul des montants versés par l'État à la BNA dans le cadre de la mise en jeu de la garantie souveraine et des montants recouverts par la BNA sur les crédits qui lui ont été transférés et non encore reversés à l'État;
- Un concours qu'on qualifiera de "Potentiel", et correspondant au reliquat.

Cette stratification conduit au constat résumé dans le tableau suivant:

| | Montant en MDT | | | | |
|--------------------|---|---|----------------------------------|------------------------|----------------|
| | Montants déjà versés par l'État suite à des appels de garanties (1) | Montants recouverts par la BNA et à reverser à l'État (2) | Concours Substantiel (3)=(1)+(2) | Concours Potentiel (4) | Total (3)+(4) |
| Dotation de 133MDT | 85 301 | 4 601 | 89 902 | 43 098 | 133 000 |
| Dotation de 160MDT | 69 516 | 10 329 | 79 845 | 80 155 | 160 000 |
| Total | 154 817 | 14 931 | 169 748 | 123 252 | 293 000 |

Le Conseil d'administration de la BNA a attesté le caractère certain, liquide et exigible du montant de 169.748 mDT correspondant à la libération intégrale de la valeur d'émission des 14.145.648 actions souscrites par l'État, soit un montant de 89.902 mDT imputable sur le concours de 133.000 mDT et le reliquat (79.845 mDT) imputable sur le concours de 160.000 mDT.

Notons que les concours potentiels imputable sur le concours 133.000 mDT restent comptabilisés au niveau des fonds propres.

5.14.3- Réserves consolidés

Les réserves consolidées correspondent aux résultats accumulés par le groupe dans les entités incluses dans le périmètre depuis la prise de contrôle jusqu'à la date de clôture de l'exercice précédant celui objet de la publication.

Les réserves consolidées s'élèvent au 31 décembre 2019 à 1.069.290 mDT contre 712.681 mDT au 31 décembre 2018. Elles se détaillent comme suit :

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Var | % |
|--|------------------|----------------|----------------|----------------|
| Contribution de la mère consolidante | 1 058 533 | 697 929 | 360 604 | 51,7% |
| + Part du groupe, dans les primes d'émission | 236 907 | 40 206 | 196 701 | 489,2% |
| + Part du groupe, dans les primes de fusion | 14 845 | 14 871 | (26) | (0,2%) |
| + Part du groupe, dans les autres réserves | 807 346 | 642 852 | 164 494 | 25,6% |
| - Part des minoritaires dans le capital libéré | (565) | - | (565) | - |
| Contribution des filiales relevant du secteur des services financiers | 1 883 | 4 226 | (2 343) | (55,4%) |
| Contribution des filiales relevant du secteur de la promotion immobilière | 19 323 | 20 392 | (1 069) | (5,2%) |
| Contribution des filiales relevant d'autres secteurs | (10 449) | (9 866) | (583) | (5,9%) |
| Total | 1 069 290 | 712 681 | 356 609 | 50,0% |

5.14.4- Résultat de l'exercice, part du groupe

L'exercice clos le 31 décembre 2019 s'est soldé par un résultat consolidé positif, avant modifications comptables, de 131.032 mDT contre un résultat de même nature de 165.999 mDT au 31 décembre 2018. La contribution au résultat consolidé de la mère et de ses filiales peut être détaillée comparativement comme suit :

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Var | % |
|---|------------|------------|----------|----------|
| Contribution de la mère consolidante | 136 310 | 168 871 | (32 561) | (19,3%) |
| Contribution des filiales relevant du secteur des services financiers | (1 415) | (1 630) | 215 | 13,2% |
| Contribution des filiales relevant du secteur de la promotion immobilière | (3 171) | (867) | (2 304) | (265,7%) |
| Contribution des filiales relevant d'autres secteurs | (692) | (375) | (317) | (84,5%) |

| | | | | |
|--|-------------------|------------------------------|-----------------|-----------------|
| Total | 131 032 | 165 999 | (34 967) | (21,1%) |
| 5.14.5- Résultat de base par action (Bénéfice par action) | | | | |
| | 31/12/2019 | 31/12/2018 publié | Var | % |
| Bénéfice net de l'exercice (part du groupe) | 131 032 | 165 999 | (165 999) | (100,0%) |
| Nombre d'actions ordinaires | 64 000 000 | 35 200 000 | (35 200 000) | (100,0%) |
| Nombre d'actions propres | 135 245 | 9 974 | (9 974) | (100,0%) |
| % par rapport aux actions en circulation | 0,21% | 0,03% | | |
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de la période (1) | 63 864 755 | 35 190 026 | (35 190 026) | (100,0%) |
| Bénéfice par action de valeur nominale de 5 DT (en DT) | 2,052 | 4,717 | (4,717) | (100,0%) |

(1) Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période est le nombre d'actions ordinaires en circulation au début de la période, ajusté du nombre d'actions ordinaires remboursées ou émises au cours de la période, multiplié par un facteur de pondération en fonction du temps.

Le nombre d'actions ordinaires en circulation correspond au nombre d'actions émises par la société mère corrigé de l'effet des actions propres et d'auto-contrôle détenues par la mère émettrice et par ses filiales.

Lorsque des actions ordinaires sont émises mais ne sont encore que partiellement libérées, elles sont traitées dans le calcul du résultat de base par action comme une fraction d'une action ordinaire dans la mesure où elles étaient autorisées à participer aux dividendes de la période relatifs à une action ordinaire entièrement libérée.

5.14.6 Actions propres et d'auto-contrôle

Figurent sous cet intitulé, les contreparties versées par la Banque mère et par ses filiales pour l'acquisition et la détention des actions émises par la BNA.

Aucun profit ou perte ne doit être comptabilisé dans le résultat lors de l'achat ou de la vente, de ces actions. La contrepartie reçue au titre de la cession de ces actions, ainsi que les dividendes perçus sont constatées directement en capitaux propres sous l'intitulé "Actions propres et d'auto-contrôle".

Cette rubrique totalise au 31 décembre 2019 un montant de 1.689 mDT contre 203 mDT au 31 décembre 2018.

6- NOTES SUR LES ENGAGEMENTS HORS BILAN

6.1- Cautions, avals et autres garanties données (HB1)

Ce poste totalise 1.484.899 mDT au 31 décembre 2019 contre 1.298.737 mDT au 31 décembre 2018. Il se décompose comme suit :

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Var | % |
|--|-------------------|-------------------|------------------|----------------|
| a- En faveur d'établissements bancaires | 731 428 | 339 305 | 392 123 | 115,6% |
| Contre garanties | 589 000 | 258 000 | 331 000 | 128,3% |
| Débiteurs par lettres de garanties d'ordre de nos correspondants étrangers | 94 428 | 81 305 | 13 123 | 16,1% |
| Cession créances | 48 000 | - | 48 000 | - |
| b- En faveur de la clientèle | 673 316 | 799 432 | (126 116) | (15,8%) |
| Débiteurs par avals et acceptations | 34 570 | 43 503 | (8 933) | (20,5%) |
| Débiteurs par lettres de garanties | 69 134 | 147 009 | (77 875) | (53,0%) |
| Débiteurs par obligations cautionnées | 31 030 | 30 854 | 176 | 0,6% |
| Débiteurs par cautions fiscales | 37 066 | 52 962 | (15 896) | (30,0%) |
| Débiteurs par cautions sur marchés publics | 495 453 | 510 453 | (15 000) | (2,9%) |
| Avals billets de trésorerie | 5 800 | 14 050 | (8 250) | (58,7%) |
| Débiteurs par cautions bancaires taxation d'office | 263 | 601 | (338) | (56,2%) |
| c- En faveur de l'État | 80 155 | 160 000 | (79 845) | (49,9%) |
| Créances budgétaires transférées par l'État (*) | 80 155 | 160 000 | (79 845) | (49,9%) |
| Total | 1 484 899 | 1 298 737 | 186 162 | 14,3% |

(*) En application des termes de la loi n°2003-80 du 29 décembre 2003, portant loi de finances pour l'année 2004, le Ministre des Finances et la BNA ont conclu, en date du 17 février 2004, une convention ayant pour objet le transfert de fonds budgétaires agricoles revenant à l'État et totalisant la somme de 160.000 mDT au profit de la BNA et la prise en charge par l'État des impayés échus depuis un an sur les crédits accordés sur ces fonds et rentrant dans le cadre de cette convention.

Les fonds convertis ont été utilisés par la Banque pour compenser l'insuffisance de provisions dégagée par l'activité à fin 2003, ce qui a conduit à la dé-comptabilisation des fonds en question pour un montant de 160.000 mDT en contrepartie de la constatation de provisions sur titres d'investissement et créances clientèle pour le même montant.

Le Ministre des Finances a souscrit à titre irréductible le 21/06/2019 à 14.145.648 actions nouvelles de numéraires émises par la BNA dans le cadre de l'augmentation de son capital. Le montant total de cette souscription s'élève à 169.748 mDT composé entre autres d'un montant de 79.845 mDT imputable sur le concours de 160.000mDT sus indiqué.

Pour les besoins de comptabilisation de l'augmentation du capital, les concours substantiels ont été constatés comme étant une charge de l'exercice qui est totalement déductibles.(voir note 4.13.1 et note 6.10).

6.2- Actifs donnés en Garantie (HB3)

Le refinancement auprès de la Banque centrale de Tunisie s'établit à 1.541.000 mDT au 31/12/2019 contre 1.437.600 mDT au 31/12/2018. Le détail des actifs donnés en garantie se présente comme suit:

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Var | % |
|--------------------------|------------------|------------------|----------------|-------------|
| Titres de créances | 857 750 | 869 750 | (12 000) | (1,4%) |
| Bons du trésor | 624 000 | 488 350 | 135 650 | 27,8% |
| Emprunt obligataire 2014 | 59 250 | 79 500 | (20 250) | (25,5%) |
| Total | 1 541 000 | 1 437 600 | 103 400 | 7,2% |

6.3- Engagements de financement donnés (HB4)

Cette rubrique comporte les crédits aux clients mais non encore débloqués. Elle se détaille comme suit:

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Var | % |
|---|----------------|----------------|-----------------|----------------|
| Crédits notifiés et non utilisés (agricoles) | 5 464 | 8 629 | (3 165) | (36,7%) |
| En faveur d'établissements bancaires, financiers et d'assurance | - | - | - | - |
| En faveur de la clientèle | 5 464 | 8 629 | (3 165) | (36,7%) |
| Crédits notifiés et non utilisés (commerciaux) | 178 499 | 257 318 | (78 819) | (30,6%) |
| En faveur d'établissements bancaires, financiers et d'assurance | - | - | - | - |
| En faveur de la clientèle | 178 499 | 257 318 | (78 819) | (30,6%) |
| Crédits de gestion notifiés et non utilisés | 124 573 | 134 830 | (10 257) | (7,6%) |
| En faveur d'établissements bancaires, financiers et d'assurance | - | - | - | - |
| En faveur de la clientèle | 124 573 | 134 830 | (10 257) | (7,6%) |
| Total | 308 536 | 400 777 | (92 241) | (23,0%) |

6.4- Engagements sur titres (HB5)

Cette rubrique comporte les titres d'investissement souscrits non encore libérés. Elle se détaille comme suit:

| | Montant souscrit (1) | Montant libéré (2) | Montant non libéré 2019 (1)-(2) | Montant non libéré 2018 |
|--------------|----------------------|--------------------|---------------------------------|-------------------------|
| SODIS SICAR | 3 328 | 2 496 | 832 | 832 |
| FCPR INTECH | 4 000 | 2 000 | 2 000 | 2 000 |
| Total | 9 328 | 6 496 | 2 832 | 2 832 |

6.5- Garanties reçues (HB7)

Les Garanties reçues sont constituées au 31/12/2019 des éléments suivants:

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Var | % |
|---|------------------|------------------|------------------|---------------|
| Garanties reçues des banques | 395 000 | 165 000 | 230 000 | 139,4% |
| Garanties reçues de l'État | 2 163 809 | 1 889 995 | 273 814 | 14,5% |
| Fonds Budgétaires & Dotation | 316 821 | 292 338 | 24 483 | 8,4% |
| SOTUGAR | 35 511 | 35 233 | 278 | 0,8% |
| FNG | 42 654 | 44 009 | (1 355) | (3,1%) |
| FGIC | 266 | 301 | (35) | (11,7%) |
| FNE | 94 | 468 | (374) | (79,9%) |
| G. ÉTAT | 1 768 463 | 1 517 646 | 250 817 | 16,5% |
| Garanties reçues de la clientèle | 2 203 345 | 1 662 109 | 541 236 | 32,6% |
| Garanties Hypothécaires | 1 481 805 | 1 396 264 | 85 541 | 6,1% |
| Garanties financières | 721 540 | 265 845 | 455 695 | 171,4% |
| Total | 4 762 154 | 3 717 104 | 1 045 050 | 28,1% |

6.6- Engagements en devise

Les engagements donnés et reçus en devise arrêtés au 31/12/2019 se présentent comme suit:

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|------------|------------|
| Opérations de change au comptant non encore dénouées | | |
| Devises vendues à livrer (comptant) | 23 774 | 40 509 |
| Dinars achetés à recevoir (comptant) | 12 691 | 23 600 |
| Devises achetées à recevoir (comptant) | 25 530 | 21 496 |
| Dinars vendus à livrer (comptant) | 14 345 | 3 990 |
| Opérations de change à terme non encore dénouées | | |
| Devises vendues à livrer (à terme) | 18 653 | 26 704 |
| Dinars achetés à recevoir (à terme) | 20 425 | 27 191 |
| Devises achetées à recevoir (à terme) | - | 20 948 |
| Dinars vendus à livrer (à terme) | - | 18 328 |
| Opérations de SWAP | | |
| Dinars à livrer (SWAP) | 189 149 | 285 949 |
| Devise à livrer (SWAP) | 948 | 24 631 |
| Devise à recevoir (SWAP) | 185 832 | 315 779 |

7- NOTES RELATIVES AUX POSTES DE L'ÉTAT DE RESULTAT

7.1- Intérêts et revenus assimilés

Les intérêts et revenus assimilés ont atteint 1.059.623 mDT en 2019 contre 841.007 mDT en 2018, enregistrant ainsi un taux d'accroissement de 26,0%. Ils s'analysent comme suit :

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Var | % |
|--|------------------|----------------|----------------|--------------|
| Opérations avec les établissements bancaires et financiers | 12 567 | 9 311 | 3 256 | 35,0% |
| Intérêts sur prêts sur le marché monétaire en dinars | 4 938 | 3 428 | 1 510 | 44,0% |
| Intérêts sur prêts sur le marché monétaire en devises | 3 632 | 1 173 | 2 459 | 209,6% |
| Intérêts sur autres avoirs auprès des établissements bancaires et financiers | 3 972 | 4 341 | (369) | (8,5%) |
| Report / Déport sur opérations de SWAPS | 25 | 369 | (344) | (93,2%) |
| Opérations avec la clientèle | 1 018 867 | 804 925 | 213 942 | 26,6% |
| Agios sur comptes débiteurs de la clientèle | 225 313 | 167 068 | 58 245 | 34,9% |
| Intérêts sur crédits à la clientèle | 793 554 | 637 857 | 155 697 | 24,4% |
| Autres intérêts et revenus assimilés | 28 189 | 26 771 | 1 418 | 5,3% |
| Total | 1 059 623 | 841 007 | 218 616 | 26,0% |

7.2- Commissions perçues

Les commissions perçues par le Groupe ont totalisé 127.185 mDT en 2019 contre 111.164 mDT en 2018, soit une augmentation de 14,4 %. Elles se décomposent comme suit :

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Var | % |
|--|----------------|----------------|---------------|--------------|
| Commissions sur opérations de chèques, effets, virements et tenue de comptes | 68 220 | 62 735 | 5 485 | 8,7% |
| Commissions sur opérations Monétique | 8 717 | 5 864 | 2 853 | 48,7% |
| Commissions sur opérations de change | 1 249 | 947 | 302 | 31,9% |
| Commissions sur opérations de commerce extérieur | 3 038 | 3 149 | (111) | (3,5%) |
| Commissions sur location de coffre-fort | 23 | 20 | 3 | 15,0% |
| Commissions d'études, de montage de financement, de conseil et d'assistance | 22 735 | 18 328 | 4 407 | 24,0% |
| Commissions de gestion des fonds budgétaires & extérieurs | 4 096 | 2 464 | 1 632 | 66,2% |
| Commissions sur avals billets de trésorerie | 280 | 241 | 39 | 16,2% |
| Commissions de gestion d'OPCVM | 311 | 365 | (54) | (14,8%) |
| Commissions de gestion de fonds à capital risque | 48 | 45 | 3 | 6,7% |
| Commissions diverses | 18 468 | 17 006 | 1 462 | 8,6% |
| Total | 127 185 | 111 164 | 16 021 | 14,4% |

7.3- Gain sur portefeuille commercial et opérations financières

Ces gains ont atteint 40.451 mDT en 2019 contre 52.159 mDT en 2018. Ils se détaillent comme suit :

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Var | % |
|---|---------------|---------------|-----------------|----------------|
| Gains nets sur titres de transaction | 11 865 | 29 713 | (17 848) | (60,1%) |
| Intérêts nets sur Bons du Trésor | 11 865 | 29 713 | (17 848) | (60,1%) |
| Gains nets (ou pertes nettes) sur titres de placement : | 539 | 1 430 | (891) | (62,3%) |
| Dividendes & revenus assimilés | 633 | 1 520 | (887) | (58,4%) |
| Pertes sur titres de placement | (131) | (42) | (89) | (211,9%) |
| Dotation aux provisions pour dépréciation des titres de placement | (279) | (594) | 315 | 53,0% |
| Reprises de provisions pour dépréciation des titres de placement | 316 | 546 | (230) | (42,1%) |
| Gains nets (ou pertes nettes) sur opérations de change : | 28 047 | 21 016 | 7 031 | 33,5% |
| Résultat sur opérations de change | 20 919 | 12 868 | 8 051 | 62,6% |
| Commissions sur change manuel | 7 128 | 8 148 | (1 020) | (12,5%) |
| Total | 40 451 | 52 159 | (11 708) | (22,4%) |

7.4- Revenus du portefeuille d'investissement

Les revenus du portefeuille d'investissement ont totalisé 86.975 mDT en 2019 contre 85.029 mDT en 2018, soit une augmentation de 2,3%. Ils se détaillent comme suit :

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Var | % |
|---|---------------|---------------|--------------|-------------|
| Intérêts nets sur Bons de Trésor d'investissement | 64 897 | 59 332 | 5 565 | 9,4% |
| Revenus des titres de participation et des titres en rétrocession | 7 635 | 8 201 | (566) | (6,9%) |
| Revenus des obligations | 11 619 | 13 823 | (2 204) | (15,9%) |
| Produits de cession de titres | - | 3 673 | (3 673) | (100,0%) |
| Revenus des titres participatifs | 2 824 | - | 2 824 | - |
| Total | 86 975 | 85 029 | 1 946 | 2,3% |

7.5- Intérêts encourus et charges assimilées

Les intérêts encourus et charges assimilées se sont élevés à 663.650 mDT en 2019 contre 520.471 mDT en 2018, soit une augmentation de 27,5 %. Ils se décomposent comme suit :

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Var | % |
|--|------------------|------------------|------------------|----------------|
| Opérations avec les établissements bancaires et financiers | (189 097) | (138 079) | (51 018) | (36,9%) |
| Intérêts sur emprunts sur le marché monétaire en dinars | (177 450) | (116 844) | (60 606) | (51,9%) |
| Intérêts sur emprunts sur le marché monétaire en devises | (509) | (2 673) | 2 164 | 81,0% |
| Intérêts sur autres comptes des établissements bancaires et financiers | (124) | (80) | (44) | (55,0%) |
| Perte / Deport sur opérations de SWAP | (11 014) | (18 482) | 7 468 | 40,4% |
| Opérations avec la clientèle | (448 131) | (357 094) | (91 037) | (25,5%) |
| Intérêts sur comptes à vue | (26 898) | (24 341) | (2 557) | (10,5%) |
| Intérêts sur comptes d'épargne | (135 937) | (129 109) | (6 828) | (5,3%) |
| Intérêts sur bons de caisse, comptes à terme et autres produits financiers | (285 296) | (203 644) | (81 652) | (40,1%) |
| Emprunts | (24 683) | (23 561) | (1 122) | (4,8%) |
| Autres intérêts et charges | (1 739) | (1 737) | (2) | (0,1%) |
| Total | (663 650) | (520 471) | (143 179) | (27,5%) |

7.6- Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passifs

Ce poste a atteint 120.858 mDT en 2019 contre 82.684 mDT en 2018, soit une augmentation de 46,2 %. Il s'analyse comme suit :

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Var | % |
|---|------------------|-----------------|-----------------|----------------|
| Dotations aux provisions pour créances douteuses individuelles | (234 618) | (142 908) | (91 710) | (64,2%) |
| Dotations aux provisions collectives sur créances non classées | - | (28 672) | 28 672 | 100,0% |
| Autres créances passées en pertes | (73 075) | (113 764) | 40 689 | 35,8% |
| Reprises de provisions pour créances douteuses | 78 073 | 64 430 | 13 643 | 21,2% |
| Dotations aux provisions pour risques et charges | (3 308) | (8 583) | 5 275 | 61,5% |
| Reprises sur provisions diverses | 11 217 | 27 248 | (16 031) | (58,8%) |
| Reprises de provisions et d'agios réservés sur créances cédées | 97 469 | 110 631 | (13 162) | (11,9%) |
| Sommes recouvrées au titre des créances passées en perte | 2 385 | 2 430 | (45) | (1,9%) |
| Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs d'exploitation des filiales | - | (38) | 38 | 100,0% |
| Reprises sur provisions pour dépréciation des actifs d'exploitation des filiales | - | 35 | (35) | (100,0%) |
| Reprises sur provisions sur engagement par signature | 5 553 | 6 507 | (954) | (14,7%) |
| Total | (120 858) | (82 684) | (38 174) | (46,2%) |

7.7- Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement

Ce poste a totalisé 2.363 mDT en 2019 contre une somme nette positive de 30.218 mDT en 2018. Il se détaille comme suit :

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Var | % |
|---|--------------|---------------|-----------------|----------------|
| Dotations aux provisions pour dépréciation des autres titres de participation | (3 387) | (15 068) | 11 681 | 77,5% |
| Dotations aux provisions pour dépréciation des titres en rétrocession | (13 694) | - | (13 694) | - |
| Reprises sur provisions pour dépréciation des autres titres de participation | 1 451 | 4 096 | (2 645) | (64,6%) |
| Reprises sur provisions pour dépréciation des titres en rétrocession | 3 707 | - | 3 707 | - |
| Plus-values sur cessions des titres en rétrocession | 1 782 | 2 059 | (277) | (13,5%) |
| Plus-value de cession portefeuille d'investissement | 12 654 | 39 131 | (26 477) | (67,7%) |
| Gains (perte) sur titres consolidés | - | - | - | - |
| Total | 2 363 | 30 218 | (27 855) | (92,2%) |

7.8- Frais de personnel

Les frais de personnel se sont élevés à 229.853 mDT en 2019 contre 211.575 mDT en 2018, soit une régression de 8,6%. Ils se détaillent comme suit :

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Var | % |
|--|------------------|------------------|-----------------|---------------|
| Salaires | (157 791) | (143 653) | (14 138) | (9,8%) |
| Charges sociales et fiscales | (47 642) | (43 678) | (3 964) | (9,1%) |
| Autres charges du personnel | (14 328) | (14 152) | (176) | (1,2%) |
| Charges sur assurance IDR | (8 786) | (8 126) | (660) | (8,1%) |
| Charges sur assurance Epargne collective | (1 192) | (1 844) | 652 | 35,4% |
| Variation des congés à payer | (114) | (122) | 8 | 6,6% |
| Total | (229 853) | (211 575) | (18 278) | (8,6%) |

7.9- Solde en gain/perte provenant des autres éléments ordinaires

Les Soldes en gain/perte provenant des autres éléments ordinaires se sont élevés à 81.584 mDT en 2019 contre 11.947 mDT en 2018. Ils se décomposent comme suit :

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Var | % |
|---|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| Profits (pertes) exceptionnels(es) (*) | (81 521) | (5 926) | (75 595) | (1275,6%) |
| Pertes et profits sur opération d'arbitrage rejet monétique | (6) | (49) | 43 | 87,8% |
| Déficits de caisse | (14) | (14) | - | - |
| Redressement fiscal | (43) | (13 229) | 13 186 | 99,7% |
| Produits non imposables | - | 7 271 | (7 271) | (100,0%) |
| Total | (81 584) | (11 947) | (69 637) | (582,9%) |

(*)La souscription du Ministre des Finances à 14.145.648 actions nouvelles de numéraires émises par la BNA dans le cadre de l'augmentation de son capital, a donné lieu à la naissance d'un passif financiers envers l'État et la constatation d'une charge exceptionnelle, fiscalement déductible, pour 79.845 mDT. (Voir note 4.13.1). Par ailleurs, l'article 28 de la loi 2018-56 du 27/12/2018 portant loi de finances pour l'année 2019, vient de conforter l'exemption de l'impôt de cette opération en stipulant dans son 1er paragraphe « l'opération d'augmentation du capital de la BNA ne peut avoir aucune incidence fiscale au titre de l'impôt sur les sociétés ».

7.10- Impôts sur les bénéfiques

La charge d'impôts sur les bénéfiques se compose de l'impôt courant ou exigible (impôt sur les sociétés) et de la variation des actifs et passifs d'impôt différé (intégrés au bilan). Pour l'année 2019 la charge nette s'élève à 33.440 mDT contre 31 168 mDT en 2018. Elle se détaille comme suit :

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | Var | % |
|---|-----------------|-----------------|----------------|---------------|
| Charge des impôts courants de l'exercice (impôts exigibles) | (29 430) | (36 042) | 6 612 | 18,3% |
| Résultat net d'impôt différé | (4 010) | 4 874 | (8 884) | (182,3%) |
| Total | (33 440) | (31 168) | (2 272) | (7,3%) |

8- NOTES SUR L'ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

8.1- Flux de trésorerie net affecté aux activités d'exploitation

Les activités d'exploitation ont dégagé, au cours de l'exercice 2019, un flux de trésorerie net négatif de 133.682 mDT s'expliquant principalement par :

- Les produits d'exploitation encaissés ont enregistré un excédent de 553.340 mDT par rapport aux charges d'exploitation décaissées ;
- Les prêts et avances à la clientèle nette des remboursements ont dégagé un flux net négatif de 1.341.986 mDT
- Les dépôts et retraits de la clientèle ont dégagé un flux net positif de 737.705 mDT ;
- Les sommes versées au personnel et aux créiteurs divers ont atteint 300.787 mDT ;
- Les autres flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation se sont soldés par un encaissement net de 216.040 mDT.

8.2- Flux de trésorerie net affecté aux activités d'investissement

Les activités d'investissement ont dégagé, au cours de l'exercice 2019 un flux de trésorerie net négatif de 56.355 mDT s'expliquant principalement par :

- Les intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille investissement de 77.336 mDT ;
- Les acquisitions nettes sur portefeuille investissement de 98.764 mDT ;
- Les acquisitions nettes des immobilisations de 34.927 mDT ;

8.3- Flux de trésorerie net affecté aux activités de financement

Les activités de financement ont dégagé, au cours de l'exercice 2019, un flux de trésorerie net positif de 9.805 mDT provenant essentiellement de :

- L'émission d'emprunt pour le montant de 47.610 mDT ;
- Le remboursement d'emprunt pour le montant de 5.705 mDT ;
- Une augmentation des ressources spéciales pour le montant de 78 mDT ;
- Le versement de dividendes pour le montant de 13.850 mDT ;

8.4- Liquidités et équivalents de liquidités

Cette rubrique comporte les avoirs en dinars et en devises en caisses, auprès de la BCT et du Centre des Chèques Postaux ainsi que les avoirs nets auprès des établissements bancaires. Elle inclut également les prêts et emprunts interbancaires inférieurs à trois mois et les placements inférieurs à 3 mois composés par les Bons de Trésor de transaction.

Les liquidités et équivalents de liquidités ont accusé un solde négatif de 1.291.688 mDT au 31/12/2019 contre aussi un solde négatif de 1.207.845 mDT au 31/12/2018. Elles se décomposent comme suit à la fin de l'exercice 2019:

| | Solde au 31/12/2019 | Solde au 31/12/2018 | Variation | % |
|--|------------------------|------------------------|------------------|----------------|
| Liquidités en dinars tunisiens : | 177 911 | 105 191 | 72 720 | 69,1% |
| - Avoirs en caisse en dinars | 51 614 | 45 606 | 6 008 | 13,2% |
| - Avoirs auprès de la BCT en dinars | 7 378 | 6 204 | 1 174 | 18,9% |
| - Avoirs en CCP | 294 | 203 | 91 | 44,8% |
| - Mouvements IBS | 20 287 | 10 739 | 9 548 | 88,9% |
| - Correspondants débiteurs en dinars | 110 353 | 55 413 | 54 940 | 99,1% |
| - Correspondants créditeurs en dinars | (12 015) | (12 974) | 959 | 7,4% |
| Liquidités en devises : | 269 258 | 251 359 | 17 899 | 7,1% |
| - Caisse en devises | 12 192 | 12 950 | (758) | (5,9%) |
| - Avoirs à la BCT en devises | 103 297 | 211 533 | (108 236) | (51,2%) |
| - Correspondants débiteurs en devises | 153 847 | 26 876 | 126 971 | 472,4% |
| Emprunts en dinars | (1 747 222) | (1 451 306) | (295 916) | (20,4%) |
| Emprunts en devises | - | (114 829) | 114 829 | 100,0% |
| Placements inférieurs à 3 mois | 8 365 | 1 740 | 6 625 | 380,7% |
| Liquidités et équivalents de liquidités au 31/12/2019 | (1 291 688) | (1 207 845) | (83 843) | (6,9%) |

9- Note sur les événements postérieurs à l'arrêté des états financiers

L'accélération de la pandémie du Covid-19 depuis janvier 2020 n'est pas considéré comme étant un « adjusting event » puisqu'il n'a pas un impact sur les états financiers arrêtés au 31/12/2019. En effet, il ne remet aucunement en cause l'hypothèse de la continuité de l'activité de la banque et ce en dépit que l'épidémie a été diagnostiquée pour la première fois courant le mois de décembre 2019.

Par ailleurs, la décision de confinement total décrétée à partir du 22 Mars jusqu'au 20 Avril 2020 ainsi que les mesures économiques et sociales exceptionnelles en faveur des catégories vulnérables et des entreprises afin de contrer les effets néfastes de la crise du Covid-19, auront un effet négatif aussi bien, sur le volume d'activité de la Banque, durant le 1er semestre 2020, que sur la trésorerie de la Banque.

En effet, les circulaires BCT n° 05/2020 du 19/03/2020, n°06/2020 du 19/03/2020, n°07/2020 du 25/03/2020, n° 08/2020 du 01/04/ 2020 et n° 09/2020 du 01/04/2020 ont invité les Banques à prendre les dispositions nécessaires afin de soutenir les personnes physiques et morales pour faire face à la crise Covid-19, notamment :

-Le report des échéances de crédits accordés aux personnes physiques dont le revenu net ne dépasse pas 1000 dinars, et ce à partir du 1er Mars jusqu'au 30 Septembre 2020 ;

- Le report des échéances de crédits accordés aux personnes physiques dont le revenu net dépasse 1000 dinars, et ce à partir du 1er avril jusqu'au 30 juin 2020 ;

- Le report des échéances de crédits accordés aux sociétés et aux professionnels dont la classe de risque est 0 et 1, et ce à partir du 30/03/2020 jusqu'au 30 septembre 2020 ;

- La gratuité des services des retraits interbancaires DAB, la gratuité de distribution des cartes bancaires ainsi que la gratuité des opérations de paiement par TPE pour les montants inférieurs à 100 DT.

10- Note sur les opérations avec les parties liées

1- La BNA a émis un emprunt obligataire subordonné en 2019 pour un montant global de 50 millions de dinars détaillé comme suit :

1.1- Un emprunt obligataire subordonné « BNA 2019-1 » émis sans recours à l'appel public à l'épargne d'un montant de 50 millions de dinars ayant les caractéristiques suivantes :

| Catégorie | Durée | Taux d'intérêt | Amortissement |
|-----------|---------------------------------|-----------------------|--|
| A | 5 ans | 10,5% et/ou TMM +2,3% | Constant par 1/5 à partir de la 1ère année |
| B | 7 ans dont deux années de grâce | 11% et /ou TMM + 2,8% | Constant par 1/5 à partir de la 3ème année |

1.2- Les montants souscrits par les entreprises associées ainsi que les intérêts générés par cet emprunt en 2019 se détaillent comme suit :

| Société | Montant souscrit à l'EO BNA sub2019-1 | Intérêts 2019 |
|------------------------------------|---------------------------------------|---------------|
| TUNIS-RE | 1 500 | 18 |
| ASSURANCES MUTUELLES ITTIHAD "AMI" | 7 000 | 67 |
| Total | 8 500 | 85 |

2- L'encours des montants souscrits par la Caisse Tunisienne des Assurances Mutuelles Agricoles, administrateur de la BNA, aux emprunts obligataires émis par la BNA au cours des exercices 2009, 2016, 2017 et 2018 se détaillent comme suit (en mDT) :

| Emprunts | BNA Sub 2009 | BNA Sub 2016 | BNA Sub 2017-02 | BNA Sub 2018-01 | Total |
|-----------------------|--------------|--------------|-----------------|-----------------|-------|
| Encours au 31/12/2019 | 666 | 3 000 | 2 500 | 3 200 | 9 366 |
| Intérêts 2019 | 38 | 285 | 247 | 330 | 900 |

3- L'encours des conventions de dépôts à terme souscrits, courant 2018, par les entreprises associées de la BNA totalisent, au 31 décembre 2019, un montant 126.300 mDT, réparti comme suit :

| RELATION | LIBELLE | Statut | Encours au 31/12/2019 |
|-----------------|---------------------|---------------------|-----------------------|
| Assurance "AMI" | Compte de Placement | ENTREPRISE ASSOCIEE | 54 000 |
| TUNIS RE | Compte de Placement | ENTREPRISE ASSOCIEE | 39 800 |
| TUNIS RE | Certificat de dépôt | ENTREPRISE ASSOCIEE | 32 500 |
| Total | | | 126 300 |

4- L'encours des conventions de dépôts à terme souscrits, par les administrateurs de la BNA totalisent, au 31 décembre 2018, un montant de 19.200 mille dinars réparti comme suit :

| RELATION | LIBELLE | Souscription | d'échéance | Encours | Taux |
|--------------|---------------------|--------------|------------|---------------|-------|
| CTAMA | Compte à Terme | 30/12/2016 | 29/12/2021 | 10 000 | 7,23% |
| CTAMA | Compte de Placement | 31/12/2019 | 23/06/2020 | 250 | 7,56% |
| Total | | | | 10 250 | |

5- La BNA a procédé à l'abandon des créances agricoles qui feront l'objet de prise en charge par l'État conformément à l'article 79 de la loi n°2013-54 du 30 décembre 2013 portant loi de finances pour l'année 2014, tel que modifié par la loi n°2015-18 du 02 juin 2015, l'article 27 de la loi n°2015-30 du 18 août 2015 portant loi de finances complémentaire pour l'année 2015, et l'article 65 de la loi n°2016-78 du 17 décembre 2016 portant loi de finances pour l'année 2017. L'encours de ces créances est de 90.443 mDT. La convention de prise en charge, relative aux fonds propres et fonds extérieurs, a été signée entre la BNA et l'État tunisien en date du 24 mai 2017.

6- La BNA a conclu avec l'État Tunisien des conventions de gestion de plusieurs fonds budgétaires (destinés à financer soit des subventions non remboursables, soit des dotations, soit des crédits) en contrepartie de la perception de commissions.

L'encours de ces fonds budgétaires s'élève au 31 décembre 2019 à 234.000mDT contre 228.614 mDT au 31 décembre 2018.

7- Certaines créances impayées ont été prises en charge par l'État et ce en vertu de :

- L'article 24 de la loi n°98-111 du 28 décembre 1998, portant loi de finances pour l'année 1999 : Consolidation sur 25 ans, sans intérêts et avec la garantie de l'État, des créances impayées et des créances non encore échues au 31 décembre 1997 en principal, à la charge des établissements et des entreprises publics et des coopératives centrales de services agricoles.

- L'article 25 de la même loi : Pris en charge par l'État des créances de certaines entreprises publiques et à participations publiques directes et indirectes et des coopératives agricoles visées au tableau « G » annexé à ladite loi, qui sont en cours de liquidation ou à liquider ou à privatiser ultérieurement, arrêtées au 31 décembre 1997, et ce sur 25 ans et sans intérêts

- L'article 3 de la loi n°99-65 du 15 juillet 1999 : Prise en charge par l'État des créances abandonnées par la BNA et ce pour les montants dus en principal et intérêts au titre des crédits agricoles arrêtés au 31/12/1998 ayant enregistré des impayés et dont le montant en principal n'excède pas 2 000 dinars par agriculteur à la date de leur obtention. Ces montants sont remboursés sur 20 ans et sans intérêts à partir de l'an 2000.

Les créances prises en charge par l'État ont totalisé 353.642 mDT. Au 31 décembre 2019, l'encours desdites créances s'élève à 66.222mDT.

8- La BNA a souscrit auprès de son administrateur, la société CTAMA, un contrat d'assurance destiné à couvrir la charge relative à l'indemnité de départ à la retraite soit six mensualités de salaire brut. La cotisation relative à l'année 2019 s'élève à 3.884 mDT.

9- La BNA a souscrit auprès de son administrateur, la société CTAMA, un contrat d'assurance épargne collective destiné à financer le complément de retraite de son personnel. La charge supportée par la banque au titre de l'année 2019 s'élève à 4.796 mDT.

10- La BNA a signé avec SODINO, entreprise associée, deux conventions de gestion de fonds à capital risque. La situation de ces fonds gérés se détaille comme suit :

| Fonds gérés | Date souscription | Montant souscrit | Encours brut au 31/12/2019 | Provisions | Encours net au 31/12/2019 |
|------------------------|-------------------|------------------|----------------------------|--------------|---------------------------|
| FDS DEV IRADA Jendouba | 2010 | 450 | 450 | (450) | 0 |
| FDS DEV IRADA Elkef | 2010 | 450 | 450 | (450) | 0 |
| Total | | 900 | 900 | (900) | 0 |

Les conditions de rémunération de la SODINO, au titre de la gestion de ces fonds, se résument comme suit :

- Commission de gestion de 1% décomptée sur les actifs nets du fonds avec un minimum de 4.500 dinars par fonds ;
- Commission de performance de 10% calculée sur les plus-values réalisées sur les cessions d'actions ou de parts sociales et des dividendes servis par fonds ;
- Commission de rendement de 10% calculée sur les produits des placements réalisés par les fonds ;

Les commissions de gestion revenant à SODINO au titre de l'exercice 2019 s'élèvent à 10mDT hors taxes.

11- L'encours des montants souscrits par les entreprises associées, aux emprunts émis par la BNA au cours des exercices 2009, 2016 et 2017, ainsi que les intérêts générés par ces emprunts se détaillent au 31 décembre 2018 comme suit :

| Société | BNA SUB 2018-01 | BNA SUB 2017-02 | BNA SUB 2017-01 | BNA SUB 2016 | BNA SUB 2009 | Intérêts |
|--------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------|-----------------|--------------|
| TUNIS-RE | 1 800 | 4 000 | 2 000 | 2 400 | 333 | 667 |
| AMI | 4 000 | 3 000 | 300 | 3 200 | 333 | 1 062 |
| TOTAL | 5 800 | 7 000 | 2 300 | 5 600 | 666 | 1 729 |

12- La BNA a émis, en 2008 un Fonds Commun de Placement « FCP SECURITE » pour un montant global de 50 millions de dinars. La durée de ce fonds a été prorogée de 10 ans à 15 ans au cours de l'année 2018:

12.1 Les filiales et entreprises associées ayant souscrit à ce fonds dans le cadre de la prorogation ainsi que la valorisation de leurs portefeuilles au 31/12/2019 se présentent comme suit :

| Société | Montant souscrit | Valorisation au 31/12/2019 |
|-----------------|---------------------|----------------------------------|
| TUNIS-RE | 6 000 | 9 998 |
| ASSURANCE "AMI" | 8 000 | 13 330 |
| Total | 14 000 | 23 328 |

12.2 La Caisse Tunisienne des Assurances Mutuelles Agricoles, administrateur de la BNA, a souscrit à ce fonds dans le cadre de sa prorogation. Les montants souscrits à ce fonds ainsi que la valorisation de leur portefeuille au 31/12/2019 se présentent comme suit :

| Société | Montant souscrit | Valorisation au 31/12/2019 |
|--------------|---------------------|----------------------------------|
| CTAMA | 2 000 | 3 333 |
| Total | 2 000 | 3 333 |

13- Les soldes des comptes courants ouverts par les entreprises associées de la BNA ainsi que les commissions et intérêts y afférents se détaillent, au 31/12/2019, comme suit :

| Partie liée | Solde au 31/12/2018 | | Intérêts de l'exercice 2018 | |
|---------------------|---------------------|-----------|-----------------------------|--------|
| | Débiteur | Créditeur | Encaissés | Servis |
| TUNIS-RE | - | 2 273 | - | (23) |
| AMI | 3 201 | 2 313 | 112 | - |
| GENERALE DES VENTES | - | 1 | - | - |

14- Les rémunérations servies par la BNA, au cours de l'exercice 2019, aux membres des organes de gestion sont détaillées comme suit :

| Nature de la Rémunération | Montants servis en 2019 |
|---|-------------------------------|
| Jetons de présence (CA) | 166 |
| CPAI | 25 |
| Comité des rémunérations et des nominations | 14 |
| Comité interne des Marchés | 15 |
| Comité des Risques | 23 |
| Comité de Recouvrement | 16 |
| TOTAL | 259 |

ÉTAT DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ PAR PÔLE

Période allant du 1er Janvier au 31/12/2019

(Unité : en 1 000 DT)

| | Jusqu'au 31/12/2019 | Financier | Immobilier | Autres |
|--|------------------------|------------------|----------------|----------------|
| Produits d'exploitation bancaire | | | | |
| PR1 - Intérêts et revenus assimilés | 1 059 623 | 1 059 623 | - | - |
| PR2 - Commissions (en produits) | 127 185 | 127 185 | - | - |
| PR3 - Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières | 40 451 | 40 317 | 65 | 69 |
| PR4 - Revenus du portefeuille d'investissement | 86 975 | 86 593 | 420 | (38) |
| Total produits d'exploitation bancaire | 1 314 234 | 1 313 718 | 485 | 31 |
| Charges d'exploitation bancaire | | | | |
| CH1 - Intérêts encourus et charges assimilées | (663 650) | (661 781) | (1 452) | (417) |
| CH2 - Commissions encourues | 7 527 | 7 549 | (18) | (4) |
| Total charges d'exploitation bancaire | (656 123) | (654 232) | (1 470) | (421) |
| Produit Net Bancaire | 658 111 | 659 486 | (985) | (390) |
| PR5-CH4 - Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif | (120 858) | (120 279) | (559) | (20) |
| PR6-CH5 - Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement | 2 363 | 3 949 | (1 586) | - |
| PR7 - Autres produits d'exploitation | 57 816 | 2 085 | 46 814 | 8 917 |
| CH6 - Frais de personnel | (229 853) | (219 931) | (6 515) | (3 407) |
| CH7 - Charges générales d'exploitation | (95 200) | (45 427) | (44 737) | (5 036) |
| CH8 - Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations | (12 875) | (12 396) | (303) | (176) |
| Résultat d'exploitation | 259 504 | 267 487 | (7 871) | (112) |
| Quote-part dans le résultat d'entreprises mises en équivalence | (6 732) | (6 518) | - | (214) |
| PR8-CH9 - Solde en gain/perte provenant des autres éléments ordinaires | (81 584) | (81 612) | 40 | (12) |
| Résultat avant impôt | 171 188 | 179 357 | (7 831) | (338) |
| CH11 - Impôt sur les bénéfices | (33 440) | (32 332) | (394) | (714) |
| PR9-CH10 - Solde en gain/perte provenant des autres éléments extraordinaires | (21) | (21) | - | - |
| Résultat net de l'exercice | 137 727 | 147 004 | (8 225) | (1 052) |
| Intérêts minoritaires | (6 695) | (12 110) | 5 054 | 361 |
| Résultat net de l'exercice, Part du groupe | 131 032 | 134 894 | (3 171) | (691) |
| Effet des modifications comptables (Net d'impôt) | - | - | - | - |
| Résultat après modification comptable, part du groupe | 131 032 | 134 894 | (3 171) | (691) |

ÉTAT DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ PAR PÔLE

Période allant du 1er Janvier au 31/12/2018

(Unité : en 1 000 DT)

| | Jusqu'au 31/12/2018 | Financier | Immobilier | Autres |
|--|------------------------|------------------|----------------|----------------|
| Produits d'exploitation bancaire | | | | |
| PR1 - Intérêts et revenus assimilés | 841 007 | 841 007 | - | - |
| PR2 - Commissions (en produits) | 111 163 | 111 163 | - | - |
| PR3 - Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières | 52 159 | 51 911 | 187 | 61 |
| PR4 - Revenus du portefeuille d'investissement | 85 029 | 83 553 | 1 472 | 4 |
| Total produits d'exploitation bancaire | 1 089 358 | 1 087 634 | 1 659 | 65 |
| Charges d'exploitation bancaire | | | | |
| CH1 - Intérêts encourus et charges assimilées | (520 471) | (519 220) | (867) | (384) |
| CH2 - Commissions encourues | (1 635) | (1 626) | (7) | (2) |
| Total charges d'exploitation bancaire | (522 106) | (520 846) | (874) | (386) |
| Produit Net Bancaire | 567 252 | 566 788 | 785 | (321) |
| PR5-CH4 - Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif | (82 684) | (82 669) | 8 | (23) |
| PR6-CH5 - Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement | 30 218 | 28 770 | 1 447 | 1 |
| PR7 - Autres produits d'exploitation | 25 892 | 2 067 | 19 097 | 4 728 |
| CH6 - Frais de personnel | (211 575) | (202 588) | (5 784) | (3 203) |
| CH7 - Charges générales d'exploitation | (88 047) | (66 324) | (19 395) | (2 328) |
| CH8 - Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations | (10 086) | (9 560) | (363) | (163) |
| Résultat d'exploitation | 230 970 | 236 484 | (4 205) | (1 309) |
| Quote-part dans le résultat d'entreprises mises en équivalence | (4 799) | (4 651) | - | (148) |
| PR8-CH9 - Solde en gain/perte provenant des autres éléments ordinaires | (11 947) | (10 829) | (1 026) | (92) |
| Résultat avant impôt | 214 224 | 221 004 | (5 231) | (1 549) |
| CH11 - Impôt sur les bénéfices | (31 168) | (35 384) | 3 327 | 889 |
| PR9-CH10 - Solde en gain/perte provenant des autres éléments extraordinaires | (4 033) | (4 033) | - | - |
| Résultat net de l'exercice | 179 022 | 181 587 | (1 904) | (661) |
| Intérêts minoritaires | (13 023) | (14 345) | 1 037 | 285 |
| Résultat net de l'exercice, Part du groupe | 165 999 | 167 242 | (867) | (376) |
| Effet des modifications comptables (Net d'impôt) | - | - | - | - |
| Résultat après modification comptable, part du groupe | 165 999 | 167 242 | (867) | (376) |

INDICATEURS CONSOLIDÉS

Arrêtés au 31/12/2019

(Unité : en 1.000 DT)

| | 31/12/2019 | Financier | Immobilier | Autres |
|---|-------------------|-------------------|-----------------|----------------|
| 1- Produits d'exploitation bancaire | 1 314 234 | 1 313 718 | 485 | 31 |
| a- Intérêts | 1 059 623 | 1 059 623 | - | - |
| b- Commissions en produits | 127 185 | 127 185 | - | - |
| c- Revenus du portefeuille titres-commercial | 40 451 | 40 317 | 65 | 69 |
| d- Revenus du portefeuille d'investissement | 86 975 | 86 593 | 420 | (38) |
| 2- Charges d'exploitation bancaire | (656 123) | (654 232) | (1 470) | (421) |
| a- Intérêts encourus | (663 650) | (661 781) | (1 452) | (417) |
| b- Commissions encourues | 7 527 | 7 549 | (18) | (4) |
| 3- Produit net bancaire | 658 111 | 659 486 | (985) | (390) |
| 4- Autres produits d'exploitation | 57 816 | 2 085 | 46 814 | 8 917 |
| 5- Charges opératoires, dont : | (337 929) | (277 754) | (51 555) | (8 620) |
| a- Frais du personnel | (229 853) | (219 931) | (6 515) | (3 407) |
| b- Charges Générales d'exploitation | (95 201) | (45 427) | (44 737) | (5 037) |
| c- Dotations aux amortissements | (12 875) | (12 396) | (303) | (176) |
| 6- Structure du portefeuille | 1 681 316 | 1 672 320 | 8 532 | 464 |
| a- Portefeuille titres-commercial | 228 184 | 227 013 | 857 | 314 |
| b- Portefeuille d'investissement | 1 453 132 | 1 445 307 | 7 675 | 150 |
| 7- Encours des crédits apparaissant au bilan | 10 277 025 | 10 277 215 | (190) | - |
| 8- Encours des dépôts, dont : | 8 426 747 | 8 426 904 | (157) | - |
| a- Dépôts à vue | 2 216 441 | 2 216 598 | (157) | - |
| b- Dépôts d'épargne | 2 840 251 | 2 840 251 | - | - |
| 9- Emprunts et ressources spéciales | 619 151 | 598 464 | 16 022 | 4 665 |
| 10- Capitaux Propres | 1 430 623 | 1 430 623 | | |

INDICATEURS CONSOLIDÉS

Arrêtés au 31/12/2018

(Unité : en 1.000 DT)

| | 31/12/2018 | Financier | Immobilier | Autres |
|---|------------------|------------------|-----------------|----------------|
| 1- Produits d'exploitation bancaire | 1 089 358 | 1 087 634 | 1 659 | 65 |
| a- Intérêts | 841 007 | 841 007 | - | - |
| b- Commissions en produits | 111 163 | 111 163 | - | - |
| c- Revenus du portefeuille titres-commercial | 52 159 | 51 911 | 187 | 61 |
| d- Revenus du portefeuille d'investissement | 85 029 | 83 553 | 1 472 | 4 |
| 2- Charges d'exploitation bancaire | (522 106) | (520 846) | (874) | (386) |
| a- Intérêts encourus | (520 471) | (519 220) | (867) | (384) |
| b- Commissions encourues | (1 635) | (1 626) | (7) | (2) |
| 3- Produit net bancaire | 567 252 | 566 788 | 785 | (321) |
| 4- Autres produits d'exploitation | 25 892 | 2 067 | 19 097 | 4 728 |
| 5- Charges opératoires, dont : | (309 708) | (278 472) | (25 542) | (5 694) |
| a- Frais du personnel | (211 575) | (202 588) | (5 784) | (3 203) |
| b- Charges Générales d'exploitation | (88 047) | (66 324) | (19 395) | (2 328) |
| c- Dotations aux amortissements | (10 086) | (9 560) | (363) | (163) |
| 6- Structure du portefeuille | 1 652 779 | 1 641 793 | 10 665 | 321 |
| a- Portefeuille titres-commercial | 270 554 | 270 132 | 109 | 313 |
| b- Portefeuille d'investissement | 1 382 225 | 1 371 661 | 10 556 | 8 |
| 7- Encours des crédits apparaissant au bilan | 9 083 401 | 9 083 401 | - | - |
| 8- Encours des dépôts, dont : | 7 733 842 | 7 734 277 | (435) | - |
| a- Dépôts à vue | 2 177 128 | 2 177 563 | (435) | - |
| b- Dépôts d'épargne | 2 673 161 | 2 673 161 | - | - |
| 9- Emprunts et ressources spéciales | 614 490 | 598 319 | 11 805 | 4 366 |
| 10- Capitaux Propres | 1 021 478 | 1 021 478 | | |

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR
LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE
CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2019**

MESSIEURS LES ACTIONNAIRES DE LA BANQUE NATIONALE AGRICOLE (BNA BANK),

Rapport sur l'audit des états financiers consolidés

Opinion

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire du 29 juin 2019, nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Banque Nationale Agricole et de ses filiales (le « Groupe »), qui comprennent le bilan consolidé et l'état consolidé des engagements hors bilan au 31 décembre 2019, l'état consolidé du résultat et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers consolidés font ressortir des capitaux propres positifs (hors intérêts minoritaires) de 1.561.655 KDT, y compris le résultat bénéficiaire consolidé s'élevant à 131.032 KDT.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du Groupe au 31 décembre 2019, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au Système Comptable des Entreprises.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISAs) applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces Normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé que les questions ci-après constituent les questions clés de l'audit qui doivent être communiquées dans notre rapport.

1) Prise en compte des intérêts et revenus assimilés et des commissions en produits

a) Risques identifiés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, les intérêts et revenus assimilés ainsi que les commissions (en produits) comptabilisés en résultat net du Groupe totalisent 1.186.808 KDT (soit 90,30% du total des produits d'exploitation bancaire).

Les méthodes de prise en compte des intérêts et revenus assimilés ainsi que des commissions (en produits) sont décrites au niveau de la note 3.2.3 des états financiers consolidés « *Comptabilisation des revenus afférents aux créances sur la clientèle* ».

Bien que la majeure partie de ces revenus soit générée et comptabilisée automatiquement par le système d'information du Groupe, nous avons considéré que la prise en compte des intérêts et revenus assimilés ainsi que des commissions (en produits) constitue un point clé de notre audit en raison du volume important des transactions et de l'importance de cette rubrique par rapport au total des produits d'exploitation bancaire.

b) Procédures d'audit mises en œuvre face aux risques identifiés

Dans le cadre de notre audit des comptes, nos travaux ont porté particulièrement sur les éléments suivants :

- Un examen des politiques, processus et contrôles mis en place par le Groupe en vue de l'évaluation et de la comptabilisation des revenus ;
- L'évaluation de l'environnement informatique compte tenu de la génération et de la prise en compte automatique des revenus en comptabilité ;
- La vérification du respect des prescriptions de la norme comptable NCT 24 relative aux *Engagements et revenus y afférents dans les établissements bancaires*, en matière de prise en compte des revenus et de séparation des exercices comptables ;
- La réalisation de procédés analytiques sur l'évolution des intérêts et des commissions ;
- La fiabilité des méthodes de réservation des intérêts ;
- La vérification du caractère approprié des informations fournies dans les notes aux états financiers consolidés.

2) Classification des créances et estimation des provisions

a) Risques identifiés

Au 31 décembre 2019, les créances figurent à l'actif du bilan consolidé du Groupe pour un montant brut de 12.276.391 KDT ; les provisions constituées en couverture des risques rattachés à ces créances s'élèvent à 1.577.744 KDT et les intérêts et agios réservés ont atteint 413.649 KDT.

Comme indiqué au niveau de la note 3.2 des états financiers consolidés « *Comptabilisation des engagements et des revenus y afférents* », le Groupe procède à la classification et à l'évaluation des engagements puis à la comptabilisation des provisions y afférentes dès lors qu'il estime que les critères définis par la circulaire BCT n°91-24 du 17 décembre 1991, telle qu'elle a été modifiée par les circulaires BCT subséquentes, sont remplis.

Compte tenu de l'exposition du Groupe au risque de crédit dont l'estimation obéit à des critères quantitatifs et qualitatifs nécessitant un niveau de jugement élevé, nous avons considéré la classification des créances, l'évaluation des provisions y afférentes et le calcul des intérêts et agios réservés comme un point clé de notre audit.

b) Procédures d'audit mises en œuvre face aux risques identifiés

À travers les entretiens menés avec la Direction et l'examen des procédures de contrôle mises en place par le Groupe, nous avons pris connaissance de la méthode d'évaluation du risque de contrepartie et de constatation des provisions nécessaires compte tenu des garanties obtenues. La méthode de classification des engagements du Groupe repose principalement sur l'antériorité de la créance.

Nous avons ainsi adopté la démarche d'audit suivante :

- Le rapprochement de la situation des engagements de la clientèle aux données comptables ;
- L'appréciation de la méthodologie retenue par le Groupe en matière de classification des créances par rapport aux règles édictées par la Banque Centrale de Tunisie ;
- L'appréciation de la fiabilité du système de couverture des risques et de réservation des produits ;
- La vérification de la prise en compte de certains critères qualitatifs issus des opérations réalisées et du comportement de la relation durant l'exercice ;
- L'examen des garanties retenues pour le calcul des provisions et l'appréciation de leurs valeurs, eu égard aux règles édictées et aux méthodes adoptées ;
- La vérification du calcul arithmétique du montant des provisions requises sur les créances de la clientèle à base individuelle, collective et additionnelle, en application de la réglementation en vigueur ;
- La vérification que les ajustements proposés ont été pris en compte par le Groupe.

3) Évaluation et comptabilisation des titres d'investissement

a) Risques identifiés

Le portefeuille-titres d'investissement du Groupe totalise 1.453.132 KDT au 31 décembre 2019 et représente un poste important du bilan (10,98 % du total des actifs consolidés).

Comme indiqué dans la note 3.3.2 des états financiers consolidés « *Portefeuille-titres d'investissement et revenus y afférents* », les titres d'investissement sont comptabilisés à la date d'entrée au coût d'acquisition et font l'objet d'une évaluation à la date de clôture en comparant la valeur comptable à la juste valeur pour les titres non cotés, et à la valeur de marché pour les titres cotés. Les provisions correspondantes sont ajustées en conséquence.

L'estimation de la juste valeur des titres d'investissement requiert l'exercice d'un jugement de la part de la Direction dans son choix des éléments à considérer selon la nature des titres concernés, lesquels éléments diffèrent selon le cas (pour certaines entités, les capitaux propres éventuellement corrigés et, pour d'autres entités, le cours moyens en bourse à la date d'arrêt ou à la date antérieure la plus récente).

Dans ce contexte et du fait des incertitudes inhérentes à certains éléments, nous avons considéré que la correcte évaluation des titres d'investissement, les créances rattachées et les provisions pour dépréciation correspondantes constituent un point clé de notre audit.

b) Procédures d'audit mises en œuvre face aux risques identifiés

Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des justes valeurs des titres d'investissement sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux d'audit ont consisté principalement à :

- Vérifier les cours de bourse utilisés pour l'évaluation des titres cotés ;
- Vérifier que les capitaux propres retenus concordent avec les comptes des entités qui ont fait l'objet d'un audit et que les ajustements opérés, le cas échéant, sur ces capitaux propres sont fondés sur une documentation probante ;
- Vérifier que l'estimation de ces valeurs, déterminée par la Direction, est fondée sur une justification appropriée de la méthode d'évaluation retenue et des éléments chiffrés utilisés, ayant servi de base pour la constatation des provisions pour dépréciation requises ;
- Apprécier le caractère recouvrable des créances rattachées au regard des analyses effectuées sur les titres d'investissement.

4) Caractère recouvrable des actifs d'impôt différé

a) Risques identifiés

Les actifs d'impôt différé figurant au bilan consolidé au 31 décembre 2019 présente un solde débiteur de 42.318 KDT. Ce solde provient de différences temporaires déductibles composées de provisions pour dépréciation et de provisions pour risques et charges, comptabilisées par la Banque Nationale Agricole et d'autres sociétés du Groupe, non admises en déduction à la date de clôture mais qui le seront une fois les pertes ou les charges provisionnées seront réalisées.

Nous avons identifié ce sujet comme un point clé de l'audit compte tenu de l'incertitude relative au caractère recouvrable des actifs d'impôt différé au 31 décembre 2019 et du jugement exercé par la Direction à cet égard. Le caractère recouvrable des actifs d'impôt différé repose notamment sur la capacité des sociétés du Groupe de disposer de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces différences temporaires pourront être imputées.

b) Procédures d'audit mises en œuvre face aux risques identifiés

En l'absence de différences temporaires imposables relatives à la société du Groupe concernée par les différences temporaires déductibles, les actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour autant qu'il est probable que cette société dégagera des bénéfices imposables suffisants dans les exercices au cours desquels ces différences temporaires déductibles se résorberont, ou que cette société a des opportunités de planification fiscale grâce auxquelles elle générera des bénéfices imposables au cours des exercices appropriés.

Nos travaux d'audit ont consisté principalement à :

- Vérifier que la méthodologie retenue par la Direction pour identifier et évaluer les différences temporaires déductibles et les actifs d'impôt différé correspondants est appropriée ;
- S'assurer que les règles fiscales (taux d'imposition, période de déduction, etc.) applicables dans les circonstances sont comprises et respectées par la Direction ;

- Apprécier la capacité de la société du Groupe concernée par les différences temporaires déductibles à dégager des bénéfices imposables futurs permettant de les résorber. À cet effet, nous avons examiné la fiabilité du processus d'établissement des prévisions financières à moyen terme, comparé les projections de résultats des exercices antérieurs avec les performances financières réelles correspondantes et vérifié que les bénéfices attendus sur les exercices à venir sont suffisants pour absorber, dans la période appropriée, les différences temporaires déductibles sources des actifs d'impôt différé ;
- S'assurer que les opportunités de planification fiscale offertes à la société du Groupe concernée (telle que la cession d'un actif pour un prix supérieur à sa valeur comptable) sont réalisables et pourront générer, en cas de besoin, un bénéfice imposable dans la période appropriée.

Paragraphes d'observations

Nous attirons l'attention sur les points suivants :

- 1) La note 5.3.6 des états financiers consolidés décrit les engagements du Groupe envers les entreprises publiques qui totalisent 2.748.611 KDT au 31 décembre 2019 (soit environ 21% du total des engagements en bilan et hors bilan). Ils sont constitués à hauteur de 66% des engagements envers l'Office des Céréales qui s'élèvent à 1.805.239 KDT, et sont refinancés auprès de la Banque Centrale de Tunisie pour un montant de 902.657 KDT. Ces engagements ont connu une hausse considérable de 983.228 KDT (+56%) par rapport à leur niveau au 31 décembre 2018, s'expliquant principalement par la prise en charge par l'Office des Céréales des engagements des collecteurs de céréales locales.

Les garanties reçues par le Groupe en couverture des risques de contrepartie sur les engagements des entreprises publiques totalisent 2.221.307 KDT au 31 décembre 2019, dont des garanties de l'État s'élevant à 1.759.268 KDT et accordées dans leur grande majorité en application des dispositions de l'article 10 de la loi n°2019-78 du 23 décembre 2019, portant loi de finances pour l'année 2020.

- 2) Les notes 5.14 et 7.9 des états financiers consolidés décrivent les modalités et les conséquences de l'augmentation du capital de la Banque Nationale Agricole, décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 06 mars 2019, sur la situation financière du Groupe et son résultat net de l'exercice 2019. Le capital de la société mère a été porté de 176.000 KDT à 320.000 KDT selon les modalités suivantes : souscription et libération intégrale de 28.160.000 actions nouvelles émises en numéraire et par voie de compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles détenues par l'État sur la Banque Nationale Agricole, et attribution de 640.000 actions gratuites résultant d'une incorporation de réserves. Les créances détenues par l'État ayant servi à cette opération d'augmentation de capital sont relatives aux deux fonds budgétaires de 133.000 KDT et 160.000 KDT, pour les montants respectifs de 89.902 KDT et 79.845 KDT.

Afin de permettre la réalisation de cette opération pour la partie imputable sur le fonds budgétaire de 160.000 KDT, l'État a mis en jeu la clause de retour à meilleure fortune en considérant que l'équilibre financier de la Banque Nationale Agricole est rétabli en vertu des dispositions de l'article 28 de la loi n°2018-56 du 27 décembre 2018, portant loi de finances pour l'année 2019, et indépendamment de la satisfaction ou non des cinq critères prévus par la convention régissant ce fonds budgétaire.

De ce fait, une partie du passif éventuel de 160.000 KDT a été transformée en un passif actuel (obligation de remboursement d'une créance envers l'État) en comptabilisant une charge exceptionnelle d'un montant de 79.845 KDT, considérée comme étant déductible du bénéfice imposable réalisé par la Banque Nationale Agricole au cours de l'exercice 2019.

Notre audit de l'opération d'augmentation du capital de la Banque Nationale Agricole a été accompagné d'une vérification approfondie de la situation financière des deux fonds budgétaires de 133.000 KDT et 160.000 KDT, ce qui a permis d'apporter les ajustements nécessaires et de présenter de manière séparée, au bilan consolidé ou dans les notes aux états financiers consolidés, les actifs et les passifs s'y rapportant, totalisant respectivement 208.240 KDT et 216.932 KDT au 31 décembre 2019.

La Banque Nationale Agricole envisage de convenir avec le Ministère des Finances des modalités de régularisation et d'apurement de la situation financière de ces deux fonds budgétaires au cours de l'exercice 2020 (mise en jeu de la garantie de l'État pour les impayés pour plus d'un an, fixation du sort des créances abandonnées au fil des ans ainsi que des recouvrements en principal et en intérêts non versés à l'État, commissions de gestion, alternative du transfert à la Banque Nationale Agricole des actifs et des passifs relatifs aux deux fonds budgétaires, etc.).

- 3) La note 9 des états financiers consolidés décrit l'évènement postérieur du COVID-19, non lié à des conditions existant à la date de clôture et n'ayant entraîné aucune modification des comptes consolidés. La propagation de la pandémie du COVID-19 depuis le mois de mars 2020 en Tunisie a été accompagnée par une série de dispositions réglementaires sanitaires qui pourraient impacter de façon significative l'économie du pays, étant donné que plusieurs opérateurs économiques en subissent les conséquences, en termes de baisse du niveau d'activité, de non-recouvrement des créances clients, etc. Ces circonstances pourraient engendrer un accroissement du risque de crédit, du risque de liquidité et du risque de marché, auxquels le Groupe est exposé.

Les mesures sanitaires ont été accompagnées par des mesures socio-économiques, notamment des dispositions mises en place par la Banque Centrale de Tunisie à travers certaines circulaires émises en 2020 et portant des mesures de soutien en faveur des parties lésées par le COVID-19, se rapportant principalement au report du remboursement des échéances bancaires et la gratuité de certains services. L'application desdites dispositions pourrait entraîner une baisse du produit net bancaire et du résultat net consolidé qui seront réalisés par le Groupe au titre de l'exercice 2020.

Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ces points.

Rapport de gestion relatif au Groupe

La responsabilité du rapport de gestion relatif au Groupe incombe au Conseil d'Administration. Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas au rapport de gestion relatif au Groupe et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions des articles 266 et 471 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations d'ordre comptable données dans le rapport de gestion relatif au Groupe, et ce, par référence aux états financiers consolidés.

Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion relatif au Groupe et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion relatif au Groupe semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion relatif au Groupe, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilité de la Direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers consolidés

Le Conseil d'Administration est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément au système comptable des entreprises, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la Direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la Direction a l'intention de liquider le Groupe ou de cesser son activité ou si aucune solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Groupe.

Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux Normes internationales d'audit (ISAs) applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux Normes internationales d'audit (ISAs) applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Groupe à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et tous les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

Efficacité du système de contrôle interne

En application des dispositions de l'article 3 de la loi n°94-117 du 14 novembre 1994, tel que modifié par la loi n°2005-96 du 18 octobre 2005, nous avons procédé aux vérifications périodiques portant sur l'efficacité des systèmes de contrôle interne de la Banque Nationale Agricole et de ses filiales. À cet effet, nous avons consulté les rapports des commissaires aux comptes des sociétés appartenant au Groupe. Nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficacité incombe au Conseil d'Administration.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié de déficiences importantes dans les systèmes de contrôle interne de la Banque Nationale Agricole et de ses filiales susceptibles d'impacter la fiabilité des états financiers consolidés relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Tunis, le 15 mai 2020

LES CO-COMMISSAIRES AUX COMPTES

P/ Le Groupement GEM & FINACO

Abderrazak GABSI

P/ Le Groupement CSL & CNW

Samir LABIDI